



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LX^e Année

Tome I N^o 3 - Mars 1985

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 La dette débudgétisée.
- 19 Chapitre V « Services » de la partie statistique du Bulletin : Nouveaux tableaux relatifs à l'activité des Chambres de compensation.
- 1 Statistiques.
- 169 Législation économique.
- 183 Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique.

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

LA DETTE DEBUDGETISEE

Introduction

Les budgets et les comptes de l'Etat constituent, dans une démocratie, des instruments essentiels de contrôle de l'activité du pouvoir exécutif. Les budgets indiquent, à l'avance, les orientations de la politique du gouvernement tandis que les comptes facilitent l'évaluation, a posteriori, des effets de cette politique. Encore convient-il, pour permettre un contrôle effectif, que la présentation des budgets et comptes obéisse à certaines règles strictes. Cette condition n'a pas échappé au pouvoir législatif qui a imposé les grands principes constitutionnels qui doivent être respectés par la comptabilité de l'Etat. Un de ces principes est celui de l'universalité budgétaire : l'article 115 de la Constitution prévoit que « toutes les recettes et dépenses de l'Etat doivent être portées au budget et dans les comptes ».

Force est de reconnaître que l'évolution du mode de gestion des pouvoirs publics a progressivement multiplié les dérogations à ce principe d'universalité et entraîné l'apparition de diverses dépenses dites « débudgétisées ». Ces débudgétisations, qui ont tendance, vu leur nombre, à former un véritable budget occulte en dehors du budget officiel, peuvent être de deux types.

Le premier type de débudgétisation consiste à soustraire simultanément du budget certaines dépenses et des recettes d'un montant identique. Les dépenses, hors budget, sont alors considérées comme financées par « affectation de recettes ». L'opération dite « Maribel » représente un exemple récent d'application de cette technique : une partie du produit des droits d'accise et de la taxe sur la valeur ajoutée a été retirée du budget pour être directement affectée au financement de la sécurité sociale afin de compenser la réduction de certaines cotisations patronales. Dans le passé, des recettes fiscales ont également été affectées au financement d'une partie des dépenses de divers fonds et organismes tels que le Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, le Fonds des Routes ou l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité. Par extension, le système des dépenses fiscales, qui consiste à substituer des diminutions d'impôts à un accroissement de certaines catégories de dépenses peut être considéré comme une autre forme, indirecte, d'affectation de recettes.

Les exemples, cités ci-avant, de ce premier type de débudgétisation sont loin d'être limitatifs. Les débudgétisations par affectation de recettes ont toutes un point commun : puisqu'elles consistent à réduire, pour des montants équivalents, les recettes et les dépenses, elles n'affectent ni les soldes budgétaires ni l'évolution de la dette publique. Il n'en reste pas moins que l'affectation de recettes modifie le niveau absolu des masses budgétaires et porte ainsi atteinte à la transparence de la comptabilité de l'Etat.

Le second type de débudgétisation a des effets plus pernicious. Les dépenses débudgétisées, au lieu d'être couvertes par des recettes affectées, sont soit financées par des emprunts émis par des fonds et organismes autonomes chargés d'effectuer certaines dépenses incombant au Trésor, aux communautés ou aux régions, soit « préfinancées » par des intermédiaires financiers. Les dépenses ainsi assurées ne sont imputées qu'ultérieurement sur les budgets et comptes, lors du paiement des charges d'intérêts et d'amortissement. Cette technique permet d'étaler dans le temps les charges budgétaires en comprimant artificiellement le déficit financier enregistré au cours de l'année d'émission de l'emprunt et en gonflant ce déficit au moment de la réintégration des charges dans le budget. Contrairement au premier, ce second type de débudgétisation modifie donc les soldes budgétaires et introduit une distorsion dans l'évolution de la dette publique.

C'est pour corriger cette distorsion qu'a été introduite la notion d'une « dette débudgétisée » recensant les divers emprunts contractés par les pouvoirs publics dans le cadre des opérations de débudgétisation.

La présente étude se propose d'analyser la structure de cette dette débudgétisée. Il ne sera, par conséquent, plus fait mention dans la suite de ce texte, du premier type de débudgétisation — par affectation de recettes — puisque celui-ci ne donne pas naissance à une dette débudgétisée; le terme « débudgétisation » sera utilisé exclusivement en référence aux opérations du second type.

Une analyse détaillée de la dette débudgétisée se heurte à une double difficulté. D'une part, la modification du contexte dans lequel s'effectue l'activité de l'Etat a entraîné une diversification croissante des techniques et des modalités de débudgétisation. D'autre part, l'évolution de la dette débudgétisée a été, au cours de ces dernières années, essentiellement dominée par un type particulier d'opérations — le préfinancement de l'aide aux cinq secteurs industriels nationaux — qui pour des raisons diverses, constitue une matière particulièrement complexe.

Dans un souci de clarté, il a donc paru opportun d'aborder cette analyse en deux articles séparés. Ce premier article se propose de recenser les diverses composantes de la dette débudgétisée. Le second, qui paraîtra dans un *Bulletin* ultérieur, sera consacré plus spécifiquement à l'aide aux secteurs nationaux.

1. Les sources statistiques existantes.

Il existe deux sources statistiques relatives à la dette débudgétisée, à savoir la « Dette débudgétisée » publiée mensuellement dans le Bulletin de Documentation du Ministère des Finances et le « Déficit financier des autres pouvoirs publics » publié annuellement dans le Rapport de la Banque ⁽¹⁾. Ces deux statistiques poursuivent des objectifs distincts, ce qui explique qu'elles aient des contenus sensiblement différents.

⁽¹⁾ Voir Rapports 1984 de la Banque Nationale de Belgique, p. 201, colonne (f) du tableau VII. 4.

La statistique du Ministère des Finances recense l'encours des engagements juridiquement à charge du Trésor qui ne sont pas repris dans la dette publique officielle. Cette statistique exclut donc, en principe, les dettes débudgétisées des communautés et régions et ne comprend pas les crédits octroyés à des établissements d'enseignement officiel et libre subsidié, ces crédits n'étant pas, juridiquement, à charge du Trésor. Cette statistique omet, par ailleurs, certaines opérations récentes de débudgétisation effectuées par le Trésor, en particulier dans le cadre de l'aide aux secteurs nationaux. La dette débudgétisée, telle qu'elle est établie par le Ministère des Finances depuis 1972, est reprise au tableau 1.

La notion de dette débudgétisée a été élargie par la Banque afin de calculer le « Déficit financier des autres pouvoirs publics ». Cette dernière statistique a pour objectif d'enregistrer les contreparties financières des opérations qui, tout en incombant économiquement au pouvoir national, communautaire ou régional, n'ont pas donné lieu à une variation de la dette du Trésor, des communautés ou des régions. Si la statistique de la Banque englobe les diverses composantes de la statistique du Ministère des Finances, elle est cependant plus large que cette dernière et, par le fait même, plus difficile à circonscrire. Tenant compte de la variété des techniques de débudgétisation et de préfinancement utilisées par les pouvoirs publics, il est possible de subdiviser la dette débudgétisée recensée par la Banque en trois composantes principales :

— les engagements des fonds et organismes autonomes chargés d'effectuer certaines dépenses qui sont normalement à charge du pouvoir national, communautaire ou régional ;

— les préfinancements effectués par des intermédiaires financiers pour compte de certains pouvoirs publics ;

— diverses créances détenues par le pouvoir national, communautaire ou régional. Cette dernière composante doit venir en déduction des deux précédentes pour obtenir la dette débudgétisée nette.

Ces trois composantes seront tour à tour analysées en distinguant, dans chacun des cas, les rubriques qui sont communes à la statistique du Ministère des Finances et à celle de la Banque et les rubriques propres à cette dernière statistique.

2. Engagements des fonds et organismes autonomes faisant partie du pouvoir national, communautaire ou régional.

La multiplication des tâches prises en charge et des fonctions exercées par les pouvoirs publics a progressivement amené ces derniers à accorder une certaine autonomie à divers fonds et organismes. Cette décentralisation fonctionnelle répond au souci de trouver un cadre juridique, administratif ou financier, distinct de celui de l'Etat, permettant de mieux assurer la gestion de certains intérêts publics.

DETTE DEBUDGETISEE PUBLIEE PAR LE MINISTERE DES FINANCES

Tableau 1

Encours à fin d'année en milliards de francs

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
1. Construction d'autoroutes, canal Bruxelles-Rupel, métro	59,3	76,0	84,3	93,1	107,1	119,4	123,9	129,2	130,1	131,0	38,5	6,7	8,4
1.1 Autoroutes	57,5	73,5	81,2	88,2	100,5	113,4	118,0	124,0	125,9	125,9	30,3	...	...
1.2 Canal Bruxelles-Rupel	1,8	2,0	2,3	2,5	2,7	3,0	3,3	3,7	4,2	5,1	8,2	6,7	8,4
1.3 Métros de Bruxelles et d'Anvers .....	...	0,5	0,8	2,4	3,9	3,0	2,6	1,5	...	...	...	...	...
2. Construction de bâtiments	5,6	5,7	6,1	6,0	6,5	6,9	7,2	7,1	6,4	6,2	4,7	3,9	3,1
2.1 Bâtiment de la Radio-Télévision Belge	2,4	2,7	3,3	3,4	4,1	4,8	5,3	5,5	5,0	5,1	4,0	3,5	3,0
2.2 Bâtiment Berlaymont	3,2	3,0	2,8	2,6	2,4	2,1	1,9	1,6	1,4	1,1	0,7	0,4	0,1
3. Fonds de Dotation des Pensions de Guerre	14,7	14,7	14,4	14,0	13,6	13,0	12,2	11,2	10,9	10,9	10,1	9,2	6,8
4. Subsidés de l'Etat pour certains travaux effectués par les pouvoirs locaux	25,0	27,8	31,8	36,0	40,8	47,4	53,6	62,0	72,6	82,5	90,8	95,7	98,7
5. Primes de construction et d'achat	4,8	7,2	9,1	10,0	10,4	11,2	11,5	12,4	12,8	13,2	13,1	14,4	16,4
6. Divers	14,4	13,7	12,8	11,9	10,6	9,8	9,1	8,1	7,2	7,3	6,4	5,5	4,0
6.1 Caisse Nationale des Calamités	7,4	6,8	6,4	5,8	5,3	4,7	4,1	3,5	2,8	2,1	1,5	0,8	...
6.2 Fondation Nationale de Financement de la Recherche Scientifique	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
6.3 Déficit des hôpitaux publics	0,8	0,6	0,4	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6.4 Programme de rénovation du matériel de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges	2,8	2,9	2,6	2,4	1,9	1,7	1,5	1,2	1,1	2,0	1,8	1,7	1,1
6.5 Installation d'Intercommunales de développement	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,8	0,7	0,6	0,5	0,4	0,3	0,2
7. Total	123,8	145,1	158,5	171,0	189,0	207,7	217,5	230,0	240,0	251,1	163,6	135,4	137,4

Source : Bulletin de Documentation du Ministère des Finances.

... zéro ou quantité négligeable.

Il n'existe aucune liste officielle de ces fonds et organismes autonomes ni d'ailleurs de statut uniforme réglant leur organisation et leur fonctionnement. Des organismes dotés de la personnalité juridique et jouissant d'une large autonomie voisinent avec des fonds budgétaires directement gérés par l'Etat et n'ayant pour but que de centraliser les dépenses relatives à un type spécifique d'opérations ; certains fonds et organismes exercent des activités incombant au Trésor, aux communautés ou aux régions, d'autres relèvent des pouvoirs locaux ou de la sécurité sociale, d'autres, enfin, peuvent être assimilés à des entreprises dans la mesure où, comme celles-ci, ils fournissent des biens ou services en passant par les mécanismes du marché.

La Banque ne reprend pas telles quelles dans sa statistique toutes les dépenses de ces fonds et organismes autonomes, mais applique un double critère de sélection.

En premier lieu, elle ne tient compte que des fonds et organismes relevant du pouvoir national, communautaire ou régional. Elle ne recense donc ni les fonds et organismes dépendant des pouvoirs locaux, ni ceux dépendant de la sécurité sociale, ni les entreprises publiques, dont les emprunts respectifs sont enregistrés dans la dette des pouvoirs locaux, de la sécurité sociale et des sociétés. En revanche, la Banque prend en considération les établissements d'enseignement officiel et libre, y compris par extension les hôpitaux universitaires ; elle a en effet voulu se conformer à l'optique adoptée par la comptabilité nationale qui assimile l'enseignement aux pouvoirs publics.

En second lieu, la Banque ne recense que la partie des dépenses de ces fonds et organismes autonomes qui a été couverte par des engagements financiers. Dans la majorité des cas, en effet, les dépenses des fonds et organismes dépendant du Trésor, des communautés ou des régions ne donnent pas naissance à une dette débudgétisée car elles sont financées par des dotations budgétaires ou par les ressources propres de ces fonds et organismes provenant soit de la vente occasionnelle de biens et services, soit des revenus de placements financiers. Ce n'est que dans la mesure où certains fonds et organismes sont autorisés, en vertu de leur statut ou de dispositions particulières, à contracter des engagements financiers, qu'une partie de leurs dépenses peuvent être débudgétisées.

Vu le nombre d'organismes concernés, la Banque ne peut prétendre recenser dans sa statistique tous ces engagements débudgétisés. Elle y a cependant repris les principaux engagements qui ont été contractés par trois catégories d'organismes, à savoir les Intercommunales d'autoroutes et le Fonds des Routes, le secteur de l'enseignement ainsi que divers autres fonds de moindre importance (tableau 2).

Jusqu'en 1981, le financement des programmes d'investissements autoroutiers a constitué le principal champ d'application de la technique de débudgétisation. C'est ainsi qu'une partie des emprunts émis par le Fonds des Routes et tous les emprunts émis par les Intercommunales d'autoroutes ont été débudgétisés. La statistique du Ministère des Finances a largement tenu compte de ce facteur en recensant la plupart de ces emprunts (rubrique 1.1) ; la Banque a complété cette statistique en y ajoutant les emprunts non accessibles à tout

**ENGAGEMENTS DES FONDS ET ORGANISMES AUTONOMES FAISANT PARTIE DU POUVOIR NATIONAL,
COMMUNAUTAIRE OU REGIONAL**

Tableau 2

Encours à fin d'année en milliards de francs

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 *
<i>1. Intercommunales d'autoroutes et Fonds des Routes¹ :</i>													
1.1 Engagements repris dans la statistique du Ministère des Finances ²	57,5	73,5	81,2	88,2	100,5	113,4	118,0	124,0	125,9	125,9	30,3	...	...
1.2 Autres engagements .....	...	...	...	0,2	0,3	2,6	8,0	6,0	3,7	3,6	0,7	0,4	0,4
1.3 Total	57,5	73,5	81,2	88,4	100,8	116,0	126,0	130,0	129,6	129,5	31,0	0,4	0,4
<i>2. Enseignement :</i>													
2.1 Fonds de développement des universités libres	1,6	3,6	6,0	7,2	9,9	11,9	14,7	17,6	21,1	21,1	21,1	24,4	24,4
2.2 Fonds de garantie des constructions scolaires .....	...	...	...	...	1,3	3,3	4,6	5,6	6,9	8,4	9,5	11,0	13,6
2.3 Crédits de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite aux universités	8,6	8,0	8,2	11,3	11,3	12,7	14,4	13,6	14,6	16,0	15,8	16,3	17,0
2.4 Autres crédits à l'enseignement	1,0	2,7	3,6	3,7	4,4	4,4	3,2	3,8	3,3	3,8	4,5	4,8	4,8
2.5 Total	11,2	14,3	17,8	22,2	26,9	32,3	36,9	40,6	45,9	49,3	50,9	56,5	59,8
<i>3. Autres organismes :</i>													
3.1 Fonds de Dotation des Pensions de Guerre ²	14,7	14,7	14,4	14,0	13,6	13,0	12,2	11,2	10,9	10,9	10,1	9,2	6,8
3.2 Caisse Nationale des Calamités ²	7,4	6,8	6,4	5,8	5,3	4,7	4,1	3,5	2,8	2,1	1,5	0,8	...
3.3 Fondation Nationale de Financement de la Recherche Scientifique ²	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
3.4 Régie des bâtiments	0,3	1,6	1,5	0,5	1,3	1,2	1,1	1,1	0,9	0,8	0,7	0,6	0,5
3.5 Divers .....	...	...	0,5	3,3	2,9	0,3	...	1,6	0,1	1,0	...	...	...
3.6 Total	25,1	25,8	25,5	26,3	25,8	21,9	20,1	20,1	17,4	17,5	15,0	13,3	10,0
4. Total général (= 1.3 + 2.5 + 3.6)	93,8	113,6	124,5	136,9	153,5	170,2	183,0	190,7	192,9	196,3	96,9	70,2	70,2
dont :													
4.1 Engagements repris dans la statistique du Ministère des Finances (= 1.1 + 3.1 + 3.2 + 3.3)	82,3	97,7	104,7	110,7	122,1	133,8	137,0	141,4	142,3	141,6	44,6	12,7	9,5

Sources : Banque Nationale de Belgique, Ministère des Finances.

¹ A l'exception des emprunts repris dans la dette indirecte du Trésor.² Ces rubriques sont reprises dans la statistique de la dette débudgétisée du Ministère des Finances.

... zéro ou quantité négligeable.

* provisoire.

placeur ainsi que divers autres crédits — d'un montant global relativement réduit — qui n'ont pas été mentionnés par le Ministère des Finances (rubrique 1.2). A la fin de 1981, la dette débudgétisée des Intercommunales d'autoroutes et du Fonds des Routes atteignait presque 130 milliards. En 1982 et 1983, la majeure partie des dettes des Intercommunales d'autoroutes a été reprise par le Fonds des Routes et incluse dans la dette indirecte du Trésor. Ce transfert a eu pour conséquence une diminution de la dette débudgétisée et, à due concurrence, une augmentation de la dette du Trésor. Cette opération n'a donc constitué qu'un simple reclassement statistique qui n'a entraîné aucun mouvement de fonds pour le Trésor.

Certaines dépenses du secteur de l'enseignement ont également été financées par les engagements contractés soit par deux fonds spécialisés, à savoir le Fonds de développement des universités libres et le Fonds de garantie des constructions scolaires, soit directement par les établissements d'enseignement (rubrique 2). Ces emprunts, souscrits essentiellement par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, sont repris dans la statistique de la dette débudgétisée de la Banque mais pas dans celle du Ministère des Finances. Juridiquement, ceux-ci ne sont, en effet, pas à charge du Trésor, même si ce dernier a, dans un certain nombre de cas, accepté d'octroyer sa garantie et d'assumer une partie des charges d'intérêts. Économiquement cependant, l'enseignement est traditionnellement considéré comme faisant partie du secteur des pouvoirs publics. Ce point de vue, adopté par la comptabilité nationale, a également été accepté par la Banque; celle-ci a, par conséquent, inclus dans la dette des pouvoirs publics les engagements contractés par le secteur de l'enseignement qui s'élevaient, à la fin de 1984, à environ 60 milliards.

A une échelle plus limitée, divers autres fonds et organismes ont également été financés par voie de débudgétisation (rubrique 3). Il s'agit du Fonds de Dotation des Pensions de Guerre, de la Caisse Nationale des Calamités et de la Fondation Nationale de Financement de la Recherche Scientifique — dont les engagements sont repris tant dans la statistique du Ministère des Finances que dans celle de la Banque — ainsi que de la Régie des bâtiments et de divers fonds de moindre importance — dont les engagements ne sont recensés que dans la statistique de la Banque. L'encours des engagements contractés par l'ensemble de ces fonds a assez sensiblement diminué au cours de ces dernières années et ne représentait plus que 10 milliards à la fin de 1984.

3. Préfinancements effectués pour compte du pouvoir national, communautaire ou régional.

La technique du préfinancement constitue probablement le mode de débudgétisation le plus connu. Cette technique est utilisée par certains pouvoirs publics pour étaler la présentation budgétaire de diverses dépenses, principalement des dépenses de capital. Ces pouvoirs publics n'inscrivent pas directement les dépenses à leur budget mais les font « préfinancer » par des intermédiaires financiers en s'engageant à supporter ultérieurement les charges d'intérêts et d'amortissement. Ces divers préfinancements, qui sont recensés au tableau 3, ont

**PREFINANCEMENTS EFFECTUES POUR COMPTE DU POUVOIR NATIONAL,
COMMUNAUTAIRE OU REGIONAL**

Tableau 3

Encours à fin d'année en milliards de francs

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984*
1. Aide aux secteurs nationaux	23,6	25,4	29,8	35,3	44,8	50,3	59,4	72,6	93,6	137,4	191,6	241,0	276,3
2. Subsidés de l'Etat pour certains travaux effectués par les pouvoirs locaux ¹	25,0	27,8	31,8	36,0	40,8	47,4	53,6	62,0	72,6	82,5	90,8	95,7	98,7
3. Primes de construction et d'achat ¹	4,8	7,2	9,1	10,0	10,4	11,2	11,5	12,4	12,8	13,2	13,1	14,4	16,4
4. Dettes envers la Société Nationale du Logement et la Société Nationale Terrienne .....	...	...	...	...	...	...	...	...	6,2	10,9	17,8	27,0	23,5
5. Autres préfinancements :													
5.1 Canal Bruxelles-Rupel ¹	1,8	2,0	2,3	2,5	2,7	3,0	3,3	3,7	4,2	5,1	8,2	6,7	8,4
5.2 Bâtiment de la Radio-Télévision Belge ¹	2,4	2,7	3,3	3,4	4,1	4,8	5,3	5,5	5,0	5,1	4,0	3,5	3,0
5.3 Bâtiment Berlaymont ¹	3,2	3,0	2,8	2,6	2,4	2,1	1,9	1,6	1,4	1,1	0,7	0,4	0,1
5.4 Programme de rénovation du matériel de la Société Nationale des Chemins de fer Belges ¹	2,8	2,9	2,6	2,4	1,9	1,7	1,5	1,2	1,1	2,0	1,8	1,7	1,1
5.5 Métros de Bruxelles et d'Anvers ¹ .....	...	0,5	0,8	2,4	3,9	3,0	2,6	1,5	...	...	...	...	...
5.6 Installation d'intercommunales de développement ¹	0,7	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,8	0,7	0,6	0,5	0,4	0,3	0,2
5.7 Déficit des hôpitaux publics ²	0,8	0,6	0,4	2,1	2,5	2,4	2,1	2,0	2,0	2,2	1,9	1,5	1,2
5.8 Prêts d'assainissement consentis aux communes flamandes en difficulté .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,0
5.9 Total	11,7	12,4	12,9	16,2	18,2	17,7	17,5	16,2	14,3	16,0	17,0	14,1	16,0
6. Compte courant de la Communauté Economique Européenne auprès du Trésor	0,2	1,5	0,9	...	0,1	0,4	...	1,7	2,0	0,5	3,2	3,7	...
7. Total général (= 1 + 2 + 3 + 4 + 5.9 + 6)	65,3	74,3	84,5	97,5	114,3	127,0	142,0	164,9	201,5	260,5	333,5	395,9	430,9
dont :													
7.1 Préfinancements repris dans la statistique du Ministère des Finances (= 2 + 3 + 5.1 + 5.2 + 5.3 + 5.4 + 5.5 + 5.6 + 5.7 partim)	41,5	47,4	53,8	60,3	66,9	73,9	80,5	88,6	97,7	109,5	119,0	122,7	127,9

Sources : Banque Nationale de Belgique, Ministère des Finances.

¹ Ces rubriques sont reprises dans la statistique de la dette débudgétisée du Ministère des Finances.² Cette rubrique est reprise dans la statistique de la dette débudgétisée du Ministère des Finances en 1972, 1973, 1974 et, partiellement, en 1975 (à concurrence de 0,2 milliard).

... zéro ou quantité négligeable.

* provisoire.

ainsi permis de débudgétiser l'essentiel de l'aide aux secteurs nationaux, les subsides de l'Etat pour certains travaux effectués par les pouvoirs locaux, les primes de construction et d'achat de logements, certaines dettes des pouvoirs publics envers la Société Nationale du Logement et la Société Nationale Terrienne ainsi que diverses autres dépenses ponctuelles de moindre importance.

L'aide aux secteurs nationaux est progressivement devenue, au cours de ces dernières années, la forme la plus importante de débudgétisation (rubrique 1). On rappellera que, dans le cadre de la réforme institutionnelle de l'Etat, introduite par la loi du 8 août 1980, certaines compétences en matière de politique économique ont été attribuées aux régions; toutefois, les interventions économiques en faveur de cinq secteurs industriels — à savoir la sidérurgie, les charbonnages, l'industrie textile, la construction et la réparation navale ainsi que l'industrie du verre creux d'emballage — sont restées de la compétence du pouvoir national.

L'inventaire des aides octroyées à ces secteurs nationaux est rendu particulièrement difficile du fait de la diversité des interventions des pouvoirs publics qui ont pris la forme, dans certains cas, d'un simple octroi de garantie, dans d'autres, de transferts directement à charge du budget, dans d'autres encore, de dépenses débudgétisées. Ces dernières, à leur tour, ont été préfinancées soit directement par des intermédiaires financiers, soit indirectement par des sociétés de financement spécialement créées à cet effet, telle la Société Nationale pour la Restructuration des Secteurs Nationaux ou encore ont pu consister, comme ce fut le cas pour la sidérurgie, en des reprises de dettes. Devant cette complexité, il a été estimé opportun, comme mentionné ci-avant, de consacrer un article séparé aux aides octroyées aux secteurs nationaux. La rubrique 1 du tableau 3 se borne donc à mentionner, sans autre détail, l'encours annuel des engagements débudgétisés contractés pour financer ces aides; les engagements résultant de la reprise, par le Trésor, de certaines dettes des secteurs nationaux n'ont pas été enregistrés les années au cours desquelles le Trésor a pris en charge ces dettes, mais ont été imputés aux années pendant lesquelles celles-ci ont été contractées, à l'origine, par les entreprises concernées. La dette débudgétisée issue de l'aide aux secteurs nationaux, dont l'encours s'élevait, à fin 1984, à quelque 276 milliards, ne figurait pas à cette date dans la statistique du Ministère des Finances ⁽¹⁾.

Les subsides de l'Etat pour certains travaux effectués par les pouvoirs locaux constituent une des plus anciennes formes de préfinancement (rubrique 2). Ces subsides, qui représentent la part prise en charge par le Trésor et, le cas échéant, les communautés et les régions dans le financement de certains investissements des pouvoirs locaux, ne sont pas versés directement par le pouvoir national, communautaire ou régional, mais sont préfinancés par le Crédit Communal de Belgique. Ils sont repris tant dans la statistique du Ministère des Finances que dans celle de la Banque; leur encours a régulièrement augmenté depuis 1972 pour atteindre près de 100 milliards à la fin de 1984.

⁽¹⁾ En janvier 1985, une partie de cette dette a cependant été reprise dans la statistique de la dette débudgétisée du Ministère des Finances tandis qu'une autre partie a été directement reprise dans la dette publique du Trésor.

Les primes de construction et d'achats représentent une autre catégorie de dépenses pour lesquelles le Trésor, les communautés et les régions ont recours à la débudgétisation (rubrique 3). Ces primes sont préfinancées par des intermédiaires financiers, principalement la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, et sont amorties en dix ans par annuités constantes. A ce type de débudgétisation, qui est pris en compte à la fois par le Ministère des Finances et par la Banque, correspondait, à la fin de 1984, une dette d'environ 16 milliards.

Le système des primes ne constitue qu'une des formes de soutien à la construction et à l'achat de logements. Le Trésor et, plus récemment, les régions subventionnent également en partie les logements sociaux construits par la Société Nationale du Logement et la Société Nationale Terrienne. En théorie, le mécanisme complexe mis au point par les pouvoirs publics pour régler leur intervention dans le financement de ces logements sociaux ne devrait pas donner naissance à une dette débudgétisée. Ce mécanisme prévoit en effet que :

— le financement des logements sociaux construits par la Société Nationale du Logement et la Société Nationale Terrienne est couvert par les emprunts à long terme émis, aux conditions du marché des capitaux, par ces deux sociétés ; ces emprunts bénéficient de la garantie de l'Etat ;

— les charges effectivement supportées par les deux sociétés se limitent à un amortissement étalé sur 66 ans pour la Société Nationale du Logement et 30 ans pour la Société Nationale Terrienne ainsi qu'au paiement d'un taux d'intérêt réduit, s'élevant pour les emprunts de la période récente à environ 3 p.c. pour la Société Nationale du Logement et 6 p.c. pour la Société Nationale Terrienne ;

— la différence entre les montants à charge des deux sociétés et les montants correspondants au service financier des emprunts est couverte par une dotation annuelle des pouvoirs publics ;

— les emprunts restent cependant au nom de la Société Nationale du Logement et de la Société Nationale Terrienne qui, juridiquement, sont tenues d'en assurer le service financier sur le marché des capitaux et qui, en pratique, doivent effectivement les rembourser en 30 ou 66 ans ; il ne s'agit donc pas d'une dette débudgétisée.

Ce mécanisme d'intervention, qui a fonctionné régulièrement jusqu'en 1979, s'est cependant grippé à partir de 1980 suite à la mise en œuvre de la réforme institutionnelle de l'Etat qui a entraîné la régionalisation de la politique du logement. Un contentieux s'est fait jour concernant la répartition, entre l'Etat et les régions, des charges liées à l'intervention des pouvoirs publics dans le service financier des emprunts émis, avant la régionalisation définitive, par la Société Nationale du Logement et la Société Nationale Terrienne. Suite à ce différend, une grande partie des subventions des pouvoirs publics à ces deux sociétés n'ont plus été versées à partir de 1980. La Loi du 5 mars 1984, relative notamment aux charges du passé des communautés et des régions, a défini les principes de répartition des charges qui découlent des engagements pris en matière de logement social. La Loi du 28 décembre 1984 relative à la suppression

ou restructuration de certains organismes d'intérêt public a, par ailleurs, supprimé la Société Nationale du Logement et la Société Nationale Terrienne, transféré à la Région wallonne et à la Région flamande, chacune pour ce qui la concerne, les missions, biens, membres du personnel, droits et obligations de ces organismes et créé la Société du Logement de la Région bruxelloise. La dette du Trésor et des régions correspondant aux arriérés de versement des subventions relatives aux logements sociaux s'élevait, à la fin de 1984, à 23,5 milliards (rubrique 4). Cette dette n'a pas été prise en compte dans la statistique du Ministère des Finances.

La technique du préfinancement a également été utilisée pour financer diverses autres dépenses telles que la modernisation du canal Bruxelles-Rupel ou la construction du bâtiment de la Radio-Télévision Belge et du bâtiment Berlaymont occupé par la Communauté Economique Européenne (rubrique 5). La plupart des dépenses ponctuelles qui ont ainsi été débudgétisées sont mentionnées dans la statistique du Ministère des Finances. La statistique de la Banque tient compte, par ailleurs, du financement du déficit des hôpitaux publics — qui, au cours de ces dernières années, n'a plus été repris dans la statistique du Ministère des Finances — ainsi que des prêts d'assainissements consentis aux communes flamandes en difficulté qui représentent une dette débudgétisée du pouvoir régional. L'ensemble de ces engagements atteignait, à la fin de 1984, 16 milliards.

Pour être complet, il conviendrait enfin de tenir compte des divers mouvements de fonds qui transitent par les comptes du Trésor ou sont gérés par celui-ci, tels les fonds de tiers de la Poste ou les comptes courants de certains organismes internationaux. Ces fonds, quoique n'appartenant pas au Trésor, représentent pour celui-ci une source temporaire de financement de ses dépenses. Ce financement, tout en ne constituant évidemment pas une débudgétisation décidée par le Trésor lui-même, correspond néanmoins à un engagement financier effectif du Trésor qui n'est pas repris dans la dette publique. Ces fonds sont cependant très fluctuants et difficiles à recenser. Le Ministère des Finances ne les a donc pas pris en considération tandis que la Banque n'a incorporé dans sa statistique que la seule composante qu'il soit actuellement possible d'isoler, à savoir le compte courant maintenu par la Communauté Economique Européenne auprès du Trésor (rubrique 6).

4. Créances détenues par le pouvoir national, communautaire ou régional.

Aux deux chapitres précédents, on a recensé successivement les emprunts des fonds et organismes autonomes faisant partie du pouvoir national, communautaire ou régional ainsi que les préfinancements effectués pour compte du Trésor, des communautés et des régions. Ces divers engagements constituent la dette débudgétisée brute. Pour obtenir la dette débudgétisée nette, il convient de déduire de ces engagements certaines créances détenues par le Trésor, les communautés et les régions.

La première catégorie de créances à déduire se compose des obligations, bons de caisse, certificats de trésorerie et dépôts acquis ou effectués à titre de

placements par certains organismes et fonds autonomes du pouvoir national, communautaire ou régional. Vu le nombre de ces fonds et organismes, il n'est pas possible de dénombrer de manière exhaustive toutes leurs créances de l'espèce. Les montants mentionnés à la rubrique 1 du tableau 4 sont donc probablement incomplets ; ils reprennent les principales créances détenues par des organismes tels que la Caisse des Dépôts et Consignations, le Fonds National des Invalides de Guerre, le Fonds des Routes ou encore l'Office Belge de l'Economie et de l'Agriculture. A la fin de 1984, l'encours, recensé par la Banque, des créances détenues à titre de placements atteignait 17,7 milliards et était constitué, à concurrence d'environ 80 p.c., de créances à plus d'un an.

La Banque a également pris en compte les créances détenues par le Trésor sur certaines entreprises privées et publiques qui, confrontées à des problèmes de trésorerie, ont différé le versement du précompte professionnel retenu sur les salaires et traitements de leur personnel (rubrique 2). Ces arriérés de versements, négligeables jusqu'en 1979, sont devenus, au cours de ces dernières années, plus importants et impliquent à présent un véritable financement des entreprises par le Trésor.

En revanche, la Banque n'a pas pris en considération les créances du pouvoir national, communautaire ou régional résultant d'octrois de crédits, notamment à des pays en développement, ou de prises de participations dans des entreprises. Le plus souvent, il n'aurait pas été techniquement difficile au pouvoir concerné d'effectuer les opérations en cause sous forme de dons ou de subsides. Eu égard au fait que la décision de donner à ces opérations telle forme plutôt que telle autre comporte ainsi fatalement une part d'arbitraire, il a paru préférable à la Banque de ne recenser au tableau 4 que les créances dont l'existence ne dépend pas d'une décision de ce genre, c'est-à-dire les deux catégories, reprises aux rubriques 1 et 2, telles qu'elles ont été décrites ci-dessus.

5. Synthèse.

Entre 1972 et 1984, la dette débudgétisée, telle qu'elle a été définie aux chapitres précédents, est passée de 152,5 milliards à 477,8 milliards (rubrique 4 du tableau 5). Encore convient-il de remarquer que l'évolution de l'encours de la dette débudgétisée a été, en 1982 et 1983, influencée par la reprise, par le Fonds des Routes, de la dette des Intercommunales autoroutières pour un montant global, au cours de ces deux dernières années, de 121,6 milliards. Compte non tenu de cette reprise, la dette débudgétisée aurait atteint environ 600 milliards à la fin de 1984, soit près de quatre fois l'encours observé à la fin de 1972.

Après correction pour les opérations qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds, c'est-à-dire la reprise de la dette des Intercommunales autoroutières et les différences de change enregistrées sur la dette en devises contractée pour préfinancer les secteurs nationaux, la variation annuelle de la dette débudgétisée correspond au déficit financier net des « autres pouvoirs publics » (rubrique 5). Cette dernière donnée est publiée annuellement dans le Rapport de la

CREANCES DETENUES PAR LE POUVOIR NATIONAL, COMMUNAUTAIRE OU REGIONAL ¹

Tableau 4

Encours à fin d'année en milliards de francs

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 *
1. Créances détenues à titre de placements par les organismes et fonds autonomes faisant partie du pouvoir national, communautaire ou régional :													
1.1 Créances à un an au plus	3,7	5,8	5,8	3,4	3,3	8,0	13,4	11,9	8,6	6,5	3,0	2,5	3,7
1.2 Créances à plus d'un an	2,9	3,2	4,0	4,8	6,2	6,9	8,1	8,8	9,1	9,4	12,1	12,4	14,0
1.3 Total	6,6	9,0	9,8	8,2	9,5	14,9	21,5	20,7	17,7	15,9	15,1	14,9	17,7
2. Créances du Trésor résultant des arriérés de versements du précompte professionnel par des entreprises publiques et privées .....	...	...	...	...	...	...	...	...	2,0	6,3	9,8	8,0	5,6
3. Total général (= 1 + 2)	6,6	9,0	9,8	8,2	9,5	14,9	21,5	20,7	19,7	22,2	24,9	22,9	23,3

Source : Banque Nationale de Belgique.

¹ Aucune de ces créances n'est prise en compte dans la statistique de la dette débudgétisée du Ministère des Finances.

... zéro ou quantité négligeable.

* provisoire.

DETTE DEBUDGETISEE RECENSEE PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Tableau 5

Encours à fin d'année en milliards de francs

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 *
1. Engagements des fonds et organismes autonomes faisant partie du pouvoir national, communautaire ou régional :													
1.1 Intercommunales d'autoroutes et Fonds des Routes	57,5	73,5	81,2	88,4	100,8	116,0	126,0	130,0	129,6	129,5	31,0	0,4	0,4
1.2 Enseignement	11,2	14,3	17,8	22,2	26,9	32,3	36,9	40,6	45,9	49,3	50,9	56,5	59,8
1.3 Autres organismes	25,1	25,8	25,5	26,3	25,8	21,9	20,1	20,1	17,4	17,5	15,0	13,3	10,0
1.4 Total (= rubrique 4 du tableau 2)	93,8	113,6	124,5	136,9	153,5	170,2	183,0	190,7	192,9	196,3	96,9	70,2	70,2
2. Préfinancements effectués pour compte du pouvoir national, communautaire ou régional :													
2.1 Aide aux secteurs nationaux	23,6	25,4	29,8	35,3	44,8	50,3	59,4	72,6	93,6	137,4	191,6	241,0	276,3
2.2 Subsides de l'Etat pour certains travaux effectués par les pouvoirs locaux	25,0	27,8	31,8	36,0	40,8	47,4	53,6	62,0	72,6	82,5	90,8	95,7	98,7
2.3 Primes de construction et d'achats et dettes envers la Société Nationale du Logement et la Société Nationale Terrienne	4,8	7,2	9,1	10,0	10,4	11,2	11,5	12,4	19,0	24,1	30,9	41,4	39,9
2.4 Autres préfinancements et compte courant de la Communauté Economique Européenne auprès du Trésor	11,9	13,9	13,8	16,2	18,3	18,1	17,5	17,9	16,3	16,5	20,2	17,8	16,0
2.5 Total (= rubrique 7 du tableau 3)	65,3	74,3	84,5	97,5	114,3	127,0	142,0	164,9	201,5	260,5	333,5	395,9	430,9
3. Créances détenues par le pouvoir national, communautaire ou régional ¹ (= rubrique 3 du tableau 4)	- 6,6	- 9,0	- 9,8	- 8,2	- 9,5	- 14,9	- 21,5	- 20,7	- 19,7	- 22,2	- 24,9	- 22,9	- 23,3
4. Dette débudgétisée recensée par la Banque Nationale de Belgique (= 1.4 + 2.5 + 3)	152,5	178,9	199,2	226,2	258,3	282,3	303,5	334,9	374,7	434,6	405,5	443,2	477,8
5. Variation annuelle de la dette débudgétisée recensée par la Banque Nationale de Belgique = déficit financier net des autres pouvoirs publics tel que recensé dans le Rapport annuel de la Banque	+ 27,3	+ 26,4	+ 20,3	+ 27,0	+ 32,1	+ 24,0	+ 21,2	+ 31,4	+ 39,8	+ 59,9	+ 64,2 ²	+ 60,8 ²	+ 33,8 ²

Sources : Banque Nationale de Belgique, Ministère des Finances.

¹ Cette rubrique est affectée du signe - car les créances viennent en déduction des engagements pour calculer la dette débudgétisée nette.² La variation annuelle de la dette débudgétisée a été corrigée à la hausse pour tenir compte de la reprise par le Fonds des Routes de la dette des Intercommunales autoroutières (95,5 milliards en 1982 et 26,1 milliards en 1983) et à la baisse pour tenir compte des différences de change enregistrées sur la dette en devises contractée pour préfinancer l'aide aux secteurs nationaux (2,2 milliards en 1982, 3 milliards en 1983 et 0,8 milliard en 1984). Ces deux types d'opérations n'ont, en effet, pas donné lieu à des mouvements de fonds.

* provisoire.

Banque. Au cours des années septante, ce déficit s'est élevé annuellement à quelque 20 à 30 milliards; il a, depuis 1980, nettement progressé, essentiellement à la suite de l'accroissement de l'aide octroyée aux cinq secteurs nationaux. Comme il a déjà été annoncé, la politique d'intervention des pouvoirs publics envers ces cinq secteurs, qui a constitué le moteur principal de l'expansion récente de la dette débudgétisée, sera analysée en détail dans un prochain article du *Bulletin*.

L'aperçu d'ensemble de la dette débudgétisée, présenté au tableau 5, met en relief la grande diversité des composantes de cette statistique. La complexité croissante des mécanismes de gestion des pouvoirs publics, la réforme institutionnelle de l'Etat, voire même un certain désir de flatter la présentation des budgets en reportant des dépenses aux années ultérieures, sont autant de facteurs qui expliquent ce recours multiforme à la débudgétisation.

Dans ce contexte, la Banque s'est efforcée d'adopter une position pragmatique : elle a recensé dans sa statistique tous les emprunts correspondant à des engagements qui, en fait, doivent être supportés par le Trésor, les communautés ou les régions même si, juridiquement, ces emprunts ne sont pas à charge de ces pouvoirs publics. Une telle démarche n'a pu être exempte de certains choix et prises de position. La dette débudgétisée recensée par la Banque ne peut donc être considérée comme une statistique exhaustive et délimitée une fois pour toutes; elle doit, au contraire, être continuellement adaptée et modifiée pour recenser aussi complètement que possible les diverses débudgétisations effectuées par les pouvoirs publics.

CHAPITRE V « SERVICES » DE LA PARTIE STATISTIQUE DU BULLETIN : NOUVEAUX TABLEAUX RELATIFS A L'ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Afin de donner une information plus détaillée des activités des chambres de compensation, il sera désormais publié à la place du tableau 4, un double tableau (4a et 4b) : l'un se rapporte au nombre d'opérations traitées, l'autre à leur montant ; dans les deux cas, les opérations sont ventilées entre Bruxelles et la province et celles effectuées à Bruxelles sont classées par catégories.

La classification distingue six catégories d'opérations : l'argent au jour le jour, les assignations et mandats postaux, le change, les chèques, les virements et les autres opérations. La catégorie « chèques » contient entre autres, outre les chèques ordinaires, les chèques de voyage, les chèques circulaires et les effets fournisseurs. La catégorie « virements » comprend également les avis de crédit relatifs aux coupons, aux titres, au réescompte et au paiement d'effets. Les « autres opérations » regroupent essentiellement les remboursements des certificats du Trésor et du Fonds des Rentes.

Les tableaux débutent en 1982, car cette classification n'est en vigueur que depuis le 1^{er} janvier 1982, et n'est pas comparable avec la classification antérieure.

En chambre de compensation, chaque opération est recensée à la fois par la partie créditrice et par la partie débitrice. Les totaux des débits et des crédits s'équilibrent ; cependant, la ventilation de ce total par catégories d'opération diffère légèrement selon que l'on considère la partie créditrice ou la partie débitrice. Ces différences statistiques proviennent essentiellement du fait qu'une même opération n'est pas recensée dans la même catégorie par le débiteur et le créancier. Les chiffres des tableaux se rapportent à la moyenne des chiffres de la partie débitrice et de la partie créditrice. Dans le tableau publié précédemment, les chiffres se rapportaient à la partie débitrice.

CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	2	403	9	10.769	12.485	8	23.676	1.717	25.393
1983	2	389	9	12.360	13.764	8	26.532	1.408	27.940
1984	2	343	10	13.791	16.149	7	30.302	1.285	31.587
1982 1 ^{er} trimestre	2	390	9	10.366	12.500	8	23.275	1.794	25.069
2 ^e trimestre	2	408	9	10.866	12.473	8	23.766	1.867	25.633
3 ^e trimestre	2	394	9	10.410	11.789	8	22.612	1.589	24.201
4 ^e trimestre	2	419	10	11.435	13.179	8	25.053	1.616	26.669
1983 1 ^{er} trimestre	2	429	10	11.149	13.281	20	24.891	1.430	26.321
2 ^e trimestre	2	392	9	12.793	13.439	6	26.641	1.471	28.112
3 ^e trimestre	2	340	8	12.129	12.672	4	25.155	1.292	26.447
4 ^e trimestre	2	397	9	13.368	15.664	2	29.442	1.440	30.882
1984 1 ^{er} trimestre	2	364	11	12.643	16.115	11	29.146	1.338	30.484
2 ^e trimestre	1	352	10	13.800	15.645	7	29.815	1.340	31.155
3 ^e trimestre	1	337	9	13.643	15.370	3	29.363	1.201	30.564
4 ^e trimestre	2	319	8	15.078	17.469	6	32.882	1.262	34.144
1982 Janvier	2	395	9	10.078	11.802	7	22.293	1.712	24.005
Février	2	337	8	9.681	12.092	8	22.128	1.670	23.798
Mars	2	439	10	11.339	13.607	8	25.405	1.999	27.404
Avril	2	443	9	11.320	12.915	8	24.697	1.967	26.664
Mai	1	323	8	9.577	11.538	8	21.455	1.696	23.151
Juin	2	459	10	11.700	12.966	8	25.145	1.938	27.083
Juillet	2	463	10	10.180	11.814	8	22.477	1.678	24.155
Août	2	354	8	10.364	11.211	8	21.947	1.503	23.450
Septembre	2	366	9	10.686	12.343	7	23.413	1.585	24.998
Octobre	2	450	8	10.723	12.255	8	23.446	1.586	25.032
Novembre	2	406	10	11.128	12.494	8	24.048	1.501	25.549
Décembre	2	402	11	12.455	14.786	9	27.665	1.762	29.427
1983 Janvier	2	473	9	10.390	13.196	49	24.119	1.443	25.562
Février	2	369	9	10.312	12.413	7	23.112	1.301	24.413
Mars	2	444	11	12.746	14.234	4	27.441	1.545	28.986
Avril	2	388	9	11.730	12.418	4	24.551	1.426	25.977
Mai	1	358	7	13.259	13.447	9	27.081	1.423	28.504
Juin	2	430	11	13.391	14.452	4	28.290	1.564	29.854
Juillet	2	395	8	11.381	12.659	2	24.447	1.340	25.787
Août	2	340	8	12.930	12.918	6	26.204	1.354	27.558
Septembre	2	284	9	12.077	12.439	4	24.815	1.180	25.995
Octobre	2	508	9	13.165	15.273	3	28.960	1.536	30.496
Novembre	2	326	8	12.945	14.687	1	27.969	1.317	29.286
Décembre	2	358	9	13.995	17.033	2	31.399	1.466	32.865
1984 Janvier	2	389	8	13.042	16.376	22	29.840	1.376	31.216
Février	1	331	9	11.843	15.785	3	27.972	1.280	29.252
Mars	2	372	17	13.044	16.183	7	29.625	1.359	30.984
Avril	1	370	10	13.140	14.410	10	27.941	1.369	29.310
Mai	1	365	9	14.392	16.199	5	30.971	1.361	32.332
Juin	1	323	10	13.867	16.326	6	30.533	1.290	31.823
Juillet	1	405	7	14.025	16.051	4	30.493	1.343	31.836
Août	1	311	11	13.810	14.855	2	28.990	1.168	30.158
Septembre	2	295	8	13.096	15.202	2	28.605	1.093	29.698
Octobre	2	379	10	15.849	17.599	1	33.840	1.360	35.200
Novembre	2	293	7	14.082	17.049	6	31.439	1.163	32.602
Décembre	2	284	6	15.304	17.759	12	33.367	1.262	34.629
1985 Janvier	2	414	8	14.562	17.749	2	32.737	1.296	34.033
Février	2	295	7	12.596	15.114	2	28.016	1.115	29.131

¹ Nombre de chambres en activité : avant mai 1982 : 26 ; depuis mai 1982 jusqu'octobre 1984 : 24 ; depuis novembre 1984 : 22.

CHAMBRES DE COMPENSATION

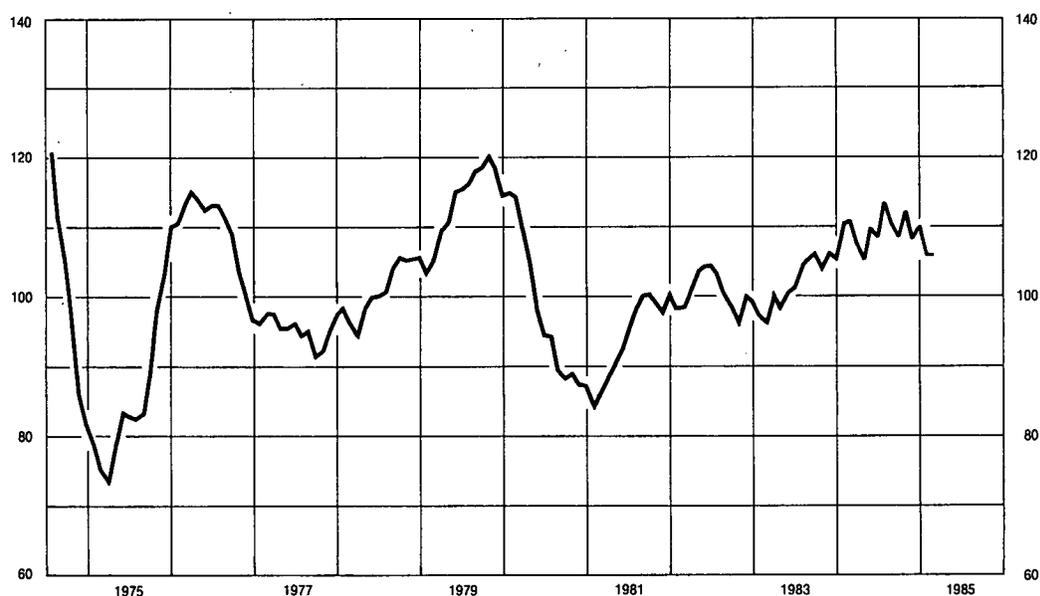
b) Montant des opérations

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	338	6	664	577	3.545	2.662	7.792	573	8.365
1983	338	6	730	633	4.220	2.089	8.016	610	8.626
1984	337	6	951	698	4.991	2.172	9.155	649	9.804
1982 1 ^{er} trimestre	351	6	680	559	3.442	2.789	7.827	551	8.378
2 ^e trimestre	323	7	700	583	3.510	2.331	7.454	582	8.036
3 ^e trimestre	346	6	628	570	3.513	3.191	8.254	560	8.814
4 ^e trimestre	332	5	646	597	3.716	2.336	7.632	598	8.230
1983 1 ^{er} trimestre	321	6	731	582	4.094	2.803	8.537	598	9.135
2 ^e trimestre	326	8	683	631	4.051	2.601	8.300	610	8.910
3 ^e trimestre	369	6	734	632	4.114	1.324	7.179	587	7.766
4 ^e trimestre	335	6	773	687	4.619	1.627	8.047	645	8.692
1984 1 ^{er} trimestre	356	7	1.085	742	5.229	2.035	9.454	668	10.122
2 ^e trimestre	339	6	958	706	4.963	2.873	9.845	661	10.506
3 ^e trimestre	318	6	886	651	4.743	2.754	9.358	622	9.980
4 ^e trimestre	335	7	877	692	5.026	1.027	7.964	646	8.610
1982 Janvier	308	6	545	563	2.985	3.234	7.641	505	8.146
Février	335	6	661	559	3.187	3.197	7.945	533	8.478
Mars	409	7	835	554	4.154	1.936	7.895	615	8.510
Avril	310	6	710	663	3.546	1.510	6.745	577	7.322
Mai	271	7	572	529	3.073	1.949	6.401	514	6.915
Juin	388	8	818	557	3.911	3.534	9.216	654	9.870
Juillet	323	7	623	605	3.430	3.948	8.936	552	9.488
Août	329	6	616	545	3.321	3.226	8.043	546	8.589
Septembre	385	5	644	559	3.788	2.399	7.780	583	8.363
Octobre	323	5	598	608	3.622	1.693	6.849	583	7.432
Novembre	304	5	616	523	3.384	2.657	7.489	563	8.052
Décembre	370	5	723	661	4.141	2.657	8.557	647	9.204
1983 Janvier	305	5	664	591	3.793	2.937	8.295	594	8.889
Février	292	5	614	612	3.722	2.978	8.223	559	8.782
Mars	365	7	915	543	4.768	2.494	9.092	642	9.734
Avril	283	6	670	594	3.839	2.594	7.986	544	8.530
Mai	307	7	572	651	3.789	2.379	7.705	595	8.300
Juin	387	10	809	647	4.525	2.830	9.208	692	9.900
Juillet	323	7	603	647	3.873	1.607	7.060	585	7.645
Août	330	6	714	537	4.023	1.141	6.751	587	7.338
Septembre	454	5	884	712	4.445	1.225	7.725	589	8.314
Octobre	328	7	818	700	4.643	1.491	7.987	602	8.589
Novembre	320	6	645	668	4.198	1.250	7.087	583	7.670
Décembre	356	6	857	694	5.015	2.140	9.068	750	9.818
1984 Janvier	301	6	805	637	4.786	3.031	9.566	658	10.224
Février	397	8	1.143	914	5.357	1.446	9.265	679	9.944
Mars	371	7	1.307	674	5.544	1.627	9.530	668	10.198
Avril	323	7	961	635	4.705	2.378	9.009	649	9.658
Mai	375	6	1.015	777	5.148	2.951	10.272	663	10.935
Juin	318	6	899	706	5.035	3.290	10.254	672	10.926
Juillet	305	7	884	678	4.883	3.646	10.403	623	11.026
Août	313	5	892	622	4.705	2.934	9.471	655	10.126
Septembre	336	5	882	653	4.641	1.682	8.199	588	8.787
Octobre	351	7	999	778	5.348	1.278	8.761	691	9.452
Novembre	328	5	811	683	4.866	986	7.679	604	8.283
Décembre	325	8	821	616	4.864	819	7.453	642	8.095
1985 Janvier	323	7	934	785	5.441	1.128	8.618	676	9.294
Février	341	5	1.034	728	5.092	959	8.159	651	8.810

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DU MOIS DE FEVRIER 1985
(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire

La valeur chiffrée de la courbe synthétique de conjoncture s'est réduite de 0,03 point en février, et s'établit ainsi à 105,97 points contre 106 points en janvier. Cette relative stabilité résulte de mouvements en sens opposés. Dans l'industrie manufacturière, le climat conjoncturel s'est à nouveau dégradé, en raison principalement de l'évolution plus défavorable de l'indicateur relatif à l'appréciation du carnet de commandes global. Dans l'industrie de la construction par contre, un mouvement de signe positif a partiellement compensé la forte détérioration du mois de janvier. Dans le commerce, la situation conjoncturelle est restée pratiquement inchangée.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population, comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.			
1. Population	I - 1	4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	b) Volume	VIII - 4b
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	5. Orientation géographique	VIII - 5
4. Affectation du produit national :		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
a) Estimations à prix courants	I - 4a	1-2-3. Balance sur base des transactions :	
b) Estimations aux prix de 1980	I - 4b	— Chiffres annuels	IX - 1
5. Enquêtes sur la conjoncture :		— Soldes trimestriels	IX - 2
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques	I - 5a	— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
b) Industrie manufacturière :		4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 5b.1	5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	IX - 5
— résultats bruts par secteur	I - 5b.2	6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes	I - 5b.3	X. — Marché des changes.	
— résultats bruts par région	I - 5b.4	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
c) Industrie de la construction :		a) Chiffres annuels	X - 1a
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 5c.1	b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
— résultats bruts par secteur	I - 5c.2	2. Droit de tirage spécial	X - 2
d) Commerce :		3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes	I - 5d	4. Système Monétaire Européen :	
II. — Emploi et chômage.			
Demandes et offres d'emploi	II	a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
III. — Agriculture et pêche.			
1. Agriculture	III - 1	b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
2. Pêche maritime	III - 2	c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 4c
IV. — Industrie.			
1. Production industrielle	IV - 1	5. Cours de change effectifs	X - 5
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur	IV - 2	XI. — Finances publiques.	
3. Energie	IV - 3	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
4. Métallurgie	IV - 4	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
5. Construction	IV - 5	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
V. — Services.			
1. Transports :		5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
b) Navigation maritime	V - 1b	1. Encours :	
c) Navigation intérieure	V - 1c	a) au 31 décembre 1981	XII - 1a
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	b) au 31 décembre 1982	XII - 1b
3. Commerce intérieur :		2. Mouvements en 1982	XII - 2
a) Ventes du commerce de détail	V - 3a	3. Encours (totaux sectoriels) :	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	a) au 31 décembre 1981	XII - 3a
4. Chambres de compensation	V - 4	b) au 31 décembre 1982	XII - 3b
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	4. Mouvements en 1982 (totaux sectoriels)	XII - 4
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie	VI - 2	XIII. — Organismes principalement monétaires.	
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières	VII - 1	1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
2. Prix de gros en Belgique	VII - 2	2. Bilans :	
3. Prix à la consommation en Belgique :		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
Indices 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100		b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
a) Ventilation en 4 groupes	VII - 3a	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3b	d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
Indices 1981 = 100		3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
c) Ventilation en 4 groupes	VII - 3c	4. Stock monétaire :	
d) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes	VII - 3d	a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général	VIII - 1	b) Total	XIII - 4b
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2	5. Avoirs extérieurs nets :	
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3	a) des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
		b) de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7

8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 3a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dette du Trésor :	
a) Situation officielle de la dette publique	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5

6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 8a
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 8b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Taux spéciaux	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

GRAPHIQUES.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Enquêtes sur la conjoncture	I - 5
Demandes d'emploi	II
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Prix de gros en Belgique	VII - 2
Prix à la consommation en Belgique	VII-3a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII-13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV-5a
Cours des valeurs belges au comptant	XVII-1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-5a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique. Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION, COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
	<i>(à fin d'année)</i>							
Population totale	9.823	9.837	9.842	9.855	9.863	9.849 ³	9.858	9.853
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.327	6.370	6.402	6.446	6.496	6.461 ³	6.563	
dont : Hommes	3.172	3.195	3.212	3.236	3.261	3.241 ³	3.292	
Femmes	3.155	3.175	3.190	3.210	3.235	3.220 ³	3.271	
	<i>(estimations à fin juin)</i>							
Population active ¹	13.941	13.968	13.991	14.048	14.065	14.079	14.105	4.123
dont : Agriculture	128	122	118	118	112	109	107	106
Industries extractives et manufacturières	1.119	1.078	1.036	1.009	989	941	909	889
Bâtiments et construction	! 296	298	294	297	288	258	236	217
Transports	265	265	268	272	278	277	275	267
Commerce, banques, assurances et services	!1.860	!1.901	!1.948	!2.011	!2.040	!2.042	!2.053	2.064
Chômeurs complets ²	! 233	! 266	! 290	! 304	! 322	! 416	! 490	545
Ouvriers frontaliers	! 40	! 38	! 37	37	36	! 36	! 35	35

¹ Non compris les forces armées.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Recensement au 1^{er} mars 1981.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	847,0	930,6	986,7	1.060,6	1.145,0	1.190,3	1.241,7	1.266,6
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	38,7	42,4	46,4	49,9	53,9	55,8	59,0	62,1
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	213,0	236,0	246,5	264,5	286,2	289,8	292,5	326,3
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	356,6	390,9	426,3	464,9	513,4	566,7	606,9	613,6
5. Corrections et compléments	58,0	59,8	64,7	69,3	74,1	79,1	93,6	107,3
Ajustement statistique	12,2	- 3,3	10,8	- 5,2	- 4,3	- 8,5	14,9	55,4
<i>Total ...</i>	1.525,5	1.656,4	1.781,4	1.904,0	2.068,3	2.173,2	2.308,6	2.431,3
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	56,7	44,1	48,2	44,0	45,3	52,9	63,7	65,4
2. Professions libérales ¹	73,1	83,2	92,4	99,3	101,1	105,9	112,4	119,8
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	205,8	218,3	222,8	228,7	228,1	226,9	229,8	246,3
4. Revenu des sociétés de personnes ²	11,4	11,8	13,0	14,3	13,9	13,8	16,3	19,5
Ajustement statistique	2,8	- 0,7	2,2	- 1,1	- 0,8	- 1,6	2,8	10,6
<i>Total ...</i>	349,8	356,7	378,6	385,2	387,6	397,9	425,0	461,6
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	156,8	179,6	196,4	232,3	274,1	317,1	357,1	383,6
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	60,6	66,7	73,7	78,5	85,0	98,9	108,3	123,2
3. Dividendes, tantièmes, dons	57,4	58,5	63,0	61,6	67,0	80,0	103,2	130,9
<i>Total ...</i>	274,8	304,8	333,1	372,4	426,1	496,0	568,6	637,7
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	12,7	11,1	24,6	25,9	21,5	9,9	29,3	42,8
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	72,7	76,4	81,7	91,9	89,7	87,5	112,9	113,9
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	15,8	19,4	22,1	24,6	27,7	30,2	30,3	31,5
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 13,6	- 17,1	- 23,9	- 21,2	- 7,3	1,8	13,9	- 2,7
<i>Total ...</i>	2,2	2,3	- 1,8	3,4	20,4	32,0	44,2	28,8
G. Intérêts de la dette publique	- 97,4	- 116,2	- 136,7	- 164,6	- 211,5	- 289,1	- 367,6	- 397,1
Revenu national net au coût des facteurs	2.140,3	2.291,5	2.460,9	2.618,2	2.802,1	2.907,4	3.121,0	3.319,0
H. Amortissements	231,3	262,3	281,4	302,5	312,2	330,3	362,1	393,2
Revenu national brut au coût des facteurs	2.371,6	2.553,8	2.742,3	2.920,7	3.114,3	3.237,7	3.483,1	3.712,2
I. Impôts indirects	307,7	334,3	363,9	387,7	412,0	435,8	475,6	508,2
J. Subventions	- 36,6	- 40,3	- 46,8	- 55,8	- 50,3	- 55,3	- 53,2	- 66,8
Produit national brut aux prix du marché	2.642,7	2.847,8	3.059,4	3.252,6	3.476,0	3.618,2	3.905,5	4.153,6

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

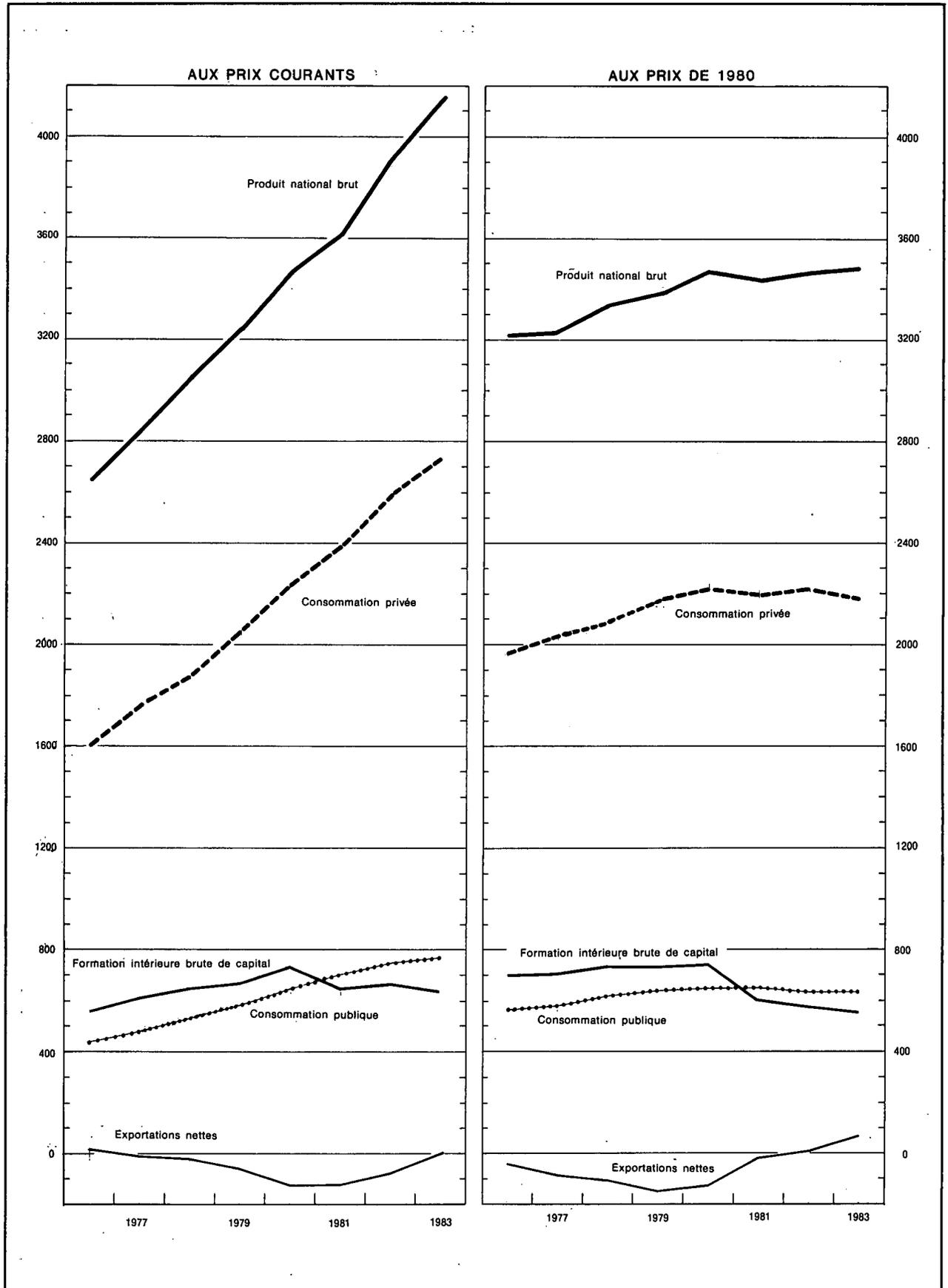
Source : I.N.S.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
1. Agriculture, sylviculture et pêche	76,9	68,3	76,0	73,2	76,0	84,4	97,0	99,8
2. Industries extractives	19,0	18,2	17,2	16,0	18,7	19,6	20,3	20,1
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	131,7	135,5	147,1	151,1	157,4	165,3	188,3	204,1
b) Textiles	38,3	37,5	37,1	37,7	40,6	44,1	46,1	52,3
c) Vêtements et chaussures	25,7	24,1	23,1	23,4	22,7	22,5	24,5	25,5
d) Bois et meubles	34,1	36,6	36,4	37,6	40,3	39,5	41,8	43,8
e) Papier, impression, édition	36,2	39,4	39,9	44,8	45,0	46,7	49,8	50,8
f) Industrie chimique et activités connexes	65,3	74,2	82,6	101,5	99,7	107,6	119,3	126,7
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	33,2	37,7	36,5	36,7	39,1	33,4	35,3	34,7
h) Fer, acier et métaux non ferreux	49,9	41,4	51,4	59,4	54,8	51,4	49,6	48,1
i) Fabrications métalliques et constructions navales	218,8	236,3	243,5	241,3	247,6	246,2	264,9	285,7
j) Industries non dénommées ailleurs ...	86,9	100,6	108,0	116,0	122,5	123,9	133,9	149,2
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	<i>720,1</i>	<i>763,3</i>	<i>805,6</i>	<i>849,5</i>	<i>869,7</i>	<i>880,6</i>	<i>953,5</i>	<i>1020,9</i>
4. Construction	193,3	213,0	228,5	233,7	263,0	229,1	237,3	238,0
5. Electricité, gaz et eau	77,6	86,1	93,5	105,7	110,1	119,5	125,9	148,7
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	502,3	539,1	569,0	609,6	664,8	691,2	765,7	818,0
b) Services financiers et assurances	108,0	119,5	135,2	150,7	160,7	194,5	222,0	234,9
c) Immeubles d'habitation	108,5	122,2	136,1	150,2	168,4	193,3	212,5	234,3
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	<i>718,8</i>	<i>780,8</i>	<i>840,3</i>	<i>910,5</i>	<i>993,9</i>	<i>1.079,0</i>	<i>1.200,2</i>	<i>1.287,2</i>
7. Transports et communications	200,2	215,7	234,7	255,5	279,5	291,2	310,1	321,9
8. Services	680,3	761,4	836,9	901,8	981,0	1.059,6	1.135,8	1.197,0
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,1	4,1	4,0	4,3	5,0	4,9	5,6	5,1
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	-35,3	-39,6	-45,1	-48,6	-45,1	-53,3	-61,9	-59,8
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	-29,5	-30,3	-32,0	-34,8	-47,2	-54,0	-67,1	-69,0
Ajustement statistique	-0,1	-5,3	-10,3	-10,7	-10,3	-19,5	-12,9	-19,9
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	2.625,4	2.835,7	3.049,3	3.256,1	3.494,3	3.641,1	3.943,8	4.190,0
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	17,3	12,1	10,1	-3,5	-18,3	-22,9	-38,3	-36,4
Produit national brut aux prix du marché ..	2.642,7	2.847,8	3.059,4	3.252,6	3.476,0	3.618,2	3.905,5	4.153,6

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	335,1	349,2	365,2	379,5	399,0	411,5	471,1	521,5
2. Boissons	75,1	79,4	84,3	89,3	97,6	103,6	114,8	122,9
3. Tabac	28,9	32,1	31,9	34,4	35,4	37,6	45,1	49,2
4. Vêtements et effets personnels	130,5	137,2	143,9	156,1	173,3	174,4	193,0	200,3
5. Loyers, taxes, eau	148,4	167,7	187,2	205,4	228,1	258,8	285,3	313,6
6. Chauffage et éclairage	86,8	91,5	100,4	118,2	138,4	161,3	178,5	183,5
7. Articles ménagers durables	175,3	184,5	186,1	192,2	215,3	218,0	225,0	225,7
8. Entretien de la maison	68,6	75,8	82,1	88,2	94,8	100,3	107,6	115,8
9. Soins personnels et hygiène	160,5	183,5	202,7	215,6	229,7	252,9	280,2	307,6
10. Transports	178,2	194,7	212,1	233,4	254,7	274,4	301,8	331,3
11. Communications : P.T.T.	12,3	14,5	16,2	17,5	18,8	20,2	22,3	24,4
12. Loisirs	136,5	152,2	163,5	177,1	194,8	208,3	230,0	248,0
13. Enseignement et recherches	3,4	3,7	4,0	4,2	4,4	4,9	5,4	6,0
14. Services financiers	55,5	62,2	71,8	81,7	87,1	103,3	118,4	126,2
15. Services divers	13,3	15,3	17,3	19,2	19,3	20,2	21,3	22,2
16. Dépenses personnelles à l'étranger	46,1	56,0	61,8	71,6	78,5	88,2	82,6	88,6
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 35,4	- 44,3	- 43,4	- 50,6	- 55,9	- 69,7	- 87,5	- 109,2
Ajustement statistique	- 11,0	6,8	- 2,0	12,8	11,7	23,4	- 3,9	- 37,2
<i>Total ...</i>	<i>1.608,1</i>	<i>1.762,0</i>	<i>1.885,1</i>	<i>2.045,8</i>	<i>2.225,0</i>	<i>2.391,6</i>	<i>2.591,0</i>	<i>2.740,4</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	323,1	355,3	391,8	426,5	471,3	517,8	550,5	559,6
2. Achats courants de biens et services	93,2	103,9	117,7	123,4	129,2	139,2	144,0	152,3
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	15,8	19,4	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5
4. Loyer payé	2,5	2,8	3,8	4,1	4,9	4,6	5,2	5,3
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	4,1	5,1	5,7	6,4	7,2	7,8	7,9	8,2
6. Amortissement mobilier et matériel	2,3	2,6	2,8	3,1	3,3	3,5	3,7	4,0
<i>Total ...</i>	<i>441,0</i>	<i>489,1</i>	<i>543,9</i>	<i>588,1</i>	<i>643,6</i>	<i>702,8</i>	<i>741,6</i>	<i>760,9</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	13,5	14,7	17,2	16,0	15,3	14,1	15,2	15,3
2. Industries extractives	1,8	2,0	2,5	3,0	3,0	2,9	3,3	3,1
3. Industries manufacturières	93,5	81,2	79,4	83,6	109,2	100,9	126,7	111,6
4. Construction	11,1	12,7	12,5	13,5	12,2	13,8	11,3	9,1
5. Electricité, gaz et eau	33,7	38,4	39,8	41,9	39,6	39,0	42,3	41,2
6. Commerce, banques, assurances	56,4	61,8	65,3	75,0	77,5	72,3	82,1	91,7
7. Immeubles d'habitation	184,7	202,8	228,0	209,6	224,7	139,0	131,1	133,7
8. Transports et communications	57,6	61,7	73,6	75,2	86,3	101,2	103,1	100,0
9. Pouvoirs publics et enseignement	92,3	98,1	99,6	107,6	122,9	123,2	122,9	114,8
10. Autres services	23,9	29,9	29,0	36,1	37,6	37,7	37,3	39,7
11. Variations de stocks	10,0	7,9	8,4	19,9	- 2,6	- 6,9	- 11,7	- 3,7
Ajustement statistique	- 4,0	2,3	- 0,7	4,3	3,9	6,3	- 1,0	- 8,8
<i>Total ...</i>	<i>574,5</i>	<i>613,5</i>	<i>654,6</i>	<i>685,7</i>	<i>729,6</i>	<i>643,5</i>	<i>662,6</i>	<i>647,7</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	92,5	97,0	114,1	134,4	211,9	349,3	405,2	369,0
2. Exportations de biens et services	1.275,9	1.480,2	1.550,9	1.825,8	2.082,0	2.352,5	2.751,6	2.956,0
Exportations totales ...	1.368,4	1.577,2	1.665,0	1.960,2	2.293,9	2.701,8	3.156,8	3.325,0
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	75,2	84,9	104,0	137,9	230,2	372,2	443,5	405,4
4. Importations de biens et services	1.274,1	1.509,1	1.585,2	1.889,3	2.185,9	2.449,3	2.803,0	2.915,0
Importations totales ...	1.349,3	1.594,0	1.689,2	2.027,2	2.416,1	2.821,5	3.246,5	3.320,5
Exportations nettes ...	19,1	- 16,8	- 24,2	- 67,0	- 122,2	- 119,7	- 89,7	4,6
Produit national brut aux prix du marché	2.642,7	2.847,8	3.059,4	3.252,6	3.476,0	3.618,2	3.905,5	4.153,6

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

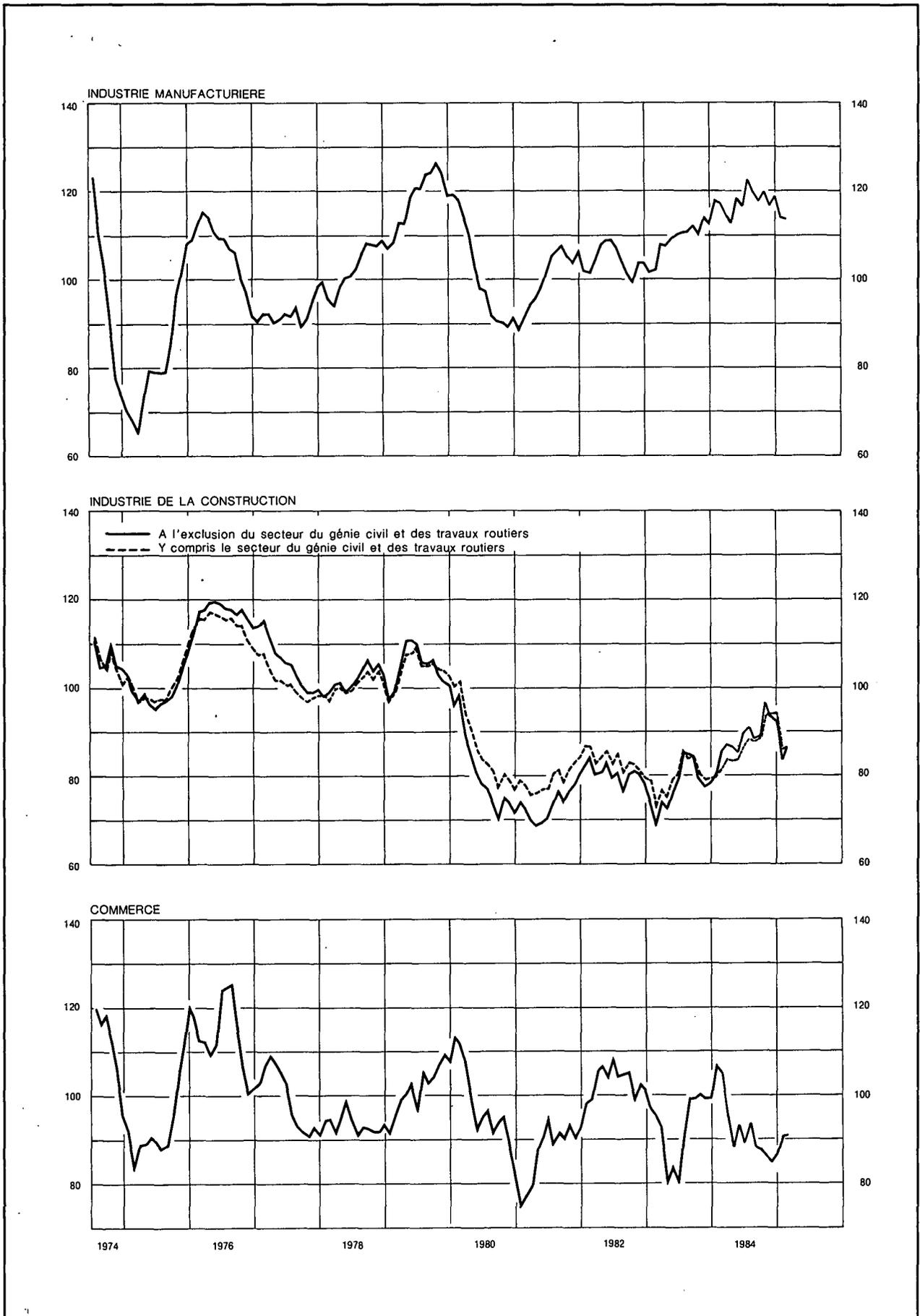
(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1980 = 100)

Source : I.N.S.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	94	93	96	99	100	98	102	103
2. Boissons	89	89	91	94	100	96	98	97
3. Tabac	110	107	96	100	100	98	105	102
4. Vêtements et effets personnels	93	92	90	94	100	97	101	98
5. Loyers, taxes, eau	88	90	93	97	100	104	106	108
6. Chauffage et éclairage	93	93	101	105	100	96	93	91
7. Articles ménagers durables	89	90	89	91	100	98	98	91
8. Entretien de la maison	95	96	97	99	100	100	102	101
9. Soins personnels et hygiène	87	92	96	98	100	104	106	108
10. Transports	91	95	98	102	100	98	99	100
11. Communications : P.T.T.	83	87	89	96	100	107	108	110
12. Loisirs	92	92	91	96	100	101	107	106
13. Enseignement et recherches	92	94	96	98	100	102	104	106
14. Services financiers	74	77	85	94	100	110	115	118
15. Services divers	86	93	99	105	100	98	97	95
16. Dépenses personnelles à l'étranger	77	82	84	95	100	105	93	92
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	83	92	83	94	100	116	139	160
<i>Total ...</i>	89	91	94	98	100	99	100	99
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	89	90	95	98	100	102	101	102
2. Achats courants de biens et services	88	94	103	102	100	101	96	96
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	78	85	91	95	100	97	92	89
<i>Total ...</i>	88	91	96	98	100	101	100	100
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	102	105	119	107	100	88	89	85
2. Industries extractives	68	72	86	103	100	93	107	90
3. Industries manufacturières	97	81	77	78	100	90	107	90
4. Construction	102	112	108	113	100	110	84	64
5. Electricité, gaz et eau	102	108	110	110	100	93	94	88
6. Commerce, banques, assurances	87	90	91	100	100	89	94	100
7. Immeubles d'habitation	108	110	117	101	100	59	55	54
8. Transports et communications	76	78	90	90	100	111	104	98
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	95	91	89	92	100	88	80	70
10. Enseignement	92	100	94	95	100	98	90	86
11. Autres services	79	93	85	101	100	94	87	88
<i>Total ...</i>	96	97	99	99	100	83	81	76
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	53	52	58	66	100	157	170	145
2. Exportations de biens et services	76	86	89	96	100	103	107	107
Exportations totales ...	74	82	86	93	100	108	113	110
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	40	42	49	62	100	154	171	147
4. Importations de biens et services	75	86	90	98	100	99	100	97
Importations totales ...	72	82	86	95	100	104	107	102
Produit national brut aux prix du marché	93	93	96	97	100	99	100	100

I - 5. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Courbes synthétiques par branche d'activité.



I - 5a. — ENQUÊTES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1982 Mars	104,82	80,38	105,27	101,22	82,85
Avril	108,06	81,05	106,89	103,83	84,32
Mai	108,77	83,63	104,49	104,36	85,93
Juin	109,03	79,89	108,48	104,58	83,17
Juillet	107,55	80,69	104,61	103,08	85,06
Août	104,12	76,68	104,97	100,13	81,13
Septembre	101,39	80,23	105,28	98,80	83,10
Octobre	99,58	81,25	99,34	96,79	82,72
Novembre	103,78	80,31	102,73	100,10	81,45
Décembre	103,70	78,45	101,49	99,58	79,80
1983 Janvier	101,93	74,77	97,32	97,16	78,79
Février	102,32	69,26	95,28	96,30	73,14
Mars	108,35	74,06	92,80	100,87	76,70
Avril	107,92	72,82	80,36	98,52	75,54
Mai	109,52	76,54	83,86	100,72	78,98
Juin	110,60	79,18	80,89	101,43	80,16
Juillet	111,15	85,26	91,32	104,29	85,96
Août	111,20	84,98	99,30	105,48	84,16
Septembre	112,48	84,43	99,58	106,34	84,33
Octobre	110,30	79,46	100,54	104,21	80,40
Novembre	114,08	77,66	99,31	106,40	79,31
Décembre	113,19	78,57	99,56	105,95	79,59
1984 Janvier	118,17	80,16	107,17	110,82	79,84
Février	117,67	85,87	105,15	111,02	81,43
Mars	114,39	87,10	95,08	107,40	83,75
Avril	112,64	86,64	88,20	105,07	83,27
Mai	118,33	85,44	93,14	109,62	83,32
Juin	116,86	89,71	89,05	108,62	86,62
Juillet	122,60	90,66	93,25	113,41	88,53
Août	119,64	88,52	88,27	110,27	87,74
Septembre	117,87	88,99	87,52	108,99	88,32
Octobre	119,92	96,54	90,62	112,02	93,92
Novembre	116,67	93,47	84,64	108,39	94,23
Décembre	118,70	92,32	86,76	109,95	94,46
1985 Janvier	114,16	83,36	90,56	106,00	86,28
Février	113,16	87,51	90,85	105,97	87,52

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 5b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1982 Mars	100,13	97,48	109,68	102,38	112,82	105,21	112,18	104,82
Avril	106,66	105,16	111,00	106,02	113,43	106,54	110,86	108,06
Mai	110,35	108,52	111,89	111,23	116,47	102,50	104,86	108,77
Juin	110,14	107,22	117,25	109,64	110,23	101,73	109,14	109,03
Juillet	107,58	109,18	111,80	108,41	112,78	103,03	102,96	107,55
Août	104,46	110,39	106,81	100,94	105,71	98,76	102,14	104,12
Septembre	103,73	104,74	105,40	106,68	104,52	95,95	90,23	101,39
Octobre	98,44	106,17	102,42	97,69	103,21	96,94	93,14	99,58
Novembre	102,22	113,46	109,36	94,67	111,13	102,42	92,30	103,78
Décembre	98,85	116,24	102,59	104,39	112,75	101,37	94,96	103,70
1983 Janvier	102,35	103,16	101,65	98,50	107,81	102,15	98,47	101,93
Février	100,23	96,39	104,51	104,55	110,39	104,73	99,81	102,32
Mars	104,19	109,04	115,03	107,59	117,04	107,23	103,20	108,35
Avril	102,67	104,03	108,89	110,12	123,45	106,17	111,13	107,92
Mai	103,79	103,53	124,44	114,17	127,75	102,43	103,71	109,52
Juin	105,28	106,83	120,79	113,93	128,37	102,27	110,23	110,60
Juillet	102,88	105,40	123,44	115,98	127,24	105,81	111,29	111,15
Août	104,50	106,30	120,84	115,64	126,81	107,75	108,54	111,20
Septembre	104,45	108,49	118,92	122,24	131,15	105,23	114,29	112,48
Octobre	104,89	103,28	115,72	117,57	125,93	101,96	118,15	110,30
Novembre	104,39	109,78	114,42	127,57	126,67	107,04	127,30	114,08
Décembre	106,27	108,17	112,00	124,96	131,85	106,12	121,61	113,19
1984 Janvier	107,18	109,82	125,61	136,24	138,37	110,09	122,92	118,17
Février	109,07	108,80	120,96	130,41	135,63	109,10	130,36	117,67
Mars	105,91	107,05	120,00	129,15	136,14	105,87	117,93	114,39
Avril	103,05	111,38	112,78	123,66	131,68	104,91	120,87	112,64
Mai	110,09	120,86	125,97	128,67	136,55	104,54	120,79	118,33
Juin	104,04	115,33	115,13	128,58	135,13	115,21	124,14	116,86
Juillet	112,14	116,04	126,11	136,46	145,11	117,38	126,47	122,60
Août	109,61	119,08	118,61	133,37	139,52	113,85	123,51	119,64
Septembre	112,41	115,54	113,49	123,90	137,50	111,18	127,66	117,87
Octobre	109,61	121,26	123,46	127,49	140,35	111,25	125,39	119,92
Novembre	108,38	113,27	114,04	129,20	139,28	110,29	122,92	116,67
Décembre	110,10	115,30	113,88	131,08	137,94	111,12	132,39	118,70
1985 Janvier	103,33	109,63	115,65	132,63	131,66	109,29	117,75	114,16
Février	104,92	111,18	112,47	119,35	134,05	108,89	118,29	113,16

I - 5b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1984				1985	1984				1985	1984				1985
	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février
Ensemble des industries	- 22	- 24	- 23	- 26	- 29	- 25	- 27	- 25	- 25	- 27	+ 12	+ 13	+ 6	+ 7	+ 15
I. Biens de consommation	- 28	- 31	- 20	- 20	- 22	- 20	- 28	- 14	- 17	- 19	+ 27	+ 22	+ 4	+ 7	+ 24
II. Biens d'investissement	- 45	- 42	- 34	- 37	- 43	- 45	- 41	- 27	- 27	- 37	+ 8	+ 22	+ 14	+ 12	+ 8
III. Biens intermédiaires	- 3	- 12	- 22	- 27	- 31	- 15	- 20	- 28	- 31	- 33	- 3	+ 1	+ 1	+ 5	+ 7
Industrie textile	- 19	- 33	- 30	- 24	- 36	- 19	- 32	- 29	- 24	- 47	+ 3	+ 9	+ 5	+ 8	+ 18
dont : Laine	- 18	- 38	- 40	- 31	- 50	- 21	- 35	- 46	- 33	- 45	+ 3	+ 16	+ 14	+ 16	+ 32
Coton	- 27	- 36	- 41	- 34	- 45	- 31	- 43	- 43	- 39	- 61	+ 2	+ 3	+ 8	+ 8	+ 12
Bonneterie	- 34	- 34	- 40	- 28	- 8	- 29	- 36	- 38	- 19	- 10	+ 21	+ 16	+ 9	+ 24	+ 18
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 27	- 43	- 22	- 18	- 30	- 18	- 32	- 6	- 4	- 25	+ 24	+ 21	- 5	- 5	0
dont : Chaussures	- 46	- 63	- 59	- 64	- 54	- 67	- 73	- 73	- 80	- 65	+ 15	- 6	- 41	- 46	- 35
Habillement	- 24	- 38	- 13	- 9	- 25	- 14	- 29	- 1	+ 2	- 22	+ 25	+ 25	+ 2	+ 4	+ 7
Industrie du bois et du meuble en bois	- 34	- 35	- 20	- 19	- 57	- 29	- 40	- 16	- 31	- 57	+ 25	+ 30	+ 23	+ 24	+ 39
dont : Bois	- 10	- 31	- 7	- 23	- 54	+ 2	- 27	- 11	- 41	- 67	+ 5	+ 4	+ 10	+ 5	+ 39
Meubles en bois	- 52	- 40	- 28	- 17	- 60	- 46	- 46	- 18	- 26	- 51	+ 38	+ 50	+ 33	+ 38	+ 39
Papiers et cartons	- 13	+ 13	- 9	- 23	- 33	- 21	+ 17	- 7	- 25	- 33	- 2	+ 8	+ 13	+ 14	+ 3
dont : Production de papier et carton	- 37	+ 22	- 6	- 9	- 38	- 25	+ 26	- 4	- 20	- 34	- 12	- 11	+ 1	+ 6	+ 8
Transformation de papier et carton	+ 5	+ 6	- 10	- 35	- 29	- 7	- 14	- 15	- 41	- 29	+ 6	+ 23	+ 21	+ 20	- 1
Industrie du cuir	- 52	- 55	- 66	- 18	+ 8	- 48	- 65	- 81	- 25	+ 5	+ 39	+ 37	+ 49	+ 31	- 6
Transformation de matières plastiques	+ 19	+ 43	+ 18	+ 18	- 3	+ 58	+ 71	+ 26	+ 49	+ 20	- 18	- 27	- 23	- 1	- 9
Raffinage de pétrole	- 5	- 26	- 32	- 57	- 24	- 14	+ 1	- 45	- 56	- 14	- 5	- 1	- 33	- 3	- 14
Production et première transformation des métaux	+ 1	- 14	- 35	- 47	- 44	- 32	- 36	- 42	- 48	- 44	- 5	0	+ 2	+ 2	+ 6
dont : Métaux ferreux	+ 2	- 6	- 30	- 41	- 44	- 39	- 37	- 43	- 49	- 48	- 6	- 4	- 3	- 2	0
Métaux non ferreux	- 5	- 54	- 63	- 74	- 47	+ 6	- 30	- 37	- 47	- 19	- 4	+ 11	+ 12	+ 12	+ 23
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 18	- 23	- 13	- 20	- 38	- 9	- 4	+ 11	+ 8	+ 8	+ 4	+ 23	+ 6	+ 11	+ 19
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 22	- 30	- 14	- 20	- 35	- 19	- 10	+ 10	+ 4	+ 6	+ 8	+ 30	+ 6	+ 15	+ 17
Industrie chimique	+ 12	+ 6	- 1	+ 4	+ 7	+ 12	+ 7	0	+ 6	+ 7	+ 2	0	+ 2	- 1	+ 3
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	- 44	+ 22	+ 19	+ 18	+ 66	+ 56	+ 16	- 14	+ 13	- 27	- 5	- 27	- 18	- 18
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 57	- 43	- 28	- 27	- 15	- 21	- 36	- 31	- 21	- 33	+ 26	+ 26	+ 12	+ 25	+ 4
Construction de machines et de matériel mécanique	- 36	- 27	- 20	- 29	- 29	- 44	- 41	- 22	- 23	- 34	- 12	+ 7	+ 12	- 2	- 12
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 64	- 64	- 33	- 61	- 64	- 63	- 63	- 31	- 40	- 63	- 1	+ 1	+ 6	+ 18	+ 20
Machines-outils	+ 60	+ 81	+ 83	+ 100	+ 56	+ 58	+ 100	+ 100	+ 100	+ 12	- 58	+ 8	+ 34	0	- 50
Machines textiles	- 23	- 62	- 49	- 51	- 51	- 67	- 64	- 56	- 52	- 52	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	- 43	- 41	- 34	- 38	- 26	- 33	- 35	- 19	- 12	- 9	- 15	+ 6	0	- 10	0
Construction électrique et électronique	- 69	- 63	- 62	- 70	- 60	- 72	- 61	- 55	- 60	- 53	+ 34	+ 37	+ 36	+ 32	+ 28
dont : Construction électrique d'équipement	- 76	- 68	- 63	- 61	- 70	- 75	- 64	- 47	- 45	- 71	+ 26	+ 30	+ 29	+ 26	+ 19
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 60	- 57	- 62	- 87	- 29	- 61	- 55	- 66	- 87	- 25	+ 100	+ 100	+ 100	+ 67	+ 100
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	- 8	0	0	0	0	- 9	0	0	0	+ 41	+ 13	- 13	- 13	+ 40
Construction d'autre matériel de transport	- 59	- 64	- 70	- 78	- 62	- 88	- 88	- 87	- 90	- 82	+ 34	+ 11	+ 21	+ 51	+ 15
dont : Construction navale	- 76	- 76	- 75	- 83	- 94	- 98	- 100	- 100	- 99	- 99	0	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	+ 51	+ 24	- 12	- 36	+ 21	+ 12	- 4	+ 4	- 29	+ 44	+ 34	+ 11	+ 21	+ 51	+ 15

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 5b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1983		1984			1983		1984			1983		1984			1983		1984		
	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Ensemble des industries	4	5	7	8	7	82	84	75	80	81	1	2	2	2	2	6	5	8	6	6
I. Biens de consommation	5	7	15	13	13	81	86	65	76	78	2	2	2	3	2	4	1	3	3	2
II. Biens d'investissement	5	4	0	6	8	88	88	89	85	83	0	2	3	4	3	1	2	6	6	6
III. Biens intermédiaires	3	4	6	5	4	78	76	73	78	79	1	3	1	1	1	11	11	12	9	8
Industrie textile	9	10	9	14	7	70	74	72	67	74	3	3	3	3	2	16	7	12	12	8
dont : Laine	5	11	22	12	6	53	57	57	55	59	2	5	1	1	3	36	17	18	30	14
Coton	9	3	1	20	10	88	88	86	76	84	0	2	3	1	0	3	2	11	3	2
Bonneterie	8	4	7	2	0	72	90	78	81	78	5	1	4	1	3	5	1	5	7	7
Industrie des chaussures et de l'habillement	5	13	21	10	11	68	70	63	72	64	5	8	6	10	9	6	2	0	1	2
dont : Chaussures	0	30	31	0	1	44	57	60	88	90	1	0	0	3	0	4	0	0	0	0
Habillement	6	10	19	12	12	72	73	64	68	59	6	9	7	12	11	6	2	0	1	3
Industrie du bois et du meuble en bois	14	12	18	24	23	74	75	67	65	68	1	0	1	0	1	5	8	11	5	5
dont : Bois	20	17	18	27	28	57	58	56	63	55	3	0	0	0	3	11	15	18	9	11
Meubles en bois	9	7	18	22	19	87	87	75	67	78	0	1	1	0	0	1	3	5	2	1
Papiers et cartons	9	19	21	0	0	63	46	43	71	84	1	1	1	8	4	4	19	17	15	8
dont : Production de papier et carton	12	37	28	0	0	54	33	12	58	78	0	0	0	7	0	3	13	26	30	16
Transformation de papier et carton	5	4	17	0	1	71	56	66	81	88	2	3	2	9	6	4	23	10	4	1
Industrie du cuir	7	7	7	16	0	93	85	76	77	93	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de matières plastiques	0	0	0	0	0	67	65	59	65	72	0	0	0	0	0	32	35	41	35	28
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	0	0	1	0	0	85	82	81	87	83	0	4	2	0	0	7	6	4	1	3
dont : Métaux ferreux	0	0	0	0	0	87	85	83	85	82	0	5	2	0	0	5	1	1	1	3
Métaux non ferreux	0	1	8	0	0	77	68	72	100	89	0	0	0	0	0	20	31	20	0	0
Industrie des produits minéraux non métalliques	3	0	0	12	11	83	88	76	73	75	0	0	0	1	1	3	6	22	14	14
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	0	0	0	15	14	85	95	80	77	80	0	0	0	1	1	2	5	17	7	6
Industrie chimique	0	0	0	0	0	97	97	97	95	96	0	0	0	0	0	1	1	1	0	0
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	0	2	0	1	33	7	1	19	21	0	27	3	0	0	67	93	97	78	78
Fabrication d'ouvrages en métaux	4	3	7	5	8	86	91	85	80	82	0	0	0	2	1	2	2	3	7	5
Construction de machines et de matériel mécanique	12	9	1	4	5	82	78	89	88	83	0	7	9	6	10	0	0	0	6	6
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	0	0	0	10	100	100	99	100	89	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0
Machines-outils	54	42	0	0	0	46	0	42	50	50	0	58	58	50	50	0	0	0	50	50
Machines textiles	0	0	0	18	25	100	95	100	75	75	0	5	0	7	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	7	19	0	0	0	93	81	100	98	100	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
Construction électrique et électronique	4	3	0	4	4	82	97	100	93	95	0	0	0	2	0	0	0	0	3	1
dont : Construction électrique d'équipement	0	3	1	0	0	98	96	99	95	98	0	1	0	4	0	0	0	0	5	2
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	0	0	0	0	0	62	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	37	38	38	100	100	0	62	62	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	6	6	6	0	0	94	94	94	98	100	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	100	100	97	100	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	36	36	36	0	0	64	64	64	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 5b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1983		1984			1983		1984			1984				1985
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février
Ensemble des industries	+ 31	+ 34	+ 28	+ 30	+ 29	74,3	75,5	77,4	77,1	77,4	3,47	3,37	3,38	3,29	3,25
I. Biens de consommation	+ 24	+ 36	+ 33	+ 25	+ 28	78,5	79,4	80,4	80,5	79,7	2,60	2,57	2,51	2,46	2,40
II. Biens d'investissement	+ 52	+ 50	+ 42	+ 44	+ 41	65,1	68,0	69,7	70,8	72,8	4,94	4,79	4,94	4,87	4,79
III. Biens intermédiaires	+ 25	+ 27	+ 23	+ 19	+ 31	74,1	77,8	80,4	77,2	75,6	3,51	3,39	3,28	3,19	3,16
Industrie textile	+ 21	+ 23	+ 23	+ 26	+ 26	77,4	78,3	78,5	77,4	77,9	2,21	2,16	2,09	2,14	2,05
dont : Laine	+ 13	+ 11	+ 19	+ 26	+ 14	82,6	85,2	85,1	82,3	83,4	2,23	2,13	2,03	1,98	1,99
Coton	+ 32	+ 34	+ 26	+ 38	+ 36	75,7	78,9	78,1	76,3	76,2	2,35	2,22	2,01	2,13	2,08
Bonneterie	+ 53	+ 38	+ 26	+ 29	+ 36	72,3	68,0	71,5	68,6	71,0	1,85	2,12	2,15	2,29	2,32
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 28	+ 39	+ 39	+ 20	+ 23	79,4	84,0	80,8	82,8	81,8	2,06	1,99	1,81	2,10	1,68
dont : Chaussures	+ 31	+ 53	+ 46	+ 23	+ 53	74,3	78,3	76,0	79,5	78,1	1,52	1,56	1,34	1,31	1,17
Habillement	+ 28	+ 36	+ 38	+ 20	+ 17	80,5	85,2	81,8	83,5	82,5	2,17	2,08	1,91	2,26	1,78
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 27	+ 46	+ 44	+ 32	+ 28	80,9	78,1	80,5	83,5	83,2	1,70	1,48	1,60	1,62	1,41
dont : Bois	+ 5	+ 18	+ 32	+ 26	+ 17	81,9	78,6	82,8	84,1	84,7	2,25	1,74	1,95	1,95	1,66
Meubles en bois	+ 43	+ 64	+ 54	+ 37	+ 35	80,2	77,8	78,9	83,0	82,2	1,31	1,30	1,35	1,39	1,22
Papiers et cartons	+ 26	+ 17	- 17	+ 7	+ 11	82,1	88,3	90,3	87,3	86,3	1,91	1,90	1,59	1,41	1,69
dont : Production de papier et carton	+ 13	+ 9	- 15	- 12	- 12	90,3	95,8	96,8	94,6	94,7	2,31	2,30	1,87	1,71	2,34
Transformation de papier et carton	+ 35	+ 24	+ 4	+ 21	+ 29	75,8	82,5	85,5	81,8	80,0	1,59	1,60	1,38	1,18	1,20
Industrie du cuir	+ 7	+ 7	+ 7	+ 7	+ 14	82,2	84,0	88,2	81,4	87,1	2,12	2,39	2,03	2,50	2,67
Transformation de matières plastiques	- 16	- 10	- 14	- 29	- 12	77,8	80,4	81,7	79,3	75,3	2,72	2,92	2,87	2,85	2,57
Production et première transformation des métaux	+ 39	+ 42	+ 44	+ 28	+ 60	66,8	73,7	76,9	71,4	67,4	2,12	2,02	1,91	1,68	1,62
dont : Métaux ferreux	+ 44	+ 48	+ 50	+ 25	+ 62	63,8	71,7	75,5	70,2	64,9	1,96	1,95	1,87	1,57	1,51
Métaux non ferreux	+ 11	+ 8	+ 13	+ 40	+ 25	81,9	83,9	83,9	77,8	80,0	2,93	2,40	2,14	2,21	2,15
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 30	+ 26	+ 13	+ 19	+ 31	65,0	73,3	77,0	77,0	76,7	1,81	1,84	1,97	1,66	2,03
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 39	+ 39	+ 24	+ 23	+ 38	61,3	71,2	74,5	76,3	75,4	1,57	1,61	1,78	1,42	1,84
Industrie chimique	+ 9	+ 17	+ 8	+ 5	+ 7	77,5	77,6	80,7	80,1	80,4	—	—	—	—	—
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	0	- 25	- 18	- 18	96,5	96,5	99,6	99,6	99,6	2,18	2,18	2,11	2,14	2,21
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 57	+ 63	+ 57	+ 59	+ 50	63,9	62,8	67,7	68,3	72,0	3,46	3,32	3,56	3,59	3,78
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 41	+ 32	+ 27	+ 29	+ 26	68,0	74,0	75,3	74,4	74,1	5,06	5,46	5,61	5,66	5,30
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 66	+ 66	+ 65	+ 64	+ 67	58,9	71,8	75,2	72,6	57,9	6,36	6,53	5,58	6,55	6,37
Machines-outils	0	- 58	0	- 50	- 50	86,0	95,8	97,9	87,5	87,5	12,46	13,91	13,66	12,33	10,56
Machines textiles	+ 50	+ 68	+ 18	+ 51	+ 51	75,6	78,1	84,5	85,9	85,9	4,45	5,20	5,60	5,48	5,34
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 62	+ 41	+ 38	+ 28	+ 36	64,8	72,4	69,0	67,5	67,9	3,63	3,92	4,08	3,75	3,87
Construction électrique et électronique	+ 56	+ 65	+ 52	+ 62	+ 57	72,5	68,6	70,1	70,3	72,7	6,19	5,84	5,80	5,63	5,60
dont : Construction électrique d'équipement	+ 71	+ 73	+ 53	+ 56	+ 50	66,7	62,3	64,4	61,4	66,3	5,59	5,34	5,34	5,40	4,94
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	+ 34	+ 51	+ 51	+ 77	+ 76	80,4	80,2	84,0	83,3	81,6	7,76	7,14	7,07	6,40	7,37
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	0	0	0	0	87,1	91,1	88,6	86,4	87,2	2,59	2,59	2,60	2,60	2,60
Construction d'autre matériel de transport	+ 83	+ 85	+ 74	+ 88	+ 74	61,8	61,7	65,4	65,7	65,6	12,01	10,71	10,55	9,46	9,67
dont : Construction navale	+ 92	+ 100	+ 79	+ 100	+ 79	58,4	55,1	62,2	68,2	70,3	9,85	7,99	7,44	5,87	5,18
Construction de cycles et motocycles	+ 28	+ 13	+ 13	+ 31	+ 15	77,0	76,2	77,7	75,5	63,2	3,14	3,02	2,59	2,07	2,64

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

I -5b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1984				1985	1984				1985	1984				1985
	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février
Ensemble des industries	+ 6	- 5	- 1	- 4	- 3	- 9	- 8	- 6	- 11	- 8	+ 30	+ 21	+ 27	+ 28	+ 22
I. Biens de consommation	+ 11	- 14	- 9	- 1	+ 4	- 6	- 5	+ 1	- 3	- 7	+ 26	+ 23	+ 34	+ 35	+ 16
II. Biens d'investissement	- 6	- 6	- 3	- 6	0	- 13	- 13	- 10	- 18	- 5	+ 21	+ 21	+ 23	+ 29	+ 22
III. Biens intermédiaires	+ 11	- 3	+ 3	- 8	- 15	- 9	- 9	- 11	- 15	- 16	+ 45	+ 26	+ 25	+ 23	+ 32
Industrie textile	- 5	- 15	- 6	- 8	- 20	- 7	- 9	- 8	- 5	- 12	+ 36	+ 36	+ 30	+ 37	+ 20
dont : Laine	- 12	- 23	- 11	+ 2	- 49	- 1	- 13	- 12	- 2	- 20	+ 41	+ 23	+ 22	+ 37	+ 24
Coton	- 3	- 17	- 7	- 15	- 19	- 3	- 6	- 12	- 6	- 5	+ 27	+ 36	+ 26	+ 41	+ 20
Bonneterie	- 21	- 33	- 29	- 10	+ 1	- 18	- 8	- 18	+ 1	- 8	+ 40	+ 36	+ 34	+ 33	+ 29
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 4	- 27	- 3	- 14	- 8	+ 7	- 2	+ 6	+ 4	- 3	+ 36	+ 33	+ 36	+ 38	+ 30
dont : Chaussures	+ 21	- 21	+ 20	- 11	- 6	+ 14	+ 4	+ 5	- 25	- 8	+ 46	+ 27	+ 27	+ 22	+ 29
Habillement	- 9	- 28	- 7	- 13	- 9	+ 6	- 3	+ 6	+ 11	- 2	+ 34	+ 35	+ 38	+ 42	+ 30
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 8	- 18	- 5	- 4	- 10	- 1	- 6	- 4	- 15	- 12	+ 35	+ 19	+ 39	+ 37	+ 15
dont : Bois	+ 11	- 1	+ 2	- 6	- 8	+ 8	+ 15	+ 14	- 17	- 9	+ 55	+ 20	+ 31	+ 43	+ 18
Meubles en bois	+ 6	- 30	- 11	- 5	- 11	- 7	- 20	- 18	- 15	- 15	+ 20	+ 18	+ 43	+ 33	+ 13
Papiers et cartons	+ 38	+ 23	+ 2	- 21	- 19	+ 11	+ 3	+ 6	- 2	- 9	+ 69	+ 72	+ 52	+ 42	+ 21
dont : Production de papier et carton	+ 75	+ 44	+ 19	- 7	- 33	+ 11	+ 4	+ 11	- 1	- 16	+ 86	+ 92	+ 57	+ 47	+ 3
Transformation de papier et carton	+ 10	+ 6	- 10	- 33	- 7	+ 11	+ 2	+ 3	- 4	- 4	+ 57	+ 58	+ 49	+ 37	+ 34
Industrie du cuir	- 7	- 3	- 5	- 8	+ 54	- 6	0	- 27	- 5	- 7	+ 60	+ 5	+ 5	+ 1	0
Transformation de matières plastiques	+ 1	+ 3	- 2	0	- 11	+ 1	+ 9	- 2	- 13	- 24	+ 28	+ 21	+ 10	+ 37	+ 18
Raffinage de pétrole	0	- 13	- 13	0	- 60	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	+ 12	- 4	+ 8	- 11	- 17	- 24	- 22	- 26	- 28	- 30	+ 66	+ 25	+ 30	+ 10	+ 52
dont : Métaux ferreux	+ 11	0	+ 15	- 12	- 17	- 30	- 29	- 32	- 34	- 34	+ 67	+ 34	+ 39	+ 13	+ 60
Métaux non ferreux	+ 22	- 23	- 25	- 13	- 16	+ 2	+ 2	0	- 3	- 9	+ 62	- 19	- 12	- 7	+ 15
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 4	- 9	- 16	- 12	+ 29	- 1	- 10	- 13	- 26	0	+ 10	+ 30	+ 20	+ 30	+ 3
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	- 7	- 8	- 12	- 3	+ 20	- 2	- 13	- 14	- 28	- 2	+ 3	+ 28	+ 17	+ 21	+ 16
Industrie chimique	+ 12	0	+ 6	- 1	+ 7	+ 1	0	0	0	+ 1	+ 5	+ 6	+ 3	+ 5	+ 7
Production de fibres artificielles et synthétiques	+ 27	- 16	+ 7	+ 6	0	+ 27	+ 10	+ 2	+ 6	0	+ 27	+ 8	- 4	+ 65	+ 18
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 7	- 3	+ 2	- 13	+ 1	- 21	- 10	- 2	- 12	0	+ 13	+ 23	+ 27	+ 32	+ 24
Construction de machines et de matériel mécanique	0	+ 4	0	- 1	- 7	- 1	- 1	+ 6	- 2	- 2	+ 15	+ 16	+ 22	+ 34	+ 27
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 45	+ 26	+ 22	- 1	+ 22	+ 45	- 45	- 30	- 6	+ 23	0	0	+ 24	+ 42	0
Machines-outils	0	0	0	0	0	+ 27	+ 53	+ 50	+ 17	+ 13	0	+ 19	+ 50	+ 50	+ 13
Machines textiles	- 32	- 15	0	- 5	- 51	- 50	+ 11	+ 10	0	- 7	+ 27	+ 23	+ 20	+ 18	+ 18
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 15	+ 19	+ 2	+ 2	- 6	- 7	+ 7	+ 7	- 10	- 4	+ 1	+ 2	+ 10	+ 40	+ 27
Construction électrique et électronique	- 3	- 17	- 5	+ 7	+ 3	- 36	- 26	- 32	- 24	- 11	+ 34	+ 8	+ 27	+ 41	+ 20
dont : Construction électrique d'équipement	- 3	- 9	+ 12	+ 4	+ 4	- 40	- 22	- 20	- 18	- 9	+ 48	+ 13	+ 39	+ 41	+ 28
Appareils électroménagers, radio, télévision ..	- 11	- 41	- 47	+ 7	0	- 43	- 38	- 56	- 44	- 19	0	0	0	+ 34	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 63	+ 13	0	+ 38	0	0	+ 13	+ 46	+ 25	0	+ 38	+ 13	+ 46	+ 29	+ 38
Construction d'autre matériel de transport	- 18	- 25	- 30	- 45	- 22	- 5	- 12	- 32	- 42	- 30	+ 24	+ 30	+ 29	+ 23	+ 30
dont : Construction navale	- 20	- 22	- 23	- 25	- 17	+ 32	+ 3	- 34	- 62	- 61	+ 3	+ 17	+ 17	0	+ 10
Construction de cycles et motocycles	+ 66	+ 27	- 35	- 22	+ 33	+ 36	+ 5	- 29	0	0	+ 15	+ 10	+ 10	+ 26	+ 49

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 5b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983. = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1982 Mars	99,51	104,92	104,17	102,01	107,32	99,41	113,07	103,33
Avril	101,34	105,66	102,83	101,70	102,77	105,69	109,70	103,95
Mai	104,44	114,97	106,88	105,28	105,55	96,38	112,33	105,74
Juin	105,14	107,34	106,04	101,94	104,46	104,44	108,57	105,36
Juillet	104,09	100,54	106,63	104,32	102,97	104,00	109,99	104,54
Août	104,11	101,20	105,00	105,06	102,50	104,25	110,14	104,51
Septembre	100,29	104,93	102,69	103,59	98,61	106,87	105,00	103,08
Octobre	101,59	109,49	104,21	103,79	103,24	104,99	114,56	105,37
Novembre	103,44	112,23	105,31	103,05	101,90	106,84	109,87	105,90
Décembre	102,66	112,58	107,19	104,93	106,72	106,90	104,47	106,09
1983 Janvier	100,74	106,47	105,04	108,69	104,49	101,51	97,79	103,09
Février	101,38	104,81	109,73	115,39	116,34	108,76	107,08	107,87
Mars	101,60	101,81	109,23	111,63	110,31	104,52	106,26	105,64
Avril	101,37	96,61	111,35	119,15	119,35	109,25	109,70	108,15
Mai	105,56	110,25	112,96	119,56	131,16	102,32	112,33	111,36
Juin	107,22	110,49	117,33	117,80	119,53	102,07	116,41	111,47
Juillet	104,86	100,92	117,09	117,01	121,04	109,94	117,83	111,25
Août	104,87	95,67	117,93	117,74	117,56	119,68	116,64	112,04
Septembre	102,60	106,45	116,16	119,45	122,72	115,17	128,50	113,81
Octobre	107,01	107,48	116,86	116,48	119,80	113,29	135,44	114,94
Novembre	106,26	111,80	117,96	134,76	124,49	115,14	135,97	118,35
Décembre	108,61	110,96	119,02	123,97	118,76	106,90	127,95	114,85
1984 Janvier	105,83	117,30	121,64	137,28	125,71	119,38	122,66	119,08
Février	109,23	106,16	117,99	132,86	126,85	109,87	130,83	116,90
Mars	103,30	97,10	110,10	125,96	122,36	107,08	120,47	110,41
Avril	101,51	109,14	111,52	122,15	122,98	108,39	123,25	111,82
Mai	101,56	117,06	108,53	121,34	121,11	109,57	115,75	111,53
Juin	99,64	111,44	109,41	122,85	124,41	116,86	126,31	113,41
Juillet	109,56	108,07	116,79	131,72	132,78	122,01	126,40	119,14
Août	106,27	113,00	107,83	130,38	129,17	111,73	120,98	114,85
Septembre	106,85	118,72	107,49	123,58	123,45	111,63	127,42	115,04
Octobre	108,44	115,03	116,70	121,58	120,83	110,51	124,76	115,22
Novembre	104,34	111,42	114,80	128,51	126,12	110,42	128,42	115,19
Décembre	110,05	115,97	114,18	130,84	123,95	104,10	132,71	116,51
1985 Janvier	105,01	112,22	110,50	128,07	122,69	115,07	127,55	115,23
Février	102,22	107,92	105,91	119,66	117,68	111,44	123,07	110,83

I - 5b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1982 Mars	101,42	100,91	102,51	95,11	103,27	104,27	124,53	103,68
Avril	110,39	106,31	108,63	98,69	110,93	101,38	113,38	106,86
Mai	108,13	105,18	106,81	99,76	111,63	102,75	105,15	105,67
Juin	106,89	109,11	119,57	111,44	113,47	101,71	105,96	109,06
Juillet	99,54	113,37	105,80	98,39	104,05	100,72	97,65	102,77
Août	99,07	111,62	97,82	97,34	94,05	104,42	96,29	100,70
Septembre	96,60	82,90	103,78	97,57	101,33	100,79	86,54	96,08
Octobre	92,37	90,80	100,38	93,48	97,62	100,53	82,02	94,51
Novembre	98,97	112,91	107,80	91,17	106,12	100,21	83,34	100,82
Décembre	98,27	103,09	97,01	93,34	93,61	99,09	86,79	96,79
1983 Janvier	106,08	102,33	94,71	102,87	104,14	94,36	94,77	100,18
Février	102,92	107,44	92,34	88,87	102,04	99,70	90,87	98,74
Mars	107,45	113,76	104,03	90,34	105,88	99,05	96,54	103,15
Avril	103,01	109,47	97,39	100,51	105,61	110,50	103,97	104,73
Mai	102,66	111,56	112,60	96,11	100,98	94,93	101,12	102,67
Juin	101,47	121,08	103,55	100,49	101,05	100,40	105,96	104,61
Juillet	100,91	119,74	112,96	100,24	109,35	103,32	101,69	106,60
Août	96,08	113,56	111,30	97,35	97,59	95,30	104,37	101,52
Septembre	99,58	104,76	120,25	119,46	103,09	90,38	114,77	105,36
Octobre	99,69	90,32	108,54	104,40	106,46	92,72	125,04	101,85
Novembre	102,74	104,06	111,82	124,00	107,88	101,52	133,08	109,73
Décembre	104,22	103,00	104,07	137,12	125,54	103,00	135,19	112,88
1984 Janvier	108,11	118,44	120,68	142,71	143,27	95,72	134,79	119,32
Février	108,81	114,87	110,00	133,02	126,77	106,13	138,23	116,89
Mars	102,85	110,02	104,10	136,34	127,58	100,34	120,88	111,89
Avril	97,88	119,80	106,31	143,40	127,16	103,00	125,23	114,20
Mai	113,09	125,96	117,69	137,85	132,20	95,60	135,73	119,32
Juin	105,37	103,30	108,19	153,31	141,23	107,88	133,16	118,08
Juillet	111,31	112,05	111,88	153,04	124,12	102,25	130,68	117,80
Août	111,15	128,21	121,17	138,44	123,32	112,22	134,72	121,82
Septembre	113,33	109,05	101,93	124,69	128,54	99,28	148,08	114,83
Octobre	103,31	121,03	122,34	135,13	138,53	108,64	125,40	119,07
Novembre	102,23	96,31	97,97	136,36	132,75	106,28	121,53	110,78
Décembre	100,20	106,74	102,92	126,61	130,65	108,71	137,61	113,10
1985 Janvier	87,40	109,67	95,35	112,85	107,37	107,53	114,73	103,21
Février	105,56	109,99	102,89	110,07	100,69	102,83	110,75	105,77

I - 5b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1982 Mars	112,98	101,83	126,38	86,52	102,56	81,08	110,04	106,03
Avril	109,82	101,69	122,67	108,02	110,27	98,97	119,77	110,57
Mai	112,78	99,82	124,61	150,60	157,76	101,47	111,55	118,11
Juin	107,09	100,07	109,68	101,71	83,62	100,72	107,08	103,23
Juillet	89,69	98,76	92,98	75,18	95,68	87,83	104,48	92,48
Août	100,25	109,56	96,06	75,58	84,03	76,18	98,57	93,80
Septembre	95,71	108,02	97,16	71,97	92,88	105,19	75,26	94,43
Octobre	105,01	114,30	110,12	68,34	73,61	136,29	97,19	105,22
Novembre	97,46	127,52	104,52	77,82	92,33	113,07	98,07	103,07
Décembre	97,51	138,80	100,93	87,62	84,45	109,52	104,94	104,29
1983 Janvier	97,19	120,73	94,63	111,91	106,71	101,44	103,80	103,17
Février	87,11	101,17	76,86	122,22	57,91	110,94	104,98	92,79
Mars	104,95	128,56	87,27	140,86	59,50	109,09	127,06	106,87
Avril	105,19	122,41	92,22	96,20	42,03	97,66	111,88	98,66
Mai	103,93	98,51	96,80	115,12	48,95	111,94	137,84	103,27
Juin	102,55	131,51	99,03	101,71	54,11	105,96	150,46	107,78
Juillet	90,75	154,19	102,10	136,29	62,49	127,10	139,96	113,20
Août	97,31	130,45	91,22	115,00	78,48	99,69	123,51	103,78
Septembre	107,71	111,41	82,69	125,23	41,26	107,75	123,87	101,21
Octobre	106,60	125,98	89,58	119,61	82,85	129,69	166,82	115,78
Novembre	109,19	130,04	90,59	107,43	97,88	123,49	193,99	120,07
Décembre	112,46	124,28	121,99	101,46	102,90	127,80	185,09	125,22
1984 Janvier	122,13	139,22	121,91	84,27	55,15	104,66	150,18	116,57
Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92
Février	113,22	112,13	93,23	90,20	121,23	117,69	136,51	112,12

I - 5b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1984				1985	1984				1985
	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 17	- 21	- 18	- 22	- 25	+ 16	+ 13	+ 6	+ 9	+ 17
I. Biens de consommation	- 19	- 28	- 19	- 19	- 19	+ 32	+ 24	+ 3	+ 7	+ 28
II. Biens d'investissement	- 48	- 41	- 35	- 46	- 49	+ 19	+ 14	+ 15	+ 17	+ 22
III. Biens intermédiaires	+ 6	- 1	- 7	- 9	- 9	- 1	- 1	+ 2	+ 5	+ 1
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 15	- 34	- 23	- 17	- 31	+ 9	+ 19	+ 8	+ 10	+ 16
Industrie de la transformation du bois	- 43	- 42	- 22	- 17	- 63	+ 37	+ 41	+ 27	+ 30	+ 47
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 11	+ 21	- 2	- 2	- 13	+ 8	+ 18	+ 25	+ 22	- 14
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 16	+ 14	+ 6	+ 6	+ 8	- 4	- 8	- 5	- 5	- 3
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 29	- 34	- 26	- 38	- 60	+ 13	+ 18	+ 6	+ 16	+ 19
Industrie des fabrications métalliques	- 31	- 31	- 27	- 35	- 29	+ 28	+ 14	+ 5	+ 10	+ 24
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 24	- 20	- 24	- 30	- 39	+ 5	+ 12	+ 10	+ 9	+ 16
I. Biens de consommation	- 23	- 13	- 20	- 34	- 32	+ 15	+ 8	+ 3	+ 3	+ 10
II. Biens d'investissement	- 32	- 28	- 17	- 18	- 36	+ 1	+ 21	+ 15	+ 12	+ 19
III. Biens intermédiaires	- 14	- 12	- 29	- 38	- 45	+ 1	+ 4	+ 5	+ 6	+ 11
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 49	- 45	- 29	- 28	- 37	- 21	+ 6	- 23	- 9	+ 18
Industrie de la transformation du bois	- 19	- 14	- 33	- 58	- 45	+ 26	+ 13	+ 30	+ 28	
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 37	- 6	- 26	- 32	- 44	+ 13	+ 7	+ 12	+ 23	+ 13
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 2	+ 3	- 2	- 5	- 9	+ 2	+ 1	+ 5	+ 1	+ 15
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 4	- 10	- 1	- 20	- 34	- 4	+ 16	+ 7	+ 9	+ 18
Industrie des fabrications métalliques	- 41	- 33	- 27	- 26	- 40	+ 10	+ 24	+ 23	+ 21	+ 32
BRUXELLES (19 communes)										
Ensemble des industries	- 47	- 46	- 37	- 39	- 53	+ 43	+ 57	+ 45	+ 19	+ 24
I. Biens de consommation	- 59	- 42	- 14	- 14	- 38	+ 52	+ 41	+ 19	- 5	+ 17
II. Biens d'investissement	- 48	- 54	- 50	- 38	- 62	+ 43	+ 67	+ 64	+ 33	+ 30
III. Biens intermédiaires	- 32	- 17	- 23	- 70	- 31					
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation)	- 42	- 43	- 40	- 64	- 100	- 20	+ 14	- 37	- 41	- 47
Industrie des fabrications métalliques	- 48	- 53	- 38	- 41	- 50	+ 53	+ 73	+ 58	+ 21	+ 30

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 5b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1983	1984				1983	1984				1984				1985
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 35	+ 39	+ 27	+ 28	+ 27	77,9	77,8	80,6	79,9	79,6	3,63	3,50	3,48	3,64	3,40
I. Biens de consommation	+ 23	+ 33	+ 28	+ 28	+ 28	84,6	85,1	84,9	83,6	83,6	2,96	2,85	2,84	2,78	2,85
II. Biens d'investissement	+ 63	+ 64	+ 43	+ 46	+ 41	67,8	67,0	72,9	72,2	72,1	5,53	5,34	5,38	5,21	5,04
III. Biens intermédiaires	+ 23	+ 26	+ 15	+ 17	+ 18	80,8	80,7	82,9	83,1	82,9	4,33	4,20	4,06	4,06	4,20
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 25	+ 26	+ 29	+ 25	+ 26	79,3	81,9	82,3	80,5	80,8	2,21	2,14	2,08	2,20	2,02
Industrie de la transformation du bois	+ 34	+ 54	+ 43	+ 31	+ 26	81,5	76,8	80,5	84,1	83,3	1,62	1,53	1,64	1,68	1,44
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 21	+ 20	- 3	- 8	0	83,0	86,8	87,4	87,7	85,5	2,28	2,05	1,62	1,53	2,34
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 63	+ 56	+ 51	+ 54	+ 62	64,6	67,0	73,5	75,5	69,5	2,56	2,62	2,72	2,26	2,68
Industrie des fabrications métalliques	+ 43	+ 46	+ 31	+ 38	+ 34	77,3	76,7	79,6	77,7	78,4	5,07	4,87	4,87	4,70	4,72
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 40	+ 42	+ 33	+ 37	+ 40	69,7	71,8	74,5	71,0	71,9	3,32	3,39	3,36	3,20	3,00
I. Biens de consommation	+ 34	+ 48	.	+ 34	+ 39	73,5	74,8	.	70,3	72,1	2,02	2,32	2,03	1,75	1,52
II. Biens d'investissement	+ 43	+ 43	+ 34	+ 29	+ 36	69,4	70,0	72,7	73,5	73,8	5,14	5,27	5,31	5,28	4,96
III. Biens intermédiaires	+ 35	+ 38	+ 37	+ 21	+ 61	64,8	74,3	77,8	69,7	65,9	1,86	1,83	1,79	1,48	1,38
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 21	+ 27	- 2	+ 19	- 4	71,2	73,1	77,2	64,7	77,7	2,51	2,61	2,67	2,62	2,03
Industrie de la transformation du bois	+ 27	+ 55	+ 39	+ 49	+ 79	72,9	79,8	80,8	70,0	67,1	1,69	1,83	1,59	1,26	1,25
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 25	+ 3	- 16	+ 25	+ 30	82,7	90,3	92,0	86,8	88,9	1,44	1,73	1,63	1,42	1,38
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 14	+ 5	- 2	+ 9	+ 19	81,0	80,2	84,4	83,8	84,1	1,89	1,87	2,02	1,98	2,02
Industrie des fabrications métalliques	+ 46	+ 49	+ 45	+ 41	+ 45	65,9	66,7	69,7	69,4	69,2	5,35	5,50	5,50	5,48	5,13
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries ²	+ 60	+ 63	+ 56	+ 51	+ 53	71,7	76,6	76,9	75,6	75,0	3,54	3,91	4,08	3,78	3,34
I. Biens de consommation	+ 62	+ 63	.	+ 36	+ 54	62,8	70,8	.	70,1	66,4	2,04	3,10	2,51	1,89	.
II. Biens d'investissement	+ 58	+ 60	+ 61	+ 52	+ 50	76,6	81,9	77,9	79,9	81,3	4,78	5,01	5,46	5,23	4,40
III. Biens intermédiaires	+ 67	+ 70	+ 76	+ 63	+ 78	65,1	63,4	74,1	70,5	60,7	1,12	1,23	1,26	0,97	1,11
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation)	+ 1	+ 12	- 74	+ 11	+ 12	76,7	76,6	81,8	78,6	77,5	1,26	1,29	1,52	1,30	1,40
Industrie des fabrications métalliques	+ 67	+ 68	+ 65	+ 65	+ 60	72,7	76,9	77,9	74,8	74,9	4,17	4,60	4,84	4,40	3,95

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

I - 5b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1984				1985	1984				1985	1984				1985
	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février	Février	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	Février
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	+ 6	- 6	- 5	- 5	0	- 1	- 6	- 5	- 10	0	+ 24	+ 21	+ 25	+ 28	+ 22
I. Biens de consommation	+ 15	- 12	- 10	- 3	- 3	- 4	- 8	- 7	- 8	- 8	+ 10	+ 11	+ 21	+ 26	+ 7
II. Biens d'investissement	- 5	- 2	- 6	- 10	+ 10	+ 2	- 13	- 15	- 23	+ 10	+ 29	+ 26	+ 32	+ 40	+ 37
III. Biens intermédiaires	+ 7	- 3	+ 2	- 3	- 7	+ 1	+ 1	+ 3	- 3	- 2	+ 31	+ 23	+ 23	+ 20	+ 24
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 2	- 11	- 4	- 10	- 15	+ 2	- 4	- 5	- 2	- 8	+ 29	+ 31	+ 28	+ 36	+ 17
Industrie de la transformation du bois	+ 3	- 26	- 6	- 5	- 17	- 6	- 13	- 7	- 15	- 15	+ 22	+ 17	+ 40	+ 34	+ 11
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	+ 13	+ 1	- 6	- 28	- 19	+ 3	0	+ 10	0	- 11	+ 60	+ 68	+ 56	+ 42	+ 24
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 10	+ 1	+ 2	- 1	0	+ 1	+ 3	+ 3	+ 1	- 1	+ 7	+ 8	+ 4	+ 12	+ 13
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 6	- 10	- 24	- 32	+ 31	- 2	- 4	- 19	- 35	+ 45	+ 28	+ 24	+ 24	+ 29	+ 35
Industrie des fabrications métalliques	+ 9	- 2	- 6	- 2	+ 6	- 1	- 11	- 10	- 17	+ 2	+ 21	+ 18	+ 28	+ 36	+ 25
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	+ 8	- 3	+ 1	- 8	- 12	- 20	- 18	- 19	- 22	- 21	+ 27	+ 24	+ 24	+ 21	+ 23
I. Biens de consommation	0	- 22	- 33	- 21	+ 21	+ 6	- 7	- 8	- 4	- 3	+ 25	+ 34	+ 47	+ 62	+ 7
II. Biens d'investissement	0	+ 3	+ 1	+ 2	- 11	- 28	- 13	- 9	- 22	- 9	- 4	+ 16	+ 10	+ 11	+ 7
III. Biens intermédiaires	+ 18	0	+ 8	- 14	- 18	- 22	- 24	- 29	- 31	- 35	+ 52	+ 30	+ 29	+ 17	+ 38
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 8	- 27	- 28	+ 2	- 37	+ 16	- 18	- 5	- 7	- 32	+ 42	+ 62	+ 48	+ 52	+ 54
Industrie de la transformation du bois	+ 3	- 9	- 23	- 13	- 5	+ 55	0	- 22	- 24	- 1	+ 75	+ 50	+ 69	+ 73	+ 19
Industrie du papier et carton (fabrication et trans- formation)	+ 86	+ 37	+ 8	+ 3	+ 2	+ 7	+ 3	+ 6	0	- 4	+ 77	+ 84	+ 52	+ 39	0
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	+ 9	- 2	+ 10	- 1	+ 6	+ 1	0	- 13	- 11	- 16	+ 20	+ 19	+ 14	+ 11	- 6
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 8	- 5	- 23	- 5	+ 26	0	0	- 7	- 38	- 4	- 16	+ 21	+ 17	+ 30	- 14
Industrie des fabrications métalliques	0	- 2	+ 1	- 4	- 11	- 31	- 13	- 8	- 14	- 13	+ 11	+ 19	+ 17	+ 19	+ 14
BRUXELLES (19 communes)															
Ensemble des industries	+ 16	+ 8	+ 29	+ 15	+ 13	+ 6	- 12	0	- 8	- 7	+ 63	+ 53	+ 49	+ 64	+ 61
I. Biens de consommation	- 50	- 14	+ 36	+ 15	+ 14	- 5	- 7	+ 5	- 7	- 13	+ 61	+ 47	+ 34	+ 72	+ 40
II. Biens d'investissement	+ 58	+ 33	+ 37	+ 37	+ 30	+ 11	- 16	+ 6	+ 2	- 8	+ 62	+ 62	+ 65	+ 76	+ 68
III. Biens intermédiaires	- 47	- 52	- 9	- 56	- 48	+ 6	- 3	- 25	- 51	- 4	+ 72	+ 31	+ 3	+ 7	+ 54
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	- 19	+ 22	+ 9	- 22	+ 16	- 30	- 23	- 16	- 29	- 17	+ 28	+ 20	+ 14	+ 22	+ 18
Industrie des fabrications métalliques	+ 24	+ 16	+ 40	+ 25	+ 13	+ 8	- 12	0	- 6	- 6	+ 60	+ 52	+ 51	+ 70	+ 65

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 5c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	carnet de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats				emploi
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1982 Mars	86,93	76,49	77,94	66,02	85,41	83,33	80,38	92,60	98,61	92,51	58,72	88,60	82,85
Avril	87,98	73,20	86,57	62,37	79,48	83,77	81,05	86,77	108,21	100,53	57,92	91,95	84,32
Mai	85,15	86,27	88,62	67,01	85,01	82,20	83,63	85,32	110,78	98,99	55,67	91,30	85,93
Juin	83,05	80,67	91,60	57,48	73,13	78,71	79,89	88,27	104,67	100,02	54,72	90,83	83,17
Juillet	92,02	76,10	92,17	60,89	76,51	71,07	80,69	98,73	105,18	102,55	59,18	95,27	85,06
Août	85,09	76,94	85,05	65,90	71,83	66,03	76,68	89,77	100,71	101,29	59,61	91,50	81,13
Septembre	84,92	80,80	92,71	69,93	78,20	66,32	80,23	88,30	99,88	97,13	61,59	89,81	83,10
Octobre	86,03	78,24	94,73	65,47	77,23	73,16	81,25	89,31	94,32	89,46	61,66	86,15	82,72
Novembre	90,34	66,80	91,08	59,12	84,15	74,84	80,31	89,83	88,95	86,80	61,76	84,12	81,45
Décembre	97,70	61,81	88,59	54,25	74,27	72,85	78,45	96,18	84,25	79,81	65,92	82,94	79,80
1983 Janvier	97,57	62,60	81,14	51,19	69,49	66,79	74,77	101,04	92,17	86,92	63,68	88,17	78,79
Février	81,94	63,76	77,49	52,02	60,09	64,84	69,26	87,69	87,95	87,13	53,99	82,20	73,14
Mars	86,26	74,25	76,70	57,04	66,08	71,89	74,06	85,56	90,74	90,40	50,44	82,85	76,70
Avril	77,97	75,12	74,18	52,59	69,84	77,03	72,82	85,56	91,17	86,69	51,72	81,89	75,54
Mai	86,23	77,28	82,85	46,17	68,41	79,94	76,54	79,82	101,24	92,47	51,44	84,69	78,98
Juin	88,98	85,47	79,80	57,26	71,66	80,12	79,18	81,58	90,88	89,13	56,97	82,45	80,16
Juillet	96,11	89,73	90,18	57,86	82,91	80,54	85,26	97,96	94,61	88,60	57,91	87,59	85,96
Août	95,27	86,23	98,69	51,97	79,90	77,60	84,98	91,15	88,27	81,42	60,37	82,24	84,16
Septembre	96,04	87,35	91,04	63,41	72,90	80,78	84,43	93,36	88,61	84,79	60,63	84,10	84,33
Octobre	93,11	79,20	87,77	43,12	68,42	82,01	79,46	93,11	88,25	83,36	55,12	82,58	80,40
Novembre	92,55	72,27	82,35	58,34	64,20	79,19	77,66	92,18	91,89	84,49	52,46	83,16	79,31
Décembre	97,97	72,58	81,53	57,96	60,19	81,67	78,57	91,84	90,94	82,77	50,65	81,97	79,59
1984 Janvier	96,54	74,58	87,19	41,83	68,55	86,63	80,16	89,94	78,77	86,21	46,50	79,11	79,84
Février	101,91	80,23	98,19	53,26	71,35	85,14	85,87	74,91	70,34	82,13	42,04	71,07	81,43
Mars	99,63	87,69	99,50	58,57	72,30	83,54	87,10	75,51	80,79	88,22	43,01	75,94	83,75
Avril	103,26	85,98	93,30	58,61	70,96	86,69	86,64	81,42	77,73	84,13	43,25	75,40	83,27
Mai	94,89	96,85	85,16	62,29	77,68	84,96	85,44	79,17	83,96	88,66	46,67	78,38	83,32
Juin	96,39	105,06	88,16	73,72	82,34	86,75	89,71	81,94	81,08	88,11	54,08	79,42	86,62
Juillet	91,89	103,28	91,71	66,26	90,67	92,35	90,66	89,89	81,89	90,32	61,09	83,57	88,53
Août	104,02	93,15	92,80	51,92	80,94	87,98	88,52	96,72	82,89	88,18	67,77	85,92	87,74
Septembre	97,96	85,43	97,49	61,13	85,33	89,16	88,99	89,05	84,70	91,91	74,92	86,75	88,32
Octobre	107,52	93,27	105,28	67,46	91,36	95,67	96,54	94,13	85,38	90,65	74,83	87,80	93,92
Novembre	103,63	89,97	109,46	65,02	74,24	94,36	93,47	102,07	101,22	96,66	76,86	96,01	94,23
Décembre	105,05	85,13	103,87	65,93	80,72	91,89	92,32	102,81	111,09	100,43	74,64	99,47	94,46
1985 Janvier	89,79	78,32	99,07	50,53	77,78	82,89	83,36	93,75	102,05	96,82	70,60	93,08	86,28
Février	90,80	99,15	96,20	58,45	82,55	84,26	87,51	84,20	98,38	93,13	64,86	87,53	87,52

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70 %) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30 %).

I - 5c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION
Résultats bruts par secteur

	1984				1985
	Février	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	Février
A. Evolution du rythme d'activité¹					
Gros œuvre de bâtiments	-23	+ 1	- 8	-27	-30
dont :					
Bâtiments résidentiels	-22	+ 5	- 7	-28	-26
Bâtiments non-résidentiels	-23	- 5	-10	-23	-40
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	-43	+13	- 7	-21	-32
C. Appréciation de la durée d'activité assurée²					
Gros œuvre de bâtiments	-68	-59	-58	-61	-66
dont :					
Bâtiments résidentiels	-65	-53	-52	-58	-64
Bâtiments non-résidentiels	-76	-71	-70	-68	-69
Génie civil et travaux routiers	-77	-73	-70	-65	-65
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois³					
Gros œuvre de bâtiments	-28	-31	-26	-35	-18
dont :					
Bâtiments résidentiels	-26	-31	-24	-33	-23
Bâtiments non-résidentiels	-30	-31	-30	-37	-11
Génie civil et travaux routiers	-54	-40	-29	-41	-45
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 2	+ 5	+10	+ 8	+15
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 7	+ 7	+10	+12	+16
Bâtiments non-résidentiels	-11	+ 1	+10	+ 2	+12
Génie civil et travaux routiers	-23	-18	-15	-26	-25

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 5d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1982 Mars	119,61	119,28	109,68	75,42	105,27
Avril	114,06	122,68	106,28	88,14	106,89
Mai	113,52	110,49	110,68	83,87	104,49
Juin	103,98	105,39	115,90	106,16	108,48
Juillet	94,51	101,71	108,66	111,30	104,61
Août	90,09	103,41	109,52	114,29	104,97
Septembre	95,19	109,93	106,06	109,68	105,28
Octobre	84,39	102,56	106,13	102,11	99,34
Novembre	100,22	109,08	103,67	98,65	102,73
Décembre	100,37	108,23	104,23	93,65	101,49
1983 Janvier	97,34	97,46	98,26	96,04	97,32
Février	91,63	91,80	96,96	99,41	95,28
Mars	88,32	86,41	94,24	100,40	92,80
Avril	66,63	77,06	90,40	83,45	80,36
Mai	88,50	71,68	82,93	90,77	83,86
Juin	70,78	68,28	86,91	93,17	80,89
Juillet	88,39	74,80	93,61	104,78	91,32
Août	101,12	90,10	97,53	107,34	99,30
Septembre	95,48	101,99	96,29	105,28	99,58
Octobre	99,48	101,99	96,34	105,37	100,54
Novembre	93,47	103,98	94,79	106,24	99,31
Décembre	90,10	93,78	100,97	111,21	99,56
1984 Janvier	106,25	106,81	108,12	107,17	107,17
Février	100,94	110,78	107,97	100,96	105,15
Mars	87,02	97,74	99,69	94,67	95,08
Avril	80,19	93,21	90,98	88,01	88,20
Mai	96,80	95,19	88,61	93,60	93,14
Juin	84,16	88,11	88,31	95,17	89,05
Juillet	97,83	85,00	95,74	92,86	93,25
Août	90,10	84,71	89,56	87,98	88,27
Septembre	87,06	82,45	89,85	89,28	87,52
Octobre	96,03	92,93	90,80	83,58	90,62
Novembre	81,81	84,71	88,88	82,05	84,64
Décembre	83,76	91,80	88,94	82,72	86,76
1985 Janvier	97,11	92,08	88,76	85,51	90,56
Février	93,45	91,51	86,94	92,67	90,85

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recensement de la population et des logements au 1^{er} mars 1981*. — *Annuaire démographique* (O.N.U.). *Revue internationale du Travail et Annuaire des Statistiques du Travail* (Bureau International du Travail). — *Ministère de l'emploi et du Travail*. — « Aperçu de l'évolution de la population active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1979 ». — *Statistiques de la population active* (OCDE)

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Etudes Statistiques*. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Yearbook of national accounts statistics* (O.N.U.). — *Comptes nationaux des pays de l'OCDE* — *Annuaire des comptes nationaux* (Office statistique des Communautés Européennes).

Enquêtes sur la conjoncture : *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, tome II, n^o 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1983, p. 3-31.

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹									Offres d'emploi ²	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Autres chômeurs inscrits obligatoirement		Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ³	insatisfaites ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus									
1977	84,9	121,9	57,5	264,3	21,5	23,1	6,9	7,3	6,0	11,5	3,4
1978	91,4	141,3	49,5	282,2	28,9	25,9	9,0	8,8	7,6	13,2	4,2
1979	93,4	153,9	47,1	294,4	34,2	27,7	10,8	10,0	8,8	15,0	5,7
1980	102,7	172,6	46,6	321,9	36,6	28,1	12,8	10,3	9,2	14,6	5,9
1981	126,3	218,5	47,0	391,8	35,1	40,1	17,1	12,0	10,7	11,6	4,4
1982	146,1	263,0	47,5	456,6	32,2	51,5	24,5	14,2	13,1	10,4	4,0
1983	156,4	299,4	49,2	505,0	28,6	62,1	35,7	14,0	14,3	10,3	6,2
1984	149,0	313,7	49,7	512,4	28,2	72,9	51,4	11,5	14,4	10,8	8,0
1982 4 ^e trimestre	148,0	278,5	47,9	474,4	32,2	73,1	29,0	15,5	14,4	10,2	4,0
1983 1 ^{er} trimestre	165,0	290,4	48,6	504,0	29,7	43,0	31,2	14,8	14,5	10,9	5,1
2 ^e trimestre	155,2	291,7	49,0	495,9	29,0	31,8	33,8	13,4	14,0	11,3	6,2
3 ^e trimestre	154,8	306,5	49,6	510,9	28,8	87,5	35,8	14,0	13,9	8,0	6,6
4 ^e trimestre	150,8	308,8	49,4	509,0	27,0	86,2	42,2	13,7	14,7	10,9	6,7
1984 1 ^{er} trimestre	160,7	310,0	49,6	520,3	26,5	53,5	45,5	12,5	14,6	11,4	6,7
2 ^e trimestre	146,1	306,7	49,3	502,1	27,7	41,7	49,0	11,2	13,9	11,1	7,0
3 ^e trimestre	148,4	320,2	49,9	518,5	29,4	95,0	51,0	11,2	14,3	10,6	7,9
4 ^e trimestre	140,7	317,8	50,2	508,7	29,1	101,4	60,0	11,2	14,8	10,2	10,4
1984 Février	162,3	310,6	49,6	522,5	26,4	52,2	45,2	12,7	14,7	10,7	6,8
Mars	157,9	307,9	49,7	515,5	26,6	46,1	47,0	12,1	14,5	11,8	6,9
Avril	152,2	307,0	49,3	508,5	27,1	40,7	47,7	11,4	14,0	10,1	6,8
Mai	146,4	307,7	49,4	503,5	27,7	40,2	49,1	11,2	13,9	12,7	7,1
Juin	139,5	305,5	49,3	494,3	28,5	44,2	50,2	10,9	13,7	10,5	7,0
Juillet	150,8	318,7	50,0	519,5	29,1	76,4	48,6	10,8	13,8	7,8	6,8
Août	150,7	323,0	50,1	523,8	29,6	100,0	49,8	11,3	14,3	7,9	7,7
Septembre	143,6	318,8	49,8	512,2	29,4	108,5	54,6	11,5	14,9	16,2	9,1
Octobre	143,0	317,4	50,3	510,7	29,3	105,7	58,6	11,5	15,2	12,5	9,1
Novembre	141,1	318,6	50,3	510,0	29,1	102,4	60,2	11,1	14,8	9,9	11,1
Décembre	138,1	317,3	50,1	505,5	29,0	96,1	61,3	10,6	14,4	8,4	11,2
1985 Janvier	149,5	329,6	50,9	530,0	28,5	87,2	63,3	10,3	14,1	7,7	12,0
Février	157,9	324,7	50,9	533,5	28,6	64,3	64,5	9,7	13,3	10,7	13,0

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de mois ; données mensuelles : fin de mois.

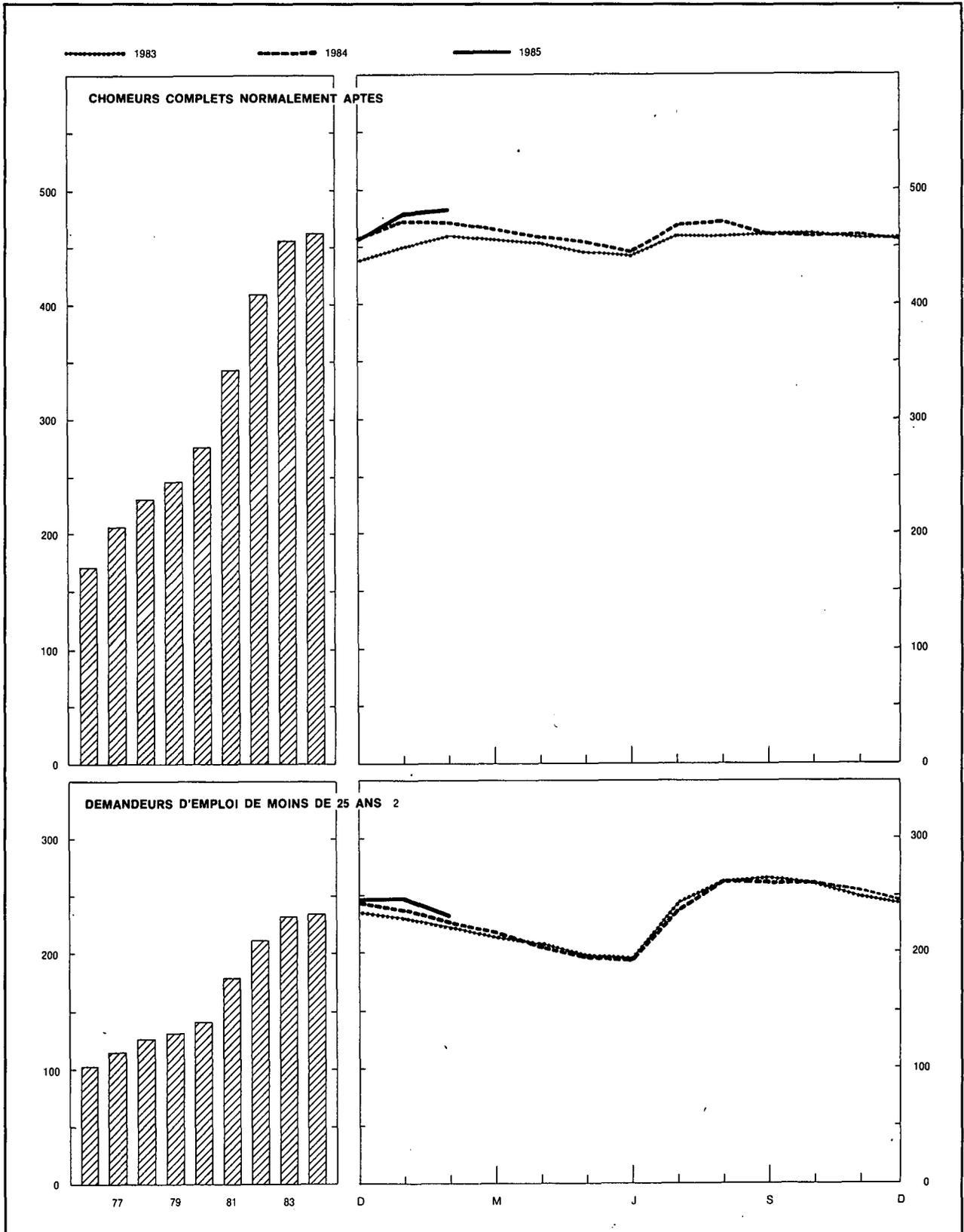
² A partir de 1978, y compris les offres d'emploi aux stages des jeunes et le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, les offres reçues relatives au troisième circuit de travail.

³ Offres reçues pendant le mois. Données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

II - DEMANDES D'EMPLOI¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes, demandeurs d'emploi libres inoccupés et autres chômeurs inscrits obligatoirement.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel de l'ONEM*. — *Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Service de Conjoncture (IRES)*. — *Statistiques de la population active (OCDE)*. — *Eurostatistiques (Office Statistique des Communautés Européennes)*.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. et Institut Economique Agricole.

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	* 1984
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	177	178	182	179	166	170	187	175
Autres céréales panifiables	26	24	21	19	15	14	16	} 180
Céréales non panifiables	204	197	195	193	191	177	170	
Betteraves sucrières	94	110	116	117	130	124	109	116
Autres plantes industrielles	13	12	10	10	9	12	14	.
Pommes de terre	41	35	36	38	34	37	34	36
Autres plantes et racines tuberculifères	23	21	19	18	16	17	15	15
Prés et prairies	728	721	710	702	697	691	686	679
Cultures maraîchères	29	25	19	18	23	28	25	.
Cultures fruitières	13	13	12	12	11	11	11	.
Divers	111	111	112	112	117	123	133	.
Total ...	1.459	1.447	1.432	1.418	1.409	1.404	1.400	1.395
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	742	956	953	853	875	1.010	1.003	
Avoine	115	136	119	109	109	153	80	
Orge	676	765	767	807	752	745	670	
Autres céréales	144	155	140	124	120	138	123	
Betteraves sucrières	4.343	5.224	5.867	5.315	6.936	7.430	5.120	
Pommes de terre	1.625	1.536	1.426	1.416	1.459	1.582	978	
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	983	971	981	976	969	968	984	1.006
Autres bovidés	2.007	2.029	2.077	2.078	2.045	2.057	2.102	2.112
Porcs	4.893	5.076	5.125	5.173	5.112	5.040	5.314	5.319
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.663	2.818	2.888	2.904	2.948	2.963	3.091	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	842	879	919	952	974	941	979	

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Poissons de fond	29,4	31,3	35,3	29,8	25,7	26,0	24,9	27,8
Poissons pélagiques	1,5	0,1	0,0	0,0	2,5	7,6	9,3	5,4
Crustacés et mollusques	3,6	2,7	2,5	2,3	2,4	2,3	3,0	2,9
Total ...	34,5	34,1	37,8	32,1	30,6	35,9	37,2	36,1

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Statistiques agricoles (I.N.S.). — Annuaire statistique de la Belgique. — Statistiques Economiques belges 1960-1970.

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1975 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter- médiaires	Biens de consom- mation non durables	Biens de consom- mation durables	Biens d'inves- tissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1984	100,0	97,2	2,8	57,5	17,3	13,1	12,1	—	—
1977	109	109	91	111	108	103	105	100	—
1978	111	112	83	114	108	101	109	100	100
1979	116	118	77	121	112	104	112	100	98
1980	115	116	79	119	111	104	109	100	100
1981	112	113	74	114	112	101	104	94	94
1982	112	113	75	112	116	104	107	93	94
1983	114	115	70	114	119	105	111	91	91
1984	118	120	70	120	122	105	114	92	92
1982 4 ^e trimestre	114	115	78	115	120	105	111	95	98
1983 1 ^{er} trimestre	116	117	78	115	118	114	114	90	90
2 ^e trimestre	116	118	69	117	119	107	112	95	95
3 ^e trimestre	105	107	60	104	115	95	104	85	84
4 ^e trimestre	118	120	75	121	123	104	115	93	94
1984 1 ^{er} trimestre	121	123	70	122	123	113	117	90	91
2 ^e trimestre	119	120	73	121	123	102	109	94	93
3 ^e trimestre	109	111	63	109	115	95	109	85	84
4 ^e trimestre	124	126	75	126	128	107	121	99	99
1983 Décembre	112	114	65	114	115	98	111	85	91
1984 Janvier	119	121	65	120	123	108	116	86	85
Février	119	121	69	120	119	113	116	87	89
Mars	125	127	77	126	126	118	120	96	98
Avril	114	116	68	117	117	103	106	90	89
Mai	123	125	84	126	128	105	112	98	99
Juin	119	119	66	120	125	99	110	93	90
Juillet	92	94	45	91	103	72	91	66	65
Août	113	114	74	113	122	99	111	91	90
Septembre	123	125	71	123	121	116	124	98	98
Octobre	134	136	86	134	138	121	132	110	105
Novembre	125	127	82	129	131	108	123	100	99
Décembre	112	114	57	115	115	93	108	85	93

¹ Non compris la construction.

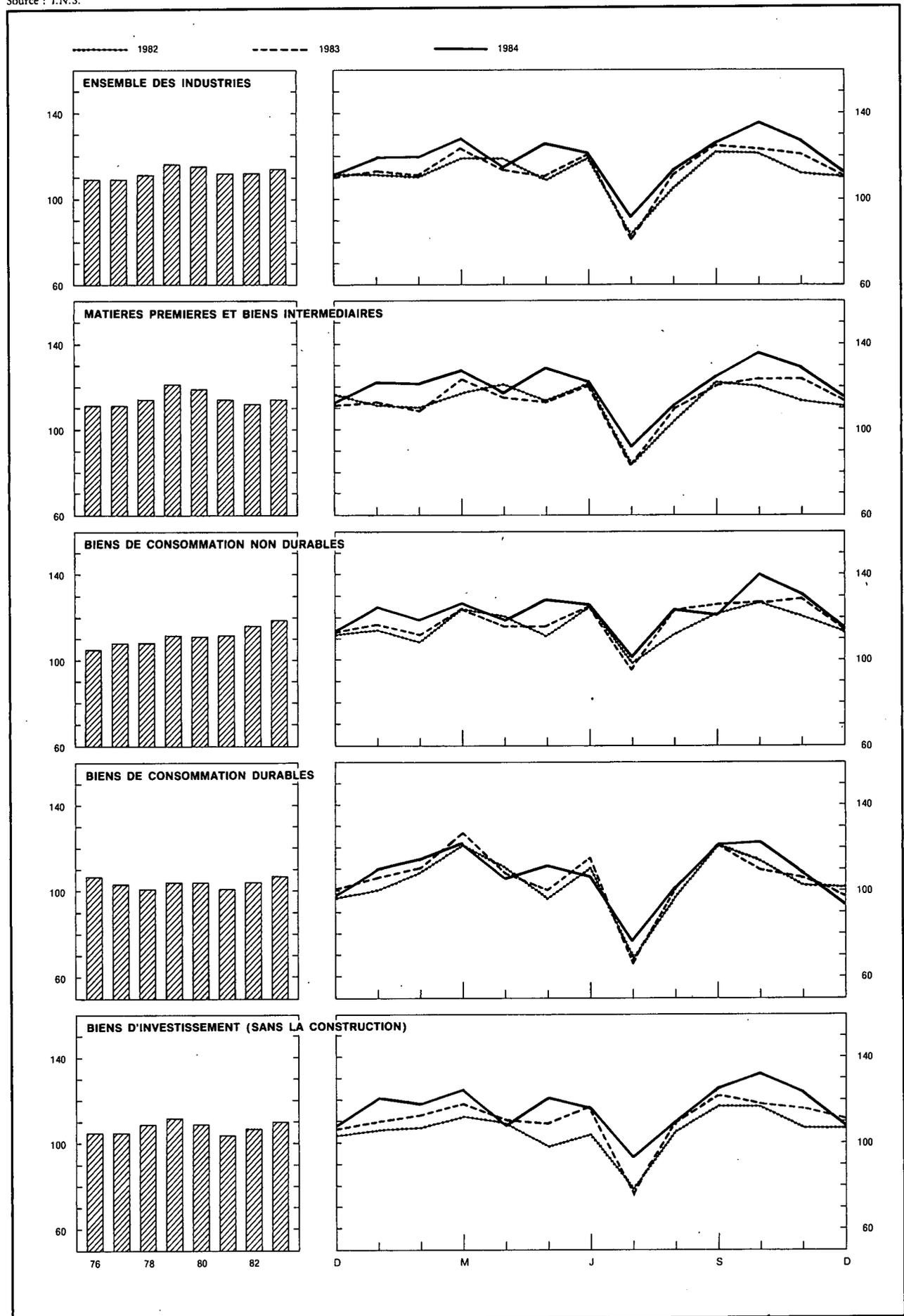
² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1975 = 100

Source : I.N.S.



IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1975 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1984 ¹	30,6	15,2	5,8	2,3	2,0	9,2	9,2	5,4	5,4	5,1	2,8	2,4	2,2	1,0
1977	110	120	101	109	141	104	115	118	98	113	88	108	107	127
1978	112	123	114	106	134	106	124	117	94	109	86	111	109	115
1979	118	133	124	108	140	109	127	117	102	107	86	119	110	117
1980	114	126	115	106	138	111	131	117	105	115	84	118	112	113
1981	110	128	110	102	123	115	124	103	102	113	81	120	112	98
1982	113	130	91	101	130	121	123	96	101	114	83	121	115	83
1983	116	136	95	101	128	123	128	91	109	111	83	124	115	70
1984	119	145	105	.	131	126	133	96	109	110	80	132	115	66
1982 4 ^e trimestre	116	131	81	97	132	134	137	92	105	122	76	119	112	73
1983 1 ^{er} trimestre	119	138	94	106	134	114	130	76	119	118	99	129	113	67
2 ^e trimestre	116	137	100	100	137	122	124	102	114	121	80	131	113	71
3 ^e trimestre	108	125	81	90	107	124	117	92	89	92	80	112	120	71
4 ^e trimestre	119	142	104	108	132	131	140	94	113	113	72	125	115	73
1984 1 ^{er} trimestre	122	149	107	114	143	118	141	85	121	116	94	137	117	74
2 ^e trimestre	114	148	113	107	135	125	128	107	113	116	76	137	117	70
3 ^e trimestre	113	130	95	92	109	123	120	95	87	93	78	120	118	62
4 ^e trimestre	126	153	106	.	138	137	144	96	115	116	72	133	115	60
1983 Décembre	115	134	97	106	130	122	139	80	107	110	63	117	115	65
1984 Janvier	121	148	103	118	139	117	149	81	117	107	81	136	118	72
Février	121	145	108	110	137	114	139	80	122	115	97	131	112	72
Mars	124	155	111	113	152	125	135	94	125	126	102	144	121	78
Avril	111	143	102	108	135	117	129	102	107	111	80	127	117	74
Mai	120	154	120	113	141	129	129	111	120	120	73	144	117	70
Juin	111	148	119	99	127	128	125	108	113	116	75	140	117	65
Juillet	94	112	84	78	86	114	113	80	65	63	53	93	118	60
Août	115	134	96	80	112	134	120	99	81	97	78	128	121	61
Septembre	130	144	105	117	129	121	128	107	114	118	104	140	116	65
Octobre	139	165	108	122	144	150	144	107	130	129	85	149	119	54
Novembre	128	157	110	111	145	141	144	92	118	110	71	135	118	58
Décembre	113	136	99	.	124	121	143	90	95	109	60	114	110	69

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,4 % et 0,2 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)	
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consommation intérieure	Production		Consommation intérieure
		Total ¹	Dont :									
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel								
1977	2.986	1.725	254	741	577	988	464	467	589	1.092	3.731	
1978	2.718	1.807	256	761	601	1.071	479	513	549	1.116	4.030	
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137	
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251	
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015	
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995	
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159	
1984							494		525		4.321	
1982 4 ^e trimestre	1.719	1.450	222	641	400	871	394	384	597	1.186	4.441	
1983 1 ^{er} trimestre	1.576	1.488	209	734	348	1.097	404	412	597	898	4.237	
2 ^e trimestre	1.666	1.188	217	522	266	635	437	443	459	1.052	4.037	
3 ^e trimestre	1.677	999	215	435	196	410	407	370	419	971	3.804	
4 ^e trimestre	1.688	1.455	235	739	275	924	455	437	558	1.223	4.560	
1984 1 ^{er} trimestre	1.740	1.452	211	806	249	1.087	471	476	566	1.126	4.574	
2 ^e trimestre	1.644	1.145	222	548	184	671	500	* 521	506	* 1.290	4.142	
3 ^e trimestre	1.461	1.095	223	520	158	478	492	* 464	452	* 1.274	3.903	
4 ^e trimestre							511		575		4.664	
1983 Décembre	1.514	1.550	273	827	273	1.082	469	421	504	1.225	4.521	
1984 Janvier	1.686	1.425	204	814	243	1.117	455	447	531	1.133	4.823	
Février	1.694	1.400	206	779	235	1.098	459	472	569	1.082	4.517	
Mars	1.839	1.530	224	824	269	1.047	500	508	598	1.162	4.381	
Avril	1.752	1.198	230	616	177	778	484	463	520	1.161	4.188	
Mai	1.650	1.264	219	614	219	699	519	560	570	1.511	4.197	
Juin	1.530	973	218	413	157	536	498	* 540	427	* 1.197	4.041	
Juillet	1.408	926	220	413	137	411	503	* 470	381	* 1.241	3.680	
Août	1.443	1.104	233	504	160	433	481	* 449	493	* 943	3.897	
Septembre	1.531	1.255	215	643	177	589	493	* 472	483	* 1.637	4.133	
Octobre	1.263	1.209	235	587	188	718	517	* 517	639	* 1.605	4.684	
Novembre	1.311	1.160	224	574	195		495	* 506	625	* 1.103	4.674	
Décembre							522		462		4.635	

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1977	938	719	15,7	30,0	45,7	44,8
1978	1.050	785	16,0	31,4	47,4	46,9
1979	1.120	863	18,0	36,9	54,9	50,0
1980	1.027	793	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	743	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	825	614	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	! 846	595	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	* 942	678				
1982 4 ^e trimestre	710	580	18,1	46,7	64,8	68,8
1983 1 ^{er} trimestre	840	598	20,0	49,3	69,3	68,3
2 ^e trimestre	891	633	17,7	47,5	65,2	70,3
3 ^e trimestre	730	516	18,2	40,9	59,1	59,8
4 ^e trimestre	899	634	20,1	51,9	72,0	72,8
1984 1 ^{er} trimestre	! 952	682	20,0	55,2	75,2	72,5
2 ^e trimestre	1.009	725	! 18,7	! 49,9	! 68,6	! 70,7
3 ^e trimestre	* 850	606	! 17,4	! 45,9	! 63,3	! 60,4
4 ^e trimestre	* 959	700				
1983 Décembre	! 836	566	26,3	53,3	79,6	79,6
1984 Janvier	! 918	643	20,2	53,4	73,6	66,5
Février	941	692	19,2	52,8	72,0	72,6
Mars	! 997	710	20,4	59,6	80,0	78,4
Avril	924	640	17,3	54,4	71,7	67,7
Mai	1.056	773	20,1	54,8	74,9	79,3
Juin	1.047	762	! 18,6	! 40,5	! 59,1	! 65,0
Juillet	807	469	! 14,3	! 32,5	! 46,8	! 43,9
Août	831	645	18,5	48,5	67,0	62,9
Septembre	911	704	19,4	56,7	76,1	74,3
Octobre	994	781	20,3	57,8	78,1	81,9
Novembre	997	702	22,3	59,8	82,1	77,4
Décembre	* 885	617				

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : *Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme*; autres données : *I.N.S.*

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1975 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1977	5,7	6,4	3.362	6,0	3.163	0,5	0,5	2.103	0,5	1.825	95
1978	5,5	6,2	3.357	5,5	3.015	0,7	0,6	2.262	0,5	1.941	89
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	72
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	76
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	62
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	59
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	48
1984 .....	.	.	.	.	.	.	*0,6	.	.	.	47
1982 4 ^e trimestre	1,7	2,0	1.170	1,5	901	0,6	0,4	1.764	0,4	1.288	—
1983 1 ^{er} trimestre	1,8	1,9	1.191	2,0	1.176	0,6	0,4	1.684	0,4	1.434	—
2 ^e trimestre	2,1	2,2	1.292	2,8	1.705	0,8	0,6	1.891	0,5	2.269	—
3 ^e trimestre	1,5	1,7	1.080	2,1	1.284	0,7	0,6	1.805	0,5	1.472	—
4 ^e trimestre	1,6	1,9	1.165	2,5	1.409	0,6	0,5	1.613	0,6	2.215	—
1984 1 ^{er} trimestre .....	.	2,3	1.423	1,9	1.150	.	0,5	1.535	0,4	1.457	—
2 ^e trimestre .....	.	2,5	1.552	2,4	1.482	.	0,6	2.491	0,5	1.903	—
3 ^e trimestre .....	.	2,3	1.453	2,0	1.276	.	0,6	1.863	0,5	1.326	—
4 ^e trimestre .....	.	.	.	.	.	.	*0,4	.	.	.	—
1983 Décembre	1,6	1,8	1.181	1,9	1.121	0,6	0,5	1.893	0,5	1.466	48
1984 Janvier .....	.	2,3	1.362	1,4	778	.	0,5	1.760	0,4	1.447	47
Février .....	.	2,3	1.449	1,7	1.072	.	0,5	1.398	0,4	1.206	47
Mars .....	.	2,4	1.459	2,5	1.600	.	0,5	1.448	0,5	1.718	47
Avril .....	.	2,5	1.583	2,4	1.566	.	0,6	2.321	0,4	1.093	46
Mai .....	.	2,4	1.464	2,7	1.610	.	0,6	2.817	0,6	2.105	46
Juin .....	.	2,5	1.609	2,2	1.270	.	0,6	2.334	0,4	2.512	!45
Juillet .....	.	2,7	1.725	1,4	915	.	0,7	2.163	0,4	948	!45
Août .....	.	2,0	1.231	2,1	1.428	.	0,6	1.781	0,5	1.474	!45
Septembre .....	.	2,2	1.403	2,4	1.484	.	0,5	1.644	0,5	1.557	!45
Octobre .....	.	2,2	1.345	1,6	1.012	.	*0,5	1.320	0,4	974	46
Novembre .....	.	.	.	.	.	.	*0,4	.	.	.	46
Décembre .....	.	.	.	.	.	.	*0,4	.	.	.	47

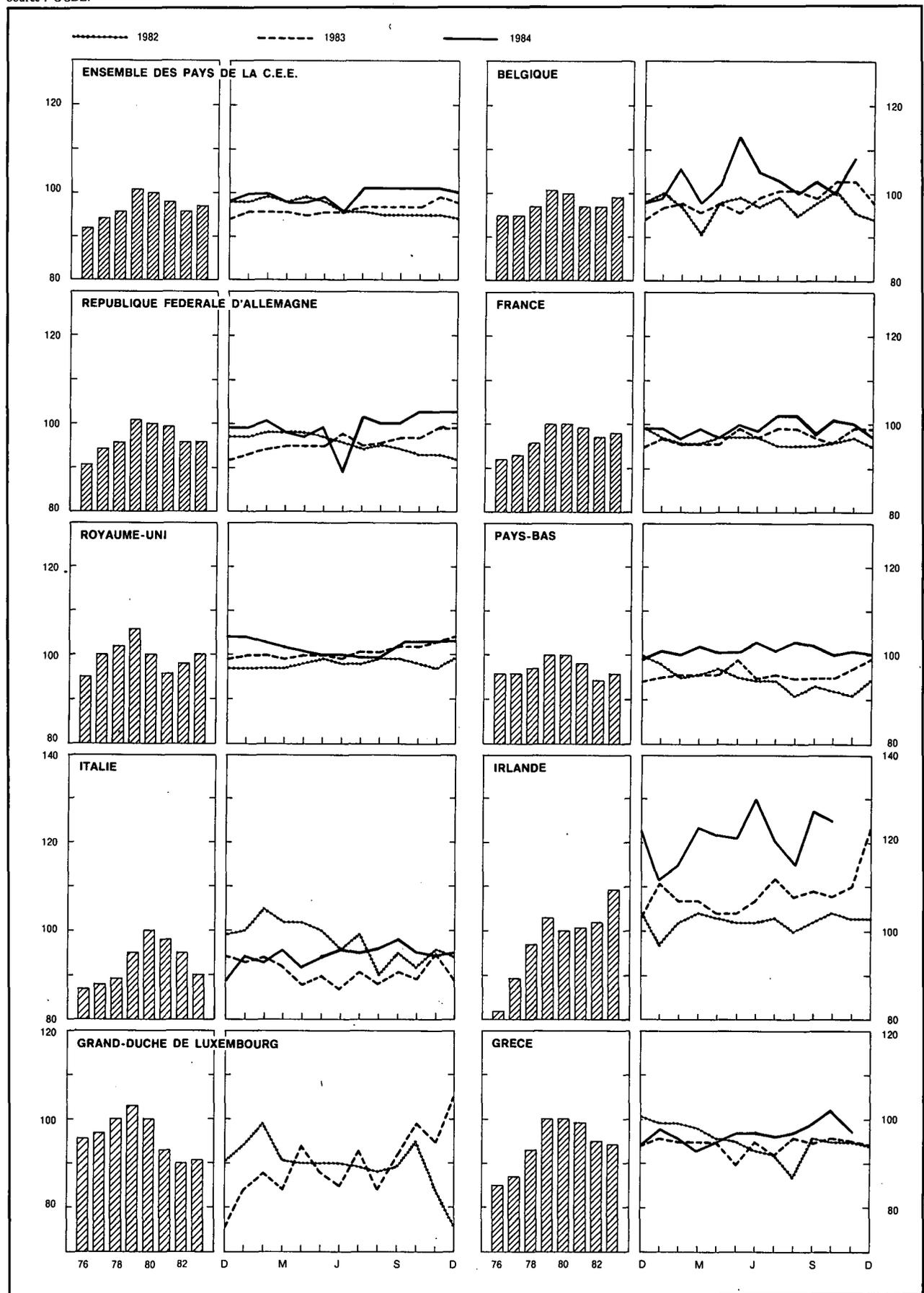
¹ Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonnalisé corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyenne de l'indice de la production non

désaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices généraux 1980 = 100
(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE.



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE

	Ensemble des pays C.E.E. (9 pays ¹)		Belgique		République Fédérale d'Allemagne ²		France		Royaume-Uni		Pays-Bas		Italie		Irlande		Grand-Duché de Luxembourg		Grèce	
	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³	Indices	% de variat. ³
1977	94	+ 1,9	95	0,0	94	+ 2,8	95	+ 2,8	100	+ 4,9	96	0,0	87	0,0	89	+ 9,2	97	+ 0,5	87	+ 1,8
1978	96	+ 1,8	97	+ 1,8	96	+ 1,8	96	+ 0,9	103	+ 3,7	97	+ 0,9	89	+ 1,8	95	+ 6,7	100	+ 3,3	93	+ 7,1
1979	101	+ 5,4	101	+ 4,5	100	+ 4,5	100	+ 4,4	107	+ 3,6	100	+ 2,8	95	+ 6,1	102	+ 6,3	103	+ 3,3	99	+ 6,6
1980	100	- 0,8	100	- 1,3	100	0,0	100	0,0	100	- 6,5	100	0,0	100	+ 5,2	100	- 1,5	100	- 3,4	100	+ 1,0
1981	98	- 2,2	97	- 2,8	99	- 1,5	99	- 1,0	96	- 3,6	98	- 2,0	98	- 1,6	102	+ 2,0	93	- 6,8	99	- 0,7
1982	96	- 1,7	97	- 0,2	96	- 2,9	97	- 2,0	99	+ 2,2	94	- 4,1	95	- 3,0	103	+ 0,3	90	- 3,6	95	- 4,4
1983	97	+ 0,7	99	+ 2,1	96	+ 0,7	98	+ 1,0	102	+ 3,3	96	+ 2,1	92	- 3,2	109	+ 6,4	90	0,0	94	- 0,6
1984	100	+ 2,8	.	.	100	+ 3,4	.	.	103	+ 0,8	101	+ 5,2	95	+ 3,4	.	.	.	.	.	.
1982 4 ^e trimestre	94	- 3,7	96	- 1,7	92	- 5,1	96	- 2,0	99	+ 0,3	92	- 6,5	92	- 6,1	104	+ 1,6	85	- 10,3	95	- 5,6
1983 1 ^{er} trimestre	96	- 2,1	97	+ 0,4	94	- 3,8	96	- 0,3	100	+ 3,1	95	- 1,7	93	- 7,1	108	+ 6,4	85	- 9,9	95	- 4,0
2 ^e trimestre	96	- 0,7	101	- 0,4	96	- 1,0	97	0,0	100	+ 1,5	97	+ 1,4	90	- 4,7	106	+ 3,0	86	- 2,9	94	- 1,4
3 ^e trimestre	97	+ 2,0	98	+ 3,3	96	+ 2,5	98	+ 2,8	103	+ 3,4	95	+ 2,9	93	- 2,4	110	+ 7,4	93	+ 0,8	95	+ 3,2
4 ^e trimestre	99	+ 4,3	101	+ 4,6	99	+ 6,9	98	+ 2,4	104	+ 5,4	97	+ 5,1	93	+ 1,6	114	+ 9,8	97	+ 13,4	95	0,0
1984 1 ^{er} trimestre	100	+ 4,2	100	+ 2,6	99	+ 5,7	100	+ 3,5	104	+ 3,5	101	+ 6,7	94	+ 1,4	117	+ 7,8	.	.	96	+ 1,1
2 ^e trimestre	98	+ 1,5	105	+ 4,2	95	- 1,0	98	+ 1,4	102	+ 1,4	102	+ 5,2	95	+ 4,8	125	+ 18,5	.	.	97	+ 3,3
3 ^e trimestre	101	+ 3,6	102	+ 4,5	101	+ 4,5	101	+ 3,1	102	- 0,6	102	+ 6,6	97	+ 4,0	121	+ 10,6	.	.	97	+ 2,9
4 ^e trimestre	101	+ 2,1	.	.	103	+ 4,4	99	+ 1,0	103	- 0,7	100	+ 3,4	95	+ 1,7	.	.	.	.	.	.
1983 Décembre ..	99	+ 5,9	96	+ 5,5	100	+ 8,7	99	+ 4,2	105	+ 5,8	99	+ 5,3	92	+ 3,1	120	+ 18,8	97	+ 25,9	94	- 0,5
1984 Janvier	100	+ 4,5	99	+ 1,3	99	+ 5,3	100	+ 3,1	105	+ 4,5	101	+ 8,6	94	+ 1,7	113	+ 1,9	.	.	98	+ 3,5
Février	100	+ 4,3	105	+ 2,7	101	+ 8,6	99	+ 3,1	104	+ 2,9	100	+ 5,3	93	- 1,3	115	+ 7,3	.	.	95	+ 1,3
Mars	99	+ 3,9	96	+ 3,9	98	+ 3,2	100	+ 4,2	103	+ 3,1	102	+ 6,3	96	+ 3,9	121	+ 14,6	.	.	93	- 1,5
Avril	98	+ 1,7	101	+ 0,6	98	+ 3,2	97	+ 1,0	102	+ 1,8	101	+ 5,2	92	- 1,0	123	+ 17,8	.	.	95	+ 0,6
Mai	100	+ 3,5	110	+ 5,4	99	+ 4,2	100	+ 2,0	101	+ 0,2	101	+ 2,0	96	+ 7,3	123	+ 16,3	.	.	97	+ 7,6
Juin	96	- 0,7	103	+ 6,7	89	- 10,1	98	+ 1,0	102	+ 2,3	103	+ 8,4	96	+ 8,2	130	+ 21,3	.	.	97	+ 1,9
Juillet	101	+ 3,7	103	+ 3,5	101	+ 6,3	102	+ 4,1	102	- 1,0	100	+ 4,2	95	+ 0,2	121	+ 9,2	.	.	96	+ 4,1
Août	101	+ 3,8	100	+ 0,7	100	+ 4,2	102	+ 4,1	102	- 0,9	103	+ 8,4	97	+ 5,1	115	+ 6,6	.	.	97	+ 0,9
Septembre ..	101	+ 3,4	103	+ 9,6	101	+ 3,1	98	+ 1,0	103	- 0,1	102	+ 7,4	98	+ 6,8	127	+ 15,9	.	.	99	+ 3,8
Octobre ...	101	+ 3,7	100	+ 2,1	103	+ 6,2	101	+ 5,2	103	- 0,4	100	+ 5,3	95	+ 2,8	125	+ 13,9	.	.	103	+ 7,5
Novembre ..	101	+ 1,6	108	- 0,2	103	+ 4,0	100	0,0	103	- 0,5	101	+ 4,1	94	- 0,3	.	.	.	.	97	+ 2,8
Décembre ..	100	+ 1,0	.	.	103	+ 3,0	97	- 2,0	103	- 1,2	100	+ 1,0	95	+ 2,6	.	.	.	.	.	.

¹ Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Pays-Bas, Irlande, Grand-Duché de Luxembourg et Grèce. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

³ Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou la période correspondante de l'année précédente.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.* — *Service de Conjoncture (IRES).* — *L'Echo de la Bourse.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques (OCDE).*

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs		Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier	
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales	minerais		
(millions)		(milliers de tonnes)			(millions)		
1977	—	541	4.861	1.355	1.005	337,4	59,4
1978	595	593	5.266	1.362	1.132	374,8	65,9
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	401,7	70,0
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404,3	70,0
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433,5	76,8
1982	573	566	5.200	1.541	949	440,4	80,6
1983	553	572	5.275	1.485	877	441,4	81,6
1984	* 537	659	5.903	1.647	1.001	456,5	86,2
1982 4 ^e trimestre	570	533	5.055	1.494	816	395,4	77,9
1983 1 ^{er} trimestre	561	537	5.150	1.562	781	371,0	72,9
2 ^e trimestre	580	602	5.561	1.475	981	447,1	82,1
3 ^e trimestre	511	460	4.190	1.169	712	560,5	91,7
4 ^e trimestre	557	689	6.140	1.734	1.034	386,8	79,9
1984 1 ^{er} trimestre	542	653	5.852	1.689	965	370,7	78,2
2 ^e trimestre	542	650	5.908	1.637	992	475,1	88,1
3 ^e trimestre	514	619	5.512	1.521	1.015	575,9	94,9
4 ^e trimestre	* 551	714	6.339	1.741	1.033	404,2	83,8
1984 Janvier	540	629	5.621	1.693	898	382,1	76,5
Février	529	637	5.867	1.680	938	329,0	75,1
Mars	557	692	6.069	1.695	1.059	401,1	82,9
Avril	538	633	5.494	1.562	852	470,7	86,6
Mai	543	681	6.367	1.674	1.184	447,9	89,3
Juin	544	635	5.863	1.675	941	506,7	88,4
Juillet	510	594	5.285	1.443	1.000	609,7	98,5
Août	516	584	5.303	1.459	932	601,0	97,7
Septembre	517	679	5.947	1.661	1.112	517,0	88,4
Octobre	570	706	6.399	1.833	1.057	457,5	86,4
Novembre	* 536	754	6.681	1.748	1.010	368,7	82,6
Décembre	* 546	683	5.936	1.642	1.032	386,5	82,4
1985 Janvier						387,9	77,2

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service); c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Source : I.N.S.

Sources : Stad Antwerpen - Havenbedrijf [col. (1)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ²	
	Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés ¹	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes mé- triques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1977	5.686	3.107	2.729	737	927	300	2.090	651	126	8.410	480
1978	8.157	3.027	2.677	1.083	1.001	245	3.500	698	136	8.354	495
1979	8.628	3.440	2.663	1.273	1.184	297	3.764	745	149	8.450	492
1980	8.558	3.603	3.033	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.707	2.705	1.659	1.275	263	3.384	330	160	7.602	414
1984	9.736										
1982 4 ^e trimestre ..	8.862	3.560	2.917	1.479	1.565	292	3.445	300	207	7.554	428
1983 1 ^{er} trimestre ..	8.878	3.547	2.687	1.590	1.187	158	3.219	262	163	6.904	398
2 ^e trimestre ..	9.280	3.785	2.796	1.647	1.353	291	3.571	390	164	7.646	425
3 ^e trimestre ..	8.464	3.353	2.366	1.593	1.243	316	3.321	307	141	7.706	389
4 ^e trimestre ..	9.709	4.141	2.971	1.864	1.317	286	3.427	361	174	8.152	445
1984 1 ^{er} trimestre ..	9.256	4.193	3.278	1.561	1.562	448	3.347	301	199	7.475	411
2 ^e trimestre ..	9.974			1.767			3.229			8.614	457
3 ^e trimestre ..	9.592									7.918	419
4 ^e trimestre ..	10.121										
1983 Décembre	9.929	4.310	2.975	2.127	1.504	387	3.251	307	158	8.397	484
1984 Janvier	8.553	4.017	3.488	1.693	1.960	461	3.290	293	198	7.526	405
Février	8.805	4.176	2.984	1.450	1.448	376	3.265	325	198	6.475	369
Mars	10.409	4.386	3.362	1.539	1.277	508	3.486	284	202	8.425	458
Avril	9.586			1.653			3.345			8.572	452
Mai	10.444			1.821			3.064			8.882	431
Juin	9.893			1.826			3.279			8.389	488
Juillet	9.497									7.583	366
Août	9.308									7.887	422
Septembre	9.972									8.283	469
Octobre	10.660									9.749	460
Novembre	9.340										
Décembre	10.363										

¹ Jusqu'en 1977, milliers de tonnes de jauge nettes suivant la méthode de mesure belge; à partir de 1978, milliers de tonnes de jauge brutes.

² Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1976	2.484	1.824	88	182	99	117	43
1977	2.434	1.799	82	170	85	118	46
1978	2.203	1.617	68	163	85	103	41
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.529	1.783	75	256	105	110	50
1982 3 ^e trimestre	5.525	4.318	104	496	131	205	66
4 ^e trimestre	786	393	41	114	49	42	36
1983 1 ^{er} trimestre	582	266	32	98	35	34	27
2 ^e trimestre	2.207	1.478	68	210	134	117	56
3 ^e trimestre	5.770	4.456	90	547	183	207	73
4 ^e trimestre	829	401	39	129	61	37	41
1984 1 ^{er} trimestre	624	277	34	105	40	38	32
2 ^e trimestre	2.138	1.391	71	211	122	122	68
3 ^e trimestre	5.842	4.461	102	565	173	221	87
1983 Septembre	2.178	1.428	59	196	139	118	63
Octobre	1.011	426	45	174	98	39	60
Novembre	741	362	41	97	45	41	35
Décembre	735	415	31	117	41	30	27
1984 Janvier	538	236	28	102	29	31	30
Février	542	224	33	93	37	34	30
Mars	791	371	42	119	53	48	35
Avril	1.485	920	63	137	95	88	51
Mai	1.936	1.208	79	186	141	106	68
Juin	2.992	2.046	72	310	130	172	86
Juillet	8.390	6.532	100	905	184	324	95
Août	6.956	5.487	139	581	190	216	86
Septembre	2.181	1.364	66	209	145	124	81

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1975 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises de commerce de détail à succursales ²	Coopératives de consommation	Supermarchés ³	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général en 1981, 1982, 1983 et 1984	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1977	121	129	95	117	120	118	125	124	122	107
1978	126	140	87	120	125	124	127	133	128	109
1979	136	154	86	127	132	135	130	152	138	114
1980	148	165	84	136	141	144	145	167	150	115
1981	* 154	178	72	143	* 149	* 151	* 147	* 175	* 157	* 112
1982	* 167	193	65	152	* 160	* 165	* 154	* 194	* 169	* 110
1983	* 162	214	47	161	* 162	* 166	* 137	* 196	* 168	* 101
1984	* 167	216	43	166	* 165	* 171	* 145	* 203	* 173	* 98
1982 4 ^e trimestre	* 184	219	66	168	* 173	* 196	* 185	* 205	* 187	* 118
1983 1 ^{er} trimestre	* 155	198	52	145	* 155	* 148	* 124	* 194	* 159	* 99
2 ^e trimestre	* 163	214	46	158	* 161	* 173	* 133	* 199	* 168	* 103
3 ^e trimestre	* 155	208	46	163	* 161	* 153	* 136	* 185	* 162	* 97
4 ^e trimestre	* 173	234	45	177	* 171	* 191	* 154	* 206	* 181	* 106
1984 1 ^{er} trimestre	* 160	202	43	150	* 157	* 145	* 129	* 209	* 165	* 95
2 ^e trimestre	* 170	214	43	166	* 167	* 180	* 145	* 203	* 176	* 100
3 ^e trimestre	* 157	210	44	168	* 160	* 159	* 143	* 186	* 164	* 93
4 ^e trimestre	* 181	238	44	178	* 175	* 199	* 164	* 213	* 184	* 104
1983 Décembre	* 198	274	47	204	* 197	* 210	* 198	* 228	* 207	* 121
1984 Janvier	* 156	199	44	139	* 153	* 155	* 121	* 201	* 161	* 94
Février	* 153	194	39	138	* 152	* 121	* 128	* 205	* 158	* 91
Mars	* 172	213	46	174	* 167	* 160	* 139	* 222	* 177	* 101
Avril	* 165	210	42	159	* 160	* 190	* 134	* 197	* 170	* 97
Mai	* 172	216	43	165	* 165	* 175	* 147	* 214	* 177	* 101
Juin	* 174	215	45	174	* 177	* 176	* 152	* 200	* 179	* 102
Juillet	* 148	211	46	169	* 155	* 161	* 135	* 174	* 158	* 89
Août	* 152	207	46	172	* 165	* 131	* 139	* 181	* 160	* 90
Septembre	* 171	212	40	163	* 161	* 184	* 155	* 204	* 175	* 99
Octobre	* 176	225	43	169	* 166	* 196	* 153	* 213	* 182	* 101
Novembre	* 160	216	41	165	* 162	* 164	* 140	* 193	* 168	* 93
Décembre	* 206	273	48	200	* 197	* 237	* 199	* 232	* 202	* 119

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Grand magasins à rayons multiples et entreprises de commerce de détail à succursales possédant au moins cinq établissements.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1981 2 ^e semestre	1.545	872	306	367	69,0	7,6	35,1	26,3	17,5	3,1	8,0	6,4
1982 1 ^{er} semestre	1.397	755	309	333	69,3	6,8	36,7	25,8	22,0	3,0	10,8	8,2
2 ^e semestre	1.261	638	310	313	67,6	6,2	36,1	25,3	17,8	2,5	9,1	6,2
1983 1 ^{er} semestre	1.366	758	318	290	73,6	6,3	39,4	27,9	23,4	3,0	12,1	8,3
2 ^e semestre	1.398	800	320	278	72,6	6,3	39,4	26,9	21,2	2,9	10,8	7,5
1984 1 ^{er} semestre	1.322	715	337	270	80,3	6,0	43,7	30,6	27,9	3,1	14,3	10,5

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1981 2 ^e semestre	64	47	6	11	1,4	0,3	0,6	0,5
1982 1 ^{er} semestre	65	50	6	9	1,4	0,3	0,6	0,5
2 ^e semestre	75	59	6	10	1,4	0,3	0,5	0,6
1983 1 ^{er} semestre	73	61	6	6	1,3	0,4	0,5	0,4
2 ^e semestre	77	66	6	5	1,2	0,3	0,5	0,4
1984 1 ^{er} semestre	69	59	5	5	1,0	0,3	0,4	0,3

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Contrats (milliers)												
1981 2 ^e semestre	762	3	1	1	52	10	5	136	139	4	397	14
1982 1 ^{er} semestre	753	3	1	1	73	13	7	143	139	5	355	13
2 ^e semestre	578	3	1	1	48	11	5	126	115	5	248	15
1983 1 ^{er} semestre	751	3	1	0	69	14	7	169	124	5	346	13
2 ^e semestre	698	3	1	1	55	13	7	126	129	4	345	14
1984 1 ^{er} semestre	732	3	1	1	77	16	6	152	134	6	222	114
Crédits accordés (milliards de francs)												
1981 2 ^e semestre	17,5	1,1	0,2	0,2	8,8	1,0	0,2	0,2	0,6	1,3	3,2	0,7
1982 1 ^{er} semestre	22,0	1,3	0,3	0,3	13,0	1,2	0,2	0,2	0,7	1,4	2,8	0,6
2 ^e semestre	17,8	1,2	0,2	0,2	9,3	1,2	0,2	0,2	0,6	1,3	2,8	0,6
1983 1 ^{er} semestre	23,4	1,6	0,3	0,2	13,6	1,5	0,2	0,2	0,7	1,5	2,9	0,7
2 ^e semestre	21,2	1,3	0,3	0,3	11,4	1,5	0,2	0,3	0,8	1,2	3,2	0,7
1984 1 ^{er} semestre	27,9	1,7	0,4	0,3	16,4	1,9	0,2	0,3	0,8	1,7	3,1	1,1

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	2	403	9	10.769	12.485	8	23.676	1.717	25.393
1983	2	389	9	12.360	13.764	8	26.532	1.408	27.940
1984	2	343	10	13.791	16.149	7	30.302	1.285	31.587
1982 4 ^e trimestre	2	419	10	11.435	13.179	8	25.053	1.616	26.669
1983 1 ^{er} trimestre	2	429	10	11.149	13.281	20	24.891	1.430	26.321
2 ^e trimestre	2	392	9	12.793	13.439	6	26.641	1.471	28.112
3 ^e trimestre	2	340	8	12.129	12.672	4	25.155	1.292	26.447
4 ^e trimestre	2	397	9	13.368	15.664	2	29.442	1.440	30.882
1984 1 ^{er} trimestre	2	364	11	12.643	16.115	11	29.146	1.338	30.484
2 ^e trimestre	1	352	10	13.800	15.645	7	29.815	1.340	31.155
3 ^e trimestre	1	337	9	13.643	15.370	3	29.363	1.201	30.564
4 ^e trimestre	2	319	8	15.078	17.469	6	32.882	1.262	34.144
1984 Février	1	331	9	11.843	15.785	3	27.972	1.280	29.252
Mars	2	372	17	13.044	16.183	7	29.625	1.359	30.984
Avril	1	370	10	13.140	14.410	10	27.941	1.369	29.310
Mai	1	365	9	14.392	16.199	5	30.971	1.361	32.332
Juin	1	323	10	13.867	16.326	6	30.533	1.290	31.823
Juillet	1	405	7	14.025	16.051	4	30.493	1.343	31.836
Août	1	311	11	13.810	14.855	2	28.990	1.168	30.158
Septembre	2	295	8	13.096	15.202	2	28.605	1.093	29.698
Octobre	2	379	10	15.849	17.599	1	33.840	1.360	35.200
Novembre	2	293	7	14.082	17.049	6	31.439	1.163	32.602
Décembre	2	284	6	15.304	17.759	12	33.367	1.262	34.629
1985 Janvier	2	414	8	14.562	17.749	2	32.737	1.296	34.033
Février	2	295	7	12.596	15.114	2	28.016	1.115	29.131

b) Montant des opérations

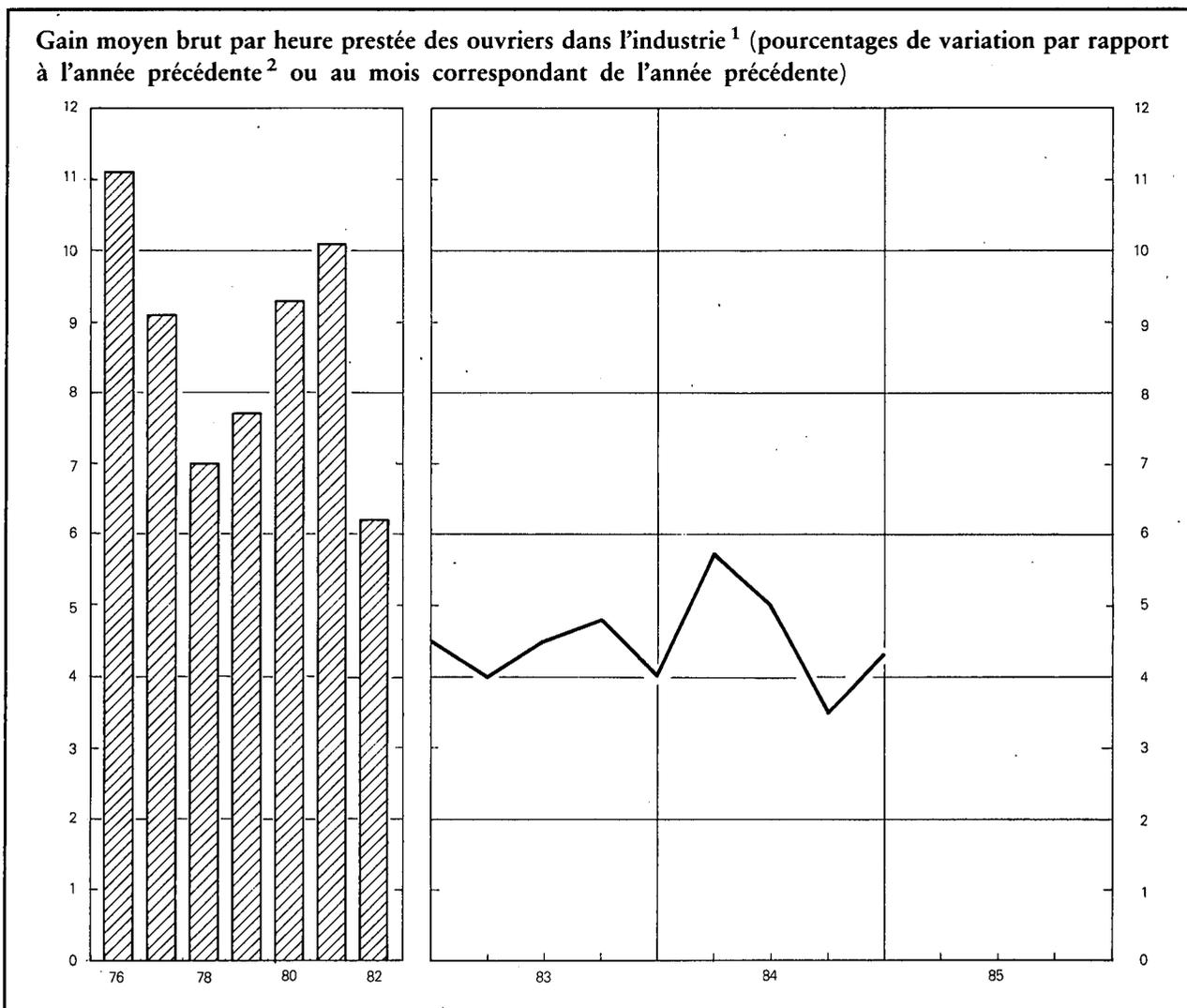
(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1982	338	6	664	577	3.545	2.662	7.792	573	8.365
1983	338	6	730	633	4.220	2.089	8.016	610	8.626
1984	337	6	951	698	4.991	2.172	9.155	649	9.804
1982 4 ^e trimestre	332	5	646	597	3.716	2.336	7.632	598	8.230
1983 1 ^{er} trimestre	321	6	731	582	4.094	2.803	8.537	598	9.135
2 ^e trimestre	326	8	683	631	4.051	2.601	8.300	610	8.910
3 ^e trimestre	369	6	734	632	4.114	1.324	7.179	587	7.766
4 ^e trimestre	335	6	773	687	4.619	1.627	8.047	645	8.692
1984 1 ^{er} trimestre	356	7	1.085	742	5.229	2.035	9.454	668	10.122
2 ^e trimestre	339	6	958	706	4.963	2.873	9.845	661	10.506
3 ^e trimestre	318	6	886	651	4.743	2.754	9.358	622	9.980
4 ^e trimestre	335	7	877	692	5.026	1.027	7.964	646	8.610
1984 Février	397	8	1.143	914	5.357	1.446	9.265	679	9.944
Mars	371	7	1.307	674	5.544	1.627	9.530	668	10.198
Avril	323	7	961	635	4.705	2.378	9.009	649	9.658
Mai	375	6	1.015	777	5.148	2.951	10.272	663	10.935
Juin	318	6	899	706	5.035	3.290	10.254	672	10.926
Juillet	305	7	884	678	4.883	3.646	10.403	623	11.026
Août	313	5	892	622	4.705	2.934	9.471	655	10.126
Septembre	336	5	882	653	4.641	1.682	8.199	588	8.787
Octobre	351	7	999	778	5.348	1.278	8.761	691	9.452
Novembre	328	5	811	683	4.866	986	7.679	604	8.283
Décembre	325	8	821	616	4.864	819	7.453	642	8.095
1985 Janvier	323	7	934	785	5.441	1.128	8.618	676	9.294
Février	341	5	1.034	728	5.092	959	8.159	651	8.810

¹ Nombre de chambres en activité : avant mai 1982 : 26 ; depuis mai 1982 jusqu'octobre 1984 : 24 ; depuis novembre 1984 : 22.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices 1975 = 100

	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1977	121	122	122	121	124,7	123,1	121,5	119,5
1978	130	129	131	130	132,7	130,1	129,1	125,9
1979	140	139	140	140	141,6	138,4	136,5	132,6
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168	164	168	165	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179	175	180	171	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186	183	189	186	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195	191	198	* 200	199,9	196,4	186,4	182,4
1982 Décembre	186	178	184	178	183,9	180,5	173,2	168,5
1983 Mars	181	180	186	180	186,9	183,5	175,8	171,4
Juin	184	182	188	184	188,5	184,9	176,5	172,2
Septembre	186	183	189	186	190,8	187,3	178,7	174,6
Décembre	193	186	193	192	194,1	190,8	181,7	177,8
1984 Mars	192	190	197	193	198,4	195,0	185,2	181,3
Juin	194	190	197	199	198,4	195,0	185,2	181,3
Septembre	193	191	197	199	199,9	196,5	185,9	181,6
Décembre	203	194	201	* 209	202,7	199,1	189,1	185,4

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période ; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1982	1982	1983	1983	1984	1982	1982	1983	1983	1984
	avril	octobre	avril	octobre	avril	avril	octobre	avril	octobre	avril
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
Ensemble de l'industrie	253	259	267	272	282	63,5	64,5	65,7	67,2	68,9
Industrie extractive	283	289	297	308	321	70,4	68,4	66,2	73,8	68,2
Bâtiment et génie civil	259	263	270	273	279	61,1	61,7	61,9	64,2	65,9
Industrie manufacturière	251	257	265	270	280	63,2	64,4	66,0	66,9	69,1
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	258	266	275	278	289	61,7	62,7	64,9	65,6	67,2
Construction de machines et de matériel mécanique	261	268	273	279	292	62,2	63,3	65,1	66,3	69,4
Construction électrique et électronique	255	262	272	273	286	65,0	66,5	68,2	68,9	71,8
Construction d'automobiles et pièces détachées	264	271	280	284	295	62,3	64,2	65,0	65,9	68,9
Construction d'autre matériel de transport .	266	268	278	280	293	65,9	66,7	67,7	68,4	71,0
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	231	241	247	257	269	58,8	58,6	60,2	60,9	63,8
Métallurgie de base	309	318	327	335	353	74,6	76,5	78,7	79,0	82,7
Industrie chimique	296	300	309	320	328	72,1	72,6	74,4	76,4	77,9
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	238	244	250	258	267	58,2	59,8	60,5	61,9	64,5
Industrie textile	212	218	227	230	236	55,0	57,1	58,6	59,3	60,7
Industrie des produits minéraux non métalliques	260	268	274	281	291	65,9	67,2	69,1	70,0	71,7
Industrie du bois	231	236	245	247	255	51,3	52,1	53,3	54,3	56,5
Industrie des chaussures et de l'habillement .	185	193	203	206	213	44,2	46,2	47,3	48,4	49,4
Industrie du papier, imprimerie et édition .	267	276	281	290	300	60,7	61,5	62,8	63,9	66,0
Raffineries de pétrole	412	410	429	435	425	100,3	96,4	99,8	99,6	100,8
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	76,1	77,2	79,4	80,3	82,9

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES ¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération .	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1977	117,3	120,3	134,0	75,3	127,1	169,2	109,8	113,8	116,5	92,4	115,6	103,4	116,7
1978	116,1	113,5	117,4	81,8	125,9	134,3	110,5	111,9	121,7	92,7	117,7	113,8	118,1
1979	152,7	138,5	130,3	97,3	138,9	145,6	144,7	142,8	169,6	116,2	161,1	121,0	164,9
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1982 4 ^e trimestre	224,6	111,0	101,6	83,6	96,0	113,5	118,2	114,3	129,5	111,7	291,0	134,8	305,8
1983 1 ^{er} trimestre	221,7	114,9	105,2	92,0	99,7	114,5	122,3	116,1	139,8	112,8	284,0	129,5	298,7
2 ^e trimestre	203,7	121,4	112,7	100,3	108,1	121,3	128,1	124,4	150,4	106,8	251,7	124,5	263,8
3 ^e trimestre	205,6	126,8	122,3	107,9	136,0	125,4	130,2	130,7	149,1	104,6	251,7	123,3	263,8
4 ^e trimestre	206,0	128,0	126,9	107,7	146,2	130,9	128,8	130,9	140,7	108,8	251,6	122,4	263,8
1984 1 ^{er} trimestre	206,7	129,8	128,0	105,6	147,1	133,7	131,2	131,1	142,8	116,3	251,5	121,9	263,8
2 ^e trimestre	207,3	130,5	130,0	109,2	156,8	132,2	130,8	132,0	141,5	114,3	252,1	128,1	263,8
3 ^e trimestre	204,0	122,3	117,9	101,1	129,0	123,4	125,6	131,0	130,6	107,6	251,7	124,0	263,8
4 ^e trimestre	202,2	117,7	114,7	94,2	121,5	123,8	120,0	120,4	128,4	107,8	251,5	121,8	263,8
1984 Février	206,3	128,8	126,1	102,7	145,0	132,5	130,9	131,0	142,0	116,3	251,5	121,7	263,8
Mars	207,6	131,9	129,5	108,2	151,4	133,6	133,8	132,7	146,1	120,1	251,8	124,9	263,8
Avril	207,6	131,2	129,2	109,8	151,3	132,2	132,8	131,6	146,8	117,0	252,2	129,7	263,8
Mai	207,4	130,9	132,8	109,9	163,8	134,6	129,5	129,9	140,4	114,4	252,0	127,2	263,8
Juin	206,8	129,3	128,1	108,0	155,3	129,8	130,2	134,5	137,2	111,5	252,0	127,5	263,8
Juillet	204,7	124,2	120,0	104,7	134,5	123,4	127,3	132,5	132,9	108,8	251,7	123,9	263,8
Août	204,0	122,1	117,0	99,4	128,0	122,9	125,9	131,5	131,8	106,2	251,8	125,5	263,8
Septembre	203,3	120,7	116,8	99,2	124,5	123,9	123,7	129,1	127,1	107,7	251,6	122,5	263,8
Octobre	202,8	119,5	116,2	95,5	126,0	124,3	122,0	125,8	125,8	108,6	251,5	121,5	263,8
Novembre	202,6	118,6	116,0	94,8	122,2	125,7	120,6	119,6	131,7	107,8	251,6	123,2	263,8
Décembre	201,1	115,0	111,9	92,2	116,4	121,3	117,4	115,9	127,8	107,1	251,4	120,8	263,8
1985 Janvier	200,7	114,1	112,6	94,1	114,1	122,4	115,2	111,9	129,9	103,1	251,3	119,4	263,8
Février	197,7	114,1	111,4	93,9	112,5	120,8	116,1	112,0	131,6	104,7	246,6	117,1	258,9

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Vége- taux	Indice général	Matières premiè- res	Demi- produits	Produits finis	Indigè- nes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de con- struction
Coefficient de pondé- ration ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1977	109,7	119,0	110,6	127,6	107,5	107,8	107,7	107,1	107,7	104,8	102,5	103,3	112,5	104,6	117,2
1978	107,6	110,7	109,4	111,8	106,9	106,2	105,7	108,0	108,2	102,1	99,8	103,7	111,1	104,1	120,9
1979	114,4	118,6	111,5	125,6	113,3	115,6	112,0	112,8	112,4	115,3	112,7	110,3	113,5	107,1	124,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1984	159,3	165,8	147,9	184,4	157,7	176,7	161,3	144,9	152,5	178,7	180,5	138,1	166,0	169,5	154,8
1982 4 ^e trimestre ..	142,1	141,5	146,2	137,2	142,3	146,8	144,7	137,9	141,4	150,6	168,2	128,0	139,5	157,6	149,2
1983 1 ^{er} trimestre ..	142,5	142,6	145,1	140,2	142,5	147,9	144,0	138,3	141,5	150,7	165,1	128,7	140,3	159,5	149,0
2 ^e trimestre ..	145,3	145,4	140,4	150,0	145,3	154,3	146,4	139,2	143,1	156,1	164,9	131,4	144,9	160,4	150,7
3 ^e trimestre ..	150,6	158,0	146,5	169,5	148,8	162,6	149,3	140,5	145,6	164,7	170,2	133,2	150,4	162,6	151,5
4 ^e trimestre ..	154,9	170,1	153,2	187,2	151,3	168,7	150,8	141,8	147,1	170,9	173,1	134,9	153,2	165,3	152,3
1984 1 ^{er} trimestre ..	157,8	171,1	150,9	192,1	154,6	174,2	155,7	143,0	149,1	177,4	177,3	136,5	159,2	168,0	152,8
2 ^e trimestre ..	160,3	171,1	146,3	197,7	157,7	176,3	162,0	144,6	152,2	178,8	179,9	138,4	166,4	169,2	153,4
3 ^e trimestre ..	159,5	162,0	146,8	177,5	158,8	178,2	162,8	145,3	153,6	178,9	180,9	138,5	168,6	168,9	156,1
4 ^e trimestre ..	159,7	159,0	147,7	170,1	159,9	178,3	164,6	146,6	155,0	179,7	183,8	138,9	169,7	171,8	156,9
1984 Février	157,2	171,3	151,7	191,6	153,8	173,8	153,3	142,9	148,3	177,1	177,3	136,3	156,0	168,3	152,8
Mars	158,8	169,7	149,4	190,6	156,2	174,1	160,6	143,4	150,8	176,9	177,6	137,1	164,7	168,2	152,8
Avril	159,7	169,4	146,2	194,1	157,3	176,0	161,6	144,0	151,4	179,4	178,2	138,0	166,5	170,1	152,8
Mai	160,4	170,4	145,4	197,2	157,9	176,3	162,1	144,9	152,7	178,8	180,7	138,2	166,1	168,7	153,7
Juin	160,9	173,4	147,1	201,8	157,9	176,5	162,2	144,8	152,6	178,1	181,0	138,9	166,7	168,7	153,7
Juillet	159,6	165,9	144,9	188,0	158,0	176,7	162,6	144,7	152,6	178,3	179,9	139,0	167,2	167,9	154,5
Août	159,3	161,0	148,0	173,9	158,8	179,3	162,7	145,0	153,7	178,6	180,3	139,0	169,0	168,5	156,9
Septembre	159,5	159,1	147,6	170,5	159,5	178,6	163,2	146,4	154,4	179,7	182,7	138,2	169,6	170,4	156,9
Octobre	159,5	157,8	146,3	169,2	159,9	179,1	164,5	146,3	154,8	180,4	183,9	138,6	169,3	170,8	156,9
Novembre	160,0	160,4	149,2	171,4	159,8	177,8	164,5	146,7	155,0	179,3	183,9	138,9	170,0	172,1	156,9
Décembre	159,7	158,7	147,7	169,6	159,9	177,9	164,9	146,7	155,2	179,3	183,6	139,3	170,0	172,5	156,9
1985 Janvier	161,1	162,6	152,2	172,6	160,7	178,2	165,7	147,5	155,7	180,8	185,9	139,9	170,8	174,6	156,9
Février	161,9	164,2	153,3	174,8	161,3	178,5	166,1	148,5	155,8	183,8	187,1	140,3	170,5	175,0	157,8

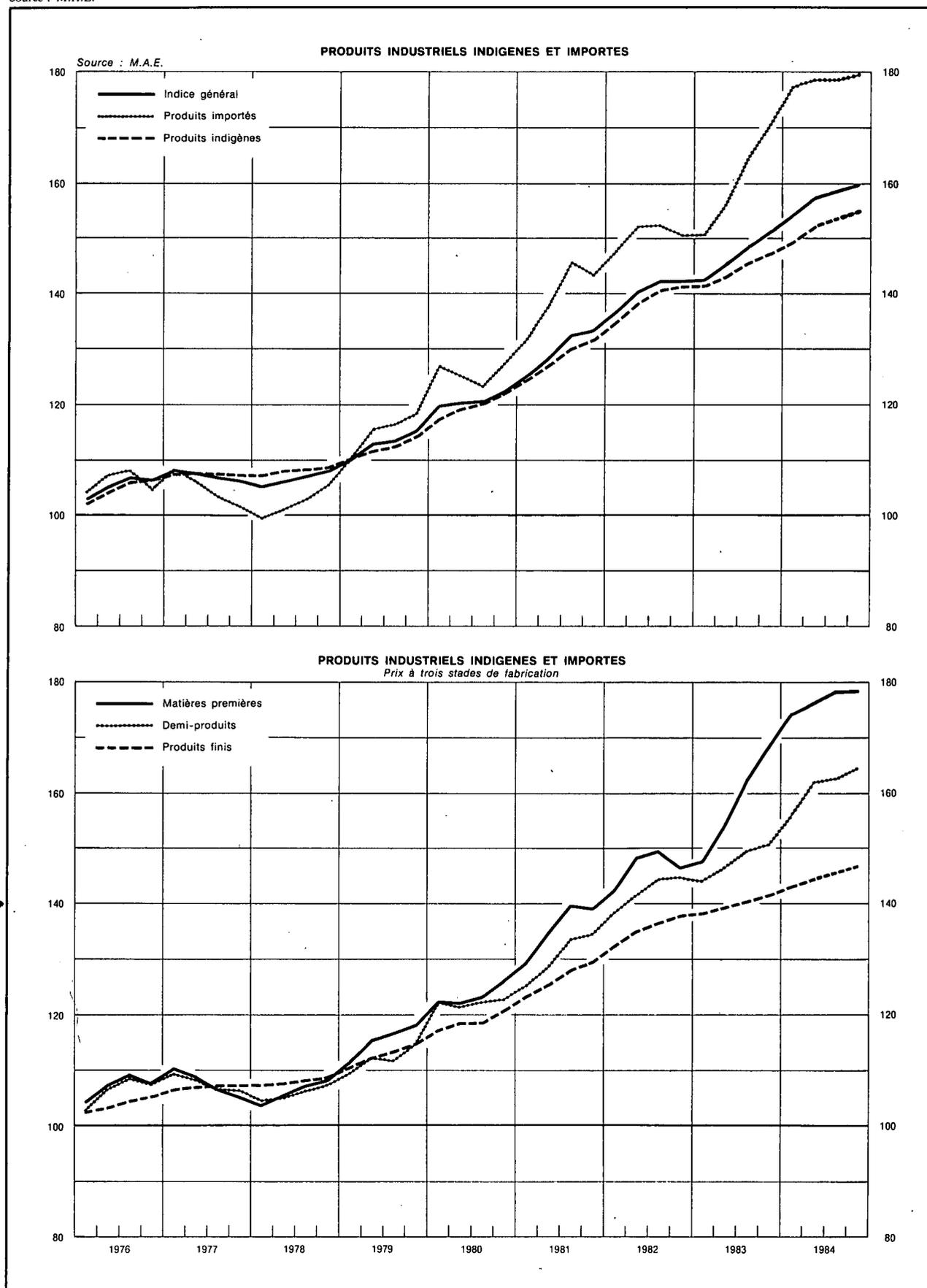
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.



VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services		Loyers	
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général :										
Depuis juin 1976	100,00		25,15		42,79		27,06		5,00	
1976 7 derniers mois	115,89		119,58		112,15		119,69		108,89	
1977	122,30		125,46		116,00		129,94		118,92	
1978	127,77		127,28		119,87		140,75		127,52	
1979	133,48		127,90		127,04		148,52		135,14	
1980	142,35		132,53		138,51		157,01		145,36	
1981	153,21		140,54		151,66		166,24		160,21	
1982	166,58		153,94		166,01		178,01		173,24	
1983	179,35		166,93		177,47		192,09		188,85	
	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983
1 ^{er} trimestre	160,94	174,91	150,23	162,20	158,94	173,02	172,37	187,69	170,07	185,73
2 ^e trimestre	164,69	177,21	151,41	163,54	164,17	175,38	176,41	190,72	172,44	188,40
3 ^e trimestre	168,75	181,55	156,12	169,03	168,30	179,69	180,22	194,52	174,04	190,30
4 ^e trimestre	171,96	183,73	157,98	172,94	172,64	181,81	183,05	195,44	176,41	190,95

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

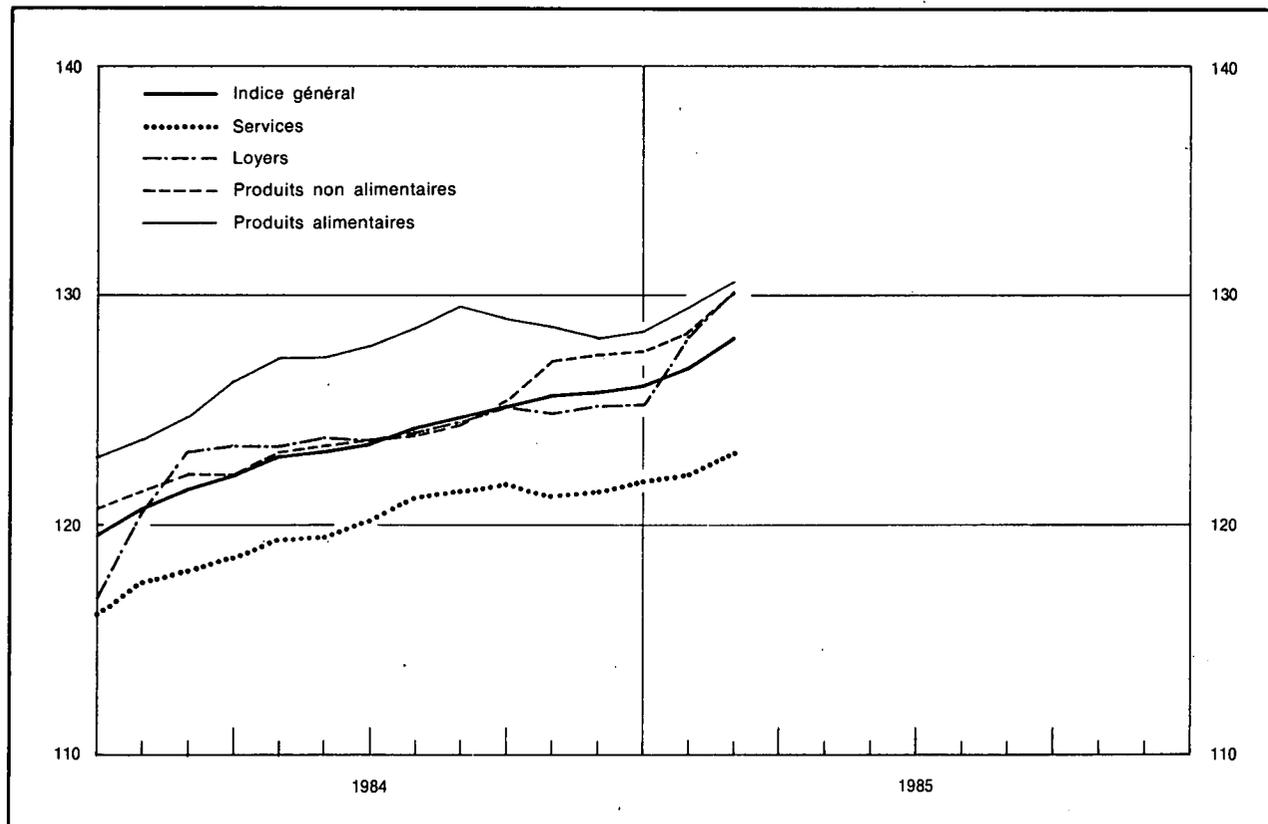
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général ...	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
1982 1 ^{er} trimestre	160,94	151,80	145,33	204,12	135,18	158,76	169,59	142,96	163,28
2 ^e trimestre	164,69	153,19	146,31	209,76	135,84	159,96	181,38	144,24	167,64
3 ^e trimestre	168,75	157,96	147,22	215,49	137,35	162,13	186,45	147,12	172,89
4 ^e trimestre	171,96	159,98	149,79	223,67	139,87	167,28	188,57	150,40	174,24
1983 1 ^{er} trimestre	174,91	164,42	153,19	221,02	146,21	170,40	191,09	154,26	177,50
2 ^e trimestre	177,21	165,88	155,80	219,71	149,10	172,82	196,78	156,27	181,51
3 ^e trimestre	181,55	171,33	156,66	227,18	150,32	174,80	200,98	158,46	187,21
4 ^e trimestre	183,73	175,34	158,61	229,91	152,03	177,70	200,87	162,61	186,59

VII - 3c. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE ¹

Indices 1981 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Coefficient de pondération en pourcentage de l'indice général :	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1984 1 ^{er} trimestre	121,54	124,94	122,04	117,97	122,44
2 ^e trimestre	123,28	127,51	123,45	119,69	123,66
3 ^e trimestre	124,72	129,08	124,61	121,53	124,62
4 ^e trimestre	125,84	128,46	127,44	121,58	125,07
1985 1 ^{er} trimestre	128,07	130,81	129,95	122,83	129,49
1984 Mars	122,18	126,36	122,28	118,50	123,49
Avril	122,99	127,32	123,14	119,31	123,45
Mai	123,26	127,33	123,55	119,56	123,87
Juin	123,60	127,87	123,66	120,20	123,66
Juillet	124,27	128,66	124,04	121,27	124,13
Août	124,76	129,65	124,41	121,52	124,63
Septembre	125,13	128,94	125,39	121,80	125,11
Octobre	125,71	128,78	127,18	121,32	124,84
Novembre	125,76	128,13	127,50	121,45	125,18
Décembre	126,04	128,46	127,65	121,96	125,19
1985 Janvier	126,85	129,50	128,38	122,20	128,28
Février	128,16	130,58	130,01	123,13	130,01
Mars	129,19	132,34	131,45	123,17	130,18

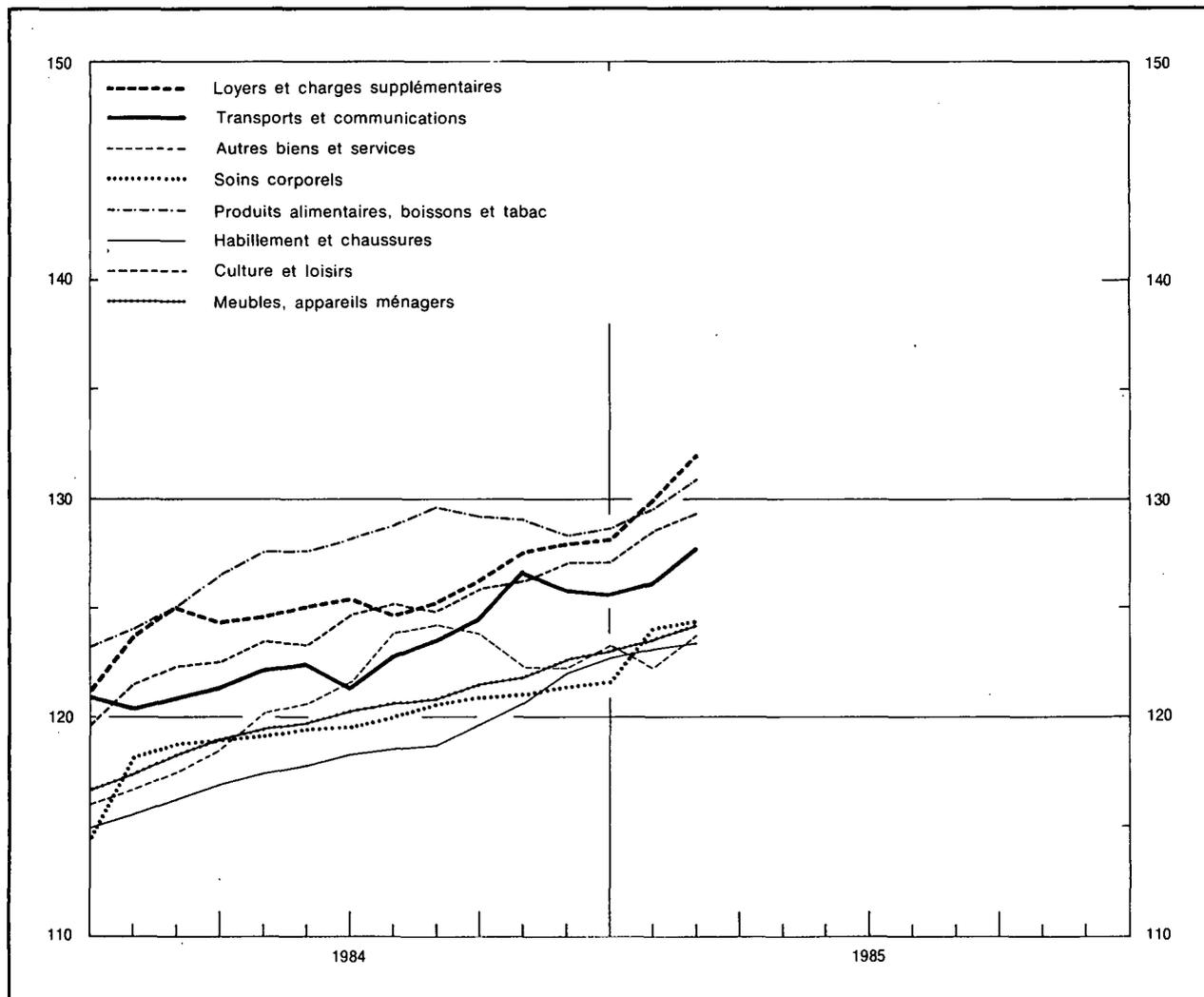
¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général à 1,54012 ; les produits alimentaires à 1,41248 ; les produits non alimentaires à 1,51287 ; les services à 1,68324 ; les loyers à 1,63501.

VII - 3d. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général ¹	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1984 1 ^{er} trimestre	121,54	125,19	116,20	124,28	118,31	118,63	120,86	122,11	117,58
2 ^e trimestre	123,28	127,80	117,84	125,01	119,81	119,42	121,99	123,86	120,69
3 ^e trimestre	124,72	129,34	118,91	125,41	121,03	120,48	123,60	125,34	123,94
4 ^e trimestre	125,84	128,81	121,81	127,84	122,35	121,43	126,14	126,83	122,64
1985 1 ^{er} trimestre	128,07	131,20	123,77	131,63	124,10	124,31	127,70	129,12	123,20
1984 Mars	122,18	126,57	116,95	124,16	118,98	119,00	121,20	122,54	118,53
Avril	122,99	127,59	117,48	124,57	119,42	119,18	122,13	123,50	120,04
Mai	123,26	127,63	117,77	125,04	119,72	119,47	122,54	123,37	120,52
Juin	123,60	128,17	118,28	125,42	120,29	119,61	121,31	124,71	121,52
Juillet	124,27	128,91	118,45	124,73	120,72	120,01	122,86	125,15	123,92
Août	124,76	129,87	118,54	125,12	120,98	120,54	123,65	124,94	124,18
Septembre	125,13	129,23	119,73	126,37	121,40	120,89	124,30	125,92	123,73
Octobre	125,71	129,10	120,62	127,60	121,64	121,09	126,77	126,37	122,38
Novembre	125,76	128,50	122,02	127,97	122,49	121,56	125,88	127,05	122,27
Décembre	126,04	128,83	122,78	127,96	122,93	121,65	125,78	127,06	123,27
1985 Janvier	126,85	129,82	123,06	129,85	123,43	124,04	126,10	128,63	122,11
Février	128,16	131,01	123,54	131,99	124,19	124,36	127,71	129,23	123,75
Mars	129,19	132,76	124,72	133,05	124,67	124,54	129,30	129,29	123,74

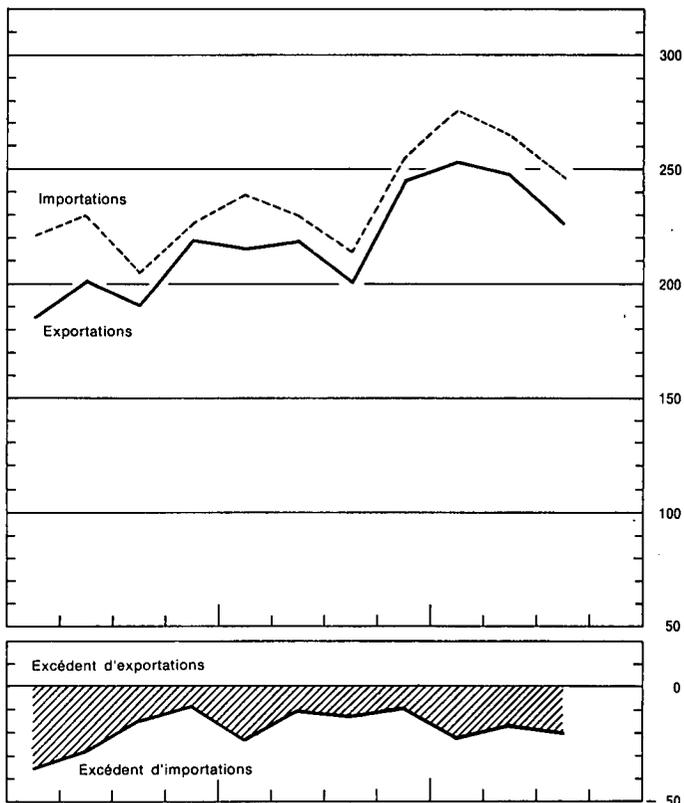
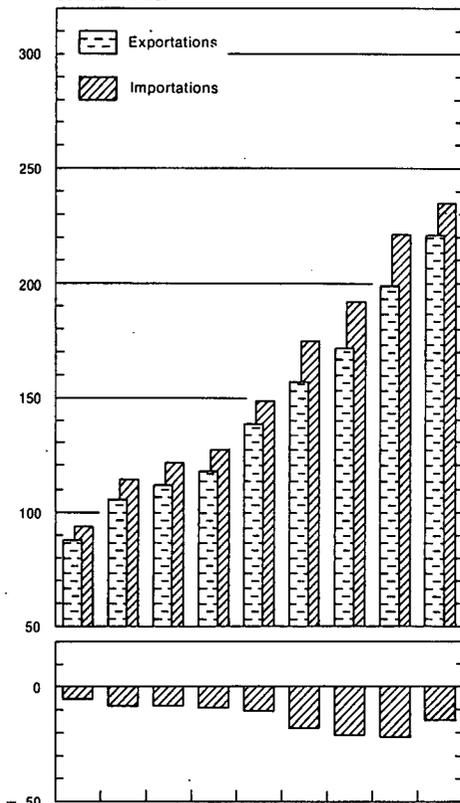
¹ Pour passer de cet indice à l'indice base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, le coefficient de conversion a été fixé à 1,54012.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

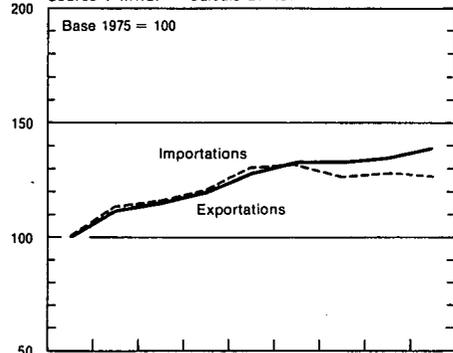
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

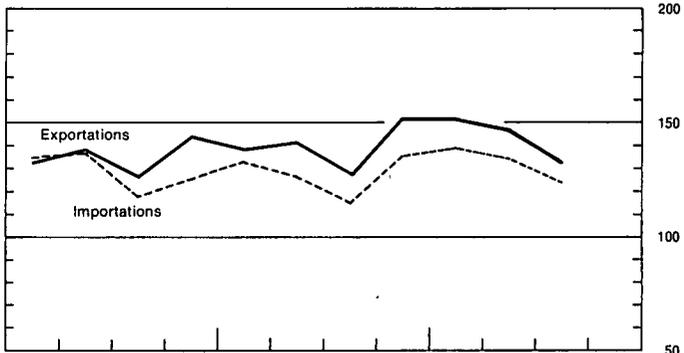
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

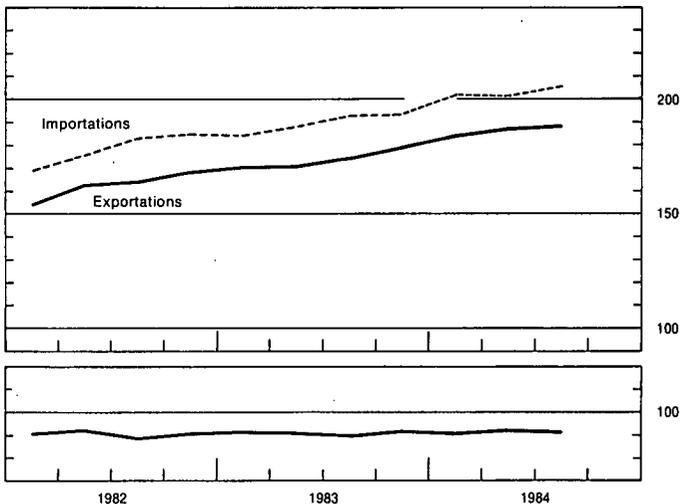
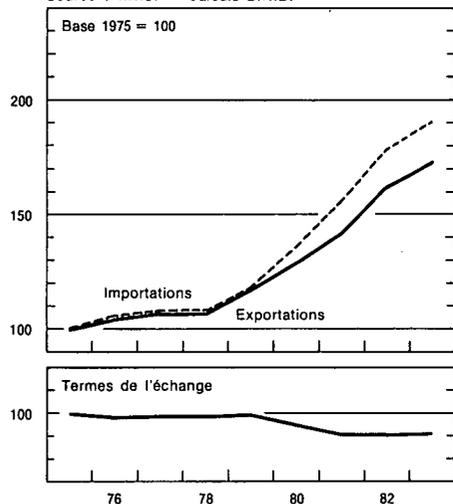


INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.



76 78 80 82

1982 1983 1984

VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ²
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1976	114,1	105,5	- 8,6	93	113,5	112,5	106,6	105,7	99,2
1977	120,7	112,1	- 8,6	93	116,7	116,4	108,2	107,6	99,4
1978	127,2	117,5	- 9,7	92	121,0	120,5	108,0	107,3	99,4
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1982 3 ^e trimestre	205,7	190,4	- 15,3	93	117,8	127,6	183,2	164,0	89,5
4 ^e trimestre	227,8	219,6	- 8,2	96	125,7	144,1	185,4	168,1	90,7
1983 1 ^{er} trimestre	239,7	216,2	- 23,5	90	133,0	139,4	184,6	170,4	92,3
2 ^e trimestre	230,2	219,9	- 10,3	96	126,6	141,7	187,6	170,7	91,0
3 ^e trimestre	214,2	201,1	- 13,1	94	114,8	128,1	193,0	174,3	90,3
4 ^e trimestre	256,2	246,6	- 9,6	96	135,8	151,8	193,7	179,3	92,6
1984 1 ^{er} trimestre	277,1	254,2	- 22,9	92	139,6	151,6	203,4	184,7	90,8
2 ^e trimestre	265,4	247,8	- 17,6	93	134,3	146,7	202,5	186,8	92,2
3 ^e trimestre	246,6	226,2	- 20,4	92	124,4	132,8	205,9	188,4	91,5
1983 9 premiers mois	228,0	212,4	- 15,6	93	124,8	136,4	188,4	171,8	91,2
10 premiers mois	231,1	215,8	- 15,3	93					
11 premiers mois	233,4	219,0	- 14,4	94					
12 mois	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984 1 ^{er} mois	267,3	238,2	- 29,1	89					
2 premiers mois	270,0	244,1	- 25,9	90					
3 premiers mois	277,1	254,2	- 22,9	92	139,6	151,6	203,4	184,7	90,8
4 premiers mois	273,7	252,1	- 21,6	92					
5 premiers mois	274,7	253,3	- 21,4	92					
6 premiers mois	271,9	251,0	- 20,9	93	137,0	149,2	203,0	185,8	91,5
7 premiers mois	265,4	247,2	- 18,2	93					
8 premiers mois	262,2	241,3	- 20,9	92					
9 premiers mois	263,0	242,7	- 20,3	92	132,8	143,7	203,9	186,6	91,5

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois. Les indices calculés par la B.N.B. à partir de ces informations ne tiennent, toutefois, pas compte des corrections apportées tardivement.

¹ Calculs B.N.B. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1976	32,02	10,74	10,00	14,68	5,03	5,92	4,30	4,82	3,93	2,45	2,12	1,29	0,65	0,94	0,42	0,38	0,33	0,15	0,27	0,14	4,81	105,40
1977 (ancienne série)	33,20	9,88	10,23	15,70	5,38	6,27	5,82	5,89	4,36	2,49	2,12	1,38	0,65	1,33	0,43	0,41	0,37	0,11	0,34	0,22	5,39	111,97
1977 (nouvelle série)	33,21	9,88	10,27	15,59	5,38	6,27	5,82	5,88	4,36	2,45	2,12	1,38	0,66	1,33	0,43	0,41	0,37	0,21	0,34	0,22	5,39	111,97
1978	34,81	11,07	10,16	16,97	5,00	6,52	7,49	4,85	4,47	2,54	2,19	1,47	0,62	1,40	0,42	0,45	0,42	0,23	0,38	0,25	5,69	117,30
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1982 3 ^e trimestre	45,80	12,33	12,48	29,01	11,76	12,44	11,75	20,91	7,99	4,05	2,92	2,15	0,69	2,31	0,67	0,56	0,74	0,71	0,61	0,41	9,87	190,18
4 ^e trimestre	59,95	13,89	15,94	33,03	11,89	13,31	12,29	19,03	10,20	4,71	3,98	2,53	0,82	2,74	0,74	0,60	1,26	0,78	0,69	0,45	11,00	219,83
1983 1 ^{er} trimestre	58,47	14,48	16,53	34,26	11,56	11,84	14,18	14,94	9,00	4,61	3,80	2,42	0,87	2,59	0,69	0,58	1,14	0,79	0,62	0,34	12,64	216,35
2 ^e trimestre	62,46	14,94	15,79	33,67	10,24	12,03	13,28	15,68	9,29	4,72	3,93	2,51	0,93	2,98	0,86	0,71	0,82	0,76	0,74	0,45	12,00	218,79
3 ^e trimestre	51,79	13,08	13,94	32,69	8,93	12,00	12,20	20,13	8,16	4,30	3,24	2,27	0,83	2,52	0,76	0,69	0,45	0,79	0,66	0,43	11,79	201,65
4 ^e trimestre	64,61	16,57	18,61	39,52	12,50	12,88	14,85	18,53	11,51	5,22	4,38	2,87	0,96	3,06	0,91	0,76	1,19	0,98	0,73	0,41	15,41	246,45
1984 1 ^{er} trimestre	65,34	17,75	19,20	43,05	11,43	13,68	16,64	19,32	11,58	5,33	4,20	2,85	1,12	3,15	0,85	0,68	0,90	1,04	0,74	0,39	14,66	253,90
2 ^e trimestre	63,04	18,78	18,41	40,68	12,00	14,27	14,71	17,39	11,27	5,51	4,28	2,91	1,27	3,04	1,01	0,77	0,79	1,15	0,78	0,45	15,15	247,66
3 ^e trimestre	54,19	16,12	16,74	37,87	10,44	14,82	13,72	18,37	10,98	5,10	3,62	2,68	1,01	2,87	0,97	0,79	0,97	1,12	0,73	0,43	12,65	226,19
1983 9 premiers mois	57,58	14,16	15,42	33,55	10,24	11,96	13,22	16,92	8,82	4,55	3,66	2,40	0,88	2,70	0,77	0,66	0,77	0,78	0,67	0,41	12,12	212,24
10 premiers mois	58,52	14,45	15,82	34,12	10,57	12,01	13,40	16,57	9,11	4,62	3,74	2,47	0,90	2,75	0,79	0,68	0,86	0,79	0,68	0,40	12,49	215,74
11 premiers mois	58,82	14,65	16,09	34,72	10,72	12,13	13,57	17,19	9,36	4,68	3,79	2,52	0,90	2,78	0,79	0,69	0,87	0,82	0,69	0,41	12,76	218,95
12 mois	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984 1 ^{er} mois	60,25	16,10	17,61	40,39	10,77	14,06	15,28	18,27	10,31	5,21	3,70	2,68	0,98	3,14	0,65	0,59	0,91	1,04	0,66	0,41	14,87	237,88
2 premiers mois	62,59	16,93	18,58	41,84	11,44	13,08	17,06	16,44	10,88	5,19	3,98	2,79	1,03	3,12	0,79	0,62	0,87	1,01	0,67	0,37	14,48	243,75
3 premiers mois	65,34	17,75	19,20	43,05	11,43	13,68	16,64	19,32	11,58	5,33	4,20	2,85	1,12	3,15	0,85	0,68	0,90	1,04	0,74	0,39	14,66	253,90
4 premiers mois	65,52	17,65	19,14	42,52	11,43	13,75	15,43	19,08	11,38	5,31	4,24	2,85	1,13	3,13	0,88	0,69	0,89	1,07	0,76	0,39	14,66	251,90
5 premiers mois	66,43	18,11	18,99	42,10	11,87	13,76	15,68	18,41	11,45	5,37	4,26	2,89	1,16	3,13	0,91	0,71	0,79	1,09	0,77	0,41	14,93	253,22
6 premiers mois	64,22	18,27	18,81	41,73	11,73	13,98	15,68	18,37	11,43	5,42	4,24	2,88	1,19	3,10	0,93	0,72	0,85	1,09	0,77	0,42	15,07	250,90
7 premiers mois	61,98	18,01	18,67	41,30	11,55	13,84	16,07	18,32	11,21	5,39	4,14	2,86	1,16	3,06	0,93	0,71	0,86	1,09	0,77	0,42	14,76	247,10
8 premiers mois	60,44	17,44	17,89	40,58	11,32	13,84	14,61	18,53	11,28	5,28	4,00	2,80	1,13	3,00	0,92	0,73	0,87	1,11	0,75	0,42	14,35	241,29
9 premiers mois	60,92	17,56	18,12	40,45	11,31	14,26	15,00	18,37	11,28	5,32	4,04	2,81	1,13	3,02	0,94	0,75	0,89	1,10	0,76	0,42	14,29	242,74

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation							Biens d'équipement	Divers	Total général	
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production				Total	non durables			durables				
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques		autres produits	alimentaires						autres
													liquides	autres					produits animaux	produits végétaux					
1976	73,03	22,60	3,20	6,46	4,43	1,26	0,46	1,14	0,33	2,24	0,56	8,55	3,30	4,08	7,56	2,03	4,82	26,51	3,45	4,69	2,27	15,99	12,76	1,32	113,62
1977	75,91	22,06	2,88	6,71	6,17	1,37	0,47	1,14	0,31	2,53	0,57	10,45	2,27	3,99	7,79	2,26	4,94	29,15	3,90	5,48	2,37	17,40	13,99	1,16	120,21
1978	78,91	23,09	2,74	6,88	7,94	1,47	0,45	1,15	0,31	2,72	0,54	8,30	2,87	4,36	8,64	2,40	5,05	31,02	4,44	5,40	2,60	18,58	15,01	1,64	126,58
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1982 3 ^e trimestre ...	136,94	33,63	3,40	10,55	9,12	1,47	0,46	2,05	0,50	3,34	0,94	23,13	11,04	7,94	15,05	3,52	10,80	43,24	6,80	8,25	4,10	24,09	20,76	3,60	204,54
4 ^e trimestre ...	152,45	36,16	4,33	11,83	12,66	1,66	0,51	2,04	0,49	3,41	1,12	19,49	15,58	11,25	16,35	3,86	11,71	45,45	8,03	8,45	4,45	24,52	22,99	4,50	225,39
1983 1 ^{er} trimestre ...	160,82	39,51	5,10	12,93	13,69	1,95	0,76	2,13	0,60	2,99	1,17	18,63	16,52	11,90	16,88	3,76	12,30	50,40	7,64	8,00	4,81	29,95	21,64	6,37	239,23
2 ^e trimestre ...	154,14	43,46	5,28	11,14	11,93	1,90	0,70	2,30	0,53	3,49	1,23	17,03	12,56	9,03	18,23	3,71	11,62	45,60	6,59	8,62	4,89	25,50	23,37	5,40	228,51
3 ^e trimestre ...	141,29	37,44	4,18	10,30	10,15	1,63	0,51	2,06	0,53	3,25	1,04	18,18	14,64	7,03	16,94	3,35	10,06	44,71	6,65	8,15	4,79	25,12	21,72	4,87	212,59
4 ^e trimestre ...	175,00	44,06	5,60	14,42	14,33	1,89	0,65	2,39	0,53	3,56	1,31	21,25	16,82	12,15	19,82	3,84	12,38	48,87	7,49	9,81	5,00	26,57	26,35	5,09	255,31
1984 1 ^{er} trimestre ...	188,89	47,81	6,12	16,10	17,00	2,32	0,94	2,71	0,60	3,43	1,47	19,49	17,69	13,79	22,92	4,06	12,44	56,08	7,42	9,79	5,78	33,09	26,10	5,00	276,07
2 ^e trimestre ...	180,39	42,97	6,28	14,15	16,29	2,10	0,89	2,72	0,64	3,89	1,54	21,99	15,99	11,49	21,97	4,36	13,12	50,68	7,23	10,31	5,70	27,44	28,29	5,15	264,51
3 ^e trimestre ...	167,45	40,14	5,13	14,28	12,59	1,63	0,72	2,68	0,53	3,38	1,23	15,54	21,73	10,06	21,08	3,85	12,88	48,81	6,51	10,01	5,40	26,89	25,51	4,79	246,56

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1982		1983				1984		
									3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	106,8	106,9	105,7	118,4	142,7	168,2	192,4	205,5	198,6	201,5	198,2	203,2	207,8	209,9	222,4	221,9	224,8
Biens de consommation	107,1	113,2	113,3	117,0	123,6	134,8	154,8	165,5	158,1	161,2	164,2	160,5	168,6	169,0	176,8	173,9	176,8
Biens d'équipement	104,4	104,8	105,7	109,4	117,2	132,8	153,9	164,5	157,8	158,6	159,1	163,4	166,7	171,9	169,8	168,4	173,4
Ensemble	106,6	108,2	108,0	117,9	135,7	155,9	178,2	190,1	183,2	185,4	184,6	187,6	193,0	193,7	203,4	202,5	205,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidéurgie	102,3	95,7	98,6	108,0	115,2	120,2	148,1	153,0	149,9	150,9	152,4	153,1	154,5	152,1	158,5	163,6	166,3
Fabrications métalliques	106,5	109,7	111,9	117,6	124,4	137,2	158,3	172,1	162,7	164,5	167,3	172,9	172,4	175,4	180,2	180,2	182,6
Métaux non ferreux	109,4	106,6	98,3	123,8	171,5	162,8	175,0	208,6	176,6	188,5	198,6	203,0	216,7	218,1	225,3	229,9	224,9
Textiles	103,2	107,5	106,5	108,8	115,9	122,6	137,7	145,3	139,6	141,0	143,2	142,8	147,5	148,6	153,3	155,2	159,8
Produits chimiques	103,9	101,9	99,8	111,9	126,3	137,4	155,7	166,0	157,3	159,9	161,1	162,4	164,0	171,9	181,6	178,5	179,9
Industrie houillère	116,9	123,1	122,6	127,3	153,7	191,2	228,1	215,6	231,7	229,6	219,2	221,9	215,3	209,2	217,1	221,4	222,5
Industrie pétrolière	118,0	116,6	111,0	183,3	229,7	290,1	340,9	354,2	338,3	372,5	351,8	337,5	355,9	370,2	376,2	377,2	381,8
Verres et glaces	99,9	104,2	103,4	102,7	109,5	121,7	134,7	140,0	137,0	135,9	139,0	138,9	140,5	142,4	144,3	144,1	145,3
Produits agricoles	108,7	112,6	109,2	107,6	113,6	129,2	150,3	154,7	152,3	153,4	153,5	152,0	155,0	158,1	164,4	169,4	165,1
Ciments	104,3	108,4	111,2	118,4	128,5	148,8	179,9	195,0	180,6	189,0	193,6	195,0	198,2	192,7	190,5	199,1	185,1
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,8	116,8	122,8	131,9	145,6	160,6	185,3	195,3	188,9	187,4	197,2	190,7	193,8	199,2	198,8	201,0	208,4
Carrières	104,3	107,5	115,8	123,4	136,5	152,2	180,5	188,3	182,6	187,1	190,8	190,6	183,7	191,5	197,9	200,5	196,4
Céramiques	107,8	111,9	118,4	127,4	143,1	164,4	198,8	226,8	196,3	196,0	211,7	222,9	235,2	239,2	242,4	241,1	240,6
Bois et meubles	103,9	116,0	113,4	117,1	128,9	131,7	142,0	151,7	141,6	144,9	148,4	150,7	152,7	159,3	158,1	158,8	159,9
Peaux, cuirs et chaussures ..	116,9	125,4	125,0	147,6	138,9	145,4	173,2	190,0	175,5	170,7	183,6	185,0	196,4	196,4	226,3	237,9	234,3
Papier et livres	99,8	99,6	96,3	101,8	114,4	126,5	143,1	147,2	144,5	142,9	145,8	145,0	147,4	150,0	153,7	156,2	159,9
Tabacs manufacturés	95,6	101,9	108,1	111,9	123,3	142,4	200,8	198,2	191,2	—	259,0	194,0	193,8	205,8	209,5	204,1	213,1
Caoutchouc	102,5	105,0	106,6	113,1	126,7	147,5	169,3	179,0	174,3	172,3	175,2	178,1	181,3	183,5	184,9	186,5	187,8
Industries alimentaires	98,3	100,8	94,9	95,6	104,3	118,0	125,1	132,7	129,1	125,9	127,6	126,4	133,4	143,7	148,0	149,0	146,6
Divers	112,4	137,5	146,2	166,5	155,3	162,0	177,6	199,1	162,3	184,7	193,6	181,5	203,0	215,8	213,8	239,1	243,7
Ensemble	105,7	107,6	107,3	117,7	129,7	142,2	162,4	173,8	164,0	168,1	170,4	170,7	174,3	179,3	184,7	186,8	188,4
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ²																	
Ensemble	99,2	99,4	99,4	99,8	95,6	91,2	91,1	91,3	89,5	90,7	92,3	! 91,0	! 90,3	! 92,6	90,8	92,2	91,5

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1982		1983				1984		
									3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	114,9	116,4	118,7	127,7	127,4	122,6	125,2	124,4	113,9	122,2	130,2	123,4	110,9	134,3	135,7	130,6	120,9
Biens de consommation	116,6	121,6	129,5	139,6	143,5	139,8	139,8	136,0	131,0	134,9	148,0	135,7	127,4	138,7	152,7	139,3	132,1
Biens d'équipement	100,9	108,5	115,3	125,1	135,1	119,4	118,3	117,4	109,3	119,5	112,9	119,2	106,2	126,6	127,1	135,9	120,7
Ensemble	113,5	116,7	121,0	130,4	132,4	126,8	128,4	127,1	117,8	125,7	133,0	126,6	114,8	135,8	139,6	134,3	124,4
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	101,6	100,3	109,1	119,9	114,3	106,5	90,8	93,9	79,8	90,4	92,3	94,7	81,5	106,0	109,1	111,8	94,2
Fabrications métalliques	116,0	118,6	121,6	126,5	127,3	127,4	132,5	134,9	109,7	140,3	137,4	142,4	117,3	144,3	145,4	139,2	116,1
Métaux non ferreux	116,4	128,9	128,9	134,3	150,7	131,7	150,4	130,1	169,8	160,7	145,4	127,5	105,3	145,3	129,7	134,1	118,1
Textiles	112,8	110,5	110,4	116,3	121,5	122,1	122,0	131,6	106,0	133,3	136,2	130,7	111,6	148,0	147,9	140,2	123,7
Produits chimiques	117,4	128,0	142,1	158,2	157,9	162,5	170,5	184,3	157,8	176,0	184,3	181,9	173,4	200,3	207,5	200,9	185,2
Industrie houillère	75,5	55,2	59,2	109,6	121,0	139,3	109,5	126,0	100,2	112,1	117,6	112,0	120,3	153,6	156,5	170,2	175,5
Industrie pétrolière	102,8	127,0	109,5	114,3	135,0	124,6	118,1	123,5	157,1	129,0	107,2	117,3	144,8	127,8	130,3	117,0	121,6
Verres et glaces	127,8	130,6	136,2	145,1	163,2	154,1	166,9	178,4	155,8	185,5	172,4	179,1	160,1	199,1	195,5	200,2	183,0
Produits agricoles	103,5	106,4	114,0	133,4	145,3	150,4	154,8	150,6	160,6	167,8	151,9	154,0	154,5	159,6	165,4	162,6	176,4
Ciments	148,0	216,1	244,2	250,1	259,9	262,5	237,8	226,9	245,4	260,4	188,6	249,5	237,8	231,1	220,8	245,3	253,2
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	106,8	106,8	111,7	109,1	109,6	88,9	90,2	106,9	89,1	94,9	89,5	114,1	107,1	116,0	103,7	117,1	112,2
Carrières	107,2	105,7	96,4	101,4	111,6	103,2	100,0	111,5	96,1	102,5	95,1	118,6	109,7	123,9	112,8	131,1	127,4
Céramiques	112,1	130,8	144,5	146,2	152,2	138,8	144,6	136,1	140,6	162,4	132,3	148,4	125,9	137,9	136,6	148,3	137,3
Bois et meubles	116,6	106,7	114,5	119,3	127,4	129,3	139,1	148,7	121,2	161,6	149,9	153,4	124,2	161,2	156,1	158,5	134,7
Peaux, cuirs et chaussures ..	103,9	96,4	90,2	90,7	90,3	87,3	83,5	86,1	74,3	89,4	87,0	92,1	77,8	89,3	90,7	98,4	79,7
Papier et livres	122,4	125,3	132,8	145,2	150,3	153,8	154,7	161,5	143,0	165,6	160,1	164,6	147,1	175,9	176,2	177,3	159,7
Tabacs manufacturés	96,6	100,6	108,4	113,9	112,6	117,1	119,0	121,9	106,3	—	121,6	117,5	88,2	159,8	119,3	107,6	126,3
Caoutchouc	99,7	107,1	110,3	115,9	119,3	121,8	124,4	130,4	111,6	133,9	124,4	140,9	116,1	140,3	142,7	136,8	127,9
Industries alimentaires	117,2	126,8	138,5	151,2	159,2	193,1	208,9	216,0	184,8	241,4	213,7	222,3	186,5	241,1	236,1	231,1	229,0
Divers	115,6	108,1	104,5	107,6	109,8	128,6	125,9	135,0	119,9	132,7	135,3	137,0	143,9	147,9	143,9	130,4	104,6
Ensemble	112,5	116,4	120,5	129,1	133,1	133,2	135,3	139,6	127,6	144,1	139,4	141,7	128,1	151,8	151,6	146,7	132,8

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1976	25,5	24,5	- 1,0	18,6	22,2	+ 3,6	20,1	17,9	- 2,2
1977	26,8	25,1	- 1,7	19,2	21,4	+ 2,2	20,4	18,8	- 1,6
1978	29,2	26,8	- 2,4	20,8	22,4	+ 1,6	20,8	19,3	- 1,5
1979	32,9	31,1	- 1,8	23,3	26,5	+ 3,2	24,8	22,4	- 2,4
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	- 11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	- 11,2
1982 3 ^e trimestre	42,4	39,6	- 2,8	26,6	33,8	+ 7,2	34,9	27,7	- 7,2
4 ^e trimestre	45,8	44,8	- 1,0	32,5	42,9	+ 10,4	41,9	30,6	- 11,3
1983 1 ^{er} trimestre	47,5	44,4	- 3,1	33,4	41,5	+ 8,1	45,4	29,1	- 16,3
2 ^e trimestre	48,7	48,9	+ 0,2	33,8	41,5	+ 7,7	40,3	31,1	- 9,2
3 ^e trimestre	46,1	44,6	- 1,5	28,9	34,1	+ 5,2	39,1	30,2	- 8,9
4 ^e trimestre	51,8	48,9	- 2,9	36,0	43,8	+ 7,8	45,9	35,4	- 10,5
1984 1 ^{er} trimestre	55,6	52,2	- 3,4	40,1	47,2	+ 7,1	54,1	34,9	- 19,2
2 ^e trimestre	50,7	48,9	- 1,8	40,1	47,1	+ 7,0	47,4	34,4	- 13,0
3 ^e trimestre	48,7	45,6	- 3,1	33,7	39,7	+ 6,0	48,9	33,0	- 15,9
1983 8 premiers mois	46,8	45,6	- 1,2	32,0	38,5	+ 6,5	41,0	29,8	- 11,2
9 premiers mois	47,4	46,0	- 1,4	32,0	39,1	+ 7,1	41,6	30,1	- 11,5
1984 8 premiers mois	51,3	48,6	- 2,7	38,0	44,3	+ 6,3	49,3	34,0	- 15,3
9 premiers mois	51,7	48,9	- 2,8	38,0	44,7	+ 6,7	50,1	34,1	- 16,0
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1976	4,4	5,0	+ 0,6	7,7	6,4	- 1,3	77,2	77,7	+ 0,5
1977	4,8	4,9	+ 0,1	9,4	7,7	- 1,7	81,6	79,8	- 1,8
1978	5,1	5,4	+ 0,3	10,7	8,5	- 2,2	87,8	84,1	- 3,7
1979	6,0	7,3	+ 1,3	11,8	11,2	- 0,6	100,1	100,5	+ 0,4
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1982 3 ^e trimestre	8,2	8,4	+ 0,2	14,1	17,6	+ 3,5	128,5	130,6	+ 2,1
4 ^e trimestre	8,2	11,0	+ 2,8	16,7	20,9	+ 4,2	147,4	154,0	+ 6,6
1983 1 ^{er} trimestre	9,2	10,7	+ 1,5	20,0	21,3	+ 1,3	158,4	151,2	- 7,2
2 ^e trimestre	8,1	10,2	+ 2,1	18,8	22,3	+ 3,5	152,3	158,1	+ 5,8
3 ^e trimestre	8,3	8,2	- 0,1	18,9	19,7	+ 0,8	143,7	140,4	- 3,3
4 ^e trimestre	8,9	12,1	+ 3,2	23,5	23,8	+ 0,3	168,9	168,7	- 0,2
1984 1 ^{er} trimestre	10,0	13,0	+ 3,0	23,9	25,5	+ 1,6	186,7	177,1	- 9,6
2 ^e trimestre	9,1	13,3	+ 4,2	25,0	23,8	- 1,2	175,5	171,7	- 3,8
3 ^e trimestre	9,2	10,3	+ 1,1	20,4	22,7	+ 2,3	163,5	155,3	- 8,2
1983 8 premiers mois	8,6	9,7	+ 1,1	18,6	21,0	- 2,4	149,7	148,5	- 1,2
9 premiers mois	8,5	9,7	+ 1,2	19,2	21,1	+ 1,9	151,5	149,9	- 1,6
1984 8 premiers mois	9,5	12,2	+ 2,7	22,8	23,9	+ 1,1	173,9	167,1	- 6,8
9 premiers mois	9,4	12,2	+ 2,8	23,1	24,0	+ 0,9	175,3	168,0	- 7,3

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark et, depuis 1981, Grèce.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1976	7,0	3,8	- 3,2	1,8	0,6	- 1,2	8,5	4,2	- 4,3
1977	7,3	4,7	- 2,6	1,9	0,5	- 1,4	10,1	5,5	- 4,6
1978	7,3	4,9	- 2,4	2,1	0,7	- 1,4	8,9	5,8	- 3,1
1979	9,9	5,2	- 4,7	2,5	0,8	- 1,7	11,0	5,7	- 5,3
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	-10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1982 3 ^e trimestre	14,5	9,1	- 5,4	3,4	1,2	- 2,2	20,0	7,7	-12,3
4 ^e trimestre	14,9	10,6	- 4,3	3,9	1,3	- 2,6	15,9	9,3	- 6,6
1983 1 ^{er} trimestre	15,3	11,0	- 4,3	5,1	1,3	- 3,8	13,7	9,5	- 4,2
2 ^e trimestre	14,7	10,2	- 4,5	5,3	1,6	- 3,7	11,3	8,1	- 3,2
3 ^e trimestre	12,3	11,2	- 1,1	4,5	1,5	- 3,0	11,7	7,0	- 4,7
4 ^e trimestre	17,8	13,1	- 4,7	4,9	1,9	- 3,0	13,0	10,8	- 2,2
1984 1 ^{er} trimestre	17,9	14,5	- 3,4	6,8	2,0	- 4,8	13,3	9,0	- 4,3
2 ^e trimestre	15,1	15,0	- 0,1	5,5	2,1	- 3,4	13,2	8,6	- 4,6
3 ^e trimestre	14,6	14,4	- 0,2	4,9	2,0	- 2,9	8,9	8,4	- 0,5
1983 8 premiers mois	14,1	10,6	- 3,5	4,9	1,4	- 3,5	12,4	8,4	- 4,0
9 premiers mois	14,1	10,8	- 3,3	5,0	1,5	- 3,5	12,3	8,2	- 4,1
1984 8 premiers mois	15,9	14,6	- 1,3	5,8	2,0	- 3,8	12,3	8,6	- 3,7
9 premiers mois	15,9	14,7	- 1,2	5,7	2,0	- 3,7	11,8	8,7	- 3,1
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1976	95,7	92,5	- 3,2	16,3	9,5	- 6,8	2,1	2,7	+ 0,6
1977	100,5	96,7	- 3,8	17,8	12,0	- 5,8	2,3	2,4	+ 0,1
1978	108,0	100,5	- 7,5	16,8	13,2	- 3,6	2,3	2,9	+ 0,6
1979	125,7	120,5	- 5,2	20,1	13,9	- 6,2	2,8	3,1	+ 0,3
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	-10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	-10,0	31,1	19,9	-11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	-11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1982 3 ^e trimestre	164,1	163,8	- 0,3	33,9	20,1	-13,8	7,5	4,1	- 3,4
4 ^e trimestre	188,5	187,9	- 0,6	30,6	24,3	- 6,3	8,6	5,6	- 3,0
1983 1 ^{er} trimestre	202,9	185,6	-17,3	27,8	23,2	- 4,6	8,8	5,5	- 3,3
2 ^e trimestre	196,8	191,0	- 5,8	26,3	21,1	- 5,2	6,9	5,6	- 1,3
3 ^e trimestre	181,1	173,6	- 7,5	25,7	20,8	- 4,9	7,3	4,9	- 2,4
4 ^e trimestre	218,0	209,7	- 8,3	28,5	27,8	- 0,7	9,4	6,5	- 2,9
1984 1 ^{er} trimestre	237,6	219,6	-18,0	29,9	27,1	- 2,8	8,3	5,4	- 2,9
2 ^e trimestre	221,4	214,3	- 7,1	31,5	25,5	- 6,0	11,3	5,8	- 5,5
3 ^e trimestre	204,8	195,0	- 9,8	27,6	23,8	- 3,8	12,7	5,5	- 7,2
1983 8 premiers mois	192,1	181,7	-10,4	26,6	21,3	- 5,3	7,6	5,4	- 2,2
9 premiers mois	193,6	183,4	-10,2	26,6	21,6	- 5,0	7,7	5,4	- 2,3
1984 8 premiers mois	220,5	208,5	-12,0	29,9	25,3	- 4,6	10,4	5,5	- 4,9
9 premiers mois	221,3	209,6	-11,7	29,7	25,5	- 4,2	10,8	5,6	- 5,2

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	* 1983		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 110,1	- 86,5	- 139,5	- 154,7	- 175,8	- 156,3	2.394,7	2.498,3	- 103,6
1.12 Travail à façon	+ 40,9	+ 44,8	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	+ 54,2	98,3	39,6	+ 58,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 25,7	+ 8,7	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	+ 24,2	31,6	—	+ 31,6
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 7,3	+ 8,8	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	+ 16,2	125,8	109,6	+ 16,2
1.3 Autres frais de transport	+ 2,5	- 0,4	- 0,2	- 1,0	- 3,8	+ 6,8	80,1	72,0	+ 8,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 26,1	- 34,2	- 39,2	- 42,7	- 46,9	- 28,0	87,6	107,1	- 19,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 19,2	+ 19,6	+ 10,4	- 2,2	- 3,2	- 9,6	910,8	919,3	- 8,5
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 25,1	+ 27,2	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	+ 43,1	63,5	13,9	+ 49,6
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,8	+ 5,4	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	+ 2,2	23,2	18,6	+ 4,6
1.72 Autres	+ 14,4	+ 5,7	- 1,1	- 4,3	- 2,8	- 6,7	202,9	212,3	- 9,4
Total 1	+ 4,7	- 0,9	- 61,0	- 106,0	- 107,2	- 53,9	4.018,5	3.990,7	+ 27,8
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 5,8	- 8,8	- 10,1	- 11,0	- 15,3	- 11,0	29,3	38,5	- 9,2
2.2 Transferts publics	- 18,8	- 16,7	- 18,3	- 27,4	- 33,0	- 45,3	32,4	78,8	- 46,4
Total 2	- 24,6	- 25,5	- 28,4	- 38,4	- 48,3	- 56,3	61,7	117,3	- 55,6
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 19,9	- 26,4	- 89,4	- 144,4	- 155,5	- 110,2	4.080,2	4.108,0	- 27,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 1,5	+ 16,8	+ 8,7	+ 26,7	+ 106,1	+ 124,6	245,3	208,1	+ 37,2
3.12 Avoirs	- 1,7	- 4,2	- 4,4	- 3,0	- 4,4	- 5,7	0,0	7,2	- 7,2
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	+ 2,0	+ 5,6	+ 10,3	0,4	1,8	- 1,4
Total 3	- 0,2	+ 12,6	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,3	+ 129,2	245,7	217,1	+ 28,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	+ 7,6	- 18,7	- 7,0	- 18,2	- 47,0	- 5,5	—	11,1	- 11,1
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 0,6	0,0	+ 7,2	+ 5,5	+ 18,5	+ 13,9	6,2	3,8	+ 2,4
4.22 Inter méd. financiers du secteur public ..	+ 3,7	- 4,3	+ 24,8	+ 57,9	+ 12,9	+ 1,8	1,4	10,7	- 9,3
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 18,1	- 24,7	- 13,7	- 23,4	- 41,2	- 57,6	—	84,0	- 84,0
4.2312 Investissements directs ..	- 12,7	- 11,4	- 32,8	- 1,8	- 1,1	+ 3,5	19,1	37,4	- 18,3
4.2313 Immeubles	- 3,9	- 6,1	- 6,1	- 4,8	- 3,6	- 0,9	4,4	4,8	- 0,4
4.2314 Autres (chiffres nets) ..	- 17,1	- 12,1	- 29,2	- 52,8	- 60,1	- 35,0	8,5	—	+ 8,5
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets) ..	+ 5,0	+ 2,1	+ 1,8	- 0,9	- 2,0	+ 8,8	4,7	—	+ 4,7
4.2322 Investissements directs ..	+ 40,0	+ 40,8	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	+ 63,5	88,0	23,0	+ 65,0
4.2323 Immeubles	+ 5,7	+ 4,1	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	+ 5,7	4,8	1,8	+ 3,0
4.2324 Autres (chiffres nets) ..	+ 2,5	- 1,8	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	- 6,6	8,1	—	+ 8,1
Total 4	+ 12,1	- 32,1	- 19,3	+ 35,0	- 13,7	- 8,4	145,2	176,6	- 31,4
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 10,8	+ 12,3	- 11,1	+ 20,9	- 1,9	- 9,1	—	3,6	- 3,6
Total 1 à 5	+ 2,8	- 33,6	- 115,5	- 62,8	- 63,8	+ 1,5	4.471,1	4.505,3	- 34,2
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 8,8	- 1,6	+ 7,0	+ 10,1	- 3,4	+ 3,5	—	—	+ 5,0
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 3,7	+ 4,9	+ 15,0	+ 5,2	- 5,3	- 5,3	—	—	+ 3,6
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 2,6	- 16,1	- 41,5	- 64,4	+ 51,9	- 16,1	—	—	+ 40,8
6.2122 Monnaies étrangères	- 4,8	- 10,7	- 60,5	- 27,9	- 34,0	+ 57,2	—	—	- 63,9
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	0,0	+ 0,1	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	- 0,4	—	—	+ 4,3
6.222 Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,3	—	—	+ 0,1
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	+ 6,3	+ 5,7	- 3,6	- 15,2	+ 24,2	+ 0,4	—	—	- 2,0
6.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 8,6	- 15,9	- 31,5	+ 27,0	- 95,7	- 37,5	—	—	- 22,1
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	(+ 4,5)	(+ 4,5)	(+ 4,4)	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1982				* 1983				* 1984
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 76,7	- 35,6	- 22,2	- 21,8	- 47,9	+ 0,5	- 25,5	- 30,7	- 31,0
1.12 Travail à façon	+ 1,2	+ 11,3	+ 23,6	+ 18,1	+ 12,5	+ 17,1	+ 16,0	+ 13,1	+ 14,5
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 7,2	+ 7,6	+ 10,1	- 0,7	+ 0,5	+ 16,7	+ 10,7	+ 4,7	+ 1,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 4,4	+ 4,2	+ 5,5	+ 2,1	+ 3,0	+ 5,5	+ 4,4	+ 3,3	+ 3,2
1.3 Autres frais de transport	- 0,5	+ 2,7	+ 3,1	+ 1,5	+ 1,0	+ 3,2	+ 1,6	+ 2,3	+ 1,6
1.4 Déplacements à l'étranger	- 7,0	- 6,7	- 11,6	- 2,7	- 6,0	- 3,2	- 9,1	- 1,2	- 3,7
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 6,0	- 4,0	- 5,2	+ 5,6	- 11,3	- 3,8	+ 4,4	+ 2,2	- 4,1
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 9,6	+ 9,8	+ 11,3	+ 12,4	+ 11,5	+ 12,2	+ 12,5	+ 13,4	+ 13,1
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,7	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,5	+ 0,8
1.72 Autres	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,4	- 8,7	- 2,4	- 0,9	- 0,9	- 5,2	- 5,3
Total 1	- 66,7	- 9,6	+ 15,7	+ 6,7	- 39,0	+ 48,2	+ 16,2	+ 2,4	- 9,6
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 3,9	- 3,2	- 1,9	- 2,0	- 2,5	- 2,3	- 2,7	- 1,7	- 2,5
2.2 Transferts publics	- 10,1	- 13,3	- 13,4	- 8,5	- 12,7	- 16,6	- 5,2	- 11,9	- 11,8
Total 2	- 14,0	- 16,5	- 15,3	- 10,5	- 15,2	- 18,9	- 7,9	- 13,6	- 14,3
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 80,7	- 26,1	+ 0,4	- 3,8	- 54,2	+ 29,3	+ 8,3	- 11,2	- 23,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 55,5	+ 26,2	+ 39,6	+ 3,3	+ 52,4	+ 0,7	- 18,9	+ 3,0	+ 57,0
3.12 Avoirs	- 0,8	- 0,9	- 1,9	- 2,1	- 1,0	- 2,3	- 1,5	- 2,4	- 1,0
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 0,8	+ 5,1	0,0	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,4	- 0,9	+ 0,2
Total 3	+ 55,5	+ 30,4	+ 37,7	+ 5,6	+ 51,1	- 1,4	- 20,8	- 0,3	+ 56,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ²	+ 27,8	- 27,0	+ 5,7	- 12,0	- 21,0	+ 1,8	+ 13,3	- 5,2	+ 1,3
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 1,8	+ 0,1	+ 0,6	+ 11,4	- 0,7	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,3	- 0,3
4.22 Interméd. financiers du secteur public	- 2,0	+ 3,4	- 0,8	+ 1,2	- 0,8	+ 0,8	- 4,2	- 5,1	+ 1,6
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 12,7	- 15,2	- 17,5	- 12,2	- 24,1	- 12,8	- 26,0	- 21,1	- 35,7
4.2312 Investissements directs ..	- 0,4	+ 12,5	- 5,8	- 2,8	+ 1,8	- 6,1	- 12,3	- 1,7	+ 2,8
4.2313 Immeubles	- 0,3	- 0,4	- 0,4	+ 0,2	+ 0,6	- 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,1
4.2314 Autres	- 14,6	- 5,3	- 16,9	+ 1,8	+ 5,9	+ 1,8	+ 4,1	- 3,3	- 3,4
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 2,1	+ 1,3	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,2	+ 0,8	- 0,4	+ 2,1	- 1,0
4.2322 Investissements directs ..	+ 1,8	+ 18,8	+ 10,8	+ 32,1	+ 12,7	- 0,5	+ 12,8	+ 40,0	- 0,6
4.2323 Immeubles	+ 1,4	+ 1,6	+ 1,2	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,3	+ 0,9
4.2324 Autres	+ 7,1	+ 1,2	+ 4,4	- 19,3	+ 28,6	- 13,6	- 10,7	+ 3,8	+ 14,9
Total 4	+ 12,0	- 9,0	- 16,4	+ 5,0	+ 5,7	- 26,5	- 20,5	+ 9,9	- 19,6
5. Erreurs et omissions	- 11,2	- 11,7	+ 8,9	+ 4,9	- 49,2	+ 25,0	+ 13,4	+ 7,2	- 17,5
Total 1 à 5	- 24,4	- 16,4	+ 30,6	+ 11,7	- 46,6	+ 26,4	- 19,6	+ 5,6	- 4,8
6. Financement du total :									
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,0	+ 2,1	- 0,2	+ 0,8	+ 2,3	- 3,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Crédits commerciaux ²	+ 4,6	- 11,7	+ 4,1	- 2,3	+ 2,2	+ 9,7	- 0,1	- 8,2	- 1,3
6.212 Autres :									
6.2121 Francs belges et luxem.	- 1,2	- 5,1	- 34,2	+ 24,4	+ 33,6	- 23,1	- 4,7	+ 35,0	+ 6,9
6.2122 Monnaies étrangères	- 13,2	+ 11,2	+ 14,3	+ 44,9	- 43,7	- 52,4	+ 16,6	+ 15,6	+ 21,7
6.22 Organismes divers :									
6.221 Crédits commerciaux ²	- 0,9	0,0	+ 0,5	0,0	+ 0,3	- 0,8	+ 3,2	+ 1,6	- 4,7
6.222 Autres	0,0	- 0,5	+ 0,5	- 0,3	+ 0,3	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2
6.23 B.N.B. :									
6.231 Crédits commerciaux ²	- 3,5	+ 8,5	- 15,1	+ 10,5	0,0	- 6,1	- 5,0	+ 9,1	+ 12,6
6.232 Autres (réserv. de change nettes) p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	- 10,8	- 20,5	+ 60,3	- 66,5	- 41,4	+ 99,3	- 30,4	- 49,6	- 36,8

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.
² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	1983			1984		
	* 4 ^e trimestre			* 1 ^{er} trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	651,5	682,2	- 30,7	698,5	729,5	- 31,0
1.12 Travail à façon	21,5	8,4	+ 13,1	23,5	9,0	+ 14,5
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	4,7	—	+ 4,7	1,3	—	+ 1,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	34,0	30,7	+ 3,3	36,2	33,0	+ 3,2
1.3 Autres frais de transport	20,3	18,0	+ 2,3	20,0	18,4	+ 1,6
1.4 Déplacements à l'étranger	19,1	20,3	- 1,2	16,5	20,2	- 3,7
1.5 Revenus de placements et d'investissements	248,8	246,6	+ 2,2	245,3	249,4	- 4,1
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	16,2	2,8	+ 13,4	17,1	4,0	+ 13,1
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	5,9	5,4	+ 0,5	5,2	4,4	+ 0,8
1.72 Autres	52,9	58,1	- 5,2	55,4	60,7	- 5,3
Total 1	1.074,9	1.072,5	+ 2,4	1.119,0	1.128,6	- 9,6
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	7,9	9,6	- 1,7	7,0	9,5	- 2,5
2.2 Transferts publics	8,0	19,9	- 11,9	9,3	21,1	- 11,8
Total 2	15,9	29,5	- 13,6	16,3	30,6	- 14,3
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.090,8	1.102,0	- 11,2	1.135,3	1.159,2	- 23,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	50,2	47,2	+ 3,0	81,1	24,1	+ 57,0
3.12 Avoirs	0,0	2,4	- 2,4	0,0	1,0	- 1,0
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	0,9	- 0,9	0,2	0,0	+ 0,2
Total 3	50,2	50,5	- 0,3	81,3	25,1	+ 56,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	—	5,2	- 5,2	1,3	—	+ 1,3
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	1,2	0,9	+ 0,3	0,8	1,1	- 0,3
4.22 Interméd. financiers du secteur public	0,6	5,7	- 5,1	1,9	0,3	+ 1,6
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	21,1	- 21,1	—	35,7	- 35,7
4.2312 Investissements directs	9,3	11,0	- 1,7	8,0	5,2	+ 2,8
4.2313 Immeubles	1,0	1,2	- 0,2	1,1	1,2	- 0,1
4.2314 Autres (chiffres nets)	—	3,3	- 3,3	—	3,4	- 3,4
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	2,1	—	+ 2,1	—	1,0	- 1,0
4.2322 Investissements directs	48,2	8,2	+ 40,0	10,9	11,5	- 0,6
4.2323 Immeubles	0,9	0,6	+ 0,3	1,4	0,5	+ 0,9
4.2324 Autres (chiffres nets)	3,8	—	+ 3,8	14,9	—	+ 14,9
Total 4	67,1	57,2	+ 9,9	40,3	59,9	- 19,6
5. Erreurs et omissions (nettes)	7,2	—	+ 7,2	—	17,5	- 17,5
Total 1 à 5	1.215,3	1.209,7	+ 5,6	1.256,9	1.261,7	- 4,8
6. Financement du total :						
6.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	+ 2,3	—	—	- 3,4
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
6.211 Crédits commerciaux ²	—	—	- 8,2	—	—	- 1,3
6.212 Autres :						
6.2121 Francs belges et luxem.	—	—	+ 35,0	—	—	+ 6,9
6.2122 Monnaies étrangères	—	—	+ 15,6	—	—	+ 21,7
6.22 Organismes divers :						
6.221 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 1,6	—	—	- 4,7
6.222 Autres	—	—	- 0,2	—	—	+ 0,2
6.23 B.N.B. :						
6.231 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 9,1	—	—	+ 12,6
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	—	—	- 49,6	—	—	- 36,8
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.
² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE¹

(Soldes en milliards de francs)

	1982	* 1983	* 1983				* 1984			
	Année		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Octobre Novembre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Octobre Novembre
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 158,9	- 117,2	+ 65,5	- 1,5	- 9,8	- 30,4	- 30,4	- 19,8	+ 12,1	- 5,5
1.12 Travail à façon	+ 54,2	+ 58,7	+ 12,5	+ 17,1	+ 16,0	+ 9,6	+ 14,5	+ 21,2	+ 21,3	+ 8,5
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 24,2	+ 31,6	- 0,5	+ 16,7	+ 10,7	+ 0,9	+ 1,3	+ 6,5	- 5,9	+ 2,4
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 16,2	+ 16,2	+ 3,0	+ 5,5	+ 4,4	+ 1,9	+ 3,2	+ 4,0	+ 3,5	+ 3,8
1.3 Autres frais de transport	+ 6,8	+ 8,1	+ 1,0	+ 3,2	+ 1,6	+ 2,0	+ 1,6	+ 1,1	- 0,3	- 0,5
1.4 Déplacements à l'étranger	- 28,0	- 19,5	- 6,0	- 3,2	- 9,1	- 1,7	- 3,7	- 3,6	- 12,4	+ 2,9
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 9,6	- 8,5	- 11,3	- 3,8	+ 4,4	+ 2,8	- 4,1	- 11,0	- 3,8	+ 6,0
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 43,1	+ 49,6	+ 11,5	+ 12,2	+ 12,5	+ 8,8	+ 13,1	+ 13,2	+ 13,9	+ 9,8
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 2,2	+ 4,6	+ 1,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,7	+ 0,8	+ 2,0	+ 1,1	+ 1,1
1.72 Autres	- 6,7	- 9,4	- 2,4	- 0,9	- 0,9	- 1,5	- 5,3	- 4,8	- 2,1	- 3,8
Total 1	- 56,5	+ 14,2	- 56,6	+ 46,2	+ 31,9	- 6,9	- 9,0	+ 8,8	+ 27,4	+ 24,7
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 11,0	- 9,2	- 2,5	- 2,3	- 2,7	- 1,1	- 2,5	- 3,3	- 3,4	- 1,0
2.2 Transferts publics	- 45,3	- 46,4	- 12,7	- 16,6	- 5,2	- 7,7	- 11,8	- 10,3	- 8,2	- 8,6
Total 2	- 56,3	- 55,6	- 15,2	- 18,9	- 7,9	- 8,8	- 14,3	- 13,6	- 11,6	- 9,6
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 112,8	- 41,4	- 71,8	+ 27,3	+ 24,0	- 15,7	- 23,3	- 4,8	+ 15,8	+ 15,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 124,6	+ 37,2	+ 52,4	+ 0,7	- 18,9	- 2,5	+ 57,0	+ 33,9	+ 12,1	+ 1,7
3.12 Avoirs	- 5,7	- 7,2	- 1,0	- 2,3	- 1,5	- 2,4	- 1,0	- 1,7	- 2,8	- 0,3
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 10,3	- 1,4	- 0,3	+ 0,2	- 0,4	- 0,9	+ 0,2	0,0	+ 1,2	+ 0,5
Total 3	+ 129,2	+ 28,6	+ 51,1	- 1,4	- 20,8	- 5,8	+ 56,2	+ 32,2	+ 10,5	+ 1,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	- 2,9	+ 2,5	- 3,4	+ 3,8	- 2,4	+ 3,5	+ 0,7	- 9,8	- 4,2	- 0,4
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 13,9	+ 2,4	- 0,7	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,4	- 0,3	+ 0,1	+ 3,0	+ 3,7
4.22 Interméd. financiers du secteur public	+ 1,8	- 9,3	- 0,8	+ 0,8	- 4,2	- 2,7	+ 1,6	- 2,3	+ 4,5	- 1,2
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 57,6	- 84,0	- 24,1	- 12,8	- 26,0	- 21,3	- 35,7	- 27,9	- 19,7	- 22,4
4.2312 Investissements directs ..	+ 3,5	- 18,3	+ 1,8	- 6,1	- 12,3	- 2,5	+ 2,8	- 7,7	- 7,7	- 1,1
4.2313 Immeubles	- 0,9	- 0,4	+ 0,6	- 0,6	- 0,2	- 0,3	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,1
4.2314 Autres	- 35,0	+ 8,5	+ 5,9	+ 1,8	+ 4,1	- 2,7	- 3,4	+ 2,2	- 10,5	+ 5,9
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	+ 8,8	+ 4,7	+ 2,2	+ 0,8	- 0,4	+ 1,2	- 1,0	- 2,4	- 0,4	- 1,7
4.2322 Investissements directs ..	+ 63,5	+ 65,0	+ 12,7	- 0,5	+ 12,8	+ 13,1	- 0,6	- 2,7	+ 7,5	+ 7,8
4.2323 Immeubles	+ 5,7	+ 3,0	+ 0,5	+ 1,4	+ 0,8	+ 0,2	+ 0,9	+ 1,1	+ 0,5	+ 0,2
4.2324 Autres	- 6,6	+ 8,1	+ 28,6	- 13,6	- 10,7	- 3,8	+ 14,9	+ 9,3	- 2,1	+ 11,9
Total 4	- 5,8	- 17,8	+ 23,3	- 24,5	- 36,2	- 14,9	- 20,2	- 40,3	- 29,3	+ 2,6
5. Erreurs et omissions	- 9,1	- 3,6	- 49,2	+ 25,0	+ 13,4	+ 0,8	- 17,5	- 2,0	+ 3,9	- 18,9
Total 1 à 5	+ 1,5	- 34,2	- 46,6	+ 26,4	- 19,6	- 35,6	- 4,8	- 14,9	+ 0,9	+ 0,7
6. Financement du total :										
6.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 3,5	+ 5,0	+ 2,1	- 0,2	+ 0,8	- 0,6	- 3,4	- 1,1	+ 0,7	+ 5,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Crédits commerciaux ³	- 5,3	+ 3,6	+ 2,2	+ 9,7	- 0,1	- 3,5	- 1,3	- 0,8	+ 12,4	+ 2,2
6.212 Autres :										
6.2121 Francs belges et luxem. .	- 16,1	+ 40,8	+ 33,6	- 23,1	- 4,7	+ 22,0	+ 6,9	- 21,1	- 15,2	- 10,2
6.2122 Monnaies étrangères	+ 57,2	- 63,9	- 43,7	- 52,4	+ 16,6	- 11,6	+ 21,7	- 36,0	- 29,7	+ 8,7
6.22 Organismes divers :										
6.221 Crédits commerciaux ³	- 0,4	+ 4,3	+ 0,3	- 0,8	+ 3,2	- 2,1	- 4,7	0,0	+ 10,7	- 7,7
6.222 Autres	- 0,3	+ 0,1	+ 0,3	0,0	0,0	- 0,5	+ 0,2	0,0	0,0	- 0,5
6.23 B.N.B. :										
6.231 Crédits commerciaux ³	+ 0,4	- 2,0	0,0	- 6,1	- 5,0	+ 7,4	+ 12,6	- 6,0	- 24,6	- 0,6
6.232 Autres (réserv. de change nettes)	- 37,5	- 22,1	- 41,4	+ 99,3	- 30,4	- 46,7	- 36,8	+ 50,1	+ 46,6	+ 3,7
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

auprès des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note ¹.

³ Voir tableau IX-1, note ².

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME¹**

(milliards de francs)

	1980	1981	1982	* 1983	* 1984			
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	Octobre Novembre
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 des tableaux IX-1 à 3) ..	-144,4	-155,5	-110,2	- 27,8	- 23,9	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur base de caisse (rubriques 1 et 2 du tableau IX-4)	-164,4	-199,6	-112,8	- 41,4	- 23,3	- 4,8	+ 15,8	+ 15,1
2. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+ 25,7	+107,3	+129,2	+ 28,6	+ 56,2	+ 32,2	+ 10,5	+ 1,9
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 64,8	+ 99,7	+103,9	+ 92,4	+ 25,3	+ 17,5	+ 1,8	+ 1,3
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+ 17,2	+ 2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Mouvement des crédits commerciaux :								
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 2,5	- 14,0	+ 1,8	- 10,9	- 3,2	+ 7,9	+ 0,8	+ 1,0
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 20,0	- 44,1	- 2,6	- 13,6	+ 0,6	.	.	.
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents	+ 1,8	- 2,9	- 2,9	+ 2,5	+ 0,7	- 9,8	- 4,2	- 0,4
4. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers :								
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	+ 53,2	+ 33,3	- 2,9	- 20,3	- 20,9	- 30,5	- 25,1	+ 3,0
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :								
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :								
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 68,0	-124,9	- 8,8	- 74,2	-123,1	- 85,1	- 40,5	- 46,1
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 46,2	- 64,6	+ 9,5	- 79,3	-135,8	+ 78,4	+110,7	- 88,2
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :								
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 52,0	+ 65,0	- 25,7	+ 93,6	+ 72,6	+102,3	+ 47,7	+ 55,1
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 64,4	+ 66,5	- 13,1	+ 98,9	+157,9	- 72,3	- 97,0	+ 77,4
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :								
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	+ 64,4	- 51,9	+ 16,4	- 40,9	- 7,1	+ 21,1	+ 15,2	+ 10,7
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme ..	- 14,9	+ 12,9	- 22,2	+ 1,3	- 27,7	+ 33,3	+ 14,5	- 9,9
6. Position de change ³ des banques belges et luxembourgeoises :								
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ..	- 16,7	- 10,8	-118,0	- 40,5	- 13,3	+ 3,4	+ 23,5	- 31,1
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 3,3	- 14,8	+ 25,8	- 20,9	+ 5,6	- 39,4	- 28,2	+ 20,7
7. Erreurs et omissions :								
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	+ 20,9	- 1,9	- 9,1	- 3,6	- 17,5	- 2,0	+ 3,9	- 18,9
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	- 4,2	+ 5,0	- 8,6	- 7,4	+ 16,8	- 2,1	- 2,8	+ 12,1
Total 1 à 7⁴ ...	+ 44,2	- 93,3	- 37,5	- 22,1	- 36,8	+ 50,1	+ 46,6	+ 3,7
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+) ; diminution (-)] :								
8.1 Encaisse en or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	- 3,9	- 1,8	- 0,8	- 4,6	- 0,7	+ 0,3	+ 0,6	+ 1,2
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :								
8.31 Ecus	- 27,3	- 78,8	+ 48,5	+ 34,2	- 32,7	- 38,0	+ 58,2	+ 36,8
8.32 Autres	+ 27,8	- 2,7	- 14,3	- 32,6	- 31,3	+ 68,0	+ 12,0	0,0
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :								
8.41 Avoirs nets au comptant	+ 30,6	- 10,1	- 73,8	- 19,2	+ 28,0	+ 19,6	- 24,3	- 34,4
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 16,6	+ 3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :								
8.51 Avoirs au comptant	- 0,2	- 2,3	+ 2,9	+ 0,1	- 0,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	+ 0,6	- 0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les non-résidents, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

² Non compris les organismes principalement monétaires.

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Pour les périodes où seule la balance des paiements « sur base de caisse » a pu être établie (voir tableau IX-4) : total des rubriques 1bis à 7.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Franc belge et luxem- bourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1976	26,5	18,4	10,0	8,5	4,8	1,9	0,3	70,4	25,1	4,5
1977	27,3	18,2	10,0	8,3	3,7	1,9	0,3	69,7	26,2	4,1
1978	28,1	18,9	11,1	8,5	4,4	2,0	0,4	73,4	22,0	4,6
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1982 6 premiers mois	24,1	16,8	9,9	9,1	3,5	1,7	0,3	65,4	30,2	4,4
9 premiers mois	24,1	17,0	10,1	8,8	3,5	1,7	0,3	65,5	30,0	4,5
1983 3 premiers mois	24,8	18,6	9,2	8,9	3,7	1,8	0,4	67,4	27,4	5,2
6 premiers mois	25,4	17,7	10,0	8,9	3,8	1,9	0,3	68,0	26,8	5,2
9 premiers mois	25,3	17,7	10,1	8,5	3,9	2,0	0,3	67,8	27,0	5,2
1984 3 premiers mois	26,1	18,0	10,4	8,8	4,2	1,8	0,3	69,6	25,3	5,1
6 premiers mois	26,7	17,8	10,4	8,9	4,0	1,9	0,3	70,0	24,9	5,1
9 premiers mois	26,5	18,0	10,5	8,8	4,0	1,9	0,3	70,0	25,0	5,0
Recettes d'exportations										
1976	47,8	17,4	11,1	6,6	1,9	1,2	0,2	86,2	12,0	1,8
1977	45,8	16,4	10,8	6,9	2,0	1,4	0,2	83,5	14,6	1,9
1978	44,4	17,4	12,0	7,4	2,3	1,4	0,2	85,1	12,6	2,3
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1982 6 premiers mois	36,3	17,7	14,7	7,0	3,3	2,5	0,4	81,9	15,3	2,8
9 premiers mois	35,7	17,7	14,6	7,0	3,4	2,5	0,4	81,3	15,9	2,8
1983 3 premiers mois	34,9	17,1	15,3	7,1	3,2	2,8	0,4	80,8	16,2	3,0
6 premiers mois	34,9	18,2	14,4	7,0	3,6	2,5	0,4	81,0	16,1	2,9
9 premiers mois	34,7	18,1	14,3	7,2	3,9	2,4	0,4	81,0	16,0	3,0
1984 3 premiers mois	34,7	18,1	13,6	7,1	4,2	2,3	0,5	80,5	16,5	3,0
6 premiers mois	35,4	17,9	13,6	7,3	4,0	2,3	0,5	81,0	15,9	3,1
9 premiers mois	34,9	17,5	13,5	7,4	4,0	2,5	0,5	80,3	16,6	3,1

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et, depuis le 1^{er} décembre 1977, des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome 1, n^o 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations

de change à terme » ; LIII^e année, tome 1, n^o 6 juin 1978 : « La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome 1, n^o 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome 1, n^o 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LIX^e année, tome 1, n^o 6, juin 1984 : « La balance des paiements de l'union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1982 sur la base des transactions ». *Rapports 1982 de la B.N.B.*

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS RÉUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION À BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaire	1 punt irlandais	1 Ecu ²
1976 ¹	38,60	15,33	13,04	8,10	69,85	4,67	39,17	14,61	8,87	15,45	57,82	6,39	215,39	7,08	10,01	128,71	51,29	—	—
1977 ¹	35,84	15,44	13,39	7,29	62,55	4,06	33,75	14,60	8,03	14,95	47,70	5,97	216,99	6,73	8,92	94,41	41,84	—	—
1978 ¹	31,49	15,68	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,71	216,97	6,03	7,65	71,43	38,20	—	—
1979 ¹	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	—	—
1980 ¹	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09	—
1981 ¹	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75	—
1982 ¹	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—
1983 ¹	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—
1984 Année	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	45,06
du 1-1 au 16-9 ...	56,20	20,36	24,01	6,63	77,71	3,30	43,75	18,06	6,94	24,65	35,85	5,57	289,47	7,13	9,58	40,36	1,62	62,59	45,15
du 17-9 au 31-12 .	61,67	20,17	25,08	6,58	75,19	3,26	46,79	17,89	7,08	24,50	36,13	5,59	287,18	6,98	9,69	37,83	1,58	62,61	45,05

¹ Pour les périodes composant ces années, veuillez consulter les publications antérieures.

² L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais	1 Ecu ¹
1982 4 ^e trimestre	48,68	19,49	18,87	6,89	80,25	3,40	39,54	17,79	6,64	22,80	40,63	5,54	277,36	6,82	9,00	54,21	8,27	65,77	
1983 1 ^{er} trimestre	47,34	19,66	20,10	6,87	72,52	3,38	38,57	17,78	6,39	23,49	36,44	5,55	279,86	6,66	8,80	51,40	8,14	64,84	
2 ^e trimestre	49,68	19,96	20,90	6,64	77,28	3,36	40,35	17,76	6,58	23,90	35,70	5,59	283,45	6,92	9,07	49,24	8,42	63,04	
3 ^e trimestre	53,12	20,08	21,91	6,67	80,15	3,37	43,10	17,96	6,80	24,72	35,32	5,58	285,66	7,17	9,36	43,92	7,15	63,23	
4 ^e trimestre	54,49	20,35	23,29	6,67	80,02	3,35	44,02	18,14	6,88	25,24	35,25	5,63	288,99	7,26	9,48	42,68	1,78	63,18	
1984 1 ^{er} trimestre	55,26	20,45	23,94	6,66	79,26	3,32	44,03	18,15	6,93	25,16	35,76	5,61	290,19	7,19	9,56	41,78	1,71	62,99	
2 ^e trimestre	55,30	20,39	24,07	6,63	77,15	3,30	42,77	18,10	6,90	24,61	36,14	5,56	290,05	7,14	9,59	40,24	1,56	62,47	
3 ^e trimestre	58,96	20,21	24,23	6,59	76,49	3,28	44,91	17,92	7,01	24,16	35,73	5,55	287,92	7,05	9,64	38,66	1,59	62,30	45,21
4 ^e trimestre	61,60	20,17	25,05	6,58	74,94	3,26	46,73	17,88	7,07	24,49	36,12	5,60	287,09	6,96	9,68	37,76	1,57	62,60	45,01
1984 Février	55,38	20,48	23,71	6,65	79,68	3,32	44,38	18,15	6,91	25,09	35,90	5,61	290,50	7,19	9,56	41,61	1,74	63,09	
Mars	53,13	20,47	23,58	6,64	77,38	3,29	41,86	18,13	6,87	24,75	35,54	5,58	290,67	7,08	9,46	41,17	1,57	62,67	
Avril	53,97	20,43	23,99	6,64	76,79	3,30	42,19	18,12	6,89	24,68	35,95	5,56	290,41	7,11	9,56	40,62	1,54	62,57	
Mai	55,98	20,35	24,27	6,62	77,74	3,30	43,25	18,09	6,92	24,68	36,37	5,56	289,53	7,16	9,62	40,46	1,58	62,49	
Juin	55,89	20,38	23,93	6,63	76,87	3,29	42,84	18,09	6,89	24,46	36,06	5,56	290,27	7,14	9,59	39,62	1,57	62,36	
Juillet	57,70	20,27	23,78	6,60	76,19	3,30	43,63	17,96	6,95	23,99	35,80	5,54	288,91	7,03	9,59	38,56	1,57	62,16	
Août	58,33	20,20	24,06	6,58	76,54	3,27	44,73	17,91	6,98	24,11	35,49	5,54	287,63	7,02	9,61	38,94	1,58	62,20	
Septembre	61,00	20,17	24,88	6,57	76,74	3,27	46,45	17,89	7,11	24,40	35,92	5,57	287,19	7,09	9,71	38,45	1,62	62,48	45,21
du 1 ^{er} au 14 ..	59,87	20,14	24,48	6,56	76,70	3,27	45,75	17,85	7,06	24,21	35,66	5,55	286,60	7,08	9,66	38,65	1,60	62,30	45,15
du 17 au 30 ..	62,12	20,20	25,28	6,58	76,78	3,26	47,15	17,92	7,16	24,59	36,18	5,58	287,79	7,10	9,75	38,25	1,64	62,67	45,27
Octobre	62,06	20,23	25,16	6,59	75,70	3,27	47,08	17,94	7,14	24,59	36,09	5,60	287,89	6,99	9,73	38,19	1,61	62,61	45,18
Novembre	60,37	20,18	24,82	6,58	74,97	3,25	45,86	17,89	7,03	24,49	35,97	5,59	286,97	6,93	9,64	37,29	1,53	62,54	44,99
Décembre	62,34	20,09	25,17	6,56	73,98	3,26	47,21	17,81	7,04	24,36	36,31	5,61	286,23	6,94	9,65	37,75	1,55	62,65	44,84
1985 Janvier	63,41	20,02	24,98	6,54	71,58	3,26	47,92	17,72	6,99	23,88	36,22	5,60	285,06	6,91	9,56	36,82	1,52	62,36	44,51
Février	66,16	20,08	25,41	6,57	72,46	3,25	48,92	17,73	7,09	23,65	36,39	5,61	285,99	6,99	9,65	36,32	1,48	62,48	44,67

¹ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

**X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

**X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES**

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
		<i>(Cours en francs belges)</i>			Report (+) ou Déport (-) <i>(% par an des cours du marché au comptant¹)</i>	
1977	41,84	35,84	35,89	35,96	+ 1,31	+ 1,16
1978	39,35	31,49	31,96	32,03	- 0,96	- 1,40
1979	37,86	29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
1980	38,04	29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
1981	43,71	37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
1982	50,43	45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
1983	54,64	51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
1984	59,18	57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
1982 4 ^e trimestre	52,47	48,68	50,43	50,45	+ 3,54	+ 2,42
1983 1 ^{er} trimestre	51,68	47,34	49,54	49,52	+ 5,90	+ 3,27
2 ^e trimestre	53,52	49,68	49,92	49,94	+ 0,86	+ 0,72
3 ^e trimestre	55,98	53,12	53,48	53,51	- 0,91	- 1,04
4 ^e trimestre	57,32	54,49	55,20	55,22	+ 0,29	+ 0,08
1984 1 ^{er} trimestre	57,92	55,26	56,77	56,77	+ 2,07	+ 1,31
2 ^e trimestre	57,81	55,30	56,32	56,30	+ 0,26	+ 0,12
3 ^e trimestre	59,68	58,96	59,49	59,47	- 0,72	- 0,73
4 ^e trimestre	61,25	61,60	61,93	61,92	+ 0,73	+ 0,73
1984 Février	57,96	55,38	57,12	57,15	+ 2,37	+ 1,65
Mars	56,53	53,13	54,93	54,92	+ 2,48	+ 1,37
Avril	57,07	53,97	55,44	55,45	+ 0,69	+ 0,48
Mai	58,26	55,98	56,85	56,78	+ 0,22	+ 0,11
Juin	58,07	55,89	56,60	56,61	- 0,14	- 0,22
Juillet	58,87	57,70	58,27	58,23	- 0,60	- 0,62
Août	59,27	58,33	58,88	58,87	- 0,68	- 0,68
Septembre	60,99	61,00	61,55	61,44	- 0,90	- 0,89
Octobre	61,61	62,06	62,61	62,60	- 0,10	- 0,10
Novembre	60,53	60,37	60,68	60,58	+ 1,00	+ 1,00
Décembre	61,57	62,34	62,58	62,51	+ 1,49	+ 1,48
1985 Janvier	61,86	63,41	63,66	63,60	+ 2,10	+ 2,09
Février	63,62	66,16	66,48	66,33	+ 1,56	+ 1,52

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 21 MARS 1983 AU 17 MAI 1983**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,3662	2,49587	8,04412	2,21515	1386,78	6,79271	0,717050
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350	18,5430	5,10600	3318,90	15,6590	1,65300
		5,62561	18,1312	4,99288	3125,76	15,3106	1,61621
		5,50050	17,7270	4,88200	2943,80	14,9700	1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00		329,630	90,7700	58997,0	278,350	29,3832
	1777,58	—	322,297	88,7526	55563,0	272,158	28,7295
	1738,00		315,130	86,7800	52329,0	266,100	28,0904
100 couronnes danoises	564,100	31,7325		28,1650	18305,0	86,3650	9,11680
	551,536	31,0273	—	27,5375	17239,7	84,4432	8,91396
	539,300	30,3375		26,9250	16236,0	82,5650	8,71570
100 marks allemands	2048,35	115,235	371,400		66473,0	313,630	33,1015
	2002,85	112,673	363,141	—	62604,3	306,648	32,3703
	1958,50	110,168	355,060		58960,0	299,830	31,6455
100 liras italiennes	3,39700	0,191100	0,615900	0,169600		0,520100	0,0549015
	3,19922	0,179976	0,580057	0,159733	—	0,489818	0,0517061
	3,01300	0,169500	0,546300	0,150400		0,461300	0,0486968
100 francs français	668,000	37,5800	121,110	33,3500	21677,0		10,7964
	653,144	36,7434	118,423	32,6107	20415,7	—	10,5562
	638,600	35,9250	115,780	31,8850	19227,0		10,3214
100 punts irlandais	6328,10	356,000	1147,35	316,000	205353,0	968,850	
	6187,32	348,075	1121,84	308,925	193401,0	947,313	—
	6049,65	340,300	1096,87	302,100	182145,0	926,250	

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 18 MAI 1983**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	44,9008	2,52595	8,14104	2,24184	1403,49	6,87456	0,725690
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,75350	18,5430	5,10600	3318,90	15,6590	1,65300
		5,62561	18,1312	4,99288	3125,76	15,3106	1,61621
		5,50050	17,7270	4,88200	2943,80	14,9700	1,58030
100 florins Pays-Bas	1818,00		329,630	90,7700	58997,0	278,350	29,3832
	1777,58	—	322,297	88,7526	55563,0	272,158	28,7295
	1738,00		315,130	86,7800	52329,0	266,100	28,0904
100 couronnes danoises	564,100	31,7325		28,1650	18305,0	86,3650	9,11680
	551,536	31,0273	—	27,5375	17239,7	84,4432	8,91396
	539,300	30,3375		26,9250	16236,0	82,5650	8,71570
100 marks allemands	2048,35	115,235	371,400		66473,0	313,630	33,1015
	2002,85	112,673	363,141	—	62604,3	306,648	32,3703
	1958,50	110,1675	355,060		58960,0	299,850	31,6455
100 liras italiennes	3,39700	0,191100	0,615900	0,169600		0,520100	0,0549015
	3,19922	0,179976	0,580057	0,159733	—	0,489818	0,0517061
	3,01300	0,169500	0,546300	0,150400		0,461300	0,0486968
100 francs français	668,000	37,5800	121,110	33,3500	21677,0		10,7964
	653,144	36,7434	118,423	32,6107	20415,7	—	10,5562
	638,600	35,9250	115,780	31,8850	19227,0		10,3214
100 punds irlandais	6328,10	356,000	1147,35	316,000	205353,0	968,850	
	6187,32	348,075	1121,84	308,925	193401,0	947,313	—
	6049,65	340,300	1096,87	302,100	182145,0	926,250	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²							
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	
1979 ³	40,31	+ 0,77	+ 1,09	+ 1,45	+ 2,99	+ 1,35	+ 1,29	+ 63	+ 25	- 9	- 12	- 21	+ 5	- 1	
1980	40,60	+ 1,41	+ 0,68	+ 0,33	- 0,64	+ 1,66	+ 0,86	+ 44	- 26	+ 10	+ 38	+ 34	- 42	+ 2	
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32	
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1	
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21	
1984	45,44	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1	
1982 4 ^e trimestre	45,45	+ 2,06	+ 1,41	+ 1,11	+ 1,93	+ 1,32	+ 1,04	+ 58	- 42	- 9	+ 7	- 15	- 6	+ 7	
1983 1 ^{er} trimestre	44,85	+ 1,67	+ 1,38	+ 1,47	+ 2,06	+ 1,55	+ 0,28	+ 53	- 27	- 13	- 24	- 26	- 23	+ 36	
2 ^e trimestre	45,22	- 0,09	+ 1,42	- 0,36	+ 4,94	+ 1,68	+ 1,84	+ 29	+ 35	- 38	+ 68	- 62	- 58	- 56	
3 ^e trimestre	45,69	+ 1,01	+ 1,24	+ 0,28	+ 5,41	+ 2,09	+ 2,19	+ 55	+ 6	- 5	+ 60	- 63	- 51	- 47	
4 ^e trimestre	45,95	+ 2,04	+ 2,04	+ 1,57	+ 4,81	+ 2,15	+ 2,13	+ 86	- 14	- 13	+ 13	- 43	- 21	- 16	
1984 1 ^{er} trimestre	45,90	+ 2,07	+ 1,73	+ 2,09	+ 3,87	+ 1,90	+ 1,80	+ 89	- 11	+ 5	- 18	- 28	- 4	+ 1	
2 ^e trimestre	45,59	+ 1,79	+ 0,77	+ 1,79	+ 3,08	+ 1,55	+ 0,98	+ 71	- 16	+ 31	- 23	- 27	- 5	+ 21	
3 ^e trimestre	45,25	+ 0,82	+ 0,62	+ 0,95	+ 2,61	+ 0,85	+ 0,70	+ 37	- 2	+ 7	- 11	- 31	- 4	+ 4	
4 ^e trimestre	45,03	+ 0,60	+ 1,44	+ 0,71	+ 1,82	+ 0,72	+ 1,20	+ 26	- 3	- 40	- 11	- 28	- 10	- 29	
1984 Février	45,96	+ 2,08	+ 1,76	+ 2,23	+ 3,70	+ 1,86	+ 1,98	+ 95	- 6	+ 8	- 20	- 23	+ 4	- 1	
Mars	45,69	+ 2,00	+ 1,27	+ 2,18	+ 2,88	+ 1,67	+ 1,28	+ 82	- 15	+ 19	- 34	- 20	+ 1	+ 18	
Avril	45,61	+ 1,92	+ 0,80	+ 2,02	+ 3,16	+ 1,70	+ 1,15	+ 74	- 19	+ 33	- 35	- 28	- 9	+ 16	
Mai	45,59	+ 1,73	+ 0,78	+ 1,60	+ 3,07	+ 1,42	+ 1,01	+ 72	- 12	+ 31	- 9	- 27	+ 3	+ 21	
Juin	45,55	+ 1,73	+ 0,73	+ 1,76	+ 3,00	+ 1,54	+ 0,80	+ 67	- 17	+ 30	- 26	- 27	- 8	+ 26	
Juillet	45,33	+ 1,02	+ 0,48	+ 1,20	+ 3,14	+ 1,11	+ 0,46	+ 43	- 7	+ 19	- 21	- 39	- 12	+ 19	
Août	45,23	+ 0,74	+ 0,44	+ 0,84	+ 2,34	+ 0,74	+ 0,63	+ 35	- 1	+ 13	- 9	- 28	- 1	+ 4	
Septembre	45,20	+ 0,61	+ 0,92	+ 0,70	+ 2,09	+ 0,62	+ 0,98	+ 33	+ 3	- 11	- 1	- 26	+ 3	- 14	
Octobre	45,19	+ 0,91	+ 1,47	+ 0,98	+ 2,13	+ 0,97	+ 1,26	+ 38	- 6	- 31	- 13	- 27	- 11	- 21	
Novembre	45,01	+ 0,64	+ 1,27	+ 0,75	+ 1,43	+ 0,71	+ 1,07	+ 23	- 8	- 36	- 18	- 22	- 13	- 27	
Décembre	44,84	+ 0,14	+ 1,61	+ 0,31 ^o	+ 1,89	+ 0,41	+ 1,28	+ 16	+ 9	- 57	+ 1	- 36	- 5	- 42	
1985 Janvier	44,52	- 0,33	+ 1,55	- 0,07	+ 1,74	+ 0,12	+ 0,77	+ 3	+ 19	- 67	+ 8	- 41	- 3	- 31	
Février	44,68	- 0,26	+ 1,75	+ 0,23	+ 1,52	+ 0,57	+ 0,98	+ 13	+ 26	- 66	+ 3	- 34	- 17	- 32	

¹ Formule = $\frac{[\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)} - \text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}] \times 100}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen » Annexe I).

³ A partir du 13 mars 1979.

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu (1)	Cours-pivots bilatéraux en francs belges (2)	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies (3) = (1) × (2)	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu $\frac{(4)}{44,9008} \times 100$	
du 18 mai 1983 au 14 septembre 1984					
Mark allemand	0,828	20,0285	16,5836	36,93	1,42
Franc français	1,15	6,53144	7,5112	16,73	1,87
Livre sterling	0,0885	76,4806 ³	6,7685	15,07	—
Lire italienne	109	0,0319922	3,4872	7,77	5,53
Florin des Pays-Bas	0,286	17,7758	5,0839	11,32	2,00
Franc belge et franc luxembourgeois	3,8	1	3,8	8,46	2,06
Couronne danoise	0,217	5,51536	1,1968	2,67	2,19
Punt irlandais	0,00759	61,8732	0,4696	1,05	2,23
Total ...			44,9008	100,00	
depuis le 17 septembre 1984					
Mark allemand	0,719	20,0285	14,4005	32,07	1,53
Franc français	1,31	6,53144	8,5562	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	76,6236 ³	6,7276	14,98	—
Lire italienne	140	0,0319922	4,4789	9,98	5,40
Florin des Pays-Bas	0,256	17,7758	4,5506	10,14	2,02
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,57	2,06
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,69	2,19
Punt irlandais	0,00871	61,8732	0,5389	1,20	2,22
Drachme grecque	1,15	0,51326 ³	0,5902	1,31	—
Total ...			44,9008	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grecques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I.

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1977	108,0	107,7	107,1	104,7	113,0	115,2	91,3	81,2	75,5	109,2	96,8	111,5	101,8	102,8
1978	112,6	112,2	111,1	95,7	120,1	141,7	91,3	81,5	71,1	114,4	89,1	138,6	103,9	96,8
1979	114,5	115,2	113,7	93,6	127,4	131,5	93,4	87,2	69,4	118,3	91,1	144,4	105,3	97,0
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,2	92,3	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1982 4 ^e trimestre	95,2	93,6	93,7	123,4	126,6	133,0	73,8	89,1	52,9	118,3	69,0	145,9	82,7	88,4
1983 1 ^{er} trimestre	96,7	95,1	94,1	120,0	128,7	145,2	74,2	80,5	53,0	119,2	66,9	151,0	84,1	87,5
2 ^e trimestre	95,6	93,5	93,2	123,5	128,8	146,9	70,2	84,3	51,8	117,6	67,5	150,9	83,1	88,7
3 ^e trimestre	93,9	91,4	91,1	127,8	125,8	147,5	68,4	84,9	50,5	115,8	67,4	151,0	80,0	88,8
4 ^e trimestre	93,8	91,6	89,9	128,3	125,4	154,0	67,2	83,2	49,3	115,3	66,9	151,1	79,3	88,2
1984 1 ^{er} trimestre	94,0	91,5	89,4	129,1	125,4	157,2	66,6	81,6	48,6	114,7	66,9	149,2	78,6	86,5
2 ^e trimestre	95,0	92,5	89,7	130,4	125,5	158,8	66,7	79,7	48,4	114,8	67,1	146,6	78,2	87,1
3 ^e trimestre	95,1	92,5	89,1	138,0	122,9	155,0	65,4	78,0	47,6	112,7	67,1	141,4	77,0	83,9
4 ^e trimestre	95,2	92,4	88,3	141,8	121,0	156,5	64,4	75,0	46,6	111,1	66,7	140,8	76,5	81,5
1984 Février	94,3	91,8	89,4	129,3	125,6	155,4	66,6	82,1	48,4	114,7	66,6	148,9	78,6	86,6
Mars	95,6	93,2	90,4	126,3	127,4	158,7	67,5	80,9	48,8	116,2	67,6	149,2	79,6	86,9
Avril	95,5	93,0	90,0	127,7	126,4	160,2	67,2	79,8	48,7	115,8	67,4	147,7	78,8	86,7
Mai	95,0	92,2	89,4	131,3	124,6	158,9	66,3	79,9	48,2	114,5	66,9	146,6	77,9	88,2
Juin	95,3	92,5	89,6	132,1	125,5	157,4	66,7	79,5	48,3	114,1	66,9	145,5	78,0	86,4
Juillet	95,5	92,6	89,5	136,5	124,1	153,9	66,0	78,3	48,2	113,6	67,1	141,6	77,6	84,5
Août	95,6	92,7	89,4	136,9	123,3	155,0	65,6	78,4	47,7	113,0	67,1	141,9	77,2	84,0
Septembre	95,0	92,0	88,4	140,7	121,3	156,1	64,5	77,2	46,9	111,4	67,2	140,8	76,2	83,2
Octobre	94,9	91,8	88,0	142,3	120,8	156,4	64,3	75,5	46,5	111,1	67,1	140,7	76,1	81,5
Novembre	95,9	92,7	88,7	139,8	122,0	156,8	64,9	75,6	46,8	111,8	66,8	141,9	77,0	81,8
Décembre	95,8	92,6	88,3	143,2	120,3	156,3	64,1	73,8	46,6	110,4	66,3	139,7	76,5	81,1
1984 Janvier	96,3	93,2	88,4	146,2	120,0	154,3	63,9	71,4	46,6	109,9	65,8	136,4	76,5	80,8
Février	* 95,5	* 92,1												

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n^o 3, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n^o 1-2, juillet-août 1979 : « Le système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n^o 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin », LIV^e année, tome II, n^o 6, décembre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVI^e Année, tome II, n^o 4,

octobre 1979 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données contenues dans l'article paru dans le bulletin de juillet-août 1979 », LVI^e année, tome I, n^o 4, avril 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », tome II, n^o 4, octobre 1981 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données », LVI^e année, tome I, n^o 2, février 1982 : « Système monétaire européen : Mise à jour des données ». — *International Financial Statistics (F.M.I.)*, *Bulletin du F.M.I.*

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Opérations courantes ³					Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes		Dépenses		Solde	Recettes	Dépenses ⁴	Solde	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes cédées aux Communautés Européennes				(5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)		(9) = (5) + (8)
(1)	(2)	(3)	(4)						
1977	785,5	798,0	860,6	873,1	- 75,1	8,7	95,3	- 86,6	- 161,7
1978	879,3	891,2	960,3	972,2	- 81,0	10,4	108,1	- 97,7	- 178,7
1979	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	- 147,4	12,7	157,3	- 144,6	- 292,0
1981	1.045,4	1.081,0	1.309,9	1.345,5	- 264,5	13,9	184,4	- 170,5	- 435,0
1982 9 premiers mois	841,0	868,6	1.195,7	1.223,3	- 354,7	9,4	142,2	- 132,8	- 487,5
12 mois	1.180,1	1.216,9	1.487,9	1.524,7	- 307,8	13,6	192,6	- 179,0	- 486,8
1983 3 premiers mois	269,0	275,2	453,6	459,8	- 184,6	3,1	47,0	- 43,9	- 228,5
6 premiers mois	575,5	594,3	878,6	897,4	- 303,1	6,2	99,8	- 93,6	- 396,7
9 premiers mois	875,1	903,1	1.233,5	1.261,5	- 358,4	10,0	138,6	- 128,6	- 487,0
12 mois	1.230,7	1.269,0	1.565,5	1.603,8	- 334,8	14,5	189,7	- 175,2	- 510,0
1984 1 ^{er} mois	118,9	122,3	154,2	157,6	- 35,3	1,0	20,2	- 19,2	- 54,5
2 premiers mois	203,0	210,2	316,3	323,5	- 113,3	2,1	33,9	- 31,8	- 145,1
3 premiers mois	305,3	316,3	479,5	490,5	- 174,2	3,1	51,7	- 48,6	- 222,8
4 premiers mois	444,1	458,8	638,7	653,4	- 194,6	4,0	68,8	- 64,8	- 259,4
5 premiers mois	529,5	547,8	774,9	793,2	- 245,4	5,0	88,1	- 83,1	- 328,5
6 premiers mois	638,5	660,6	960,3	982,4	- 321,8	6,6	104,1	- 97,5	- 419,3
7 premiers mois	794,2	819,9	1.121,7	1.147,4	- 327,5	7,8	119,9	- 112,1	- 439,6
8 premiers mois	893,4	922,7	1.228,0	1.257,3	- 334,6	9,1	140,5	- 131,4	- 466,0
9 premiers mois	976,1	1.009,0	1.339,6	1.372,5	- 363,5	10,0	152,6	- 142,6	- 506,1
10 premiers mois	1.113,7	1.150,2	1.464,7	1.501,2	- 351,0	11,2	163,8	- 152,6	- 503,6
11 premiers mois	1.195,9	1.236,3	1.565,7	1.606,1	- 369,8	12,4	184,9	- 172,5	- 542,3
12 mois	1.333,6	1.377,7	1.643,9	1.688,0	- 310,3	13,6	194,7	- 181,1	- 491,4

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, lesquelles

sont reprises dans les chiffres de la colonne (3). Les droits de douane et la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissement de la dette ²	Résultat de caisse	Placements spéciaux ³	Total à financer (6) = (4) + (5) ou - [(7) + (13)]	Financement							
							Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵					Total (13) = (8) à (12)	
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers ⁶		
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)				
1977	- 161,7	- 1,5	- 48,6	- 211,8	0,0	- 211,8	+ 178,6	+ 16,4	+ 26,1		+ 3,1	0,0	- 12,4	+ 33,2
									Fonds des Rentes	Autres ⁷				
1978	- 178,7	+ 1,8	- 56,9	- 233,8	0,0	- 233,8	+ 194,0	0,0	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979	- 204,8	- 0,7	- 79,3	- 284,8	0,0	- 284,8	+ 209,0	0,0	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980	- 292,0	+ 1,0	- 80,4	- 371,4	0,0	- 371,4	+ 212,0	0,0	+ 24,7	+ 106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+ 159,4
1981	- 435,0	- 2,1	- 89,6	- 526,7	0,0	- 526,7	+ 177,2	0,0	+ 74,8	+ 134,8	+ 3,0	+ 135,6	+ 1,3	+ 349,5
1982 9 premiers mois	- 487,5	+ 3,0	- 82,3	- 566,8	0,0	- 566,8	+ 193,0	0,0	+ 24,6	+ 248,0	+ 9,7	+ 92,4	- 0,9	+ 373,8
12 mois	- 486,8	- 8,8	- 110,1	- 605,7	0,0	- 605,7	+ 277,4	0,0	+ 40,5	+ 183,6	- 1,0	+ 104,3	+ 0,9	+ 328,3
1983 3 premiers mois	- 228,5	+ 5,9	- 29,6	- 252,2	0,0	- 252,2	+ 131,5	0,0	+ 13,7	+ 22,6	+ 4,4	+ 80,4	- 0,4	+ 120,7
6 premiers mois	- 396,7	- 3,8	- 52,1	- 452,6	0,0	- 452,6	+ 237,3	0,0	- 26,6	+ 160,6	+ 5,3	+ 77,0	- 1,0	+ 215,3
9 premiers mois	- 487,0	+ 3,9	- 75,2	- 558,3	0,0	- 558,3	+ 319,9	0,0	+ 3,7	+ 155,3	+ 14,1	+ 66,7	- 1,4	+ 238,4
12 mois	- 510,0	+ 4,8	- 96,0	- 601,2	0,0	- 601,2	+ 409,3	0,0	- 4,0	+ 122,8	- 2,7	+ 75,7	+ 0,1	+ 191,9
1984 1 ^{er} mois	- 54,5	- 1,4	- 10,3	- 66,2	0,0	- 66,2	+ 26,9	0,0	- 12,5	+ 57,0	+ 14,0	- 19,2	0,0	+ 39,3
2 premiers mois	- 145,1	+ 4,8	- 17,2	- 157,5	0,0	- 157,5	+ 95,1	0,0	+ 21,5	+ 47,5	+ 2,1	- 8,2	- 0,5	+ 62,4
3 premiers mois	- 222,8	+ 7,9	- 23,5	- 238,4	0,0	- 238,4	+ 107,1	0,0	+ 25,5	+ 97,6	- 2,2	+ 10,7	- 0,3	+ 131,3
4 premiers mois	- 259,4	0,0	- 31,0	- 290,4	0,0	- 290,4	+ 160,0	0,0	+ 43,3	+ 38,4	+ 15,7	+ 33,0	0,0	+ 130,4
5 premiers mois	- 328,5	+ 6,0	- 39,7	- 362,2	0,0	- 362,2	+ 166,3	0,0	+ 43,0	+ 98,1	+ 12,2	+ 42,8	- 0,2	+ 195,9
6 premiers mois	- 419,3	+ 9,9	- 48,5	- 457,9	0,0	- 457,9	+ 243,2	0,0	+ 44,3	+ 133,8	+ 8,3	+ 28,5	- 0,2	+ 214,7
7 premiers mois	- 439,6	+ 2,6	- 56,5	- 493,5	0,0	- 493,5	+ 259,8	0,0	+ 36,1	+ 178,3	+ 7,5	+ 10,1	+ 1,7	+ 233,7
8 premiers mois	- 466,0	+ 3,0	- 65,6	- 528,6	0,0	- 528,6	+ 266,8	0,0	+ 56,5	+ 184,5	+ 9,8	+ 9,4	+ 1,6	+ 261,8
9 premiers mois	- 506,1	+ 2,4	- 71,8	- 575,5	0,0	- 575,5	+ 282,0	0,0	+ 47,1	+ 242,6	+ 0,2	+ 2,6	+ 1,0	+ 293,5
10 premiers mois	- 503,6	+ 4,4	- 79,5	- 578,7	0,0	- 578,7	+ 396,2	0,0	+ 18,0	+ 158,7	+ 4,6	- 0,4	+ 1,6	+ 182,5
11 premiers mois	- 542,3	+ 7,2	- 86,3	- 621,4	0,0	- 621,4	+ 399,1	0,0	+ 38,8	+ 189,9	- 1,7	- 5,8	+ 1,1	+ 222,3
12 mois	- 491,4	+ 14,5	- 94,2	- 571,1	0,0	- 571,1	+ 389,8	0,0	+ 30,9	+ 169,0	- 13,9	- 5,8	+ 1,1	+ 181,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

³ Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et, jusqu'en 1977, celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

⁷ Y compris, à partir de mai 1983, l'emprunt spécial de trésorerie de 37 milliards.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Solde des opérations extra-budgétaires ²	Besoins nets de financement du Trésor ^{3,4}	Couverture ⁵						
				Variations de l'encours en francs belges			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				des emprunts consolidés	de la dette flottante ⁶	Total	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la B.N.B.	Dette en monnaies étrangères ⁷	Total
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1977	-161,7	- 5,7	-167,4	+134,7	+ 17,6	+152,3	+ 16,4	- 0,8	- 0,5	+ 15,1
1978	-178,7	- 4,2	-182,9	+143,7	+ 14,4	+158,1	0,0	+13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979	-204,8	- 7,0	-211,8	+126,1	+ 6,9	+133,0	0,0	+36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980	-292,0	- 4,7	-296,7	+ 69,6	+110,1	+179,7	0,0	+24,7	+ 92,3	+117,0
1981	-435,0	-19,6	-454,6	+ 26,6	+141,5	+168,1	0,0	+72,4	+214,1	+286,5
1982 9 premiers mois	-487,5	- 8,8	-496,3	+ 24,5	+266,4	+290,9	0,0	+15,0	+190,4	+205,4
12 mois	-486,8	-22,0	-508,8	+ 65,0	+192,5	+257,5	0,0	+31,5	+219,8	+251,3
1983 3 premiers mois	-228,5	- 9,5	-238,0	+108,0	+ 24,1	+132,1	0,0	+16,2	+ 89,7	+105,9
6 premiers mois	-396,7	-21,9	-418,6	+178,6	+157,7	+336,3	0,0	-19,4	+101,7	+ 82,3
9 premiers mois	-487,0	-15,6	-502,6	+220,9	+156,7	+377,6	0,0	+15,0	+110,0	+125,0
12 mois	-510,0	-14,4	-524,4	+274,4	+108,9	+383,3	0,0	+ 7,3	+133,8	+141,1
1984 1 ^{er} mois	- 54,5	+ 8,3	- 46,2	- 29,7	+ 71,0	+ 41,3	0,0	-12,5	+ 17,4	+ 4,9
2 premiers mois	-145,1	+ 0,7	-144,4	+ 18,3	+ 59,5	+ 77,8	0,0	+11,0	+ 55,6	+ 66,6
3 premiers mois	-222,8	+ 4,1	-218,7	+ 8,3	+110,4	+118,7	0,0	+10,3	+ 89,7	+100,0
4 premiers mois	-259,4	- 5,5	-264,9	+ 45,7	+ 82,9	+128,6	0,0	+14,5	+121,8	+136,3
5 premiers mois	-328,5	+ 0,5	-328,0	+ 37,1	+144,5	+181,6	0,0	+ 8,6	+137,8	+146,4
6 premiers mois	-419,3	+ 0,8	-418,5	+ 92,8	+188,7	+281,5	0,0	- 2,6	+139,6	+137,0
7 premiers mois	-439,6	-13,6	-453,2	+ 87,3	+221,4	+308,7	0,0	+ 2,2	+142,3	+144,5
8 premiers mois	-466,0	-14,3	-480,3	+ 79,7	+237,0	+316,7	0,0	+15,5	+148,1	+163,6
9 premiers mois	-506,1	-20,6	-526,7	+ 79,2	+287,9	+367,1	0,0	+ 3,1	+156,5	+159,6
10 premiers mois	-503,6	-21,9	-525,5	+172,7	+198,4	+371,1	0,0	-15,5	+169,9	+154,4
11 premiers mois	-542,3	-19,4	-561,7	+177,6	+222,5	+400,1	0,0	+ 5,6	+156,0	+161,6
12 mois	-491,4	-12,7	-504,1	+161,0	+175,0	+336,0	0,0	+12,2	+155,9	+168,1

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie (colonne (2) du tableau XI-2), mais aussi les dépenses d'organismes paratâtiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération

pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note ² et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte

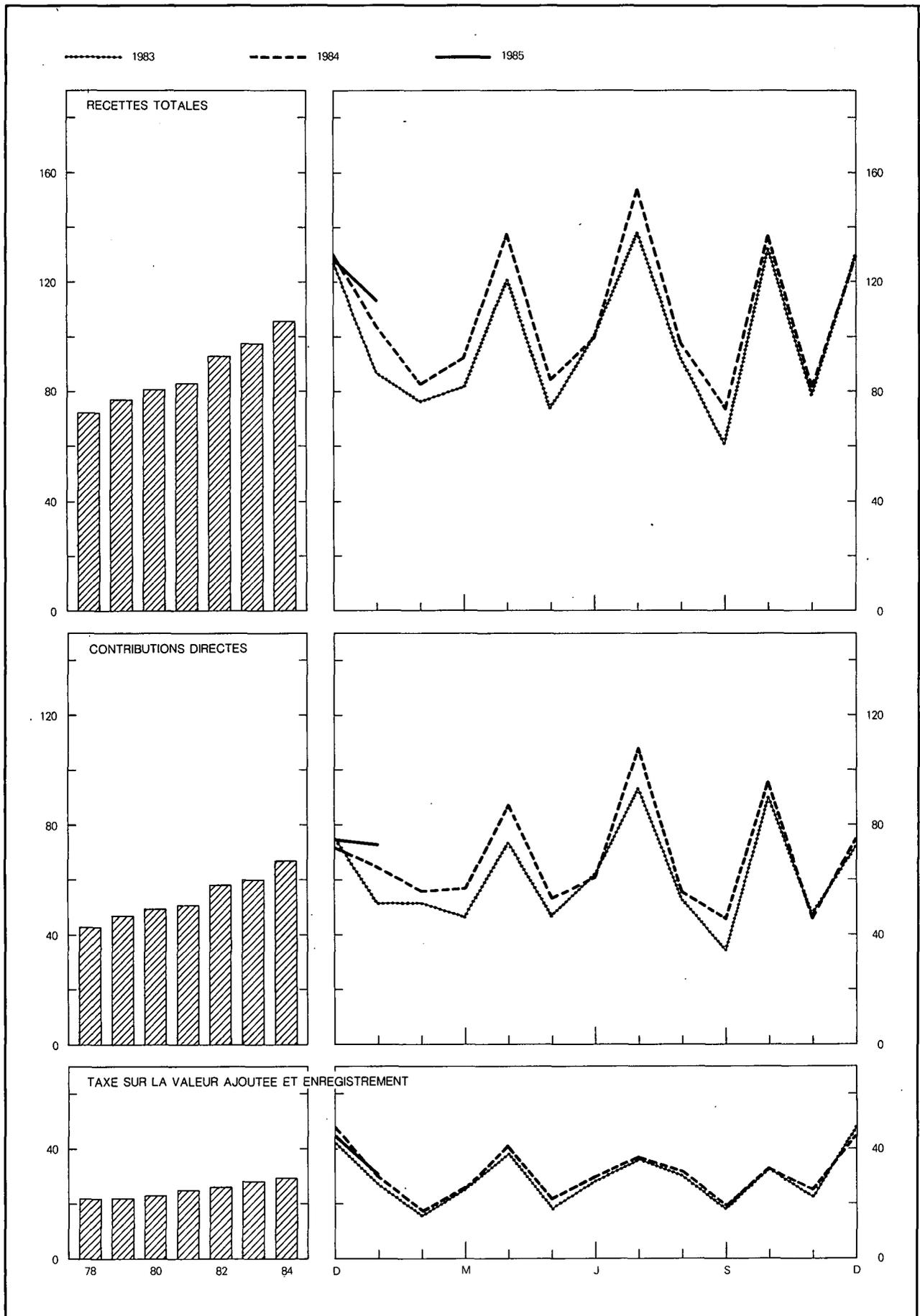
⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

⁷ Etant donné que son produit est cédé à la B.N.B. contre francs belges par le Trésor, cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et, à partir de 1979, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	
1977	448,2	104,0	72,2	236,6	757,0	7,9	764,9	84,7	236,6	769,5	777,4
1978	514,0	108,8	73,4	264,9	852,3	9,5	861,8	85,3	264,9	864,2	873,7
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1981	609,4	114,8	80,1	297,0	986,5	12,2	998,7	97,0	315,7	1.022,1	1.034,3
1982	696,7	133,5	92,7	314,9	1.104,3	11,5	1.115,8	111,1	333,4	1.141,2	1.152,7
1983	720,0	143,4	102,1	338,5	1.160,6	11,6	1.172,2	121,7	357,2	1.198,9	1.210,5
1984	801,4	146,8	103,9	352,6	1.257,9	12,4	1.270,3	125,3	375,3	1.302,0	1.314,4
1982 4 ^e trimestre	202,2	63,2	23,6	86,5	312,3	2,9	315,2	28,2	91,2	321,6	324,5
1983 1 ^{er} trimestre	149,4	2,5	24,3	67,5	241,2	2,9	244,1	26,0	72,0	247,4	250,3
2 ^e trimestre	181,9	33,5	25,5	84,6	292,0	2,8	294,8	33,6	89,1	304,6	307,4
3 ^e trimestre	179,2	38,5	25,6	83,9	288,7	2,7	291,4	30,2	88,5	297,9	300,6
4 ^e trimestre	209,5	68,9	26,7	102,5	338,7	3,2	341,9	31,9	107,6	349,0	352,2
1984 1 ^{er} trimestre	177,4	2,5	25,9	72,5	275,8	2,9	278,7	31,2	78,2	286,8	289,7
2 ^e trimestre	199,8	35,8	26,4	91,0	317,2	2,9	320,1	31,9	96,7	328,4	331,3
3 ^e trimestre	208,6	40,0	26,2	87,5	322,3	3,1	325,4	31,3	93,2	333,1	336,2
4 ^e trimestre	215,6	68,5	25,4	101,6	342,6	3,5	346,1	30,9	107,2	353,7	357,2
1984 Janvier	65,1	1,8	8,2	29,7	103,0	1,0	104,0	9,7	31,6	106,4	107,4
Février	55,4	0,1	8,3	17,5	81,2	1,0	82,2	10,1	19,4	84,9	85,9
Mars	56,9	0,6	9,4	25,3	91,6	0,9	92,5	11,4	27,2	95,5	96,4
Avril	86,8	34,7	8,9	40,4	136,1	0,9	137,0	10,7	42,3	139,8	140,7
Mai	52,9	0,7	8,2	21,4	82,5	1,0	83,5	10,0	23,3	86,2	87,2
Juin	60,1	1,8	9,3	29,2	98,6	1,0	99,6	11,2	31,1	102,4	103,4
Juillet	107,8	37,8	8,2	36,8	152,8	1,2	154,0	9,9	38,7	156,4	157,6
Août	55,3	0,4	9,2	31,9	96,4	1,1	97,5	11,0	33,8	100,1	101,2
Septembre	45,5	1,8	8,8	18,8	73,1	0,8	73,9	10,4	20,7	76,6	77,4
Octobre	95,2	39,7	7,7	32,5	135,4	1,1	136,5	9,5	34,4	139,1	140,2
Novembre	45,7	0,3	9,4	25,0	80,1	1,2	81,3	11,3	26,9	83,9	85,1
Décembre	74,7	28,5	8,3	44,1	127,1	1,2	128,3	10,1	45,9	130,7	131,9
1985 Janvier	72,7	1,3	9,2	30,0	111,9	1,1	113,0	9,7	31,9	114,3	115,4

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les droits de

douane et à partir de 1979 une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1984			1984 : Janvier			1985 : Janvier		
	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	Recettes effectuées	Evaluations	Différence
A. Recettes courantes ² :									
I. Contributions directes	801,4	.		65,1	.		72,7	.	
précompte immobilier	2,5	.		0,1	.		0,1	.	
précompte mobilier	114,2	122,0	+ 2,2	8,7			10,7		
versements anticipés	146,8	150,0	- 3,2	1,8			1,3		
impôts de sociétés (rôles)	- 2,6	1,6	- 4,2	0,3			- 0,4		
impôts de personnes physiques (rôles)	25,1	13,7	+ 11,4	1,4			1,8		
précompte professionnel	492,4	488,0	+ 4,4	50,4			56,7		
divers	23,0	.		2,4			2,5		
II. Douanes et accises	103,9	.		8,2	.		9,2	.	
III. T.V.A. et enregistrement	352,6	.		29,7	.		30,0	.	
B. Recettes en capital ³	12,4	.		1,0	.		1,1	.	
Total ² ...	1.270,3	.		104,0	.		113,0	.	
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	1.314,4	.		107,4	.		115,4	.	

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes, agglomérations et fédérations de communes.

² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

³ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome 1, n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, tome 1, n^o 5, mai 1974, L^e année, tome 1, n^o 4, avril 1975 et LV^e année, tome II, n^o 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1981 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,4	—	.	.	1,5	222,8	—	34,9	12,6	0,1	4,0	277,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	21,4						755,3	—	17,4	16,5		0,0	810,6
Obligations	86,0	0,0	0,0	0,0	0,1	9,0	12,7	—	28,7	0,0	46,5	0,0	183,0
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,5		0,0	—	598,5	678,6	160,5	0,0	1.440,5
Divers	0,0	15,7	87,5		180,2		0,0	—	1,4	0,3	4,6	0,0	289,7
(Actions et parts)	(720,2)	(8,7)	(29,6)	(.)	(0,3)	(0,0)	(2,6)	(—)	(4,2)	(0,0)	(16,3)	(0,0)	(781,9)
Total ...	107,4	17,5	87,5	0,0	182,8	10,5	990,8	—	680,9	708,0	211,7	4,0	3.001,1
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	4,5	—	0,4	0,8		0,0	5,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5	0,0	0,0		0,0	1,2	9,5	—	0,8	14,7	0,0	0,0	26,7
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	1,6	—	0,0	0,0	0,0	—	1,6
Obligations accessibles à tout placeur	38,5	2,0	0,0	0,3	0,2	0,0	16,3	1,9	20,0	1,5	10,0	0,0	90,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,0	35,3	36,2	0,0	8,6	26,2	6,9	0,6	114,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0		0,0	0,0	11,5	5,6	—	0,8	79,8	0,2	0,0	97,9
Divers	26,0	2,8	15,2	0,8	1,1	5,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	16,4	67,5
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(38,5)	(24,7)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(0,7)	(0,9)	(0,3)	(0,7)	(66,2)
Total ...	65,0	4,9	15,2	1,2	1,3	53,2	73,7	1,9	30,6	123,0	17,1	17,0	404,1
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	11,6	0,0	—	5,1	0,0	1,9	89,0	0,0	0,0	0,0	0,0	66,3	173,9
Certificats à un an au plus	—	9,2	—	3,2	0,7	212,8	273,6	152,0	94,6	67,3	0,0	0,0	813,4
Obligations accessibles à tout placeur	499,6	10,2	—	7,7	12,7	14,2	355,2	16,9	196,9	53,8	120,0	0,0	1.287,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	117,5	119,9	0,0	11,3	0,2	1,3	0,0	250,4
Divers	—	15,7	—	0,0	21,3	0,7	6,2	0,0	16,3	6,5	2,3	0,0	69,0
Total ...	511,2	35,3	—	16,0	34,7	347,1	843,9	168,9	319,1	127,8	123,6	66,3	2.593,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	0,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	48,9	—	0,0	46,9	0,0	0,0	95,8
Obligations accessibles à tout placeur	79,1	0,1	0,0	0,6	0,6	0,1	47,4	4,5	27,8	10,6	16,2	0,0	187,0
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	9,7	21,1	0,0	17,2	14,2	2,2	1,4	65,8
Autres emprunts à plus d'un an	—	9,8	—	—	—	—	0,0	—	48,1	354,9	0,0	0,0	412,8
Divers	8,9	1,5	25,8	—	0,0	—	0,0	—	0,0	0,8	0,0	0,0	37,0
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,0)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,0)
Total ...	88,0	11,4	25,8	0,6	0,6	9,8	117,6	4,5	93,1	427,4	18,4	1,4	798,6
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	7,0	—	—	—	—	—	8,7
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,3	15,1	0,0	5,8	0,0	3,7	0,0	26,4
Réserves de sécurité sociale	21,9	—	—	—	—	—	15,6	—	—	—	—	—	37,5
Divers	96,9	0,0	14,7	0,0	0,0	0,1	4,3	—	2,6	0,0	5,7	47,6	171,9
Total ...	120,1	0,0	14,7	0,0	0,2	16,0	26,4	0,0	10,1	0,0	9,4	47,6	244,5
<i>Etranger</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	1,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	1,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,7	—	—	—	4,6	117,9	—	13,7	22,7	—	0,8	160,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	568,5	—	1,1	0,0	—	0,0	569,6
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princ. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.182,7	—	—	—	—	—	2.182,7
Obligations	24,7	0,0	0,0	0,3	0,0	—	69,8	0,0	3,0	0,1	5,4	0,0	103,3
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	65,5	—	—	—	15,3	—	—	—	—	—	80,8
Divers	—	10,8	20,1	—	2,3	—	22,1	—	38,0	1,3	0,0	0,0	94,6
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(2,0)	(.)	(.)	(—)	(20,1)	(—)	(0,5)	(—)	(5,7)	(0,0)	(28,6)
Total ...	24,7	11,5	85,6	0,3	2,3	4,6	2.977,4	0,0	55,8	24,1	5,4	0,8	3.192,5

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	751,8	8,5	1,9	32,8	5,4	—	—	0,0	15,6	2,2	6,8	0,0	825,0
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	7,6	9,9	0,0	0,4	0,0	—	0,0	17,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	3.200,7	—	—	—	0,0	—	—	3.200,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	103,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	103,8
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	377,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	377,5
Autres dépôts à un an au plus	330,0	0,1	—	0,0	3,4	—	—	—	3,9	0,1	0,0	0,0	337,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	323,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	323,1
Dépôts à plus d'un an	22,3	—	—	—	0,0	—	0,4	—	0,7	—	0,0	0,0	23,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	242,7	—	—	0,2	—	—	0,3	—	1,2	0,0	1,0	0,0	245,4
Divers	0,3	—	0,4	0,0	0,0	—	0,0	0,0	26,3	3,0	0,0	392,3	422,3
(Actions et parts)	(44,4)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(4,7)	(0,0)	(1,0)	(.)	(1,1)	(.)	(51,4)
Total ...	1.828,4	8,6	2,3	33,0	8,8	3.208,3	333,7	0,0	48,1	5,3	7,8	392,3	5.876,6
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	149,6	—	0,0	0,0	—	—	149,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	10,4	7,6	—	9,7	0,3	—	—	28,0
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,9	3,7
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	10,4	157,2	—	9,7	0,3	—	0,9	181,3
<i>Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	59,1	0,2	0,0	0,4	6,2	0,2	0,1	—	0,0	2,3	9,2	0,1	77,8
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	10,7	—	0,0	0,0	1,8	0,0	12,5
Autres dépôts en devises à un an au plus	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	599,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	599,6
Autres dépôts à un an au plus	59,0	2,4	0,3	1,4	10,1	2,1	0,0	—	0,2	1,5	6,3	0,0	83,3
Dépôts à plus d'un an	79,7	0,0	—	—	0,0	0,4	—	—	—	—	—	—	80,1
Bons de caisse à un an au plus	27,3	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	27,3
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	350,6	0,0	—	0,0	0,0	—	4,2	—	1,0	0,5	0,4	0,0	356,7
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
Divers	38,5	0,0	0,7	21,1	0,0	34,2	27,3	0,0	3,2	0,3	0,0	34,2	159,5
(Actions et parts)	(4,6)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,2)	(.)	(0,8)	(.)	(7,6)
Total ...	1.214,9	2,6	1,0	22,9	16,3	36,9	42,4	0,0	4,4	4,6	17,7	34,3	1.398,0
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	11,8	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,0	0,3	0,0	12,5
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,8	0,5	0,0	1,9	0,9	—	0,0	4,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,3	2,1	—	0,0	13,2	0,0	0,0	15,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	124,3	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	124,3
Autres dépôts à un an au plus	32,1	8,8	—	21,6	7,3	3,7	0,6	—	0,6	0,1	2,5	0,0	77,3
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	46,9	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,2	0,0	0,0	0,0	47,1
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	18,5	—	1,5	0,0	0,0	0,0	20,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	562,1	0,7	0,0	0,5	5,3	3,5	78,5	1,8	62,7	15,0	29,1	0,0	759,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,6	106,0	25,8	—	62,0	2,1	18,1	15,5	230,1
Divers	2,4	0,2	66,2	0,0	0,0	7,6	20,6	—	1,5	4,6	0,0	97,6	200,7
(Actions et parts)	(0,3)	(0,0)	(1,8)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(3,1)
Total ...	779,8	9,7	66,2	22,3	13,3	121,9	146,7	1,8	130,4	35,9	50,0	113,1	1.491,1
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	61,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	61,6
Réserves mathématiques	472,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	472,1
Divers	7,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	1,3	8,5
(Actions et parts)	(3,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,2)	(—)	(0,1)	(0,0)	(3,3)
Total ...	540,8	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	542,2
<i>Secteurs indéterminés et ajustements</i>													
		20,5	0,0	0,0	5,8		224,4	4,8	37,2	38,2	24,7	—	355,6
Total des créances	5.280,3	122,0	301,1	96,3	266,2	3.818,7	5.934,2	181,9	1.419,4	1.494,6	485,8	679,0	20.079,5

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1982 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		1,9	—			0,7	218,5	—	35,4	10,9	0,1	1,8	269,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	18,5						770,8		18,5	20,8		0,0	828,6
Obligations	85,5	0,0	0,0	0,0	0,1	7,5	11,6	—	29,2	0,0	54,9	0,0	188,8
Autres emprunts à plus d'un an		0,4		0,0	2,5		0,0	—	588,3	722,7	170,2	0,0	1.484,1
Divers	0,0	10,0	86,0		201,3		0,0	—	2,0	0,4	4,5	0,0	304,2
(Actions et parts)	(846,1)	(9,4)	(35,5)	(.)	(0,2)	(0,0)	(3,1)	(—)	(4,5)	(0,1)	(14,1)	(0,0)	(913,0)
Total ...	104,0	12,3	86,0	0,0	203,9	8,2	1.000,9	—	673,4	754,8	229,7	1,8	3.075,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	6,9	—	0,2	0,6		0,0	7,7
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	6,4	9,0	—	0,0	9,3	0,0	0,0	25,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	2,3	—	0,0	0,0	0,0	—	2,3
Obligations accessibles à tout placeur	38,8	1,9	0,0	0,3	0,2	0,0	17,7	1,6	20,4	2,3	11,1	0,0	94,3
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,1	59,2	39,9	0,0	15,2	29,5	8,2	3,2	155,5
Autres emprunts à plus d'un an	0,1	0,0		0,0	0,0	14,0	5,8	—	0,8	87,3	0,5	0,0	108,5
Divers	27,0	1,2	17,7	1,0	1,7	5,2	0,0	—	0,0	0,0	0,0	12,9	66,7
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(42,0)	(26,6)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(0,7)	(0,9)	(0,3)	(0,7)	(71,6)
Total ...	66,3	3,2	17,7	1,4	2,0	84,8	81,6	1,6	36,6	129,0	19,8	16,1	460,1
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	11,7	0,0	—	1,0	0,0	3,2	86,8	0,0	0,0	0,0	0,0	47,0	149,7
Certificats à un an au plus	—	5,0	—	0,5	0,5	293,6	374,0	192,4	146,2	140,2	0,0	0,0	1.152,4
Obligations accessibles à tout placeur	546,9	11,2	—	9,2	15,5	3,9	415,1	11,2	227,4	61,6	138,7	0,0	1.440,7
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	0,0	0,0	236,1	147,8	0,0	16,4	3,1	1,2	0,0	404,8
Divers	—	19,0	—	0,0	33,1	0,6	3,9	0,0	17,3	7,9	2,5	0,0	84,3
Total ...	558,6	35,4	—	10,7	49,1	537,4	1.027,6	203,6	407,3	212,8	142,4	47,0	3.231,9
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	67,4	—	0,0	35,2	0,0	0,0	102,6
Obligations accessibles à tout placeur	37,5	0,1	0,0	0,5	0,6	0,1	20,9	1,9	13,4	5,3	9,1	0,0	89,4
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	22,9	48,7	0,0	17,7	8,3	2,0	2,4	102,0
Autres emprunts à plus d'un an	—	10,2	—	—	—	—	0,0	—	48,6	398,6	0,0	0,0	457,4
Divers	10,4	1,7	24,5	—	0,0	—	0,0	—	0,0	0,7	0,0	0,0	37,3
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,2)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,2)
Total ...	47,9	12,0	24,5	0,5	0,6	23,0	137,1	1,9	79,7	448,1	11,1	2,4	788,8
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,6	—	0,0	—	—	—	4,6
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	1,7	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	13,7	0,0	17,4	5,0	4,4	0,0	42,7
Réserves de sécurité sociale	21,0	—	—	—	—	17,2	—	—	—	—	—	—	38,2
Divers	116,2	0,0	14,1	0,0	0,0	0,2	4,5	—	3,6	0,0	1,6	51,6	191,8
Total ...	138,9	0,0	14,1	0,0	0,3	17,6	22,8	0,0	21,0	5,0	6,0	51,6	277,3
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	2,5	0,0	0,0	0,0	—	0,0	2,5
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	0,3	—	—	—	2,6	117,5	—	15,4	26,3	—	2,3	164,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	0,0	—	—	—	687,6	—	0,5	0,0	—	0,0	688,1
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	2.430,2	—	—	—	—	—	2.430,2
Obligations	34,1	0,0	0,0	0,6	0,0	—	75,0	0,0	12,8	0,2	8,0	0,0	130,7
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	77,7	—	—	—	14,6	—	—	—	—	—	92,3
Divers	—	11,0	22,5	—	2,6	—	20,9	—	36,5	2,4	0,0	0,0	95,9
(Actions et parts)	(.)	(0,3)	(2,7)	(.)	(.)	(—)	(25,1)	(—)	(0,3)	(—)	(7,3)	(0,0)	(35,7)
Total ...	34,1	11,3	100,2	0,6	2,6	2,6	3.348,3	0,0	65,2	28,9	8,0	2,3	3.604,1

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	777,4	9,6	2,0	35,5	4,7	—	—	0,0	17,7	4,2	6,2	0,0	857,3
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	7,8	12,0	0,0	0,1	0,0	—	0,0	19,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	3.694,6	—	—	—	0,0	—	—	3.694,6
Autres dépôts en devises à un an au plus	125,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	125,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	384,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	384,6
Autres dépôts à un an au plus	378,7	0,1	—	0,0	2,7	—	—	—	4,2	2,1	0,0	0,0	387,8
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	409,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	409,1
Dépôts à plus d'un an	23,9	—	—	—	0,0	—	0,4	—	1,5	—	0,0	0,0	25,8
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	297,8	—	0,2	—	—	—	0,4	—	0,9	0,0	1,3	0,0	300,6
Divers	0,4	—	0,5	0,0	0,0	—	0,0	0,0	24,7	12,5	0,0	435,0	473,1
(Actions et parts)	(46,5)	(.)	(0,2)	(.)	(.)	(.)	(6,1)	(0,0)	(1,2)	(.)	(1,1)	(.)	(55,1)
Total ...	1.988,7	9,7	2,5	35,7	7,4	3.702,4	421,9	0,0	49,1	18,8	7,5	435,0	6.678,7
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	181,0	—	0,0	0,0	—	—	181,0
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	6,1	10,0	—	6,0	6,8	—	—	28,9
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	1,3	4,1
Total ...	—	—	2,8	0,0	—	6,1	191,0	—	6,0	6,8	—	1,3	214,0
<i>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	61,2	0,1	0,0	0,4	8,0	0,3	0,0	—	0,0	1,7	14,2	0,9	86,8
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,1	—	—	—	—	—	9,1	—	0,0	0,1	0,0	0,0	9,3
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	1,5
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	604,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	604,8
Autres dépôts à un an au plus	66,9	3,2	0,3	1,3	10,7	1,7	0,0	—	0,3	0,9	10,3	0,0	95,6
Dépôts à plus d'un an	86,9	0,0	—	0,0	0,0	0,6	—	—	—	—	—	—	87,5
Bons de caisse à un an au plus	26,6	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	26,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	429,5	0,0	—	0,0	0,0	—	2,9	—	1,2	0,0	0,7	0,0	434,3
Réserves mathématiques	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
Divers	43,8	0,1	0,7	21,1	0,0	26,8	39,3	0,0	2,8	0,1	0,0	41,5	176,2
(Actions et parts)	(5,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(2,3)	(.)	(0,8)	(.)	(8,1)
Total ...	1.322,4	3,4	1,0	22,8	18,7	29,4	51,5	0,0	4,3	2,8	25,2	42,4	1.523,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	13,0	0,0	—	0,2	0,1	—	0,1	—	0,0	0,1	0,5	0,0	14,0
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,2	0,0	0,0	1,3	1,4	—	0,0	3,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,6	0,6	—	0,0	14,5	0,0	0,0	15,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	132,4	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	132,4
Autres dépôts à un an au plus	37,7	10,3	—	19,5	6,5	3,6	0,5	—	0,6	0,0	4,0	0,0	82,7
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	46,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2	0,0	0,0	46,7
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,6	—	0,0	0,0	0,0	0,0	16,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	653,8	0,7	0,0	0,4	5,1	3,5	82,6	1,8	77,5	21,6	37,2	0,0	884,2
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,6	128,0	31,1	—	71,9	1,7	17,3	16,6	267,2
Divers	2,0	0,3	78,6	0,0	0,0	6,5	30,6	—	0,8	2,5	0,0	115,7	237,0
(Actions et parts)	(0,3)	(0,0)	(1,8)	(0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,3)	(—)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(3,1)
Total ...	885,6	11,3	78,6	20,1	12,3	142,4	162,1	1,8	152,1	42,0	59,0	132,3	1.699,6
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	66,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	66,7
Réserves mathématiques	516,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	516,9
Divers	6,7	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	—	0,9	0,0	0,0	1,9	9,7
(Actions et parts)	(3,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(—)	(0,3)	(—)	(0,1)	(0,0)	(3,5)
Total ...	590,3	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	1,9	593,3
Secteurs indéterminés et ajustements	—	19,4	0,0	0,0	9,4	—	298,5	4,9	45,1	60,8	26,1	—	464,2
Total des créances	5.736,8	118,0	327,5	91,8	306,4	4.553,9	6.743,3	213,8	1.540,7	1.709,8	534,8	734,1	22.610,9

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1982 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses		+ 0,5	—			- 0,8	- 4,3	—	+ 0,5	- 1,7	0,0	- 2,2	- 8,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 2,9						- 12,9		+ 1,1	+ 4,3		0,0	- 10,4
Obligations	- 0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,5	- 1,1		+ 0,5	0,0	+ 8,4	0,0	+ 5,8
Autres emprunts à plus d'un an		0,0		0,0	0,0		0,0		- 10,2	+ 44,1	+ 9,7	0,0	+ 43,6
Divers	0,0	- 5,7	- 1,5		+ 21,1	+ 78,5	0,0		+ 0,6	+ 0,1	- 0,1	0,0	+ 93,0
(Actions et parts)	(+ 103,0)	(+ 0,7)	(+ 5,9)	(.)	(- 0,1)	(+ 0,3)	(+ 0,5)	(-)	(+ 0,3)	(+ 0,1)	(- 2,2)	(0,0)	(+ 108,5)
Total ...	- 3,4	- 5,2	- 1,5	0,0	+ 21,1	+ 76,2	- 18,3	—	- 7,5	+ 46,8	+ 18,0	- 2,2	+ 124,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0		—	0,0	0,0	0,0	+ 2,4	—	- 0,2	- 0,2		0,0	+ 2,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 5,2	- 0,5	—	- 0,8	- 5,4	0,0	0,0	- 1,6
Certificats à un an au plus		0,0	—	0,0	0,0	0,0	+ 0,7	—	0,0	0,0	0,0	—	+ 0,7
Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,3	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,4	- 0,3	+ 0,4	+ 0,8	+ 1,1	0,0	+ 3,6
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	0,0	0,0	+ 0,1	+ 23,9	+ 3,7	0,0	+ 6,6	+ 3,3	+ 1,3	+ 2,6	+ 41,5
Autres emprunts à plus d'un an	+ 0,1	0,0		0,0		+ 2,5	+ 0,2		0,0	+ 7,5	+ 0,3	0,0	+ 10,6
Divers	+ 1,0	- 1,6	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,6	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	- 3,5	- 0,8
(Actions et parts)	(0,0)	(.)	(+ 3,5)	(+ 1,9)	(0,0)	(.)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 5,4)
Total ...	+ 1,3	- 1,7	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,7	+ 31,6	+ 7,9	- 0,3	+ 6,0	+ 6,0	+ 2,7	- 0,9	+ 56,0
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	+ 0,1	0,0	—	- 4,1	0,0	+ 1,3	- 2,2	0,0	0,0	0,0	0,0	- 19,3	- 24,2
Certificats à un an au plus		- 4,2	—	- 2,7	- 0,2	+ 73,4	+ 100,4	+ 40,4	+ 51,6	+ 72,9	0,0	0,0	+ 331,6
Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,8	+ 1,0	—	+ 1,5	+ 2,8	- 10,3	+ 35,0	- 7,4	+ 16,9	- 1,8	+ 12,5	0,0	+ 58,0
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	—	0,0	0,0	+ 96,3	+ 16,1	0,0	+ 5,1	+ 2,9	- 0,1	0,0	+ 120,3
Divers		+ 3,3	—	0,0	+ 11,8	- 0,1	- 2,3	0,0	+ 1,0	+ 1,4	+ 0,2	0,0	+ 15,3
Total ...	+ 7,9	+ 0,1	—	- 5,3	+ 14,4	+ 160,6	+ 147,0	+ 33,0	+ 74,6	+ 75,4	+ 12,6	- 19,3	+ 501,0
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	- 0,1	—	—	—	—	—	- 0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 18,5	—	0,0	- 11,7	0,0	0,0	+ 6,8
Obligations accessibles à tout placeur	- 2,1	0,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 1,6	- 0,9	- 0,8	+ 4,3	- 0,9	0,0	- 2,1
Obligations non accessibles à tout placeur		0,0	0,0	0,0	0,0	+ 13,2	+ 27,6	0,0	+ 0,5	- 5,9	- 0,2	+ 1,0	+ 36,2
Autres emprunts à plus d'un an		+ 0,4	—	—	—	—	0,0	—	+ 0,5	+ 43,7	0,0	0,0	+ 44,6
Divers	+ 1,5	+ 0,2	- 1,3	—	0,0	—	0,0	—	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 0,3
(Actions et parts)	(-)	(-)	(+ 0,2)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(+ 0,2)
Total ...	- 0,6	+ 0,6	- 1,3	- 0,1	0,0	+ 13,2	+ 44,4	- 0,9	+ 0,2	+ 30,3	- 1,1	+ 1,0	+ 85,7
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	- 2,4	—	- 1,7	—	—	—	- 4,1
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	+ 0,4	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	0,0	+ 11,6	+ 5,0	+ 0,7	0,0	+ 16,3
Réserves de sécurité sociale	- 0,9	—	—	—	—	+ 1,6 ²	—	—	—	—	—	—	+ 0,7
Divers	+ 19,3	0,0	- 0,6	0,0	0,0	+ 0,1	+ 0,2	—	+ 1,0	0,0	- 4,1	+ 4,0	+ 19,9
Total ...	+ 18,8	0,0	- 0,6	0,0	+ 0,1	+ 1,6	- 3,6	0,0	+ 10,9	+ 5,0	- 3,4	+ 4,0	+ 32,8
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	+ 1,4	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 1,4
Acceptations, effets commerciaux et promesses		- 0,4	—	—	—	- 2,0	- 0,4	—	+ 1,7	+ 3,6	—	+ 1,5	+ 4,0
Engagements en comptes courants ou d'avances		—	0,0	—	—	—	+ 124,2	—	+ 0,6	0,0	—	0,0	+ 123,6
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³		—	—	—	—	—	+ 246,4	—	—	—	—	—	+ 246,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 24,6	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 24,6
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 52,0	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 52,0
Obligations	+ 63,6 ⁴	0,0	0,0	+ 0,3	0,0	—	+ 5,2	0,0	+ 9,8	+ 0,1	+ 2,6 ⁴	0,0	+ 81,6
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique		—	+ 4,7	—	—	—	- 0,7	—	—	—	—	+ 7,5	+ 11,5
Divers	+ 3,2	+ 0,2	+ 2,4	—	+ 0,3	—	- 1,2	—	- 1,5	+ 1,1	0,0	+ 68,7	+ 73,2
(Actions et parts)	(- 10,2) ⁴	(0,0)	(+ 0,7)	(.)	(.)	(-)	(+ 5,0)	(-)	(- 0,2)	(-)	(+ 1,6) ⁴	(0,0)	(- 3,1)
Total ...	+ 143,4	- 0,2	+ 7,1	+ 0,3	+ 0,3	- 2,0	+ 374,9	0,0	+ 9,4	+ 4,8	+ 2,6	+ 77,7	+ 618,3

Intermédiaires financiers													
Organismes principalement monétaires													
Monnaie	+ 25,6	+ 1,1	+ 0,1	+ 2,7	- 0,7	—	—	0,0	+ 2,1	+ 2,0	- 0,6	0,0	+ 32,3
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	+ 0,2	+ 2,1	- 0,3	0,0	—	0,0	+ 2,0
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	+ 463,7	—	—	0,0	—	—	+ 463,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 6,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 16,0	+ 22,1
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 7,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 7,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 48,7	0,0	—	0,0	- 0,7	—	—	—	—	—	—	—	+ 50,3
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	—	+ 86,0	0,0	+ 2,0	0,0	0,0	+ 86,0
Dépôts à plus d'un an	+ 1,6	—	—	—	0,0	—	—	0,0	+ 0,8	—	0,0	0,0	+ 2,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 55,1	—	—	0,0	—	—	—	+ 0,1	- 0,3	0,0	+ 0,3	0,0	+ 55,2
Divers	+ 0,1	—	+ 0,1	0,0	0,0	—	—	0,0	- 1,6	+ 9,5	0,0	+ 69,8	+ 77,9
(Actions et parts)	(+ 2,1)	(.)	(0,0)	(.)	(.)	(.)	(.)	(+ 1,4)	(0,0)	(+ 0,2)	(.)	(0,0)	(+ 3,7)
Total	+ 144,3	+ 1,1	+ 0,2	+ 2,7	- 1,4	+ 463,9	+ 88,2	0,0	+ 1,0	+ 13,5	- 0,3	+ 85,8	+ 799,0
Fonds des Rentes													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	0,0	—	—	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	+ 31,4	—	0,0	—	—	+ 31,4
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	—	- 4,3	+ 2,4	—	- 3,7	+ 6,5	—	+ 0,9
Divers	—	—	0,0	—	—	—	—	0,0	—	0,0	—	+ 0,4	+ 0,4
Total	—	—	0,0	0,0	—	- 4,3	+ 33,8	—	- 3,7	+ 6,5	—	+ 0,4	+ 32,7
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation													
Monnaie	+ 2,1	- 0,1	0,0	0,0	+ 1,8	+ 0,1	- 0,1	—	0,0	- 0,6	+ 5,0	+ 0,8	+ 9,0
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 0,1
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 0,1	—	—	—	—	—	- 1,6	—	0,0	+ 0,1	- 1,8	0,0	- 3,2
Autres dépôts en devises à un an au plus	+ 1,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	+ 1,5
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 5,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,2
Autres dépôts à un an au plus	+ 7,9	+ 0,8	0,0	- 0,1	+ 0,6	- 0,4	0,0	—	+ 0,1	- 0,6	+ 4,0	0,0	+ 12,3
Dépôts à plus d'un an	+ 7,2	0,0	—	—	0,0	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	+ 7,4
Bons de caisse à un an au plus	- 0,7	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	—	—	—	—	- 0,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 78,9	0,0	—	0,0	0,0	—	- 1,3	—	+ 0,2	- 0,5	+ 0,3	0,0	+ 77,6
Réserves mathématiques	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0
Divers	+ 5,3	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	- 7,4	+ 12,0	0,0	- 0,4	- 0,2	0,0	+ 7,3	+ 16,7
(Actions et parts)	(+ 0,4)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(+ 0,1)	(.)	(0,0)	(.)	(+ 0,5)
Total	+ 107,5	+ 0,8	0,0	- 0,1	+ 2,4	- 7,5	+ 9,1	0,0	- 0,1	- 1,8	+ 7,5	+ 8,1	+ 125,9
Intermédiaires financiers publics de crédit													
Monnaie	+ 1,2	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	+ 0,1	+ 0,2	0,0	+ 1,5
Argent à très court terme (francs belges)	0,0	—	—	0,0	—	- 0,6	- 0,5	0,0	- 0,6	+ 0,5	—	0,0	- 1,2
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	—	0,0	0,0	+ 0,3	- 1,5	—	0,0	+ 1,3	0,0	0,0	+ 0,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 8,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,1
Autres dépôts à un an au plus	+ 5,6	+ 1,5	—	- 2,1	- 0,8	- 0,1	- 0,1	—	0,0	- 0,1	+ 1,5	0,0	+ 5,4
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	- 0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	- 0,2	+ 0,2	0,0	0,0	- 0,4
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	- 1,9	—	- 1,5	0,0	0,0	0,0	- 3,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 91,7	0,0	0,0	- 0,1	- 0,2	0,0	+ 4,1	0,0	+ 14,8	+ 6,6	+ 8,1	0,0	+ 125,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 22,0	+ 5,3	—	+ 9,9	- 0,4	- 0,8	+ 1,1	+ 37,1
Divers	- 0,4	+ 0,1	+ 12,4	0,0	0,0	- 1,1	+ 10,0	—	- 0,7	- 2,1	0,0	+ 18,1	+ 36,3
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Total	+ 105,8	+ 1,6	+ 12,4	- 2,2	- 1,0	+ 20,5	+ 15,4	0,0	+ 21,7	+ 6,1	+ 9,0	+ 19,2	+ 208,5
Autres institutions¹													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	+ 5,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,1
Réserves mathématiques	+ 44,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 44,8
Divers	- 0,4	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 0,9	0,0	0,0	+ 0,6	+ 1,2
(Actions et parts)	(+ 0,1)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(.)	(-)	(+ 0,1)	(-)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,2)
Total	+ 49,5	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,9	0,0	0,0	+ 0,6	+ 51,1
Secteurs indéterminés et ajustements	—	- 1,1	0,0	0,0	+ 3,6	+ 7,5	+ 107,3	+ 0,1	+ 7,9	+ 22,6	+ 1,4	—	+ 149,3
Total des créances	+ 574,5	- 4,0	+ 18,9	- 4,5	+ 40,2	+ 761,3	+ 806,1	+ 31,9	+ 121,3	+ 215,2	+ 49,0	+ 174,4	+ 2.784,3

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1981

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur Dettes par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	107,4	17,5	87,5	0,0	182,8	395,2	10,5	990,8	—	680,9	708,0	211,7	2.591,4	4,0	3.001,1
2. Organismes publics d'exploitation	65,0	4,9	15,2	1,2	1,3	87,6	53,2	73,7	1,9	30,6	123,0	17,1	246,3	17,0	404,1
3. Etat (Trésor)	511,2	35,3	—	16,0	34,7	597,2	347,1	843,9	168,9	319,1	127,8	123,6	1.583,3	66,3	2.593,9
4. Secteur public non compris ailleurs	88,0	11,4	25,8	0,6	0,6	126,4	9,8	117,6	4,5	93,1	427,4	18,4	661,0	1,4	798,6
5. Sécurité sociale	120,1	0,0	14,7	0,0	0,2	135,0	16,0	26,4	0,0	10,1	0,0	9,4	45,9	47,6	244,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	891,7	69,1	143,2	17,8	219,6	1.341,4	436,6	2.052,4	175,3	1.133,8	1.386,2	380,2	5.127,9	136,3	7.042,2
7. Etranger	24,7	11,5	85,6	0,3	2,3	124,4	4,6	2.977,4	0,0	55,8	24,1	5,4	3.062,7	0,8	3.192,5
8. Organismes principalement monétaires	1.828,4	8,6	2,3	33,0	8,8	1.881,1	3.208,3	333,7	0,0	48,1	5,3	7,8	394,9	392,3	5.876,6
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	10,4	157,2	—	9,7	0,3	—	167,2	0,9	181,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.214,9	2,6	1,0	22,9	16,3	1.257,7	36,9	42,4	0,0	4,4	4,6	17,7	69,1	34,3	1.398,0
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	779,8	9,7	66,2	22,3	13,3	891,3	121,9	146,7	1,8	130,4	35,9	50,0	364,8	113,1	1.491,1
12. Autres institutions ¹	540,8	0,0	0,0	0,0	0,1	540,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,3	542,2
13. Total des intermédiaires financiers	4.363,9	20,9	72,3	78,2	38,5	4.573,8	3.377,5	680,0	1,8	192,6	46,1	75,5	996,0	541,9	9.489,2
14. Secteurs indéterminés et ajustements	.	20,5	0,0	0,0	5,8	26,3	.	224,4	4,8	37,2	38,2	24,7	329,3	—	355,6
15. Total des créances	5.280,3	122,0	301,1	96,3	266,2	6.065,9	3.818,7	5.934,2	181,9	1.419,4	1.494,6	485,8	9.515,9	679,0	20.079,5
Solde des créances et des dettes...	2.279,2	- 282,1	- 2.292,8	- 702,3	21,7	- 976,3	626,2	57,6	0,6	21,4	3,5	- 56,4	26,7	323,4	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1982

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	104,0	12,3	86,0	0,0	203,9	406,2	8,2	1.000,9	—	673,4	754,8	229,7	2.658,8	1,8	3.075,0
2. Organismes publics d'exploitation	66,3	3,2	17,7	1,4	2,0	90,6	84,8	81,6	1,6	36,6	129,0	19,8	268,6	16,1	460,1
3. Etat (Trésor)	558,6	35,4	—	10,7	49,1	653,8	537,4	1.027,6	203,6	407,3	212,8	142,4	1.993,7	47,0	3.231,9
4. Secteur public non compris ailleurs	47,9	12,0	24,5	0,5	0,6	85,5	23,0	137,1	1,9	79,7	448,1	11,1	677,9	2,4	788,8
5. Sécurité sociale	138,9	0,0	14,1	0,0	0,3	153,3	17,6	22,8	0,0	21,0	5,0	6,0	54,8	51,6	277,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	915,7	62,9	142,3	12,6	255,9	1.389,4	671,0	2.270,0	207,1	1.218,0	1.549,7	409,0	5.653,8	118,9	7.833,1
7. Etranger	34,1	11,3	100,2	0,6	2,6	148,8	2,6	3.348,3	0,0	65,2	28,9	8,0	3.450,4	2,3	3.604,1
8. Organismes principalement monétaires	1.988,7	9,7	2,5	35,7	7,4	2.044,0	3.702,4	421,9	0,0	49,1	18,8	7,5	497,3	435,0	6.678,7
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	6,1	191,0	—	6,0	6,8	—	203,8	1,3	214,0
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.322,4	3,4	1,0	22,8	18,7	1.368,3	29,4	51,5	0,0	4,3	2,8	25,2	83,8	42,4	1.523,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	885,6	11,3	78,6	20,1	12,3	1.007,9	142,4	162,1	1,8	152,1	42,0	59,0	417,0	132,3	1.699,6
12. Autres institutions ¹	590,3	0,0	0,1	0,0	0,1	590,5	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,9	1,9	593,3
13. Total des intermédiaires financiers	4.787,0	24,4	85,0	78,6	38,5	5.013,5	3.880,3	826,5	1,8	212,4	70,4	91,7	1.202,8	612,9	10.709,5
14. Secteurs indéterminés et ajustements	—	19,4	0,0	0,0	9,4	28,8	—	298,5	4,9	45,1	60,8	26,1	435,4	—	464,2
15. Total des créances	5.736,8	118,0	327,5	91,8	306,4	6.580,5	4.553,9	6.743,3	213,8	1.540,7	1.709,8	534,8	10.742,4	734,1	22.610,9
Solde des créances et des dettes	2.661,8	- 342,1	- 2.904,4	- 697,0	29,1	- 1.252,6	949,8	64,6	- 0,2	16,8	10,2	- 58,5	32,9	269,9	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1982

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	- 3,4	- 5,2	- 1,5	0,0	+ 21,1	+ 11,0	+ 76,2	- 18,3	—	- 7,5	+ 46,8	+ 18,0	+ 39,0	- 2,2	+ 124,0
2. Organismes publics d'exploitation	+ 1,3	- 1,7	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,7	+ 3,0	+ 31,6	+ 7,9	- 0,3	+ 6,0	+ 6,0	+ 2,7	+ 22,3	- 0,9	+ 56,0
3. Etat (Trésor)	+ 7,9	+ 0,1	—	- 5,3	+ 14,4	+ 17,1	+ 160,6	+ 147,0	+ 33,0	+ 74,6	+ 75,4	+ 12,6	+ 342,6	- 19,3	+ 501,0
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,6	+ 0,6	- 1,3	- 0,1	0,0	- 1,4	+ 13,2	+ 44,4	- 0,9	+ 0,2	+ 30,3	- 1,1	+ 72,9	+ 1,0	+ 85,7
5. Sécurité sociale	+ 18,8	0,0	- 0,6	0,0	+ 0,1	+ 18,3	+ 1,6	- 3,6	0,0	+ 10,9	+ 5,0	- 3,4	+ 8,9	+ 4,0	+ 32,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 24,0	- 6,2	- 0,9	- 5,2	+ 36,3	+ 48,0	+ 283,2	+ 177,4	+ 31,8	+ 84,2	+ 163,5	+ 28,8	+ 485,7	- 17,4	+ 799,5
7. Etranger	+ 143,4	- 0,2	+ 7,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 150,9	- 2,0	+ 374,9	0,0	+ 9,4	+ 4,8	+ 2,6	+ 391,7	+ 77,7	+ 618,3
8. Organismes principalement monétaires	+ 144,3	+ 1,1	+ 0,2	+ 2,7	- 1,4	+ 146,9	+ 463,9	+ 88,2	0,0	+ 1,0	+ 13,5	- 0,3	+ 102,4	+ 85,8	+ 799,0
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	- 4,3	+ 33,8	—	- 3,7	+ 6,5	—	+ 36,6	+ 0,4	+ 32,7
10. Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 107,5	+ 0,8	0,0	- 0,1	+ 2,4	+ 110,6	- 7,5	+ 9,1	0,0	- 0,1	- 1,8	+ 7,5	+ 14,7	+ 8,1	+ 125,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 105,8	+ 1,6	+ 12,4	- 2,2	- 1,0	+ 116,6	+ 20,5	+ 15,4	0,0	+ 21,7	+ 6,1	+ 9,0	+ 52,2	+ 19,2	+ 208,5
12. Autres institutions ¹	+ 49,5	0,0	+ 0,1	0,0	0,0	+ 49,6	0,0	0,0	0,0	+ 0,9	0,0	0,0	+ 0,9	+ 0,6	+ 51,1
13. Total des intermédiaires financiers	+ 407,1	+ 3,5	+ 12,7	+ 0,4	0,0	+ 423,7	+ 472,6	+ 146,5	0,0	+ 19,8	+ 24,3	+ 16,2	+ 206,8	+ 114,1	+ 1.217,2
14. Secteurs indéterminés et ajustements	—	- 1,1	0,0	0,0	+ 3,6	+ 2,5	+ 7,5	+ 107,3	+ 0,1	+ 7,9	+ 22,6	+ 1,4	+ 139,3	—	+ 149,3
15. Total des créances	+ 574,5	- 4,0	+ 18,9	- 4,5	+ 40,2	+ 625,1	+ 761,3	+ 806,1	+ 31,9	+ 121,3	+ 215,2	+ 49,0	+ 1.223,5	+ 174,4	+ 2.784,3
Solde des créances et des dettes ..	+ 450,5	- 60,0	- 482,1	- 90,2	+ 7,4	- 174,4	+ 143,0	+ 7,1	- 0,8	- 4,6	+ 6,7	- 2,1	+ 6,3	+ 25,1	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970* — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome II, novembre 1973, XLIX^e année, tome II, juillet-août 1974, L^e année, tome II, décembre 1975, LI^e année, tome I, janvier 1977, LII^e année, tome II, décembre 1977, LIII^e année, tome II, octobre 1978, LIV^e année, tome II, septembre 1979, LV^e année, tome I, juin 1980, LVI^e année, tome I, mai-juin 1981, LVII^e année, tome II, juillet-août 1982, LIX^e année, tome I, février 1984. — *Statistiques financières de l'OCDE*.

née, tome I, janvier 1977, LII^e année, tome II, décembre 1977, LIII^e année, tome II, octobre 1978, LIV^e année, tome II, septembre 1979, LV^e année, tome I, juin 1980, LVI^e année, tome I, mai-juin 1981, LVII^e année, tome II, juillet-août 1982, LIX^e année, tome I, février 1984. — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) (6) à (15)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (déposés à un an au plus)			Etat ³	Autres pouvoirs publics ⁴	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷	Fonds des rentes		Autres inter-médiaires financiers ¹⁰	
		A un an au plus (déposés)	A plus d'un an (déposés, bons de caisse et obligations)						Financés par les organismes principalement monétaires	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	Autres ⁹		
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)		
1975	640,3	402,7	89,7	23,0	1.155,7	159,5	390,7	77,2	466,3	483,9	43,1	2,9	6,3	57,1	- 47,4
1976	684,1	489,9	103,3	31,4	1.308,7	145,5	449,9	86,2	554,8	568,4	48,2	3,6	10,3	64,1	- 53,9
1977 (anc. série)	748,9	529,4	135,3	35,8	1.449,4	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 71,9
1977 (nouv. sér.) ¹² ..	741,5	529,4	135,3	35,8	1.442,0	122,8	482,9	99,7	654,0	670,3	57,3	2,8	7,8	94,0	- 79,3
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982 Juin	880,6	751,7	295,8	125,8	2.053,9	- 340,8	995,7	136,3	1.049,0	1.050,3	50,9	174,3	5,6	170,2	- 187,3
Septembre	851,8	783,2	310,2	126,2	2.071,4	- 354,4	1.031,5	142,4	1.025,7	1.031,9	50,5	164,5	7,7	188,5	- 185,0
Décembre	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983 Mars	842,0	787,1	350,5	121,6	2.101,2	- 422,7	1.147,2	137,5	1.034,3	1.041,2	49,6	197,3	5,4	154,1	- 201,5
Juin	914,7	787,7	373,9	121,8	2.198,1	- 398,7	1.227,9	142,9	1.031,9	1.037,3	51,7	161,7	4,4	181,2	- 204,9
Septembre	894,7	823,9	383,4	124,9	2.226,9	- 455,6	1.284,9	127,6	1.039,3	1.053,0	50,5	196,1	8,1	191,8	- 215,8
Décembre	931,0	855,1	388,4	128,7	2.303,2	- 507,8	1.303,8	149,9	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 201,1
1984 Mars	891,2	899,5	398,6	148,2	2.337,5	- 532,5	* 1.351,0	* 150,7	1.056,5	1.062,1	* 57,5	198,7	17,1	* 226,9	* - 188,4
Juin	963,0	888,7	405,0	145,7	2.402,4	- 559,6	* 1.447,0	* 164,0	1.089,3	1.094,1	* 56,0	185,9	21,4	* 203,6	* - 205,2
Septembre	911,5	929,0	412,6	147,3	2.400,4	- 580,3	1.464,1	* 174,1	1.085,4	1.090,9	* 55,2	191,5	23,2	* 205,5	* - 218,3

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir les tableaux XIII-4a. et XIII-4b.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,8	14,6	14,6	14,6	14,6	23,7	23,4	24,0	23,9	25,0
— Prêts	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,8	32,7	31,0	29,7	29,7	19,4	19,1	18,8	19,3	22,1
— Autres	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,7	2,3	1,8	2,5	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	0,8
3. Ecus	—	—	61,1	110,7	33,6	43,8	73,0	103,7	134,0	141,2	139,2	101,5	65,1	131,8	165,4
4. Accords internationaux	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,2	1,1	1,2	1,2	1,1	1,3	1,3	1,2	1,7	1,6
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	20,0	25,8	22,1	6,9	31,1	21,0	31,6	31,7	25,5	20,6	29,6	42,1	36,1	11,6	10,7
9. Autres : a) en monnaies étrangères	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	100,7	49,4	65,4	67,2	45,6	47,5	67,8	79,9	60,2	40,0
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	258,1	254,4	265,7	339,4	286,3	275,2	262,9	307,6	332,9	313,4	321,3	315,8	285,6	309,0	323,8
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	1,1	1,0	0,9	0,9	1,1	0,9	0,8	0,7
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	5,0	4,4	4,5	4,8	4,9	4,6	4,9	4,9	4,4	4,4
c) sur les banques de dépôts	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,5	0,1	0,0	2,2
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	3,8	4,2	4,9	5,5	6,3	8,0	8,0	9,5	9,7	9,7	9,7	10,9	10,9	10,8	10,8
— autres	37,9	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	0,9	0,9	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	7,6	12,1	12,0	5,7	13,2	4,4	10,5	7,6	4,1	2,0	7,3	9,5	5,3	0,8	—
b) effets commerciaux	32,1	41,2	46,4	34,4	41,2	16,3	42,3	39,8	19,0	7,5	46,2	45,5	40,2	6,8	—
c) avances	0,4	0,1	0,3	0,5	0,1	0,3	0,4	0,5	0,0	0,0	0,4	0,5	0,2	0,0	0,1
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	164,5	181,1	197,3	161,7	196,1	188,4	198,7	185,9	191,5	200,6
b) autres	7,4	13,9	23,2	9,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,6	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	15,2	35,5	93,1	83,5	63,1	60,5	76,5	61,0	67,0	68,8	63,0	78,1	86,7	86,2	80,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	611,0	663,0	705,2	675,8	684,5	731,1	742,1	696,3	686,0	698,4

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-
vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	31-12-84
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	0,0	18,1	79,0	0,0	6,3	48,2	80,5	12,0	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	3,7	5,9	6,0	7,0	9,3	8,3	6,5	6,8	10,1	7,1	6,6	6,7	6,3	6,7	6,2
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	27,2	32,7	33,5	7,1	12,2	8,5	24,8	86,0	10,3	13,6	55,1	87,5	18,6	7,1	6,5
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	8,0	10,2	12,8	11,9	12,1	10,7	12,7	10,9	11,6	11,6	12,6	11,4	12,9	11,8	* 12,4
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2	0,0	* 0,4
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	327,4	349,7	359,0	364,2	370,1	367,1	369,5	358,4	385,8	380,5	383,3	372,4	395,0	379,4	* 385,8
— monnaie scripturale ⁵	0,5	0,8	0,7	0,4	0,9	1,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,2	0,3	0,3	0,2	0,4
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,6	0,8	0,7	0,7	0,8	0,6	0,8	0,8	0,7
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	43,3	64,6	172,0	253,2	246,0	222,8	254,6	248,8	267,0	277,6	278,8	269,9	268,5	286,7	* 292,2
TOTAL DU PASSIF ...	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	611,0	663,0	705,2	675,8	684,5	731,1	742,1	696,3	686,0	698,4

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	29-2-84	31-3-84	30-4-84	31-5-84	30-6-84	31-7-84	31-8-84	30-9-84	31-10-84	30-11-84	31-12-84	31-1-85	28-2-85
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
2. F.M.I. : — Participation	23,4	23,4	23,4	23,2	24,0	24,0	23,9	23,9	23,7	24,2	25,0	25,0	24,2
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	19,1	19,1	18,2	18,8	18,8	17,9	19,3	19,3	19,3	21,6	22,1	22,1	22,1
— Autres	2,4	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	0,7	0,8	0,8	0,8
3. Ecus	130,1	101,5	81,4	67,6	65,1	69,0	76,6	131,8	145,0	163,6	165,4	184,1	184,1
4. Accords internationaux	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,1	1,1	1,7	1,7	1,7	1,6	1,3	1,6
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges repré. d'exportation	39,3	42,1	30,6	33,0	36,1	33,7	27,9	11,6	17,2	11,0	10,7	19,6	11,1
9. Autres : a) en monnaies étrangères	62,5	67,8	78,0	77,9	79,9	77,4	76,8	60,2	60,5	40,4	40,0	30,4	41,1
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	336,3	315,8	293,5	282,3	285,6	283,6	286,1	309,0	328,0	321,4	323,8	341,5	343,2
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	4,5	4,9	4,7	5,3	4,9	4,6	4,5	4,4	4,1	4,1	4,4	4,2	3,8
c) sur les banques de dépôts	0,0	1,5	0,0	0,0	0,1	2,0	1,7	0,0	3,0	0,0	2,2	4,3	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9	10,8	10,8	10,8	10,8	12,2	12,2
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	8,7	9,5	7,6	2,6	5,3	4,0	2,1	0,8	0,3	—	—	—	—
b) effets commerciaux	48,3	45,5	33,0	38,4	40,2	32,7	15,8	6,8	2,2	—	—	0,3	—
c) avances	0,5	0,5	0,1	0,2	0,2	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,1
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	199,4	198,7	202,9	197,1	185,9	190,6	203,9	191,5	172,9	194,0	200,6	147,2	145,8
b) autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	77,3	78,1	80,1	84,6	86,7	90,0	90,2	86,2	93,1	77,0	80,1	65,6	89,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	762,7	742,1	709,4	698,0	696,3	696,3	692,1	686,0	690,9	683,8	698,4	652,3	671,5

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	29-2-84	31-3-84	30-4-84	31-5-84	30-6-84	31-7-84	31-8-84	30-9-84	31-10-84	30-11-84	31-12-84	31-1-85	28-2-85
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	99,2	80,5	40,7	15,5	12,0	2,3	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	6,5	6,7	7,1	7,5	6,3	7,8	7,0	6,7	5,5	6,6	6,2	6,4	5,6
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	106,0	87,5	48,1	23,3	18,6	10,4	7,3	7,1	5,8	6,9	6,5	6,7	5,9
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	11,6	11,4	14,2	12,6	12,9	12,2	11,1	11,8	12,4	11,5	* 12,4	* 12,4	* 12,4
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,0	0,1	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,4	* 0,0	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	368,3	372,4	374,7	388,9	395,0	382,2	379,3	379,4	379,1	376,1	* 385,8	* 363,5	* 368,2
— monnaie scripturale ⁵	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,7	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,7	0,8	0,7	0,6	0,7	0,7	0,7
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	275,7	269,9	271,5	272,1	268,5	290,5	293,5	286,7	292,6	288,4	* 292,2	* 268,7	* 284,0
TOTAL DU PASSIF ...	762,7	742,1	709,4	698,0	696,3	696,3	692,1	686,0	690,9	683,8	698,4	652,3	671,5

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,3	0,4	0,4	0,0	2,4	1,0	0,5	0,4	0,7	0,0	3,2	4,7	0,0	0,0	10,7
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,5	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	0,3	0,9	0,4	0,0	2,7	1,0	0,5	0,4	1,0	0,0	3,4	4,8	0,0	0,0	10,7
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,3	0,1	1,2	1,4	1,5	1,6	1,3	1,8	1,4	1,5	2,0	1,6	1,4	1,6	1,5
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	1,1	1,4	2,3	2,5	2,9	4,8	0,3	2,2	2,6	5,5	7,6	3,0	0,8	1,1	2,8
c) sur les banques de dépôts	1,4	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	2,8	4,1	5,1	3,8	4,6	0,2	5,3	5,0	0,1
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	77,5	80,3	84,0	81,1	86,0	89,0	97,5	86,8	91,7	92,1	101,5	84,3	82,8	92,5	84,5
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	10,0	10,3	10,7	11,3	12,5	13,3	14,6	14,5	14,8	14,7	14,5	15,0	*15,0	*14,9	*14,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	28,3	35,7	38,5	44,7	44,5	34,7	36,0	39,2	32,3	43,5	24,9	42,4	38,1	47,6	38,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	* 0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	1,4	1,5	0,6	0,0	0,4	0,8	0,3	0,1	0,4	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	0,1
b) effets commerciaux	1,7	1,6	2,7	0,0	1,0	1,9	0,2	0,8	1,2	0,0	6,3	0,6	0,0	0,0	1,5
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,3	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,5	1,6	0,3	0,1	1,8	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	23,1	12,2⁶	11,6	13,2	10,9	11,5	12,8	13,3	13,8	14,6	15,3	13,9	15,4	15,0	14,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	145,7	145,1⁶	152,7	161,6	164,2	161,7	168,6	164,1	164,9	178,0	182,9	166,1	159,1	178,0	169,2

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 19,7 et pour le total de l'actif à 152,6.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6	0,7	0,9	0,8	1,1	1,0	0,9	0,9	1,1	0,9	0,8
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	2,5	2,5	2,0	3,4	4,3	4,4	5,0	4,4	4,5	4,8	4,9	4,6	4,2	4,8	4,4
b) envers les organismes publics	1,1	1,3	2,3	2,5	2,8	4,8	1,6	2,2	2,6	5,5	7,6	3,0	1,5	1,1	2,8
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	6,2	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	6,9	5,8	8,7	7,5	12,9	5,6	5,9	5,2	10,9
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	11,3	11,7	12,2	12,7	14,7	15,7	15,4	15,4	15,2	15,2	15,4	15,5	15,2	15,5	15,5
— monnaie scripturale	81,1	86,0	91,3	91,3	91,8	95,2	104,5	97,3	94,3	97,8	108,6	96,2	92,1	106,1	94,0
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	43,1	36,8 ⁵	39,6	43,6	41,3	34,7	34,3	37,9	38,5	46,2	32,6	40,1	38,4	44,4	40,8
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,7	—	—
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	145,7	145,1⁵	152,7	161,6	164,2	161,7	168,6	164,1	164,9	178,0	182,9	166,1	159,1	178,0	169,2

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,3 et pour le total du passif à 152,6.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-9-82	31-12-82	30-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	35,5	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	86,0	75,0	88,8	94,3	110,4	139,3	172,7	194,7	212,4
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	16,6	19,3	16,4	18,8	17,9	18,9	22,9	17,8	18,2	22,6	21,3	16,4	15,3	16,0	26,2
9. Autres : a) en monnaies étrangères	656,7	803,8	1.004,1	1.236,1	1.748,5	2.485,2	2.904,5	2.852,1	2.938,7	3.018,9	3.151,3	3.360,3	3.395,0	3.597,4	3.906,9
b) en francs belges	65,0	82,6	77,4	83,1	100,2	116,1	150,9	140,0	159,9	160,8	172,9	167,5	175,2	177,1	186,2
Total des créances sur l'étranger	773,8	940,2	1.135,8	1.378,9	1.912,8	2.690,0	3.164,3	3.084,9	3.205,6	3.296,6	3.455,9	3.683,5	3.758,2	3.985,2	4.331,7
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	7,6	7,9	10,0	11,4	10,4	10,5	9,4	10,8	9,5	10,1	9,6	11,0	10,0	11,3	10,3
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,2	0,0
b) sur les organismes publics	6,2	6,4	4,9	7,6	8,7	6,2	6,9	5,8	8,7	7,4	12,9	5,6	5,8	5,1	10,9
c) sur les banques de dépôts	135,5	164,5	172,5	195,5	239,6	309,5	388,7	399,5	448,5	402,0	424,7	469,5*	492,6*	452,5*	450,3
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	28,7	11,6	23,7	62,3	135,9	239,3	346,0	337,4	415,0	! 448,5	! 471,8	! 481,1	! 512,2	! 538,4	! 561,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	247,0	282,6	317,5	341,2	355,4	335,6	377,0	392,5	418,5	447,0	463,5	483,0*	476,4*	501,3*	484,5
— autres	24,9	19,4	18,2	20,4	51,5	85,9	114,0	113,8	123,1	! 141,5	! 149,5	156,3	! 179,3	! 214,5	! 233,6
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	12,7	9,1	10,5	18,4	21,1	20,7	27,8	24,1	19,0	20,0	22,0	23,3	30,7	16,8	23,9
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	31,8	36,8	41,2	45,1	44,0	45,8	20,2	20,0	18,1	9,9	9,9	9,9*	9,9*	6,2*	16,7
— autres	12,5	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	57,5	62,4	67,6	69,2	70,4	74,0*	71,6*	93,1*	94,4
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	11,9	9,9	13,0	14,1	16,2	15,5	22,0	16,6	14,3	20,2	16,8	13,5	16,9	14,5	18,5
b) effets commerciaux	136,2	148,8	149,2	162,4	172,0	160,6	179,5	160,6	160,4	182,1	170,9	167,0	165,9	170,1	191,4
c) avances	371,7	452,1	517,3	642,5	718,1	790,0	802,8	821,1	810,1	806,5	834,9	863,0	818,1	859,0	866,3
d) autres créances à un an au plus	9,1	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	4,2	2,3	1,6	2,0	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	15,4	16,0	20,0	16,8	14,4	15,5	14,0	17,0	16,7	16,1	15,3	23,3*	22,7*	22,4*	22,1
— autres	22,8	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	31,6	31,7	30,6	32,9	32,6	34,5*	34,4*	33,1*	32,6
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	10,2	0,4	0,8	1,4	2,4	7,7	7,6	10,0	5,4	4,4	2,5	2,6	17,1	21,4	23,2
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	13,6	10,2	10,9	9,6	17,8	62,8	88,8	73,9	54,3	67,9	87,2	96,4	139,6	101,1	95,7
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	39,9	68,9	70,6	65,5	68,2	70,9	71,0	75,4	71,3	74,1	69,0	64,8*	63,1*	64,4*	62,1
— autres	12,3	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	38,8	40,9	48,9	51,0	51,2	51,7*	51,9*	55,6*	55,6
D. Autres	139,1	158,2	182,9	212,3	218,9	311,2	376,3	377,4	373,5	399,2	408,2	437,5*	447,2*	450,9*	491,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.064,0	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.148,8	6.078,5	6.320,7	6.508,6	6.781,0	7.151,8	7.323,6	7.617,1	8.076,2

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	680,6	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.417,1	3.316,8	3.479,6	3.646,0	3.820,6	4.093,4	4.120,5	4.400,7	4.779,0
b) en francs belges ¹	179,9	207,2	218,9	297,9	353,8	348,7	368,7	360,5	371,3	371,9	394,1	368,7	398,5	411,1	445,6
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	860,5	1.049,2	1.282,0	1.644,6	2.299,7	3.196,1	3.785,8	3.677,3	3.850,9	4.017,9	4.214,7	4.462,1	4.519,0	4.811,8	5.224,6
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,1	0,0	2,1	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,6	0,2	—
b) envers les organismes publics	1,4	0,6	0,0	6,7	1,0	1,8	1,5	4,1	5,1	3,8	4,6	0,2	5,3	5,0	0,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,1	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,7	0,7	0,8	0,8
— autres	135,4	164,2	172,1	195,2	239,3	309,2	388,4	399,1	448,1	401,6	424,4	468,8	491,9	* 451,6	* 449,5
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	248,1	278,6	291,7	296,8	293,7	306,9	328,1	334,6	333,4	367,5	355,2	393,7	370,8	399,8	379,7
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,1	0,4	0,6	0,5	0,6	1,4	0,9	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,3	1,1	1,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	253,9	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	369,2	384,5	381,9	391,5	403,2	423,7	433,0	438,9	443,1
— autres dépôts	236,0	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	414,0	404,5	405,1	396,2	420,8	431,5	466,5	449,8	* 486,5
— à plus d'un an :															
— dépôts	28,9	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	24,9	25,4	27,9	29,8	31,4	31,6	31,8	31,7	31,8
— bons de caisse et obligations	74,3	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	285,3	300,2	322,6	344,1	352,0	356,8	366,8	373,3	380,8
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	31,4	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	126,2	125,8	121,6	121,8	124,9	128,6	148,2	145,7	147,3
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	2,5	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	12,0	13,0	20,8	13,9	17,6	15,8	27,2	17,8	8,2
D. Autres	191,1	221,6	244,7	274,1	286,7	364,5	411,9	408,2	401,0	418,8	430,4	436,8	459,2	* 489,3	* 522,4
TOTAL DU PASSIF ...	2.064,0	2.416,5	2.775,1	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.148,8	6.078,5	6.320,7	6.508,6	6.781,0	7.151,8	7.323,6	7.617,1	8.076,2

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	Colonne du tableau XIII-1 - Bilans intégrés des organismes principalement monétaires - dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	71,8	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	
2. F.M.I. : — Participation	29,9	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,8	14,6	14,6	14,6	14,6	23,7	23,4	24,0	23,9	
— Prêts	—	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— Droits de tirage spéciaux	19,3	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,8	32,7	31,0	29,7	29,7	19,4	19,1	18,8	19,3	
— Autres	9,7	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,7	2,3	1,8	2,5	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	
3. Ecus	—	—	—	61,1	110,7	33,6	43,8	73,0	103,7	134,0	141,2	139,2	101,5	65,1	131,8	
4. Accords internationaux	0,2	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,2	1,1	1,2	1,2	1,1	1,3	1,3	1,2	1,7	
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	6,5	6,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Obligations	35,5	34,5	37,9	40,9	46,2	69,8	86,0	75,0	88,8	94,3	110,4	139,3	172,7	194,7	212,4	
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	30,6	39,7	42,6	40,9	27,2	51,0	44,4	49,8	50,6	48,1	45,1	50,7	57,4	52,1	48,5	
9. Autres : a) en monnaies étrangères	740,8	905,0	1.110,2	1.311,6	1.863,3	2.597,2	3.005,2	2.901,5	3.004,1	3.086,1	3.196,9	3.407,8	3.462,8	3.677,3	3.967,1	
b) en francs belges	65,0	83,1	77,4	83,1	100,5	116,1	150,9	140,0	160,2	160,8	173,1	167,6	175,2	177,1	186,2	
Total des créances sur l'étranger	1.009,3	1.199,2	1.390,6	1.644,6	2.254,9	2.977,3	3.440,0	3.348,2	3.514,2	3.629,5	3.772,7	4.009,6	4.074,0	4.270,8	4.651,4	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	8,3	8,4	11,6	13,2	12,5	12,8	11,6	13,5	12,0	12,6	12,5	13,5	12,5	13,8	12,6	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. :																
— réserve monétaire	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,7	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,1	0,3	0,0	0,2	0,0	
b) sur les organismes publics	9,8	10,2	9,2	13,5	15,9	15,4	12,2	12,4	15,8	17,7	25,4	13,2	11,5	11,1	18,1	
c) sur les banques de dépôts	137,0	165,1	174,6	202,4	240,6	311,8	391,5	403,6	454,1	405,8	429,3	469,7	499,4	457,6	450,4	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	126,8	128,9	144,7	180,4	258,9	365,3	480,5	461,2	543,7	! 577,6	! 610,3	! 602,4	! 632,0	! 667,9	! 682,9	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	260,2	296,7	332,4	357,4	373,4	355,2	399,6	415,0	442,8	471,4	487,7	507,7	* 502,3	* 527,1	* 510,1	(7)
— autres	63,0	57,3	55,7	57,9	89,0	123,4	151,5	151,3	160,6	! 179,0	! 187,0	! 193,8	! 216,8	! 252,0	! 271,1	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	41,0	44,8	49,0	63,1	65,6	55,4	63,8	63,3	51,3	63,5	46,9	65,7	68,8	64,4	62,6	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	32,9	37,9	42,3	46,3	45,3	47,4	21,2	21,0	18,9	10,5	10,5	10,5	* 10,5	* 6,8	* 17,4	(8)
— autres	12,5	17,4	20,5	30,1	30,7	36,2	57,5	62,4	67,6	69,2	70,4	74,0	* 71,6	* 93,1	* 94,4	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	18,7	19,0	25,7	26,1	22,3	29,5	26,7	27,2	22,3	24,3	19,6	20,8	26,4	19,8	19,4	(9)
b) effets commerciaux	164,1	182,5	193,1	208,8	207,4	203,7	196,0	203,7	201,4	201,1	184,7	213,8	211,4	210,3	199,7	(9)
c) avances	372,1	452,5	517,4	642,8	718,6	790,1	803,1	821,5	810,6	806,5	834,9	863,4	818,6	859,2	866,3	(9)
d) autres créances à un an au plus	9,1	1,2	1,2	0,7	8,9	1,3	4,2	2,3	1,6	2,0	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	16,3	16,7	21,0	17,8	15,4	16,4	14,7	17,7	17,4	16,8	15,8	23,8	* 23,2	* 22,9	* 22,6	(11)
— autres	22,8	39,3	39,4	39,7	38,6	38,4	31,6	31,7	30,6	32,9	32,6	34,5	* 34,4	* 33,1	* 32,6	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	3,6	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	164,5	181,1	197,3	161,7	196,1	188,4	198,7	185,9	191,5	(12)
b) autres	10,3	7,8	14,8	24,6	12,3	7,7	7,7	10,0	5,4	4,4	8,1	16,2	17,1	21,4	23,2	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus :																
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres	13,6	10,4	11,6	9,6	17,9	63,3	90,4	74,3	54,4	69,7	88,9	96,5	139,6	101,1	95,7	(14)
b) à plus d'un an :																
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	40,2	69,2	70,8	65,7	68,4	71,1	71,3	75,7	71,6	74,4	69,3	65,1	* 63,4	* 64,7	* 62,4	(14)
— autres	12,4	15,1	14,5	18,7	20,0	37,5	38,8	40,9	48,9	51,0	51,2	51,7	* 51,9	* 55,6	* 55,6	(14)
D. Autres	174,3	185,6 ⁵	230,0	318,6	313,3	385,8	449,6	467,2	448,3	480,8	492,3	514,4	* 540,7	* 552,6	* 591,4	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	2.559,4	2.968,5⁵	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.928,4	6.905,6	7.190,8	7.362,4	7.648,4	8.049,0	8.224,8	8.491,4	8.931,4	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

⁵ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 s'élève à 193,1 et pour le total de l'actif à 2.976,0.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-76	31-12-77	31-12-78	31-12-79	31-12-80	31-12-81	30-9-82	31-12-82	31-3-83	30-6-83	30-9-83	31-12-83	31-3-84	30-6-84	30-9-84	Colonne du tableau XIII-1 = Bilans intégrés des organismes principalement monétaires dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	
2. Envers le F.E.C.O.M.	0,0	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	0,0	18,1	79,0	0,0	6,3	48,2	80,6	12,0	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	680,6	842,0	1.063,1	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.417,1	3.316,8	3.479,6	3.646,0	3.820,6	4.093,4	4.120,5	4.400,7	4.779,0	
b) en francs belges ¹	183,2	210,9	224,8	303,9	360,8	358,0	377,0	367,3	378,1	382,0	401,2	375,5	405,1	417,4	452,3	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	863,9	1.076,4	1.314,7	1.678,1	2.306,8	3.208,3	3.794,3	3.702,4	3.936,9	4.028,2	4.228,3	4.517,4	4.606,5	4.830,4	5.231,7	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	8,1	8,4	10,6	13,3	12,5	12,8	11,6	13,5	12,0	12,6	12,5	13,5	12,5	13,8	12,6	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	2,6	2,5	4,1	3,6	4,3	4,9	5,0	4,4	5,0	4,8	4,9	4,6	5,8	5,0	4,4	
b) envers les organismes publics	2,5	1,9	2,3	9,2	3,8	6,6	3,1	6,3	7,7	9,3	12,2	3,2	6,8	6,1	2,9	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,1	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,7	0,7	0,8	0,8	
— autres	142,3	171,1	177,4	203,1	248,4	315,8	395,7	405,3	456,8	409,1	437,3	474,7	497,8	457,0	460,4	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	310,8	339,1	361,9	371,7	378,9	385,8	382,5	384,9	373,6	401,0	395,9	398,8	387,6	410,5	394,9	(1)
— monnaie scripturale ³	330,4	365,1	383,8	388,8	385,9	403,0	434,0	432,3	428,0	465,7	464,3	490,1	463,2	506,2	473,9	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	43,2	37,2 ^b	40,2	44,1	41,9	36,1	35,3	39,6	40,4	48,0	34,5	42,1	40,3	46,3	42,7	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	253,9	298,2	337,4	361,2	362,9	377,5	369,2	384,5	381,9	391,5	403,2	423,7	433,0	438,9	443,1	(2)
— autres dépôts	236,0	231,2	256,9	295,9	328,3	347,8	414,0	404,5	405,1	396,2	420,8	431,5	466,5	449,8	486,5	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	28,9	31,0	29,0	27,4	25,3	23,0	24,9	25,4	27,9	29,8	31,4	31,6	31,8	31,7	31,8	(3)
— bons de caisse et obligations	74,3	104,4	125,6	153,0	201,0	245,0	285,3	300,2	322,6	344,1	352,0	356,8	366,8	373,3	380,8	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	31,4	35,8	29,8	37,7	54,1	103,8	126,2	125,8	121,6	121,8	124,9	128,6	148,2	145,7	147,3	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	2,5	0,7	2,5	1,1	12,9	13,4	12,0	13,0	20,8	13,9	17,6	15,8	27,9	17,8	8,2	(14)
D. Autres	228,3	264,9	309,3	446,1	539,9	610,5	634,7	662,8	649,8	685,8	708,0	715,6	729,1	757,8	809,1	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	2.559,4	2.968,5 ^b	3.386,6	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.928,4	6.905,6	7.190,8	7.362,4	7.648,4	8.049,0	8.224,8	8.491,4	8.931,4	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. ; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

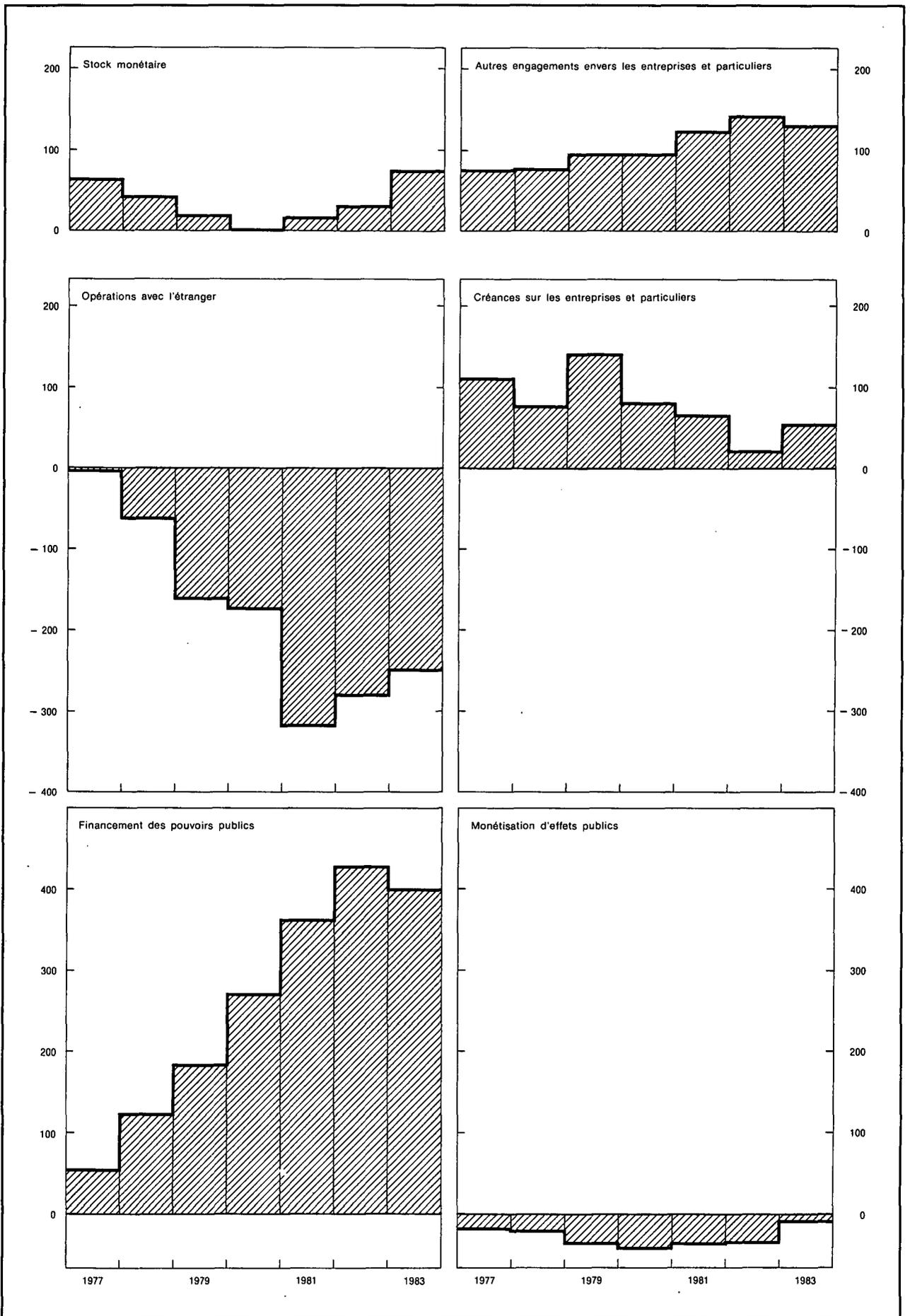
⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

^b A partir du 31 décembre 1977, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires du Trésor à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1977 pour la monnaie scripturale s'élève à 44,7 et pour le total du passif à 2.976,0.

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
	(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	
1976	+ 43,8	+ 87,1	+ 13,6	+ 8,4	+ 152,9	- 23,5	+ 84,6	+ 5,4	- 2,7	+ 4,0	+ 85,1	+ 10,2	- 15,6	+ 0,9	+ 7,1	- 2,6
1977	+ 64,8	+ 39,5	+ 32,0	+ 4,4	+ 140,7	- 5,9	+ 101,9	+ 10,2	- 9,2	- 2,8	+ 41,0	+ 14,7	- 21,0	+ 0,8	+ 30,6	- 19,6
1978	+ 43,4 ¹²	+ 64,9	+ 19,3	- 6,0	+ 121,6 ¹²	- 63,2	+ 71,8	+ 6,0	+ 1,4	+ 10,5	+ 111,0	+ 13,7	- 26,5	+ 4,9	+ 0,9	- 8,9 ¹²
1979	+ 19,8	+ 62,8	+ 25,7	+ 8,0	+ 116,3	- 162,6	+ 142,6	- 0,2	- 7,8	- 1,0	+ 153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	+ 0,9	- 2,4
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6
1981 ¹	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 63,7	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,1	- 282,8	+ 24,3	- 2,0	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 29,1	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,1	+ 62,7	+ 2,9	+ 206,0	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 399,3	+ 2,7	- 27,7	+ 10,9	+ 25,9	- 4,8
1982 3 ^e trimestre	- 28,8	+ 31,6	+ 14,3	+ 0,4	+ 17,5	- 69,4	- 18,3	0,0	- 0,2	- 4,8	+ 81,2	+ 6,6	- 7,8	- 5,2	+ 41,3	- 5,9
4 ^e trimestre	+ 5,0	+ 5,8	+ 15,5	- 0,5	+ 25,8	- 10,8	+ 23,7	+ 2,0	- 0,8	+ 3,0	- 0,8	+ 9,3	- 6,9	- 1,3	- 10,3	+ 18,7
1983 1 ^{er} trimestre	- 14,7	- 1,9	+ 24,8	- 4,2	+ 4,0	- 126,2	- 14,3	- 1,9	- 2,4	- 3,8	+ 159,6	- 7,0	- 4,0	- 1,8	- 23,8	+ 29,6
2 ^e trimestre	+ 72,7	+ 0,5	+ 23,4	+ 0,3	+ 96,9	- 26,5	- 4,0	+ 2,7	+ 0,3	+ 1,6	+ 101,4	+ 4,7	- 5,2	- 1,2	+ 28,4	- 5,3
3 ^e trimestre	- 20,0	+ 36,3	+ 9,5	+ 3,0	+ 28,8	- 56,7	+ 15,7	- 0,5	- 0,6	- 8,4	+ 103,2	- 16,2	- 11,0	+ 7,0	+ 14,0	- 17,7
4 ^e trimestre	+ 36,3	+ 31,2	+ 5,0	+ 3,8	+ 76,3	- 40,6	+ 49,1	+ 9,0	- 2,4	+ 9,6	+ 35,1	+ 21,2	- 7,5	+ 6,9	+ 7,3	- 11,4
1984 1 ^{er} trimestre	- 39,8	+ 44,3	+ 10,2	+ 19,6	+ 34,3	* - 33,6	- 40,0	* - 0,2	+ 3,3	- 1,5	* + 81,3	* + 1,4	* - 4,5	- 15,3	* + 30,6	* + 12,8
2 ^e trimestre	+ 71,8	- 10,8	+ 6,4	- 2,5	+ 64,9	* - 109,2	+ 32,0	* - 1,5	+ 1,1	+ 0,9	* + 168,9	* + 14,7	* - 6,6	- 4,6	* - 23,4	* - 7,4
3 ^e trimestre	- 51,4	+ 40,3	+ 7,6	+ 1,5	- 2,0	* - 38,2	- 3,2	* - 0,5	- 0,9	- 0,7	* + 84,1	* + 11,5	* - 19,9	0,0	* + 3,6	* - 37,8

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaieur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers *moins* crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaieur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹² Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la Banque Nationale de Belgique ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(9)	(10) = (8) + (9)	
1976	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977 (ancienne série)	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
1977 (nouvelle série) ⁷	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982 Septembre	15,4	377,8	382,5	1,4	104,5	328,1	434,0	816,5	35,3	851,8
Décembre	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983 Mars	15,1	369,3	373,6	0,3	94,3	333,4	428,0	801,6	40,4	842,0
Juin	15,3	397,4	401,0	0,4	97,8	367,5	465,7	866,7	48,0	914,7
Septembre	15,4	392,1	395,9	0,5	108,6	355,2	464,3	860,2	34,5	894,7
Novembre	15,4	385,0	389,0	0,3	89,3	366,9	456,5	845,5	38,5	884,0
Décembre	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Janvier	15,2	381,7	384,3	0,2	104,0	367,6	471,8	856,1	39,6	895,7
Février	15,1	379,9	383,5	0,3	96,3	357,9	454,5	838,0	32,0	870,0
Mars	15,2	383,7	387,6	0,3	92,1	370,9	463,3	850,9	40,3	891,2
Avril	15,3	388,9	390,0	0,2	110,9	372,9	484,0	874,0	35,6	909,6
Mai	15,4	401,5	404,2	0,3	100,8	376,4	477,5	881,7	38,6	920,3
Juin	15,5	407,9	410,5	0,3	106,1	399,8	506,2	916,7	46,3	963,0
Juillet	15,5	394,4	397,6	0,3	102,8	386,6	489,7	887,3	51,2	938,5
Août	15,5	390,4	394,9	0,2	103,4	368,4	472,0	866,9	39,9	906,8
Septembre	15,5	391,2	394,9	0,2	94,0	379,7	473,9	868,8	42,7	911,5
Octobre	15,5	391,5	394,6	0,3	98,4	377,2	475,9	870,5	44,6	915,1
Novembre	15,5	387,6	391,6	0,3	94,0	382,4	476,7	868,3	43,6	904,4
Décembre	15,6	398,2	397,5	0,3	* 83,6	* 393,9	* 477,8	* 875,3	* 58,8	* 934,1

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁷ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers				Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale			Total	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers		Total
		Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total					
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1975	288,1	306,9	36,9	343,8	631,9	36,2	5,4	41,6	673,5
1976	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719,5
1977 (ancienne série)	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	44,7	5,2	49,9	791,8
1977 (nouvelle série) ³	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	37,2	5,2	42,4	784,3
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980	370,8	381,6	67,8	449,4	820,2	41,9	6,6	48,5	868,7
1981	375,2	397,5	80,4	477,9	853,1	36,1	6,9	43,0	896,1
1982 Juin	385,9	437,6	89,5	527,1	913,0	37,5	14,2	51,7	964,7
Septembre	374,5	428,4	92,4	520,8	895,3	35,3	12,7	48,0	943,3
Décembre	374,2	425,2	92,6	517,8	892,0	39,6	8,8	48,4	940,4
1983 Mars	366,0	421,8	88,0	509,8	875,8	40,4	9,8	50,2	926,0
Juin	392,3	459,8	96,6	556,4	948,7	48,0	15,9	63,9	1.012,6
Septembre	388,3	457,6	101,1	558,7	947,0	34,5	15,2	49,7	996,7
Décembre	386,5	477,2	95,9	573,1	959,6	42,1	12,4	54,5	1.014,1
1984 Mars	376,1	449,3	105,9	555,2	931,3	40,3	11,7	52,0	983,3
Juin	396,1	488,8	112,4	601,2	997,3	46,3	21,5	67,8	1.065,1
Septembre	382,8	456,0	109,1	565,1	947,9	42,7	15,9	58,6	1.006,5

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

³ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires du Trésor à l'O.C.P.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ³							Variations	
	B.N.B. ²	Autres organismes principalement monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ⁵	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁶ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁷ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁸	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁹	
				B.N.B. ⁴	Autres organismes principalement monétaires	Total						(9) = (6) - (7) - (8)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(10)	(11)		
1976	231,8	- 86,3	145,5	- 22,7	+ 4,7	- 18,0	+ 8,2	- 2,7	- 23,5	+ 13,5	- 4,5	
1977	230,9	- 108,1	122,8	- 2,3	- 18,8	- 21,1	- 6,0	- 9,2	- 5,9	+ 15,1	- 6,0	
1978	221,7	- 145,9	75,8	- 10,2	- 27,9	- 38,1	+ 23,7	+ 1,4	- 63,2	+ 6,1	- 32,0	
1979	232,2	- 265,7	- 33,5	- 35,1	- 120,0	- 155,1	+ 15,3	- 7,8	- 162,6	+ 32,6	- 122,5	
1980	332,3	- 384,2	- 51,9	+ 11,8	- 113,7	- 101,9	+ 87,0	- 13,4	- 175,5	+ 29,0	- 72,9	
1981	274,1	- 505,1	- 231,0	- 71,5	- 103,2	- 174,7	+ 138,7	+ 6,4	- 319,8	+ 114,3	- 60,4	
1982	238,1	- 592,3	- 354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+ 191,5	- 2,9	- 282,8	+ 92,2	- 2,0	
1983	266,2	- 774,0	- 507,8	- 24,2	- 130,1	- 154,3	+ 100,8	- 5,1	- 250,0	+ 115,1	- 39,2	
1982 3 ^e trimestre	266,7	- 621,1	- 354,4	+ 45,2	- 50,7	- 5,5	+ 64,1	- 0,2	- 69,4	+ 35,9	+ 30,4	
4 ^e trimestre	238,1	- 592,3	- 354,2	- 56,0	+ 26,8	- 29,2	- 17,6	- 0,8	- 10,8	+ 39,9	+ 10,7	
1983 1 ^{er} trimestre	221,6	- 644,3	- 422,7	- 41,4	- 62,6	- 104,0	+ 24,6	- 2,4	- 126,2	+ 55,3	- 48,7	
2 ^e trimestre	322,6	- 721,3	- 398,7	+ 93,2	- 67,4	+ 25,8	+ 52,0	+ 0,3	- 26,5	+ 0,8	+ 26,6	
3 ^e trimestre	299,8	- 755,4	- 455,6	- 35,4	- 14,7	- 50,1	+ 7,2	- 0,6	- 56,7	+ 29,7	- 20,4	
4 ^e trimestre	266,2	- 774,0	- 507,8	- 40,6	+ 14,6	- 26,0	+ 17,0	- 2,4	- 40,6	+ 29,3	+ 3,3	
1984 1 ^{er} trimestre	228,3	- 760,8	- 532,5	- 24,2	- 0,7	- 24,9	*+ 5,4	+ 3,3	*- 33,6	+ 23,5	- 1,4	
2 ^e trimestre	267,0	- 826,6	- 559,6	+ 44,2	- 80,7	- 36,5	*+ 71,6	+ 1,1	*- 109,2	+ 22,7	- 13,8	
3 ^e trimestre	301,9	- 882,2	- 580,3	+ 21,9	- 17,9	+ 4,0	*+ 43,1	- 0,9	*- 38,2	- 3,8	+ 0,2	

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Cf. tableau XIII-5b, colonne (9), en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

³ Les mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères des divers secteurs vis-à-vis de l'étranger ont été calculés en convertissant en francs aux cours moyens du mois, les mouvements mensuels de ces avoirs et engagements exprimés en unités de monnaies étrangères.

⁴ Cf. tableau XIII-5b, colonne (12), et notamment la note ⁵, en tenant compte des avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

⁵ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁶ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁷ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁸ Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)].

⁹ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.2.

XIII - 5b. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période								Variations après ajustement statistique ⁵			
	Réserves de change							Acceptations en francs belges représentatives d'exportation	Avoirs extérieurs nets	Réserves de change	Acceptations en francs belges représentatives d'exportation	Avoirs extérieurs nets recensés à la balance de paiements ⁶ (12) = (10) + (11)
	Encaisses en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	Ecus	Avoirs ou engagements (-) nets vis-à-vis du F.E.C.O.M.	Monnaies étrangères au comptant ³	Francs belges au comptant ⁴	Total (7) = (1) à (6)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (7) + (8)	(10)	(11)	(12)	
1977	72,3	57,7	—	- 23,4	107,7	- 3,4	210,9	20,0	230,9	- 8,6	+ 6,3	- 2,3
1978	72,5	49,6	—	- 26,7	106,1	- 5,6	195,9	25,8	221,7	- 15,9	+ 5,7	- 10,2
1979	58,3	48,7	61,1	- 27,4	75,5	- 6,1	210,1	22,1	232,2	- 31,5	- 3,6	- 35,1
1980	58,2	48,0	110,7	0,0	114,8	- 6,3	325,4	6,9	332,3	+ 27,0	- 15,2	+ 11,8
1981	58,2	50,4	33,6	- 2,8	112,0	- 8,4	243,0	31,1	274,1	- 95,7	+ 24,2	- 71,5
1982	58,2	49,6	73,0	- 18,1	49,4	- 5,6	206,5	31,6	238,1	- 37,5	+ 0,4	- 37,1
1983	58,2	45,5	139,2	- 48,2	47,5	- 5,6	236,6	29,6	266,2	- 22,1	- 2,1	- 24,2
1984	58,2	47,9	165,4	—	40,0	- 4,9	306,6	10,7	317,3	+ 67,2	- 18,9	+ 48,3
1982 4 ^e trimestre ...	58,2	49,6	73,0	- 18,1	49,4	- 5,6	206,5	31,6	238,1	- 66,5	+ 10,6	- 55,9
1983 1 ^{er} trimestre ...	58,2	47,4	103,7	- 79,0	65,4	- 5,8	189,9	31,7	221,6	- 41,4	0,0	- 41,4
2 ^e trimestre ...	58,2	46,8	134,0	0,0	67,2	- 9,1	297,1	25,5	322,6	+ 99,3	- 6,1	+ 93,2
3 ^e trimestre ...	58,2	46,7	141,2	- 6,3	45,6	- 6,2	279,2	20,6	299,8	- 30,4	- 5,0	- 35,4
4 ^e trimestre ...	58,2	45,5	139,2	- 48,2	47,5	- 5,6	236,6	29,6	266,2	- 49,6	+ 9,0	- 40,6
1984 1 ^{er} trimestre ...	58,2	44,9	101,5	- 80,5	67,8	- 5,7	186,2	42,1	228,3	- 36,8	+ 12,6	- 24,2
2 ^e trimestre ...	58,2	45,1	65,1	- 12,0	79,9	- 5,4	230,9	36,1	267,0	+ 50,1	- 5,9	+ 44,2
3 ^e trimestre ...	58,2	45,5	131,8	—	60,2	- 5,4	290,3	11,6	301,9	+ 46,6	- 24,7	+ 21,9
4 ^e trimestre ...	58,2	47,9	165,4	—	40,0	- 4,9	306,6	10,7	317,3	+ 7,3	- 0,9	+ 6,4
1984 Février	58,2	44,9	130,1	- 99,2	62,5	- 5,5	191,0	39,3	230,3	- 30,8	+ 1,4	- 29,4
Mars	58,2	44,9	101,5	- 80,5	67,8	- 5,7	186,2	42,1	228,3	- 6,0	+ 2,8	- 3,2
Avril	58,2	44,0	81,4	- 40,7	78,0	- 6,1	214,8	30,6	245,4	+ 33,0	- 11,6	+ 21,4
Mai	58,2	44,4	67,6	- 15,5	77,9	- 6,6	226,0	33,0	259,0	+ 11,6	+ 2,5	+ 14,1
Juin	58,2	45,1	65,1	- 12,0	79,9	- 5,4	230,9	36,1	267,0	+ 5,5	+ 3,2	+ 8,7
Juillet	58,2	44,2	69,0	- 2,3	77,4	- 7,0	239,5	33,7	273,2	+ 3,6	- 2,5	+ 1,1
Août	58,2	45,5	76,6	0,0	76,8	- 6,2	250,9	27,9	278,8	+ 11,3	- 5,8	+ 5,5
Septembre	58,2	45,5	131,8	—	60,2	- 5,4	290,3	11,6	301,9	+ 31,7	- 16,4	+ 15,3
Octobre	58,2	45,4	145,0	—	60,5	- 4,1	305,0	17,2	322,2	+ 14,6	+ 5,6	+ 20,2
Novembre	58,2	46,5	163,6	—	40,4	- 5,2	303,5	11,0	314,5	- 10,9	- 6,2	- 17,1
Décembre	58,2	47,9	165,4	—	40,0	- 4,9	306,6	10,7	317,3	+ 3,6	- 0,3	+ 3,3
1985 Janvier	58,2	47,9	184,1	—	30,4	- 5,4	315,2	19,6	334,8	+ 8,2	+ 8,9	+ 17,1
Février	58,2	47,1	184,1	—	41,1	- 4,3	326,2	11,1	337,3	+ 20,3	- 8,5	+ 11,8

¹ Non compris les avoirs et engagements éventuels sur ou envers le Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969 à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au F.M.I., au titre du « mécanisme pétrolier » et de la « facilité de crédit supplémentaire », en vertu d'un accord conclu avec le F.M.I. et approuvé par le Gouvernement.

³ Y compris le concours financier à moyen terme que l'Etat belge a accordé à l'Italie en vertu de la directive du Conseil des Communautés Européennes adopté le 17 décembre 1974 et dont la B.N.B. a assuré le financement pour le compte de l'Etat conformément à la convention intervenue à la même date entre celui-ci et la B.N.B.

⁴ Différence entre les avoirs sur l'étranger (autres que les acceptations représentatives d'exportation) et les engagements envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales.

⁵ Non compris les variations comptables, à savoir celles qui résultent a) des modifications dans les cours de change qui ont pu affecter la contre-valeur en francs belges des variations des encours en monnaies étrangères b) de l'allocation de droits de tirages spéciaux à la Belgique en 1979, 1980 et 1981 c) de l'entrée en vigueur au 13 mars 1979 du Système Monétaire Européen ainsi que, ultérieurement, de certaines de ses modalités d'application. Compte tenu, de plus, depuis 1976, d'un ajustement résultant d'opérations entre la B.N.B. et les autres organismes principalement monétaires et qui ne sont pas comptabilisés le même jour dans les deux organismes concernés.

⁶ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 6.23.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée	Total	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹	de la construction et de transactions immobilières ²	de ventes et prêts à tempérament ³	d'importations				Crédits de caisse ⁴	Autres		
					(1)	(2)	(3)			(4)		(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)
1975	46,4	46,5	51,6	25,9	311,8	482,2	75,9	145,4	4,1	225,4	707,6
1976	50,1	61,7	73,0	27,6	354,8	567,2	77,2	156,1	13,5	246,8	814,0
1977 ⁵	48,5	84,7	91,2	29,2	415,6	669,2	93,5	187,8	15,0	296,3	965,5
1978 ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	253,0	16,3	388,3	1.272,5
1979 ⁶	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982 Juin	106,9	171,1	103,4	33,9	635,0	1.050,3	152,4	704,4	13,7	870,5	1.920,8
Septembre ..	108,2	169,5	101,1	32,3	620,5	1.031,6	143,5	713,9	11,1	868,5	1.900,1
Décembre ...	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 Mars	114,0	168,3	99,3	30,0	629,1	1.040,7	154,5	712,2	15,6	882,3	1.923,0
Juin	116,2	168,8	101,2	31,6	619,5	1.037,3	152,6	725,8	14,1	892,5	1.929,8
Septembre ..	117,1	169,4	101,1	25,8	639,6	1.053,0	153,3	753,2	12,7	919,2	1.972,2
Décembre ...	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984 Mars	125,7	170,3	103,9	31,8	629,9	1.061,6	160,6	793,9	15,2	969,7	2.031,3
Juin	131,4	172,3	106,1	26,0	658,0	1.093,8	156,6	816,3	15,0	987,9	2.081,7
Septembre *	135,9	170,9	104,2	23,5	656,4	1.090,9	157,3	897,6	16,3	1.071,2	2.162,1

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Accep-tations bancaires	Effets commer-ciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3)	Accep-tations bancaires	Effets commer-ciaux	Total (7) = (5) + (6)	Accep-tations bancaires	Effets commer-ciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1975	23,7	149,1	309,4	482,2	12,8	20,4	33,2	10,9	128,7	309,4	449,0	0,1
1976	24,4	171,1	371,7	567,2	12,5	35,0	47,5	11,9	136,1	371,7	519,7	0,1
1977 ³	25,5	191,6	452,1	669,2	15,6	43,0	58,6	9,9	148,6	452,1	610,6	0,2
1978 ³	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982 Juin	33,2	204,4	812,7	1.050,3	18,2	43,2	61,4	15,0	161,2	812,7	988,9	0,0
Septembre ..	32,3	196,5	802,8	1.031,6	10,3	17,3	27,6	22,0	179,2	802,8	1.004,0	0,2
Décembre ...	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 Mars	30,0	200,6	810,1	1.040,7	15,7	40,7	56,4	14,3	159,9	810,1	984,3	0,5
Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	11,4	17,7	29,1	20,2	181,5	806,5	1.008,2	0,5
Septembre ...	25,8	192,3	834,9	1.053,0	9,0	21,9	30,9	16,8	170,4	834,9	1.022,1	0,5
Décembre ...	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984 Mars	31,7	211,8	818,1	1.061,6	14,8	46,6	61,4	16,9	165,2	818,1	1.000,2	0,7
Juin	26,1	208,8	858,9	1.093,8	11,5	39,2	50,7	14,6	169,6	858,9	1.043,1	0,5
Septembre ..	23,5	201,1	866,3	1.090,9	5,1	10,2	15,3	18,4	190,9	866,3	1.075,6	0,5
B. Crédits à l'étranger												
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	15,1	15,1	30,2	17,5	28,1	149,6	195,2	0,7
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	13,6	20,7	34,3	16,9	36,2	159,4	212,5	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	17,0	32,8	49,8	19,4	35,7	191,4	246,5	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	253,6	330,4	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982 Juin	39,7	124,7	706,1	870,5	23,7	56,8	80,5	16,0	67,9	706,1	790,0	11,4
Septembre ..	31,8	120,0	716,7	868,5	8,4	57,9	66,3	23,4	62,1	716,7	802,2	12,5
Décembre ...	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 Mars	39,5	128,9	713,9	882,3	20,8	59,4	80,2	18,7	69,5	713,9	802,1	8,4
Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	14,6	58,4	73,0	23,1	71,2	725,2	819,5	7,2
Septembre ...	35,5	131,4	752,3	919,2	13,9	58,0	71,9	21,6	73,4	752,3	847,3	7,4
Décembre ...	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984 Mars	43,6	133,3	792,8	969,7	28,0	59,7	87,7	15,6	73,6	792,8	882,0	7,1
Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	20,9	60,0	80,9	16,5	73,7	816,8	907,0	5,8
Septembre ..	37,0	134,3	899,9	1.071,2	10,5	58,9	69,4	26,5	75,4	899,9	1.001,8	5,5
C. Total												
1975	56,3	192,3	459,0	707,6	27,9	35,5	63,4	28,4	156,8	459,0	644,2	0,8
1976	54,9	228,0	531,1	814,0	26,1	55,7	81,8	28,8	172,3	531,1	732,2	0,2
1977 ³	61,9	260,1	643,5	965,5	32,6	75,8	108,4	29,3	184,3	643,5	857,1	2,1
1978 ³	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979	71,7	304,7	896,1	1.272,5	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	896,1	1.149,2	4,8
1979 ⁴	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982 Juin	72,9	329,1	1.518,8	1.920,8	41,9	100,0	141,9	31,0	229,1	1.518,8	1.778,9	11,4
Septembre ..	64,1	316,5	1.519,5	1.900,1	18,7	75,2	93,9	45,4	241,3	1.519,5	1.806,2	12,7
Décembre ...	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 Mars	69,5	329,5	1.524,0	1.923,0	36,5	100,1	136,6	33,0	229,4	1.524,0	1.786,4	8,9
Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	26,0	76,1	102,1	43,3	252,7	1.531,7	1.827,7	7,7
Septembre ...	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	22,9	79,9	102,8	38,4	243,8	1.587,2	1.869,4	7,9
Décembre ...	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984 Mars	75,3	345,1	1.610,9	2.031,3	42,8	106,3	149,1	32,5	238,8	1.610,9	1.882,2	7,8
Juin	63,5	342,5	1.675,7	2.081,7	32,4	99,2	131,6	31,1	243,3	1.675,7	1.950,1	6,3
Septembre ..	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	15,6	69,1	84,7	44,9	266,3	1.766,2	2.077,4	6,0

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9) (3) + (6)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1975	1,3	0,4	1,7	0,0	8,7	8,7	0,0	10,0	0,4	10,4	0,3
1976	0,9	0,4	1,3	5,4	22,8	28,2	5,4	23,7	0,4	29,5	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	7,6	28,6	36,2	7,6	29,3	0,4	37,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982 Juin	0,0	0,0	0,0	12,0	39,7	51,7	12,0	39,7	0,0	51,7	8,4
Septembre ..	0,0	0,3	0,3	3,3	13,4	16,7	3,3	13,4	0,3	17,0	3,9
Décembre ...	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 Mars	0,0	0,5	0,5	7,2	33,7	40,9	7,2	33,7	0,5	41,4	6,5
Juin	0,0	0,0	0,0	3,2	15,3	18,5	3,2	15,3	0,0	18,5	4,6
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	2,0	6,4	8,4	2,0	6,4	0,0	8,4	1,2
Décembre ...	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984 Mars	0,0	0,5	0,5	9,0	38,4	47,4	9,0	38,4	0,5	47,9	7,9
Juin	0,0	0,3	0,3	5,2	35,4	40,6	5,2	35,4	0,3	40,9	4,9
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,7	4,9	5,6	0,7	4,9	0,0	5,6	2,0
B. Crédits à l'étranger											
1975	0,0	0,0	0,0	9,8	2,0	11,8	9,8	2,0	0,0	11,8	0,0
1976	0,0	0,0	0,0	8,8	4,9	13,7	8,8	4,9	0,0	13,7	0,0
1977 ¹	0,0	0,0	0,0	12,6	7,4	20,0	12,6	7,4	0,0	20,0	0,0
1978 ¹	0,0	0,0	0,0	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	0,0	25,8	0,0
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982 Juin	0,0	0,0	0,0	19,4	16,5	35,9	19,4	16,5	0,0	35,9	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	4,7	16,3	21,0	4,7	16,3	0,0	21,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 Mars	0,0	0,0	0,0	15,5	16,0	31,5	15,5	16,0	0,0	31,5	0,2
Juin	0,0	0,0	0,0	9,1	16,2	25,3	9,1	16,2	0,0	25,3	0,2
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	6,0	14,3	20,3	6,0	14,3	0,0	20,3	0,2
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984 Mars	0,0	0,0	0,0	22,7	17,5	40,2	22,7	17,5	0,0	40,2	1,9
Juin	0,0	0,0	0,0	16,8	17,8	34,6	16,8	17,8	0,0	34,6	1,6
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	1,2	10,4	11,6	1,2	10,4	0,0	11,6	0,0
C. Total											
1975	1,3	0,4	1,7	9,8	10,7	20,5	9,8	12,0	0,4	22,2	0,3
1976	0,9	0,4	1,3	14,2	27,7	41,9	14,2	28,6	0,4	43,2	2,4
1977 ¹	0,7	0,4	1,1	20,2	36,0	56,2	20,2	36,7	0,4	57,3	2,8
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982 Juin	0,0	0,0	0,0	31,4	56,2	87,6	31,4	56,2	0,0	87,6	8,5
Septembre ..	0,0	0,3	0,3	8,0	29,7	37,7	8,0	29,7	0,3	38,0	3,9
Décembre ...	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 Mars	0,0	0,5	0,5	22,7	49,7	72,4	22,7	49,7	0,5	72,9	6,7
Juin	0,0	0,0	0,0	12,3	31,5	43,8	12,3	31,5	0,0	43,8	4,8
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	8,0	20,7	28,7	8,0	20,7	0,0	28,7	1,4
Décembre ...	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984 Mars	0,0	0,5	0,5	31,7	55,9	87,6	31,7	55,9	0,5	88,1	9,8
Juin	0,0	0,3	0,3	22,0	53,2	75,2	22,0	53,2	0,3	75,5	6,5
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	1,9	15,3	17,2	1,9	15,3	0,0	17,2	2,0

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) =	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1975	23,7	150,3	309,9	483,9	9,8	8,2	18,0	13,9	142,1	309,9	465,9	0,4
1976	24,4	171,9	372,1	568,4	5,7	10,4	16,1	18,7	161,5	372,1	552,3	2,5
1977 ³	25,5	192,3	452,5	670,3	6,5	12,8	19,3	19,0	179,5	452,5	651,0	3,0
1978 ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982 Juin	33,2	204,4	812,7	1.050,3	6,2	3,5	9,7	27,0	200,9	812,7	1.040,6	8,4
Septembre ..	32,3	196,5	803,1	1.031,9	6,7	3,7	10,4	25,6	192,8	803,1	1.021,5	4,1
Décembre ...	32,2	201,8	821,5	1.053,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 Mars	30,0	200,6	810,6	1.041,2	8,1	5,8	13,9	21,9	194,8	810,6	1.027,3	7,0
Juin	31,6	199,2	806,5	1.037,3	8,2	2,3	10,5	23,4	196,9	806,5	1.026,8	5,1
Septembre ..	25,8	192,3	834,9	1.053,0	6,2	9,2	15,4	19,6	183,1	834,9	1.037,6	1,7
Décembre ...	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984 Mars	31,7	211,8	818,6	1.062,1	5,8	8,2	14,0	25,9	203,6	818,6	1.048,1	8,6
Juin	26,1	208,8	859,2	1.094,1	6,3	3,8	10,1	19,8	205,0	859,2	1.084,0	5,4
Septembre ..	23,5	201,1	866,3	1.090,9	4,1	3,9	8,0	19,4	197,2	866,3	1.082,9	2,5
B. Crédits à l'étranger												
1975	32,6	43,2	149,6	225,4	4,7	12,9	17,6	27,9	30,3	149,6	207,8	0,7
1976	30,5	56,9	159,4	246,8	4,5	15,7	20,2	26,0	41,2	159,4	226,6	0,1
1977 ³	36,4	68,5	191,4	296,3	4,1	25,4	29,5	32,3	43,1	191,4	266,8	1,9
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	253,6	352,5	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982 Juin	39,7	124,7	706,1	870,5	4,3	40,3	44,6	35,4	84,4	706,1	825,9	11,5
Septembre ..	31,8	120,0	716,7	868,5	3,6	41,2	44,8	28,2	78,8	716,7	823,7	12,5
Décembre ...	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 Mars	39,5	128,9	713,9	882,3	5,1	43,0	48,1	34,4	85,9	713,9	834,2	8,6
Juin	37,7	129,6	725,2	892,5	5,5	42,3	47,8	32,2	87,3	725,2	844,7	7,4
Septembre ..	35,5	131,4	752,3	919,2	6,1	42,2	48,3	29,5	89,1	752,3	870,9	7,6
Décembre ...	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984 Mars	43,6	133,3	792,8	969,7	5,3	42,2	47,5	38,3	91,1	792,8	922,2	9,0
Juin	37,4	133,7	816,8	987,9	4,1	42,2	46,3	33,3	91,5	816,8	941,6	7,4
Septembre ..	37,0	134,3	899,9	1.071,2	5,0	42,2	47,2	32,0	92,1	899,9	1.024,0	5,5
C. Total												
1975	56,3	193,5	459,5	709,3	14,5	21,1	35,6	41,8	172,4	459,5	673,7	1,1
1976	54,9	228,8	531,5	815,2	10,2	26,1	36,3	44,7	202,7	531,5	778,9	2,6
1977 ³	61,9	260,8	643,9	966,6	10,6	38,2	48,8	51,3	222,6	643,9	917,8	4,9
1978 ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979	71,7	304,9	896,4	1.273,0	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	896,4	1.222,5	12,4
1979 ⁴	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982 Juin	72,9	329,1	1.518,8	1.920,8	10,5	43,8	54,3	62,4	285,3	1.518,8	1.866,5	19,9
Septembre ..	64,1	316,5	1.519,8	1.900,4	10,3	44,9	55,2	53,8	271,6	1.519,8	1.845,2	16,6
Décembre ...	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 Mars	69,5	329,5	1.524,5	1.923,5	13,2	48,8	62,0	56,3	280,7	1.524,5	1.861,5	15,6
Juin	69,3	328,8	1.531,7	1.929,8	13,7	44,6	58,3	55,6	284,2	1.531,7	1.871,5	12,5
Septembre ..	61,3	323,7	1.587,2	1.972,2	12,3	51,4	63,7	49,1	272,2	1.587,2	1.908,5	9,3
Décembre ...	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984 Mars	75,3	345,1	1.611,4	2.031,8	11,1	50,4	61,5	64,2	294,7	1.611,4	1.970,3	17,6
Juin	63,5	342,5	1.676,0	2.082,0	10,4	46,0	56,4	53,1	296,5	1.676,0	2.025,6	12,8
Septembre ..	60,5	335,4	1.766,2	2.162,1	9,1	46,1	55,2	51,4	289,3	1.766,2	2.106,9	8,0

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.
Encaisse en or	71,8	72,3	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :									
Participation	29,9	26,7	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0
Prêts	0,0	1,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	19,3	19,8	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1
Ecus	—	—	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4
Monnaies étrangères	84,1	101,2	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2
Autres	—	—	—	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	0,2	0,4	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6
Avance au F.M.I.	9,7	9,7	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	6,5	6,5	—	—	—	—	—	—	—
Débiteurs pour change et or à terme ..	0,0	0,0	11,9	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	45,3	59,7	79,0	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	4,1	7,8	14,2	23,5	10,3	0,1	—	—	—
Banques	0,1	0,1	2,0	0,2	0,1	0,5	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	—	0,1	0,0	2,2
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	0,0	13,7	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	—	0,5	0,4	0,1
Effets publics :									
Effets publics belges	20,6	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ..	—	2,8	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,6	0,4	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	0,9	2,2	9,2	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6
Fonds publics	5,5	6,1	6,5	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	7,7	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0
Comptes transitoires	0,9	1,2	1,5	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1
Total de l'actif	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1976 31 déc.	1977 31 déc.	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.
Billets en circulation	307,2	335,4	359,9	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	0,3	0,2	2,9	1,5	1,8	4,1	—	—	—
Banques de Belgique	0,6	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,9	0,8	0,7	0,9	0,6	0,8	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	0,6	0,9	1,1	1,4	1,2	1,5	—	—	—
Valeurs à payer	2,1	2,0	3,3	3,8	4,8	4,1	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	—	—	0,4	0,3	0,4
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	—	—	0,9	0,8	0,8
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	—	—	0,1	0,2	0,3
Banques à l'étranger et institutions in- ternationales, comptes ordinaires .	—	—	—	—	—	—	2,3	2,3	2,1
Valeurs à payer	—	—	—	—	—	—	28,0	16,4	26,9
Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Accords d'aide financière	2,5	2,4	2,0	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3
Autres accords	0,4	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	23,4	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	—
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9
Réserve monétaire :									
Belgique	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—
Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	0,0	16,2	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Caisse de Pensions du Personnel	7,7	9,1	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0
Comptes transitoires	10,5	14,5	16,5	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,3	1,2	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8
Réserve extraordinaire	2,3	2,7	3,4	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0
Compte d'amortissement des immeu- bles, matériel et mobilier	2,1	2,1	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0
Bénéfice net à répartir	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0
Total du passif	349,7	406,9	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1983 5 décembre	1984 10 décembre	1984 9 janvier	1985 7 janvier	1984 6 février	1985 4 février	1984 5 mars	1985 4 mars
ACTIF								
Encaisse en or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :								
Participation	14,6	24,2	23,7	25,0	23,7	25,0	23,4	24,2
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	29,9	22,1	19,4	22,1	18,9	22,1	19,1	22,4
Ecus	139,7	165,6	133,2	152,9	132,4	184,1	121,6	184,1
Monnaies étrangères	47,8	40,1	52,7	45,0	44,6	31,0	57,4	40,1
Monnaies étrangères et or à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	26,7	30,2	26,2	25,6	26,2	25,6	26,2	25,6
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	1,3	1,5	1,3	1,5	1,3	1,3	1,3	1,6
Avances au F.M.I.	2,4	0,7	2,4	0,8	2,4	0,8	2,4	0,8
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,7
Effets de commerce	61,0	11,2	89,2	11,4	79,2	10,9	102,5	13,0
Avances sur nantissement	5,1	0,0	12,8	0,0	2,8	0,0	6,9	0,0
Effets publics ^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ^b	208,8	192,2	166,0	186,3	193,9	165,3	196,0	150,8
Monnaies divisionnaires et d'appoint	1,0	0,8	0,9	0,7	1,1	0,8	1,2	0,8
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	5,0	4,0	4,6	4,3	4,4	4,1	4,9	3,5
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	11,6	12,8	11,6	12,8	12,7	14,2	12,8	14,3
Immeubles, matériel et mobilier	2,4	2,9	2,4	2,9	2,9	3,4	2,9	3,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel ..	16,7	18,2	17,2	18,6	17,6	18,8	18,2	19,8
Divers	25,9	26,0	27,6	31,5	24,6	17,5	35,9	20,1
	732,6	685,2	723,9	674,1	721,4	657,6	765,4	677,9
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux ¹	27,0	13,1	25,3	12,1	24,4	22,7	23,3	21,2
PASSIF								
Billets en circulation	391,7	388,5	390,8	389,6	385,0	380,1	385,8	386,1
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationa- les, comptes ordinaires	4,2	2,2	2,6	1,6	3,0	2,3	2,3	1,8
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	12,2	14,6	14,4	17,3	12,8	14,8	12,7	13,5
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	5,0	4,0	4,6	4,3	4,4	4,1	4,9	3,5
Autres accords	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire	48,3	0,0	48,9	0,0	55,2	0,0	96,5	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	198,6	197,9	192,9	184,1	192,9	184,1	192,9	184,1
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	1,1	0,0	12,0
Caisse de Pensions du Personnel	16,7	18,2	17,2	18,6	17,6	18,8	18,2	19,8
Divers	20,7	23,4	17,2	22,1	14,0	14,4	15,6	19,2
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	11,2	12,4	11,2	12,4	12,5	13,9	12,5	13,9
	732,6	685,2	723,9	674,1	721,4	657,6	765,4	677,9
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale ¹	27,0	13,1	25,3	12,1	24,4	22,7	23,3	21,2
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ²	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

² Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						
	(milliers)	(milliards de francs)						(%)	
1977	1.112	202,7	78,9	305,5	564,3	304,2	564,3	1.738,4	95
1978	1.111	203,0	80,4	324,1	601,0	319,7	601,0	1.845,8	96
1979	1.116	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1982 4 ^e trimestre	1.271	242,7	86,1	440,2	806,7	427,5	806,7	2.481,1	95
1983 1 ^{er} trimestre	1.266	249,5	86,4	442,8	872,8	434,7	872,8	2.623,1	97
2 ^e trimestre	1.265	277,2	89,6	478,2	914,3	432,9	914,3	2.739,7	97
3 ^e trimestre	1.266	270,4	88,6	411,0	784,0	444,0	784,0	2.423,1	94
4 ^e trimestre	1.268	267,8	83,4	456,8	849,5	610,9	849,5	2.766,7	96
1984 1 ^{er} trimestre	1.258	247,7	83,8	478,9	947,3	479,8	947,3	2.853,3	97
2 ^e trimestre	1.254	262,8	89,2	512,9	964,2	503,7	964,2	2.945,0	97
3 ^e trimestre	1.255	241,4	85,7	448,1	846,5	463,2	846,5	2.604,3	97
4 ^e trimestre	1.261	236,2	82,0	468,8	818,8	448,9	818,8	2.555,3	96
1984 Janvier	1.268	248,7	81,6	468,7	891,7	448,1	891,7	2.700,1	97
Février	1.259	252,2	87,6	508,3	1.048,4	509,3	1.048,4	3.114,4	97
Mars	1.258	242,3	82,3	459,6	901,9	482,1	901,9	2.745,5	97
Avril	1.256	261,6	85,0	483,5	869,3	437,2	869,3	2.659,3	97
Mai	1.255	276,1	90,5	540,4	1.022,0	570,1	1.022,0	3.154,5	96
Juin	1.254	250,8	92,2	514,9	1.001,3	503,7	1.001,3	3.021,3	97
Juillet	1.255	274,3	87,4	505,1	922,4	523,3	922,4	2.873,2	97
Août	1.255	241,9	86,4	434,5	841,8	451,8	841,8	2.569,9	97
Septembre	1.256	208,0	83,4	404,6	775,2	414,6	775,2	2.369,6	96
Octobre	1.258	256,9	82,4	501,8	891,9	481,3	891,9	2.766,9	97
Novembre	1.260	223,7	84,2	455,5	886,8	460,6	886,8	2.689,7	97
Décembre	1.261	228,0	79,3	448,9	677,8	404,8	677,8	2.209,3	95
1985 Janvier	1.261	320,1	85,3	512,2	1.059,8	526,2	1.059,8	3.158,0	97

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1983 30 nov.	1984 30 nov.	1984 31 jan.	1985 31 jan.
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	13,6	14,0	14,2	18,5	12,2	12,4	13,7	12,7
Prêts au jour le jour	49,4	63,2	90,4	146,6	91,4	139,7	123,3	187,5
Banquiers	1.517,9	1.790,2	2.119,0	2.462,2	2.030,9	2.470,4	2.090,8	2.614,7
Maison-mère, succursales et filiales	703,9	795,6	949,9	1.133,1	829,5	1.053,8	938,0	1.192,2
Autres valeurs à recevoir à court terme	45,0	41,9	49,4	64,2	50,8	62,0	49,7	70,1
Portefeuille-effets	535,3	663,6	823,5	885,9	837,6	898,6	849,2	859,9
a) Effets publics	281,1	408,4	562,9	569,7	570,4	590,6	590,0	549,0
b) Effets commerciaux ^a	254,2	255,2	260,6	316,2	267,2	308,0	259,2	310,9
Reports et avances sur titres	1,4	1,5	2,1	2,8	2,2	2,8	2,1	3,1
Débiteurs par acceptations	77,0	68,9	69,5	60,8	67,8	62,9	68,3	59,8
Débiteurs divers	1.478,9	1.678,6	1.844,4	2.059,5	1.818,1	2.015,8	1.895,9	2.089,2
Valeurs mobilières	657,4	713,2	914,7	1.122,7	909,6	1.105,6	935,1	1.184,1
a) Fonds publics belges	567,2	612,3	735,6	828,8	737,3	833,4	749,1	889,6
b) Autres titres d'emprunt	89,3	99,7	177,2	289,7	171,1	268,5	183,6	290,7
c) Actions et parts de sociétés	0,6	0,9	1,6	2,5	0,9	2,1	2,1	2,1
d) Autres valeurs mobilières	0,3	0,3	0,3	1,7	0,3	1,6	0,3	1,7
Valeurs de la réserve légale	2,5	2,8	3,3	3,7	3,2	3,7	3,4	3,7
Participations	28,6	35,3	43,3	47,2	40,9	47,6	43,9	47,4
a) Filiales	16,0	21,5	28,8	31,9	27,2	31,7	29,3	32,0
b) Autres participations	12,6	13,8	14,5	15,3	13,7	15,9	14,6	15,4
Frais de constitution et de premier établissement	1,4	1,5	1,6	1,9	1,7	2,0	1,6	2,0
Immeubles	23,1	23,5	24,4	24,6	24,7	25,0	24,4	24,6
Participations dans les filiales immobilières	1,6	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1
Matériel et mobilier	4,1	5,4	6,9	8,4	7,3	9,1	7,0	8,5
Divers	150,3	177,3	193,2	264,6	192,9	262,4	207,9	274,6
Total de l'actif	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	6.922,7	8.175,8	7.256,2	8.636,1
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	114,4	122,3	123,9	83,7	107,7	84,4	120,9	83,6
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	1,5	0,1	0,1	0,5	0,6	0,1	0,1	0,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

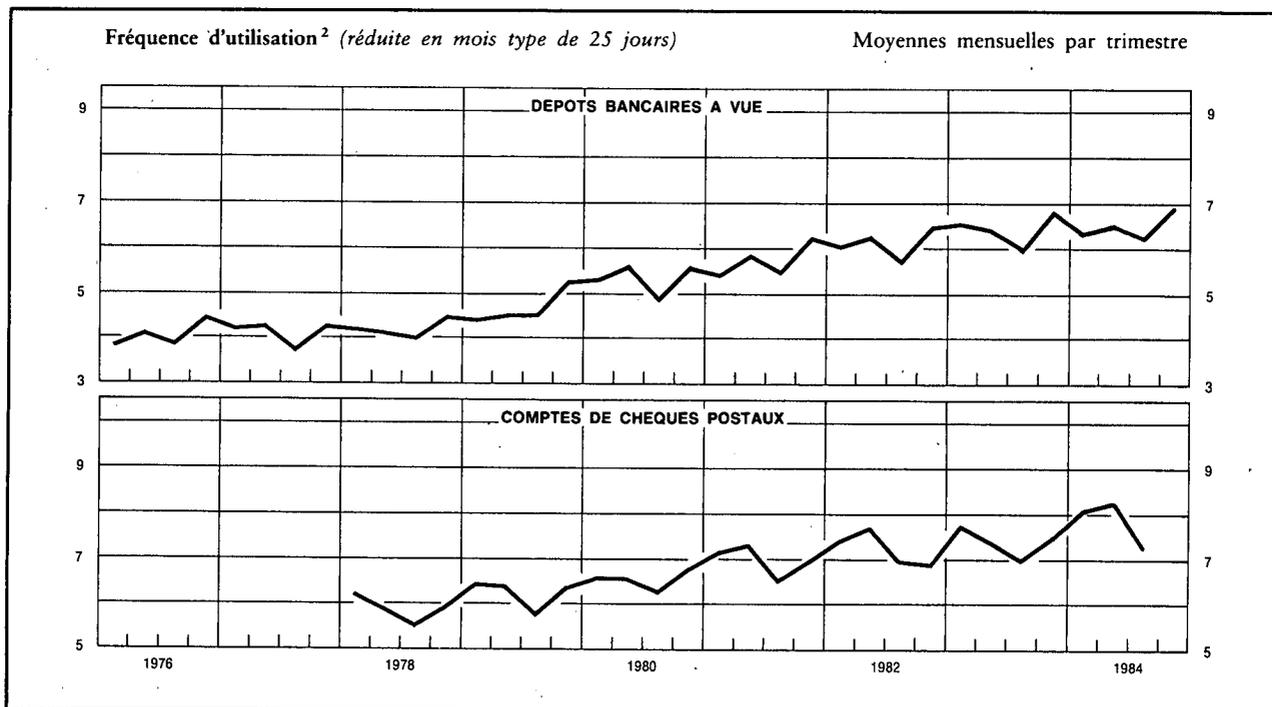
Passif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1983 30 nov.	1984 30 nov.	1984 31 jan.	1985 31 jan.
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	5,6	7,5	7,5	10,9	21,9	5,5	17,5	11,0
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	5,1	5,8	7,3	8,4	4,3	5,1	6,2	6,3
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,5	1,7	0,2	2,5	17,6	0,4	11,3	4,7
Emprunts au jour le jour	94,2	130,9	168,1	257,7	193,2	248,7	194,4	366,4
a) Couverts par des sûretés réelles	7,9	10,4	8,1	5,5	4,5	3,0	5,6	7,7
b) Non couverts par des sûretés réelles	86,3	120,5	160,0	252,2	188,7	245,7	188,8	358,7
Banquiers	2.656,9	3.062,7	3.595,4	4.142,7	3.398,2	4.065,4	3.625,2	4.202,0
Maison-mère, succursales et filiales	445,9	526,6	701,7	921,4	670,5	893,2	666,2	1.041,6
Acceptations	77,0	68,9	69,5	61,1	67,8	62,9	68,3	60,4
Autres valeurs à payer à court terme	28,2	34,7	39,3	51,5	45,3	46,9	56,4	58,1
Créditeurs pour effets à l'encaissement	4,6	4,8	6,2	8,1	6,0	7,5	5,9	7,4
Dépôts et comptes courants	1.452,1	1.620,8	1.845,5	2.015,9	1.792,4	1.996,9	1.871,8	2.030,3
a) A vue	388,2	422,7	489,6	504,5	476,1	495,6	466,5	516,7
b) A un mois au plus	272,7	347,9	403,1	485,1	396,5	495,5	442,0	479,8
c) A plus d'un mois	376,7	419,9	469,5	505,0	459,2	506,8	470,4	506,1
d) A plus d'un an	8,2	14,0	10,6	10,7	10,9	11,1	10,7	10,9
e) A plus de deux ans	25,0	27,9	44,4	42,7	41,6	42,4	44,9	43,1
f) Carnets de dépôts	380,0	387,1	426,8	466,4	406,6	444,0	435,8	472,2
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Obligations et bons de caisse	238,4	293,9	352,3	390,8	349,1	383,1	351,9	393,8
Montants à libérer sur titres et participations	1,5	1,6	1,5	1,7	1,6	1,7	1,5	1,7
Divers	170,9	195,4	201,1	259,1	218,4	279,0	226,7	271,7
<i>Total de l'exigible</i>	5.175,3	5.947,8	6.988,1	8.120,9	6.764,4	7.990,8	7.085,8	8.444,4
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	24,1	27,1	40,7	58,2	41,3	57,1	47,3	62,0
<i>Non exigible :</i>								
Capital	51,0	54,7	65,8	68,4	62,2	66,8	65,8	68,3
Fonds indisponible par prime d'émission	2,5	2,4	5,1	5,5	3,7	5,6	5,1	5,5
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	2,5	2,8	3,3	3,7	3,2	3,7	3,3	3,7
Réserve disponible	23,2	26,8	29,5	31,5	29,3	31,4	29,5	31,5
Autres réserves	6,8	9,5	11,3	11,7	10,7	11,7	11,3	11,7
Provisions	6,1	7,4	8,0	8,8	7,9	8,7	8,1	9,0
<i>Total du non exigible</i>	92,1	103,6	123,0	129,6	117,0	127,9	123,1	129,7
<i>Total du passif</i>	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	6.922,7	8.175,8	7.256,2	8.636,1

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1977	936,5	509,0	1.445,5	4,17	4,13	.
1978	1.012,5	530,0	1.542,5	4,21	4,19	5,87
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,25
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	6,57
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3			6,63	6,52	
1982 4 ^e trimestre	1.763,7	669,4	2.433,1	6,59	6,49	6,91
1983 1 ^{er} trimestre	1.751,0	756,3	2.507,3	6,65	6,57	7,79
2 ^e trimestre	1.822,3	752,8	2.575,1	6,40	6,40	7,40
3 ^e trimestre	1.750,7	709,8	2.460,5	6,16	6,00	7,02
4 ^e trimestre	2.055,8	703,2	2.759,0	6,95	6,84	7,49
1984 1 ^{er} trimestre	1.871,2	778,7	2.649,9	6,60	6,36	8,13
2 ^e trimestre	2.017,2	847,4	2.864,6	6,50	6,58	8,25
3 ^e trimestre	1.887,0	713,0	2.600,0	6,28	6,20	7,22
4 ^e trimestre	2.117,7			7,13	6,95	
1984 Janvier	1.885,5	703,1	2.588,6	6,53	6,28	7,61
Février	1.947,2	935,7	2.882,9	6,63	6,63	9,38
Mars	1.780,9	697,2	2.478,1	6,65	6,16	7,33
Avril	2.040,3	762,6	2.802,9	6,48	6,75	7,77
Mai	2.025,9	907,7	2.933,6	6,77	6,77	8,71
Juin	1.985,5	871,8	2.857,3	6,24	6,24	8,24
Juillet	2.035,4	761,6	2.797,0	6,46	6,46	7,57
Août	1.822,5	701,0	2.523,5	6,33	6,09	7,05
Septembre	1.803,1	676,5	2.479,6	6,05	6,05	7,04
Octobre	2.078,2	677,2	2.755,4	7,37	6,82	7,10
Novembre	1.984,6	781,4	2.766,0	6,69	6,69	8,10
Décembre	2.290,3			7,32	7,32	
1985 Janvier	2.073,2			7,04	6,77	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n^o 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, tome I, n^o 1, janvier 1965, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n^o 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n^o 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

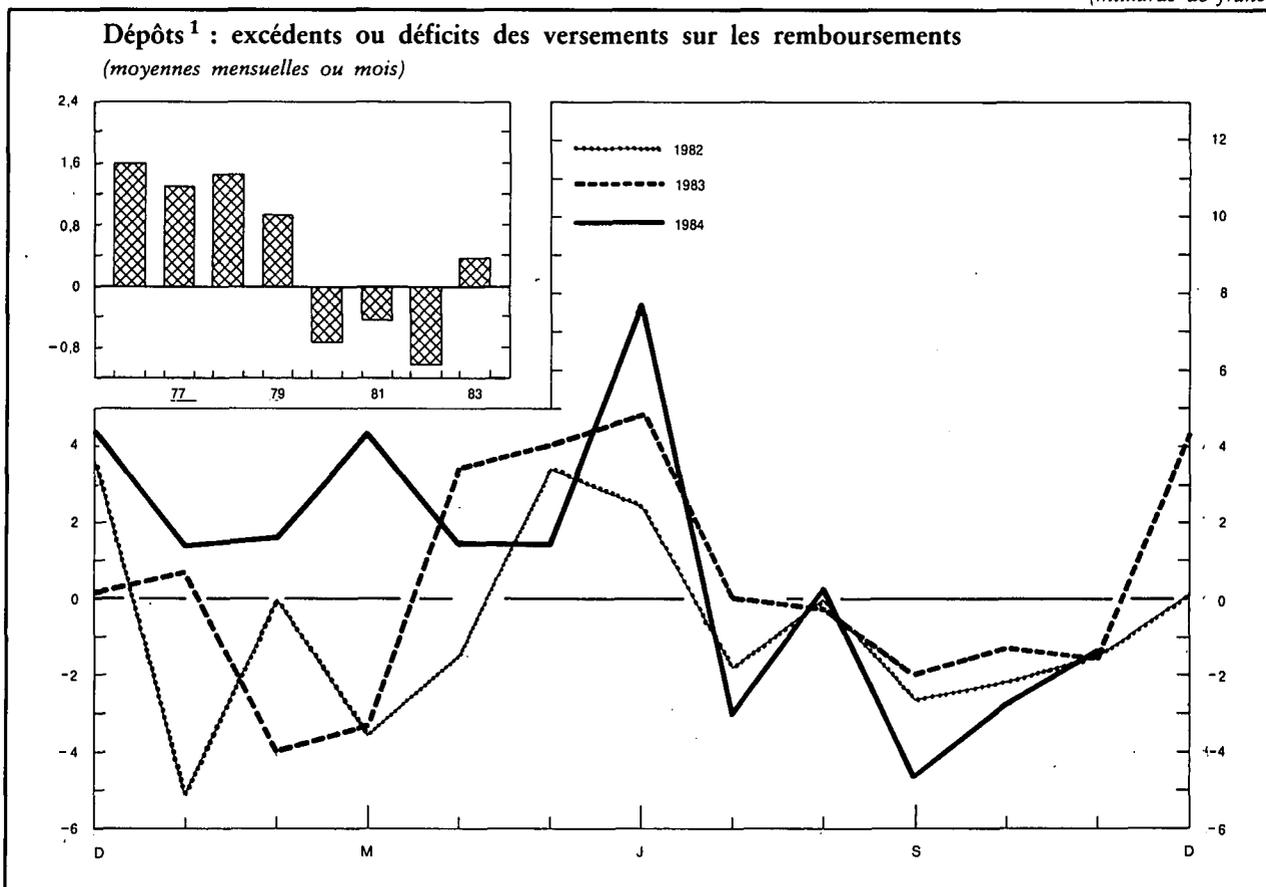
Fin de période	ACTIFS					PASSIFS			
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
valeur nominale									
1975	17,9	6,0	0,0	0,0	2,8	20,1	0,3	2,9	
1976	14,9	6,0	1,4	0,0	0,0	15,7	0,0	3,6	
1977	17,5	—	2,8	0,0	0,0	7,0	0,0	7,4	2,8
1978	22,3	—	16,0	0,0	0,0	5,2	0,0	13,9	16,0
1979	33,1	—	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	—	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981 Septembre	27,7	—	134,5	0,0	0,0	24,1	0,0	0,0	132,9
Décembre	25,2	—	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982 Mars	23,8	—	167,1	0,0	0,0	27,2	0,0	0,0	159,1
Juin	22,7	—	175,0	0,0	0,0	24,7	0,0	0,0	174,3
Septembre	19,3	—	176,5	0,0	0,0	26,1	0,0	0,0	164,6
Décembre	16,6	—	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983 Janvier	16,0	—	176,7	0,0	0,0	25,2	0,0	0,0	166,8
Février	18,7	—	210,9	0,0	0,0	23,2	0,0	0,0	203,5
Mars	18,5	—	206,1	0,0	0,0	22,6	0,0	0,0	197,3
Avril	15,4	—	174,4	0,0	0,0	23,4	0,0	0,0	159,9
Mai	16,8	—	167,3	0,0	0,0	23,5	0,0	0,0	152,3
Juin	16,6	—	165,8	0,0	0,0	21,2	0,0	0,0	161,6
Juillet	16,0	—	171,8	0,0	0,0	18,5	0,0	0,0	168,6
Août	17,9	—	175,9	0,0	0,0	12,8	0,0	3,3	175,9
Septembre	19,0	—	196,1	0,0	0,0	10,1	0,0	5,6	196,1
Octobre	19,1	—	186,7	0,0	0,0	6,4	0,0	7,5	186,7
Novembre	24,2	—	209,0	0,0	0,0	12,2	0,0	5,3	209,0
Décembre	27,3	—	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ¹			Bons d'épargne ²		Total
	Versements ³	Remboursements	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Solde ⁴		
				Montant en circulation (fin de période)		
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1976	302,4	283,1	19,3	319,5	49,5	369,0
1977	371,3	355,7	15,6	348,9	65,4	414,3
1978	488,8	471,4	17,4	380,3	78,6	458,9
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1982 3 ^e trimestre	264,6	269,3	- 4,7	423,4	172,4	595,8
1982 4 ^e trimestre	317,9	321,5	- 3,6	439,8	180,8	620,6
1983 1 ^{er} trimestre ⁵	319,6	326,2	- 6,6	433,2	194,1	627,3
1983 2 ^e trimestre	330,8	318,6	12,2	445,4	202,5	647,9
1983 3 ^e trimestre	285,4	287,7	- 2,3	443,1	207,8	650,9
1983 4 ^e trimestre	346,0	344,1	1,9	465,6	211,5	677,1
1984 1 ^{er} trimestre	379,5	372,2	7,3	472,3	215,7	688,0
1984 2 ^e trimestre	432,6	422,1	10,5	482,8	218,7	701,5
1984 3 ^e trimestre	345,7	353,2	- 7,5	475,3	223,6	698,9
1983 Novembre	107,7	109,3	- 1,6	440,2	208,4	648,6
1983 Décembre	129,8	125,0	4,8	465,6	211,5	677,1
1984 Janvier	120,7	119,3	1,4	466,4	211,9	678,3
1984 Février	123,1	121,5	1,6	468,0	213,8	681,8
1984 Mars	135,7	131,4	4,3	472,3	215,7	688,0
1984 Avril	145,4	144,0	1,4	473,7	216,5	690,2
1984 Mai	148,1	146,7	1,4	475,1	217,8	692,9
1984 Juin	139,1	131,4	7,7	482,8	218,7	701,5
1984 Juillet	114,0	117,1	- 3,1	479,7	220,1	699,8
1984 Août	114,1	113,9	0,2	479,9	221,9	701,8
1984 Septembre	117,6	122,2	- 4,6	475,3	223,6	698,9
1984 Octobre	131,3	134,1	- 2,8	472,5	225,4	697,9
1984 Novembre	119,6	121,0	- 1,4	471,1	227,1	698,2

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour

l'année 1983, les intérêts capitalisés s'élèvent à 20,6 milliards.

⁵ Depuis 1983, les données mensuelles et trimestrielles ne sont plus revues et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est plus assurée et il faut utiliser avec prudence les chiffres mensuels et trimestriels.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1982 31 décembre	1983 31 décembre
ACTIF		
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	6,0	6,2
Prêts au jour le jour	0,8	0,4
Banquiers	47,9	60,3
Autres valeurs à recevoir à court terme	5,9	4,3
Portefeuille-effets	132,8	134,7
a) effets publics	(119,7)	(121,7)
b) effets commerciaux	(13,1)	(13,0)
Reports et avances sur titres	0,7	0,7
Débiteurs par acceptation	0,2	0,3
Débiteurs divers	345,1	361,3
Valeurs mobilières	206,0	238,6
a) fonds publics belges	(196,2)	(227,1)
b) autres titres d'emprunts	(9,8)	(11,5)
c) autres valeurs mobilières	(0,0)	(—)
Participations	0,8	1,6
a) filiales	(0,1)	(0,7)
b) autres participations	(0,7)	(0,9)
Immeubles	7,3	8,3
Matériel et mobilier	0,7	0,8
Divers	28,3	36,2
Compte de résultats :		
perte de l'exercice ²	0,1	0,8
Total de l'actif ...	782,6	854,5
PASSIF		
EXIGIBLE		
Créanciers couverts par des sûretés	0,7	1,0
a) créanciers garantis par des privilèges	(0,7)	(1,0)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(—)	(—)
Banquiers	51,2	56,7
Acceptations	0,2	0,3
Autres valeurs à payer à court terme	0,3	0,9
Dépôts et comptes courants	497,1	521,0
a) à vue et à un mois au plus	(431,9)	(445,3)
b) à plus d'un mois	(65,2)	(75,7)
Obligations et bons de caisse	180,8	211,5
Divers	33,2	44,0
Total de l'exigible ...	763,5	835,4
NON EXIGIBLE		
Fonds de réserve	19,1	19,1
Total du passif ...	782,6	854,5

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

² Pour l'appréciation du résultat il faut tenir compte du manque à gagner provenant des missions sociales de la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels de la CGER.*

	1982 31 décembre	1983 31 décembre
ACTIF		
Frais d'établissement	0,0	0,0
Immeubles et titres de placement :		
Valeurs mobilières : — Actions et parts	0,1	1,6
— Titres à revenu fixe	32,4	33,1
Part des réassureurs dans les provisions techniques :		
Provisions mathématiques	0,0	0,0
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	—	0,0
Créances :		
Crédits : — Prêts hypothécaires	19,5	21,1
— Avances sur contrats	0,1	0,2
— Autres prêts : — prêts sociaux	1,6	1,5
— autres	0,1	0,5
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,1	0,1
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances ..	0,0	0,0
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1
— Créances diverses	1,1	1,0
Valeurs disponibles	0,0	0,1
Comptes de régularisation :		
Produits financiers acquis et non échus	1,8	2,0
Total de l'actif ...	56,9	61,3
PASSIF		
Réserves :		
Réserves indisponibles	0,0	0,0
Réserves disponibles	11,7	12,8
Perte reportée	0,0	0,0
Provisions techniques :		
Provisions mathématiques	29,7	31,9
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,1	0,1
Provisions pour prestations à régler	0,1	0,3
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	13,5	13,5
Autres provisions techniques	0,0	—
Provisions pour risques et charges	0,2	0,1
Dépôts des réassureurs	0,0	0,1
Dettes :		
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,3	0,5
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,0
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,2	0,3
Compte courant	0,0	0,0
— Autres créditeurs : recherche médicale scientifique	0,1	0,1
autres	1,0	1,6
Comptes de régularisation	0,0	0,0
Total du passif ...	56,9	61,3

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
ACTIF									
IMMOBILISE	0,2	0,2	1,6	1,6	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	22,1	16,2	41,4	26,6	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	40,8	50,1	59,7	75,7	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0
2. garantis par banques et organismes financiers ..	44,9	51,2	52,7	50,3	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8
3. dont le risque est à charge de l'Institution	63,2	66,9	66,7	68,0	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1
Crédits commerciaux	5,3	6,4	5,7	4,7	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	7,4	11,7	9,0	12,9	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour la sidérurgie	—	—	—	—	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5
Autres ¹	0,6	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	8,9	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4
2. autres ²	1,4	1,6	1,4	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8
Débiteurs divers	2,2	2,5	3,4	3,4	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1
Fonds publics et participations	2,7	3,0	3,0	3,0	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5
Divers	1,8	1,5	0,9	1,9	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2
Total de l'actif ...	201,5	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,6	1,6	1,5	1,6	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8
EXIGIBLE :									
Obligations	119,7	133,6	163,5	163,4	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9
Bons de caisse	27,4	28,3	32,3	32,4	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5
Dépôts et emprunts divers	22,7	26,7	26,3	28,3	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5
Effets réescomptés	7,4	6,1	5,5	5,7	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5
Créditeurs divers		3,9	4,4	5,4	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8
Provisions pour charge et risques divers	4,6	2,3	2,5	2,8	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	8,9	11,4	13,4	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4
2. Autres ³	1,2	1,2	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8
Divers	8,0	8,0	8,9	9,1	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9
Total du passif ...	201,5	223,1	259,3	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1983 31 oct.	1984 31 oct.	1983 30 nov.	1984 30 nov.
Caisse, B.N.B. Chèques Postaux	3,0	2,8	2,5	3,0	2,7	2,5	2,6	2,5
Prêts au jour le jour	1,8	0,8	2,3	5,7	2,0	1,0	1,1	1,0
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	23,3	31,9	36,3	42,5	26,3	37,8	28,2	37,7
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	3,8	5,6	4,6	8,2	4,1	4,2	3,4	4,3
Effets de commerce et factures	7,5	8,2	7,7	6,5	5,0	4,6	5,9	5,5
Débiteurs par acceptations	1,5	0,8	1,4	1,6	0,4	1,0	0,6	0,7
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	59,2	69,2	87,1	99,9	78,8	98,9	79,9	99,1
Portefeuille-titres et participations	274,3	340,7	442,8	518,3	418,7	510,9	419,1	517,9
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(29,2)	(33,8)	(48,3)	(71,2)	(47,2)	(66,7)	(46,9)	(70,6)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(113,8)	(132,0)	(187,1)	(220,6)	(173,3)	(221,3)	(171,8)	(219,2)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(102,1)	(140,9)	(155,9)	(168,0)	(152,7)	(167,1)	(152,2)	(169,1)
c) Obligations de sociétés belges	(19,6)	(20,5)	(23,2)	(24,0)	(23,3)	(24,2)	(23,4)	(24,0)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(5,3)	(5,9)	(12,6)	(12,1)	(7,7)	(11,7)	(8,8)	(11,9)
e) Autres valeurs	(4,3)	(7,6)	(15,7)	(22,4)	(14,5)	(19,9)	(16,0)	(23,1)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	255,7	254,0	262,3	258,9	249,8	258,0	249,9	257,6
Actionnaires ou sociétaires	3,4	3,3	3,1	2,9	3,2	2,9	3,2	2,9
Débiteurs divers	2,9	3,4	5,2	7,4	4,7	7,3	4,4	7,1
Divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Total du disponible et réalisable	636,8	721,1	855,7	955,3	796,1	929,5	798,7	936,7
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporel- les	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
Immeubles et terrains	6,8	7,5	7,9	8,5	7,9	8,3	7,9	8,3
Leasing immobilier	0,8	0,6	0,5	0,4	0,6	0,4	0,6	0,4
Matériel et mobilier	0,7	0,8	1,2	1,6	1,0	1,6	1,1	1,7
Leasing mobilier	0,5	0,8	1,4	0,1	1,4	0,2	1,4	0,2
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	9,0	9,8	11,1	10,7	11,1	10,6	11,2	10,7
Comptes transitoires ¹	18,5	24,0	33,0	38,9	29,1	36,6	31,9	41,5
Total de l'actif	664,3	754,9	899,8	1004,9	836,3	976,7	841,8	988,9
dont : affectés par privilège à la garantie du rembourse- ment des fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	613,1	696,8	825,7	927,9	771,3	903,0	772,1	911,3
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	602,0	684,4	812,1	913,9	757,5	888,2	759,4	897,2

¹ Y compris les comptes de résultats

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1983 31 oct.	1984 31 oct.	1983 30 nov.	1984 30 nov.
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	380,3	416,7	475,3	544,9	442,8	514,4	444,1	521,6
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	61,3	85,5	112,6	127,7	100,8	124,5	101,5	125,8
c) de cinq ans ou plus	155,5	174,6	216,8	228,8	196,6	224,9	197,0	226,1
Réserves techniques	0,8	0,8	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Fonds de reconstitution	5,2	6,1	6,5	6,4	6,5	6,3	6,5	6,3
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,2	1,4	1,9	2,4	0,6	0,9	0,6	0,8
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,1	0,2	0,0	0,0	0,5	0,1	0,1	0,2
b) auprès de la B.N.B.	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	1,0	1,2	2,3	2,0	3,1	3,1	1,8	2,3
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réescpteurs	5,0	4,8	5,0	0,0	0,8	0,6	1,9	0,0
Mobilisation d'actifs	0,3	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
Autres engagements à un mois maximum	2,1	2,3	2,9	3,3	1,5	1,6	1,5	1,6
Créditeurs divers	1,7	1,8	1,7	2,0	2,0	1,9	2,0	1,8
Provisions pour charges	3,5	4,1	5,3	6,0	4,0	5,8	4,1	6,0
Divers	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3
Total de l'exigible	618,5	700,3	831,3	924,2	760,1	884,8	762,0	893,2
Fonds propres :								
a) capital	9,1	9,6	14,1	16,7	10,0	15,5	11,1	15,7
b) réserve légale	0,8	0,8	1,0	1,2	0,9	1,2	0,9	1,2
c) autres réserves	11,5	12,6	13,9	15,6	13,5	14,5	13,4	14,4
Comptes de redressements d'actifs	4,5	5,8	6,6	8,0	5,4	6,6	5,4	6,7
Comptes transitoires ¹	19,9	25,8	32,9	39,2	46,4	54,1	49,0	57,7
Total du passif	664,3	754,9	899,8	1.004,9	836,3	976,7	841,8	988,9

¹ Y compris les comptes de résultats

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »									Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engagements de Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements				Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période			créditeurs	débiteurs	
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces et autres recettes	Total	Pour remboursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extraordinaires							Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(2)+(3)+(4)=(5)	(6)	(7)	(6)+(7)=(8)	(1)+(5)-(8)=(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1977	20,2	33,1	8,1	16,5	57,7	3,2	54,3	57,5	20,4	303,0	26,1	9,1	30,3	285,1
1978	20,4	38,6	7,8	16,8	63,2	4,1	57,2	61,3	22,3	331,0	30,8	11,1	31,6	315,3
1979	22,3	42,8	10,2	15,1	68,1	4,4	60,0	64,4	26,0	366,9	35,3	14,4	38,4	361,2
1980	26,0	46,9	12,8	26,1	85,8	1,8	84,1	85,9	25,9	403,4	37,3	21,9	49,0	590,3
1981	25,9	45,0	12,3	22,9	80,2	1,4	81,2	82,6	23,5	461,8	36,7	16,8	62,2	618,1
1982	23,5	40,7	10,0	20,2	70,9	1,9	71,5	73,4	21,0	514,4	32,3	13,9	66,3	645,1
1983	21,0	37,7	8,3	16,7	62,7	1,4	63,2	64,6	19,1	539,9	25,5	14,8	70,2	710,7
1984	19,1	27,4	6,5	20,2	54,1	2,0	54,5	56,5	16,7	567,3	21,2	19,7	83,6	897,3
1982 4 ^e trimestre	22,3	9,8	1,9	5,3	17,0	0,3	18,0	18,3	21,0	514,4	32,3	13,7	62,7	153,7
1983 1 ^{er} trimestre	21,0	11,7	2,0	4,5	18,2	0,4	17,1	17,5	21,7	526,9	26,5	14,4	65,9	195,6
2 ^e trimestre	21,7	8,9	2,3	5,3	16,5	0,4	15,1	15,5	22,7	533,3	29,1	14,5	63,9	164,1
3 ^e trimestre	22,7	8,4	1,9	3,6	13,9	0,2	15,4	15,6	21,0	536,0	23,7	15,9	70,4	180,4
4 ^e trimestre	21,0	8,7	2,1	3,3	14,1	0,4	15,6	16,0	19,1	539,9	25,5	14,5	80,7	170,6
1984 1 ^{er} trimestre	19,1	9,6	1,7	5,7	17,0	0,6	16,5	17,1	19,0	560,5	20,8	17,9	85,8	235,9
2 ^e trimestre	19,0	6,0	1,7	5,2	12,9	0,4	13,4	13,8	18,1	564,3	21,2	18,0	94,1	208,4
3 ^e trimestre	18,1	6,7	1,5	4,7	12,9	0,3	11,9	12,2	18,8	561,7	18,7	20,1	97,0	240,9
4 ^e trimestre	18,8	5,1	1,6	4,6	11,3	0,7	12,7	13,4	16,7	567,3	21,2	22,7	57,7	212,1
1983 Décembre ...	19,2	3,2	0,7	1,4	5,3	0,2	5,2	5,4	19,1	539,9	25,5	17,9	80,4	61,2
1984 Janvier	19,1	3,9	0,7	2,5	7,1	0,1	6,1	6,2	20,0	537,2	23,2	21,6	87,3	84,9
Février	20,0	2,8	0,4	1,9	5,1	0,3	5,8	6,1	19,0	549,5	22,3	16,1	91,3	64,6
Mars	19,0	2,9	0,6	1,3	4,8	0,2	4,6	4,8	19,0	560,5	20,8	16,0	78,7	86,4
Avril	19,0	2,0	0,5	1,9	4,4	0,1	3,8	3,9	19,5	558,3	20,7	16,6	87,9	66,6
Mai	19,5	1,8	0,5	1,2	3,5	0,2	4,1	4,3	18,7	560,8	20,4	17,3	98,1	75,3
Juin	18,7	2,2	0,7	2,1	5,0	0,1	5,5	5,6	18,1	564,3	21,2	20,0	96,2	66,5
Juillet	18,1	2,0	0,5	1,5	4,0	0,1	3,8	3,9	18,2	558,7	20,6	22,2	103,6	103,8
Août	18,2	2,3	0,6	2,2	5,1	0,1	4,4	4,5	18,8	561,3	19,5	18,9	99,2	61,1
Septembre ..	18,8	2,4	0,4	1,0	3,8	0,1	3,7	3,8	18,8	561,7	18,7	19,2	88,2	76,0
Octobre	18,8	1,8	0,5	1,9	4,2	0,2	4,4	4,6	18,4	564,0	18,0	18,1	61,2	71,9
Novembre ..	18,4	1,4	0,8	1,6	3,8	0,3	4,5	4,8	17,4	565,5	20,7	18,9	57,1	63,2
Décembre ...	17,4	1,9	0,3	1,1	3,3	0,2	3,8	4,0	16,7	567,3	21,2	31,1	54,8	77,0

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de contrôle des Assurances

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Sociétés belges									
ACTIF									
Immeubles	15,9	16,3	18,1	21,7	23,1	22,8	25,2	28,5	29,9
Prêts hypothécaires	30,2	34,4	38,8	42,4	60,3	70,8	80,7	91,7	101,1
Prêts sur polices	3,3	3,9	4,2	4,8	3,5	6,1	6,8	7,7	8,5
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assi- milées	26,7	28,8	31,4	33,3	48,1	50,9	57,1	62,4	68,3
Valeurs étrangères	4,0	4,1	4,7	5,5	2,6	4,2	5,1	6,4	7,7
Obligations de sociétés belges	17,9	18,9	21,6	27,1	28,7	27,9	32,6	36,1	37,9
Actions de sociétés belges	6,5	6,9	7,4	9,3	10,8	13,3	14,8	14,2	17,2
Total des valeurs mobilières ...	55,0	58,7	65,1	75,2	90,2	96,3	109,6	119,1	131,1
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,9	0,9	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	104,0	114,6	128,5	145,9	189,5	209,9	235,0	259,4	286,0
Sociétés étrangères									
ACTIF									
Immeubles	3,5	3,9	4,2	2,8	2,6	2,0	2,8	3,3	3,4
Prêts hypothécaires	7,9	8,6	9,4	8,7	7,7	8,5	9,2	10,2	10,9
Prêts sur polices	0,7	0,7	0,7	0,6	0,4	0,5	0,6	1,0	1,2
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges et valeurs assi- milées	9,3	9,9	10,4	9,2	9,4	10,9	11,0	11,5	12,5
Valeurs étrangères	0,9	0,8	1,0	1,0	0,4	0,6	0,5	0,7	1,0
Obligations de sociétés belges	2,7	2,7	2,8	2,5	2,2	2,0	2,0	2,0	2,1
Actions de sociétés belges	1,4	1,3	1,6	1,4	0,9	1,1	1,1	1,0	1,1
Total des valeurs mobilières ...	14,3	14,7	15,8	14,1	12,9	14,6	14,6	15,2	16,7
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves mathématiques ¹	26,3	28,0	30,2	25,8	23,6	26,0	28,7	31,4	34,4

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux — Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER.

— *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de l'I.N.S. — Rapports annuels de la S.N.C.I., de la Commission bancaire et du Crédit Communal de Belgique.*

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²					Actifs à plus d'un an ⁵	Total (6) = (1) + (4) + (5)	Détenus par les entreprises et particuliers ³	Total général (8) = (6) + (7)
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵			Total (4) = (2) + (3)				
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁶	Auprès des secteurs nationaux non financiers						
(1)	(2)	(3)		(5)	(7)	(8)			
1976	+ 8,8	- 2,4	- 0,3	- 2,7	+ 2,0	+ 8,1	+ 479,7	+ 487,8	
1977	- 0,5	+ 4,0	+ 0,2	+ 4,2	- 0,4	+ 3,3	*+ 481,4	*+ 484,7	
1978	+ 3,8	+ 7,7	- 0,1	+ 7,6	+ 0,2	+ 11,6	*+ 472,9	*+ 484,5	
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	*+ 484,7	*+ 499,9	
1980	- 4,2	- 5,7	+ 0,5	- 5,2	+ 1,0	- 8,4	*+ 489,9	*+ 481,5	
1981	- 5,5	- 2,2	+ 0,1	- 2,1	+ 1,0	- 6,6	*+ 585,7	*+ 579,1	
1982	+ 5,4	- 3,5	0,0	- 3,5	+ 5,1	+ 7,0	*+ 569,4	*+ 576,4	
1983	+ 6,1	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,6	- 1,2	+ 5,5	*+ 670,8	*+ 676,3	
1982 3 ^e trimestre ...	- 3,7	- 7,2	- 0,4	- 7,6	+ 0,2	- 11,1	*+ 146,5	*+ 135,4	
4 ^e trimestre ...	+ 0,4	- 9,3	- 0,1	- 9,4	+ 3,1	- 5,9	*+ 152,5	*+ 146,6	
1983 1 ^{er} trimestre ...	+ 1,8	+ 16,3	+ 1,0	+ 17,3	- 0,2	+ 18,9	*+ 144,7	*+ 163,6	
2 ^e trimestre ...	+ 13,7	- 2,8	+ 0,1	- 2,7	- 0,9	+ 10,1	*+ 227,9	*+ 238,0	
3 ^e trimestre ...	- 14,2	- 9,8	- 0,2	- 10,0	- 0,7	- 24,9	*+ 108,9	*+ 84,0	
4 ^e trimestre ...	+ 4,8	- 3,3	- 0,7	- 4,0	+ 0,6	+ 1,4	*+ 189,3	*+ 190,7	
1984 1 ^{er} trimestre ...	- 2,5	+ 24,5	+ 5,7	+ 30,2	+ 1,9	+ 29,6	*+ 178,1	*+ 207,7	
2 ^e trimestre ...	+ 15,8	+ 4,2	- 4,8	- 0,6	+ 1,2	+ 16,4	*+ 235,2	*+ 251,6	
3 ^e trimestre ...	- 9,2	- 8,8	+ 5,8	- 3,0	- 0,1	- 12,3	*+ 88,6	*+ 76,3	

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Voir tableau XV-2.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ^{2 3}	Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an au plus ^{5 6}	Actifs à plus d'un an ^{5 7}	Total	A un an au plus ⁵ (Dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁵ (Valeurs mobilières) ⁹	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9) = (4) + (7) + (8)
1976	+ 37,2	+192,7	+154,4	+384,3	+ 19,6	+ 14,2	+ 33,8	+ 61,6	+479,7
1977	+ 72,8	+114,7	*+224,3	*+411,8	+ 18,3	+ 16,7	+ 35,0	*+ 34,6	*+481,4
1978	+ 48,3	+176,5	*+171,3	*+396,1	0,0	+ 20,2	+ 20,2	*+ 56,6	*+472,9
1979	+ 25,8	+152,3	*+207,8	*+385,9	+ 16,5	+ 11,3	+ 27,8	*+ 71,0	*+484,7
1980	+ 4,2	+111,8	*+261,1	*+377,1	+ 46,4	+ 20,8	+ 67,2	*+ 45,6	*+489,9
1981	+ 32,9	+108,1	*+207,6	*+348,6	+115,3	+ 41,9	+157,2	*+ 79,9	*+585,7
1982	+ 38,9	+138,4	*+298,6	*+475,9	+ 30,7	+ 47,6	+ 78,3	*+ 15,2	*+569,4
1983	+ 67,6	+150,4	*+349,5	*+567,5	- 13,8	+ 63,7	+ 49,9	*+ 53,4	*+670,8
1982 3 ^e trimestre	- 17,7	+ 58,9	*+ 61,2	*+102,4	+ 3,5	+ 17,5	+ 21,0	*+ 23,1	*+146,5
4 ^e trimestre	- 3,3	+ 41,6	*+104,1	*+142,4	+ 3,6	+ 5,2	+ 8,8	*+ 1,3	*+152,5
1983 1 ^{er} trimestre	- 16,2	+ 7,1	*+140,4	*+131,3	- 3,9	+ 11,8	+ 7,9	*+ 5,5	*+144,7
2 ^e trimestre	+ 72,9	+ 8,3	*+ 95,6	*+176,8	- 10,2	+ 12,9	+ 2,7	*+ 48,4	*+227,9
3 ^e trimestre	- 1,7	+ 42,1	*+ 50,2	*+ 90,6	- 7,4	+ 18,7	+ 11,3	*+ 7,0	*+108,9
4 ^e trimestre	+ 12,6	+ 92,9	*+ 63,3	*+168,8	+ 7,7	+ 20,3	+ 28,0	*- 7,5	*+189,3
1984 1 ^{er} trimestre	- 28,3	+ 97,6	*+ 44,1	*+113,4	+ 23,5	+ 33,1	+ 56,6	*+ 8,1	*+178,1
2 ^e trimestre	+ 66,0	+ 19,4	*+ 51,4	*+136,8	- 11,6	+ 28,2	+ 16,6	*+ 81,8 ¹⁰	*+235,2
3 ^e trimestre	- 49,4	+ 74,4	*+ 50,6	*+ 75,6	- 3,2	+ 14,8	+ 11,6	*+ 1,4 ¹⁰	*+ 88,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-4, colonne (7).

¹⁰ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

La série des Autres actifs [colonne (8)] a été revue de manière à éliminer de son contenu des écarts statistiques qui ne peuvent, avec certitude, être identifiés comme actifs financiers.

XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges						En monnaies étrangères ³			Total général		
	auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4 5}					Total	auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4 6}	A l'étranger	Total			
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total						Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	dont : Auprès de organismes principalement monétaires ⁵ (6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1976	+ 106,0	+ 69,7	+ 4,5	- 4,2	+ 176,0	+ 88,7	+ 16,7	+ 192,7	+ 10,4	+ 9,2	+ 19,6	+ 212,3
1977	+ 102,9	- 1,5	+ 5,3	+ 1,1	+ 107,8	+ 38,1	+ 6,9	+ 114,7	+ 5,7	+ 12,6	+ 18,3	+ 133,0
1978	+ 105,9	+ 34,8	+ 14,5	+ 1,3	+ 156,5	+ 65,1	+ 20,0	+ 176,5	- 3,8	+ 3,8	0,0	+ 176,5
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+ 107,5	+ 59,2	+ 44,8	+ 152,3	+ 8,4	+ 8,1	+ 16,5	+ 168,8
1980	+ 1,9	+ 51,2	- 10,9	- 0,6	+ 41,6	+ 33,3	+ 70,2	+ 111,8	+ 12,9	+ 33,5	+ 46,4	+ 158,2
1981	+ 45,9	+ 11,9	- 4,9	+ 1,7	+ 54,6	+ 33,4	+ 53,5	+ 108,1	+ 41,1	+ 74,2	+ 115,3	+ 223,4
1982	+ 21,3	+ 71,7	- 3,6	+ 2,0	+ 91,4	+ 56,0	+ 47,0	+ 138,4	+ 6,1	+ 24,6	+ 30,7	+ 169,1
1983	+ 111,6	+ 35,3	+ 11,2	+ 1,3	+ 159,4	+ 76,1	- 9,0	+ 150,4	- 8,6	- 5,2	- 13,8	+ 136,6
1982 3 ^e trimestre .	- 7,5	+ 40,6	+ 0,9	- 2,1	+ 31,9	+ 24,3	+ 27,0	+ 58,9	- 3,4	+ 6,9	+ 3,5	+ 62,4
4 ^e trimestre .	+ 56,1	- 14,8	+ 1,3	- 3,2	+ 39,4	+ 5,7	+ 2,2	+ 41,6	+ 1,0	+ 2,6	+ 3,6	+ 45,2
1983 1 ^{er} trimestre .	- 12,8	+ 33,6	+ 2,1	- 0,4	+ 22,5	+ 9,7	- 15,4	+ 7,1	- 5,5	+ 1,6	- 3,9	+ 3,2
2 ^e trimestre .	+ 24,0	- 22,9	+ 2,2	+ 1,8	+ 5,1	- 3,6	+ 3,2	+ 8,3	- 4,2	- 6,0	- 10,2	- 1,9
3 ^e trimestre .	+ 19,8	+ 20,1	+ 3,1	+ 0,7	+ 43,7	+ 34,6	- 1,6	+ 42,1	- 0,8	- 6,6	- 7,4	+ 34,7
4 ^e trimestre .	+ 80,6	+ 4,5	+ 3,8	- 0,8	+ 88,1	+ 35,4	+ 4,8	+ 92,9	+ 1,9	+ 5,8	+ 7,7	+ 100,6
1984 1 ^{er} trimestre .	+ 19,1	+ 60,3	+ 3,5	+ 1,3	+ 84,2	+ 35,7	+ 13,4	+ 97,6	+ 23,3	+ 0,2	+ 23,5	+ 121,1
2 ^e trimestre .	+ 25,5	- 18,5	+ 1,4	+ 3,4	+ 11,8	- 3,0	+ 7,6	+ 19,4	- 5,3	- 6,3	- 11,6	+ 7,8
3 ^e trimestre .	+ 3,7	+ 50,2	+ 0,3	- 0,5	+ 53,7	+ 41,0	+ 20,7	+ 74,4	- 3,1	- 0,1	- 3,2	+ 71,2

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

⁷ Colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(1) à (4)	(6)	(7)	(8)=(5)+(7)
1975	678,6	236,6	69,8	7,8	992,8	389,8	23,0	1.015,8
1976	784,6	306,3	74,3	3,6	1.168,8	478,5	31,4	1.200,2
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980	1.067,9	429,2	79,2	5,9	1.582,2	674,2	54,0	1.636,2
1981	1.113,8	441,1	74,3	7,6	1.636,8	707,6	103,8	1.740,6
1982 Juin	1.086,5	487,0	68,5	14,9	1.656,9	733,6	125,8	1.782,7
Septembre	1.079,0	527,6	69,4	12,8	1.688,8	757,9	126,2	1.815,0
Décembre	1.135,1	512,8	70,7	9,6	1.728,2	763,6	125,9	1.854,1
1983 Mars	1.122,3	546,4	72,8	9,2	1.750,7	773,3	121,7	1.872,4
Juin	1.146,3	523,5	75,0	11,0	1.755,8	769,7	121,9	1.877,7
Septembre	1.166,1	543,6	78,1	11,7	1.799,5	804,3	125,0	1.924,5
Décembre	1.246,7	548,1	81,9	10,9	1.887,6	839,7	129,7	2.017,3
1984 Mars	1.265,8	608,4	85,4	12,2	1.971,8	875,4	149,9	2.121,7
Juin	1.291,3	589,9	86,8	15,6	1.983,6	872,4	147,3	2.130,9
Septembre	1.295,0	640,1	87,1	15,1	2.037,3	913,4	148,8	2.186,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des caisses d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS A PLUS D'UN AN²**

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8) = (4) + (7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Actions ⁵ (2)	Divers ⁶ (3)	Total (4) = (1) + (2) + (3)	Obligations (5)	Actions ⁷ (6)	Total (7) = (5) + (6)	
1976	+ 149,2	+ 2,2	+ 3,0	+ 154,4	+ 13,5	+ 0,7	+ 14,2	+ 168,6
1977	* + 207,2	+ 10,0	+ 7,1	* + 224,3	+ 17,7	- 1,0	+ 16,7	* + 241,0
1978	* + 160,1	+ 10,3	+ 0,9	* + 171,3	+ 18,6	+ 1,6	+ 20,2	* + 191,5
1979	* + 203,1	+ 3,8	+ 0,9	* + 207,8	+ 15,2	- 3,9	+ 11,3	* + 219,1
1980	* + 258,3	+ 1,8	+ 1,0	* + 261,1	+ 27,7	- 6,9	+ 20,8	* + 281,9
1981	* + 204,0	+ 1,2	+ - 2,4	* + 207,6	+ 46,4	- 4,5	+ 41,9	* + 249,5
1982	* + 279,7	+ 20,1	- 1,2	* + 298,6	+ 56,2	- 8,6	+ 47,6	* + 346,2
1983	* + 285,9	+ 50,7	+ 12,9	* + 349,5	+ 63,3	+ 0,4	+ 63,7	* + 413,2
1982 3 ^e trimestre ...	* + 60,0	+ 1,0	+ 0,2	* + 61,2	+ 19,4	- 1,9	+ 17,5	* + 78,7
4 ^e trimestre ...	* + 98,6	+ 7,7	- 2,2	* + 104,1	+ 7,1	- 1,9	+ 5,2	* + 109,3
1983 1 ^{er} trimestre ...	* + 133,5	+ 2,8	+ 4,1	* + 140,4	+ 10,5	+ 1,3	+ 11,8	* + 152,2
2 ^e trimestre ...	* + 78,4	+ 11,5	+ 5,7	* + 95,6	+ 14,2	- 1,3	+ 12,9	* + 108,5
3 ^e trimestre ...	* + 44,0	+ 4,7	+ 1,5	* + 50,2	+ 18,7	0,0	+ 18,7	* + 68,9
4 ^e trimestre ...	* + 30,0	+ 31,7	+ 1,6	* + 63,3	+ 19,9	+ 0,4	+ 20,3	* + 83,6
1984 1 ^{er} trimestre ...	* + 40,9	+ 2,5	+ 0,7	* + 44,1	+ 33,3	- 0,2	+ 33,1	* + 77,2
2 ^e trimestre ...	* + 47,0	+ 4,9	- 0,5	* + 51,4	+ 28,2	0,0	+ 28,2	* + 79,6
3 ^e trimestre ...	* + 49,8	- 0,6	+ 1,4	* + 50,6	+ 16,3	- 1,5	+ 14,8	* + 65,4

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L. ; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁵ Emissions publiques uniquement.

⁶ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès d'intermédiaires financiers nationaux.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1976	+ 16,8	+ 7,2	+ 110,1	+ 14,1	+ 54,1	+ 46,9	+ 35,4	+ 13,7	+ 3,8	+ 223,6	+ 78,5	+ 302,1
1977	+ 26,9	+ 4,5	+ 77,3	+ 32,1	+ 52,1	+ 85,5	+ 25,5	+ 18,1	- 0,3	+ 186,3	+ 135,4	+ 321,7
1978	+ 21,0	+ 6,1	+ 74,5	+ 18,7	+ 63,5	+ 35,8	+ 35,9	+ 11,4	+ 3,3	+ 201,0	+ 69,2	+ 270,2
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,5	+ 25,7	+ 33,9	+ 71,1	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+ 141,8	+ 122,7	+ 264,5
1980	+ 4,5	+ 2,2	+ 43,1	+ 44,8	+ 11,2	+ 100,9	- 2,4	+ 39,6	+ 6,0	+ 58,6	+ 191,3	+ 249,9
1981	+ 3,8	+ 5,0	+ 85,9	+ 42,0	+ 12,3	+ 89,6	+ 21,6	+ 31,2	+ 4,5	+ 128,6	+ 167,3	+ 295,9
1982	- 1,3	+ 1,0	+ 89,1	+ 56,9	+ 33,8	+ 144,6	+ 13,7	+ 44,5	+ 5,1	+ 136,3	+ 251,1	+ 387,4
1983	+ 12,2	- 1,3	+ 120,1	+ 61,4	+ 49,0	+ 107,1	+ 38,5	+ 71,4 ⁴	* - 27,2 ⁴	+ 218,5	* + 212,7	* + 431,2
1982 3 ^e trimestre	- 10,9	- 3,2	+ 14,5	+ 14,3	+ 11,3	+ 57,3	- 0,9	+ 13,1	+ 1,1	+ 10,8	+ 85,8	+ 96,6
4 ^e trimestre	- 1,3	- 7,0	+ 11,4	+ 15,6	+ 19,2	+ 30,8	+ 14,7	+ 10,7	+ 1,0	+ 37,0	+ 58,1	+ 95,1
1983 1 ^{er} trimestre	- 8,0	- 2,5	+ 2,9	+ 23,8	+ 11,3	+ 41,7	- 2,9	+ 16,7	* + 2,3	+ 0,8	* + 84,5	* + 85,3
2 ^e trimestre	+ 26,3	+ 3,7	+ 26,7	+ 23,6	+ 5,2	+ 40,2	+ 11,9	+ 11,4	* + 1,9	+ 73,8	* + 77,1	* + 150,9
3 ^e trimestre	- 4,0	+ 9,8	+ 21,8	+ 9,1	+ 11,7	+ 13,5	+ 2,0	+ 8,8	* + 1,2	+ 41,3	* + 32,6	* + 73,9
4 ^e trimestre	- 2,1	- 12,3	+ 68,7	+ 4,9	+ 20,8	+ 11,7	+ 27,5	+ 34,5 ⁴	* - 32,6 ⁴	+ 102,6	* + 18,5	* + 121,1
1984 1 ^{er} trimestre	- 10,0	- 3,0	+ 33,0	+ 10,3	+ 50,1	+ 16,4	+ 9,1	+ 6,2	* + 0,1	+ 79,2	* + 33,0	* + 112,2
2 ^e trimestre	+ 19,5	+ 13,7	+ 18,0	+ 6,0	+ 5,7	+ 11,7	+ 15,5	+ 3,6	* 0,0	+ 72,4	* + 21,3	* + 93,7
3 ^e trimestre	- 13,3	- 11,9	+ 17,2	+ 7,4	+ 8,2	+ 17,3	+ 1,2	+ 8,0	* 0,0	+ 1,4	* + 32,7	* + 34,1

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
 ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	(12) = (10) + (11)
1975	278,8	83,3	645,7	88,6	434,0	353,6	205,9	92,4	15,4	1.647,7	550,0	2.197,7
1976	295,6	90,5	753,8	102,7	488,1	400,5	241,3	106,1	19,2	1.869,3	628,5	2.497,8
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,9	2.818,2
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,8	302,7	135,6	22,2	2.253,0	833,1	3.086,1
1979	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	592,9	329,3	156,3	27,4	2.394,4	955,8	3.350,2
1980	356,6	103,5	1.020,6	224,0	648,8	693,8	326,9	195,9	33,4	2.456,4	1.147,1	3.603,5
1981	360,4	108,5	1.115,2	266,0	661,1	783,4	348,5	227,1	37,9	2.593,7	1.314,4	3.908,1
1982 Juin	371,3	119,7	1.191,9	293,0	664,4	839,9	348,4	247,8	40,9	2.695,7	1.421,6	4.117,3
Septembre	360,4	116,5	1.210,2	307,3	675,7	897,2	347,5	260,9	42,0	2.710,3	1.507,4	4.217,7
Décembre	359,1	109,5	1.220,3	322,9	694,9	928,0	362,2	271,6	43,0	2.746,0	1.565,5	4.311,5
1983 Mars	351,1	107,0	1.224,5	346,7	706,2	969,7	359,3	288,3	* 45,3	2.748,1	*1.650,0	*4.398,1
Juin	377,4	110,7	1.255,6	370,3	711,4	1.009,9	371,2	299,7	* 47,2	2.826,3	*1.727,1	*4.553,4
Septembre	373,4	120,5	1.281,3	379,4	723,1	1.023,4	373,2	308,5	* 48,4	2.871,5	*1.759,7	*4.631,2
Décembre	371,3	108,2	1.352,8	384,3	743,9	1.035,1	400,7	343,0 ³	* 15,8 ³	2.976,9	*1.778,2	*4.755,1
1984 Mars	361,3	105,2	1.382,7	394,6	794,0	1.051,5	409,8	349,2	* 15,9	3.053,0	*1.811,2	*4.864,2
Juin	380,8	118,9	1.403,4	400,6	799,7	1.063,2	425,3	352,8	* 15,9	3.128,1	*1.832,5	*4.960,6
Septembre	367,5	107,0	1.425,2	408,0	807,9	1.080,5	426,5	360,8	* 15,9	3.134,1	*1.865,2	*4.999,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

³ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme caisse d'épargne privée au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

Référence bibliographique : Bulletin de la B.N.B. : LII^e année, tome 1, n° 1, janvier 1977 : « Stock monétaire et autres actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers et par les pouvoirs publics ».

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴ (10)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
					(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)			(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe unique-ment)	1977	167,8	54,5	113,3	—	113,3	4,1	11,9	- 7,8	105,5	42,5
	1978	185,0	71,9	113,1	—	113,1	0,1	1,6	- 1,5	111,6	43,4
	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	0,0	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
	* 1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	88,8	4,7	84,1	227,3	45,5
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1977	29,0	7,9	21,1	—	21,1	24,3	1,4	22,9	44,0	1,0
	1978	38,3	7,7	30,6	—	30,6	9,0	4,0	5,0	35,6	0,8
	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,4	12,1	48,7	5,0
	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	7,4	7,8	- 0,4	14,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	41,3	7,7	33,6	44,2	- 3,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	46,1	6,0	40,1	89,7	0,0
	* 1984	61,1	51,4	9,7	—	9,7	51,0	7,0	44,0	53,7	0,0
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1977	39,5	3,7	35,8	62,5	98,3	17,4	4,7	12,7	111,0	1,6
	1978	2,0	2,1	- 0,1	18,3	18,2	15,3	5,9	9,4	27,6	2,8
	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,3	74,5	36,4	16,8	19,6	94,1	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,4	47,3	17,8	4,5	13,3	60,6	3,1
	* 1984	0,0	4,0	- 4,0	38,0	34,0	11,1	6,1	5,0	39,0	1,3
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1977	28,0	9,0	19,0	37,0	56,0	0,0	1,1	- 1,1	54,9	2,2
	1978	34,0	17,2	16,8	21,9	38,7	0,7	0,3	0,4	39,1	8,1
	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,0	- 7,0	56,2	49,2	0,4	0,1	0,3	49,5	3,8
	* 1984	40,0	18,7	21,3	43,4	64,7	5,0	0,2	4,8	69,5	1,7
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1977	6,0	7,6	- 1,6	—	- 1,6	18,3	2,6	15,7	14,1	0,0
	1978	23,0	6,8	16,2	—	16,2	10,3	2,5	7,8	24,0	0,0
	1979	0,0	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,6	4,7	- 1,6	0,0
	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	0,0
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	0,0
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	0,0
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	14,8	11,4	3,4	17,9	0,0
	* 1984	15,0	25,1	- 10,1	—	- 10,1	16,1	7,6	8,5	- 1,6	0,0
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1977	270,3	82,7	187,6	99,5	287,1	64,1	21,7	42,4	329,5	
	1978	282,3	105,7	176,6	40,2	216,8	35,4	14,3	21,1	237,9	
	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	
	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	
	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	29,2	23,2	6,0	114,9	
	1982	286,2	170,6	115,6	101,0	216,6	100,6	41,6	59,0	275,6	
	1983	489,4	223,3	266,1	91,6	357,7	133,8	23,2	110,6	468,3	
	* 1984	409,1	249,0	160,1	81,4	241,5	172,0	25,6	146,4	387,9	

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1981	Janvier ..	15	Etat belge 1981-85-89	13,00 — 13,25 ⁴	99,30	4 ou 8 ans	66,0	13,24	13,24
	Février ..	19	Fonds des Routes 1981-85-89	13,00	99,30	4 ou 8 ans	47,0 ⁵	13,24	13,15
	Jun	11	Emprunt special 1981 ⁶						
			Tranche 1 — 1981-1991	13,00	100,00	10 ans	55,3	—	13,00 ⁷
			Tranche 2 — 1981-1988	13,00	97,00	7 ans	22,7	—	13,69
	Septembre	10	Crédit Communal de Belgique 1981-85-89	13,50	98,00	4 ou 8 ans	30,0	14,19	14,23
	Décembre	9	R.T.T. 1981-88	14,25	99,00	7 ans	21,5	—	14,49
							242,5		
1982	Janvier ..	20	Etat belge 1982-89	14,25	99,50	7 ans	55,0	—	14,37
	Mars	11	Fonds des Routes 1982-89	14,25	99,75	7 ans	38,0	—	14,31
	Avril	29	S.N.C.I. 1982-89	14,25	99,75	7 ans	15,0	—	14,31
	Jun	7	Etat belge 1982-90	14,00	98,75	8 ans	17,3	—	14,27
	Jun	7	Etat belge 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	99,50	4 ou 8 ans	35,7	13,92	14,06
	Septembre	3	Crédit Communal de Belgique 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	100,00	4 ou 8 ans	25,0	13,75	13,96
	Octobre .	4	Etat belge 1982-91	13,75	100,00	8 ans 6 mois	25,7	—	13,79
	Octobre .	4	Etat belge 1982-87-91	13,50 — 13,75 ⁴	100,00	4 a. 6 m. ou 8 a. 6 m.	42,3	13,56	13,63
	Novembre	15	S.N.L. 1982-90	13,50	100,00	7 ans 6 mois	20,0	—	13,54
	Décembre	13	R.T.T. 1982-90	13,25	100,50	8 ans	12,0	—	13,15
							286,0		
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00 — 11,50 ⁴	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28
							489,3		
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Mai .....	.	Fonds pour la Restructuration des Secteurs Nationaux en Région Wallonne (F.S.N.W.) 1984-2007	12,675	100,00	23 ans	10,0	—	12,67
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
	Novembre	.	Fonds pour la Restructuration des Secteurs Nationaux en Région Wallonne (F.S.N.W.) 1984-2007	12,275	100,00	23 ans	10,0	—	12,27
							409,0		
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Dont 12 milliards de francs rétrocédés aux Intercommunales Autoroutières.

⁶ Vu les avantages fiscaux accordés à l'emprunt spécial 1981, les taux de rendement ne sont pas entièrement comparables à ceux des autres émissions.

⁷ Calculé sur base d'un taux de remboursement de 100 %.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ¹	Dettes indirectes	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ¹	Dette reprise de la République du Zaïre ²	Dette totale (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) ¹
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	consolidée	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ¹	à moyen et court terme	totale ¹					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13) = (11) + (12)	
1976	752,5	13,0	116,6	76,8	958,9	2,9	0,0	2,9	961,8	96,7	1.058,5	0,2	1.058,7
1977	864,6	6,3	156,0	79,9	1.106,8	2,5	0,0	2,5	1.109,3	119,3	1.228,6	0,1	1.228,7
1978	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,8	1.426,9	—	1.426,9
1979	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,6	1.639,0	—	1.639,0
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	207,3	1.956,8	—	1.956,8
1981	1.127,5	5,7	608,6	87,4	1.829,2	179,4	204,8	384,2	2.213,4	225,7	2.439,1	—	2.439,1
1982 Septembre ..	1.138,1	4,2	889,0	97,2	2.128,5	315,5	297,3	612,8	2.741,3	335,8	3.077,1	—	3.077,1
Décembre ..	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	330,1	3.085,0	—	3.085,0
1983 Mars	1.266,5	3,5	879,1	90,8	2.239,9	344,6	389,5	734,1	2.974,0	356,0	3.330,0	—	3.330,0
Juin	1.368,0	30,5	949,2	91,7	2.439,4	373,7	386,1	759,8	3.199,2	351,2	3.550,4	—	3.550,4
Septembre ..	1.345,0	35,5	972,1	100,5	2.453,1	406,9	375,8	782,7	3.235,8	416,8	3.652,6	—	3.652,6
Décembre ..	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	412,5	3.716,0	—	3.716,0
1984 Janvier	1.395,1	35,5	1.007,4	97,7	2.535,7	479,1	365,6	844,7	3.380,4	390,3	3.770,7	—	3.770,7
Février	1.444,0	35,5	1.031,6	85,9	2.597,0	484,4	376,6	861,0	3.458,0	389,4	3.847,4	—	3.847,4
Mars	1.435,3	35,5	1.086,1	81,5	2.638,4	499,0	395,4	894,4	3.532,8	388,2	3.921,0	—	3.921,0
Avril	1.432,9	35,5	1.044,9	99,5	2.612,8	519,9	417,8	937,7	3.550,5	427,9	3.978,4	—	3.978,4
Mai	1.427,0	113,1	1.026,7	95,9	2.662,7	527,2	427,6	954,8	3.617,5	425,2	4.042,7	—	4.042,7
Juin	1.484,5	113,1	1.062,8	92,1	2.752,5	547,4	413,2	960,6	3.713,1	423,3	4.136,4	—	4.136,4
Juillet	1.481,4	113,1	1.101,0	91,2	2.786,7	576,3	394,9	971,2	3.757,9	420,9	4.178,8	—	4.178,8
Août	1.475,8	113,1	1.127,7	93,5	2.810,1	583,6	394,1	977,7	3.787,8	419,2	4.207,0	—	4.207,0
Septembre ..	1.476,9	113,1	1.183,7	83,9	2.857,6	617,8	387,3	1.005,1	3.862,7	417,7	4.280,4	—	4.280,4
Octobre	1.572,0	113,1	1.071,6	88,3	2.845,0	632,7	384,3	1.017,0	3.862,0	416,0	4.278,0	—	4.278,0
Novembre ..	1.568,1	113,1	1.122,4	82,0	2.885,6	630,8	378,9	1.009,7	3.895,3	424,9	4.320,2	—	4.320,2
Décembre ..	1.561,9	111,5	1.094,2	69,9	2.837,5	634,1	378,9	1.013,0	3.850,5	414,4	4.264,9	—	4.264,9
1985 Janvier	1.752,0	171,9	982,9	97,3	3.004,1	635,8	378,9	1.014,7	4.018,8	409,6	4.428,4	—	4.428,4
Février	1.748,0	172,0	1.085,7	89,1	3.094,8	688,3	372,2	1.060,5	4.155,3	408,6	4.563,9	—	4.563,9

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

² Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dette totale	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ²
		Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ¹	Différences de change	Divers	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (2) à (4)	(6) = (1) - (5)
1977	+ 170,0	+ 2,6	0,0	0,0	+ 2,6	+ 167,4
1978	+ 198,2	+ 15,4	- 0,1	0,0	+ 15,3	+ 182,9
1979	+ 212,1	+ 0,3	0,0	0,0	+ 0,3	+ 211,8
1980	+ 317,8	+ 17,2	+ 3,9	0,0	+ 21,1	+ 296,7
1981	+ 482,3	+ 7,0	+ 20,7	0,0	+ 27,7	+ 454,6
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,1	+ 95,5 ³	+ 137,1 ³	+ 508,8
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1 ³	+ 106,6 ³	+ 524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	0,0	+ 44,8	+ 504,1
1984 1 ^{er} mois	+ 54,7	0,0	+ 8,5	0,0	+ 8,5	+ 46,2
2 premiers mois	+ 131,4	+ 0,3	- 13,3	0,0	- 13,0	+ 144,4
1985 1 ^{er} mois	+ 163,5	0,0	- 2,2	+ 97,2 ⁴	+ 95,0	+ 68,5
2 premiers mois	+ 299,0	+ 1,1	+ 17,8	+ 97,2 ⁴	+ 116,1	+ 182,9

¹ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

² Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

³ Y compris la dette consolidée indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes en vertu de la loi du 2 juillet 1981.

⁴ Y compris les dettes des secteurs nationaux reprises par l'Etat en vertu de l'article 12 de la loi du 5 mars 1984.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1976	788,7	88,0	—	139,0	458,9	1.474,6
1977	923,8	86,5	—	157,8	593,7	1.761,8
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,3	—	89,4	1.052,5	2.676,4
1983	1.717,9	108,8	—	55,9	1.151,4	3.034,0
Titres non accessibles à tout placeur						
1976	72,5	37,2	11,2	32,1	81,0	234,0
1977	65,4	52,9	15,3	49,1	93,7	276,4
1978	64,5	60,7	19,8	49,3	103,2	297,5
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	52,1	113,8	329,6
1982	72,5	77,4	42,5	62,7	133,3	388,4
1983	127,5	80,9	55,2	89,0	146,6	499,2
Total						
1976	861,2	125,2	11,2	171,1	539,9	1.708,6
1977	989,2	139,4	15,3	206,9	687,4	2.038,2
1978	1.132,6	163,5	19,8	223,6	736,6	2.276,1
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	238,9	1.009,4	2.789,3
1982	1.512,7	171,7	42,5	152,1	1.185,8	3.064,8
1983	1.845,4	189,7	55,2	144,9	1.298,0	3.533,2

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Son considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1976	691,9	8,2	5,9	15,4	347,3	14,9	203,1	136,3	51,6	1.474,6
1977	834,5	7,9	7,0	14,7	418,5	17,5	239,9	153,2	68,6	1.761,8
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4!	14,0	11,7!	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1!	90,9	2.676,4
1983	1.595,0	15,1	11,9	20,2	617,4	27,3	402,0	198,5	146,6	3.034,0
Titres non accessibles à tout placeur										
1976	10,6	0,3	0,2	3,1	91,6	—	82,9	29,7	15,6	234,0
1977	11,1	0,3	0,2	2,7	110,6	—	91,3	29,4	30,8	276,4
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	18,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	329,6
1982	27,8	0,3	0,1	1,0	143,3	—	136,1	33,2	46,6	388,4
1983	47,9	0,3	0,1	1,0	174,6	—	171,4	37,5	66,4	499,2
Total										
1976	702,5	8,5	6,1	18,5	438,9	14,9	286,0	166,0	67,2	1.708,6
1977	845,6	8,2	7,2	17,4	529,1	17,5	331,2	182,6	99,4	2.038,2
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.348,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.789,3
1982	1.477,2!	14,3	11,8!	22,3	680,8	16,6	475,0	229,3!	137,5	3.064,8
1983	1.642,9	15,4	12,0	21,2	792,0	27,3	573,4	236,0	213,0	3.533,2

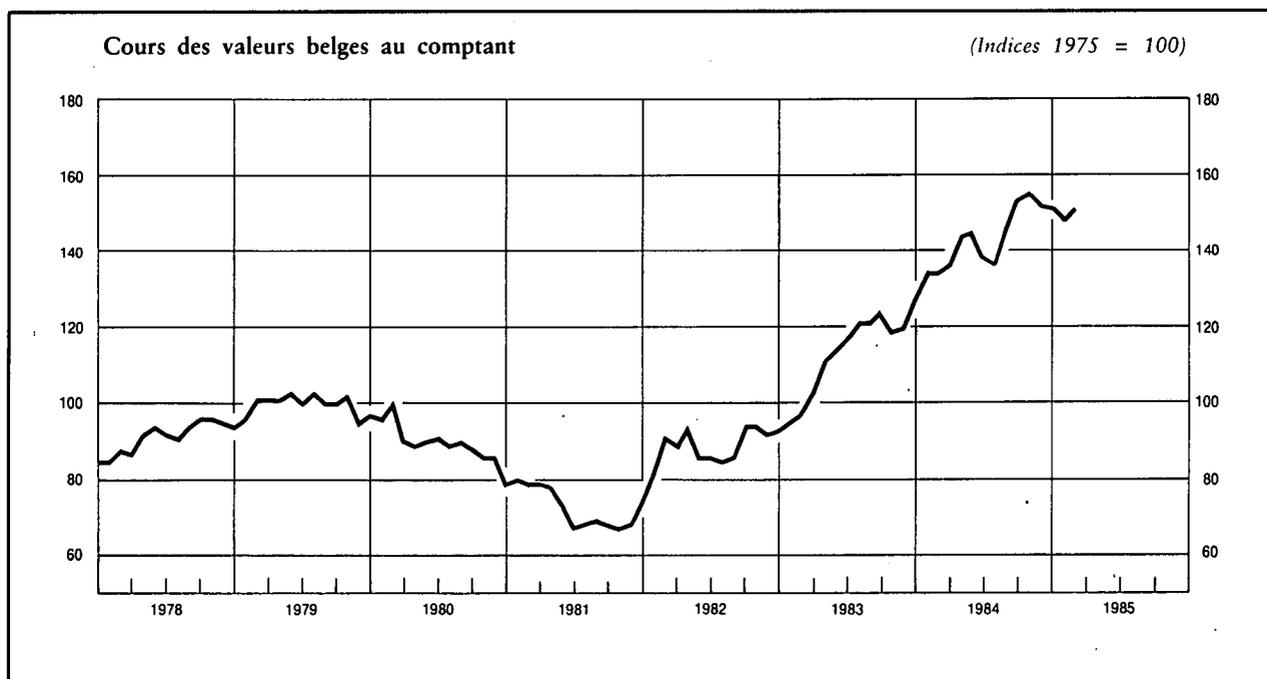
¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères ⁵		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles		
1977	89	89	85	5,9	5,4	77	92
1978	93	92	87	6,0	5,8	73	96
1979	128	99	95	5,9	5,4	94	112
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	6,6	5,4	156	202
1983	308	114	113	5,6	4,3	254	288
1984	367	144	144	4,8	3,5	272	349
1982 4 ^e trimestre	227	93	93	6,4	4,8	234	223
1983 1 ^{er} trimestre	229	98	97	5,9	4,5	278	250
2 ^e trimestre	339	114	113	5,5	4,3	274	279
3 ^e trimestre	281	121	121	5,3	4,1	235	307
4 ^e trimestre	382	122	121	5,5	4,1	227	314
1984 1 ^{er} trimestre	387	135	134	4,9	3,5	311	343
2 ^e trimestre	377	143	144	4,9	3,5	219	339
3 ^e trimestre	324	145	146	4,8	3,4	278	344
4 ^e trimestre	378	153	153	4,6	3,3	279	368
1984 Février	332	134	133	5,1	3,6	370	342
Mars	337	136	136	4,9	3,5	251	341
Avril	426	144	146	4,6	3,4	213	345
Mai	398	145	147	4,9	3,6	250	342
Juin	308	138	137	5,2	3,7	195	330
Juillet	193	136	135	5,1	3,8	199	322
Août	336	146	147	4,7	3,3	286	351
Septembre	444	153	155	4,6	3,2	348	360
Octobre	361	155	157	4,5	3,2	312	368
Novembre	369	152	152	4,6	3,4	255	369
Décembre	403	151	150	4,6	3,4	269	367
1985 Janvier	260	148	147	4,8	3,5	334	374
Février	359	151	151	4,5	3,3	407	401

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Source : Kredietbank. Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net annoncé ou payé.

⁵ Y compris les valeurs zairoises.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
Banques⁴									
1969	52	14,5	8,8	2,4	0,0	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	0,0	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	0,0	2,1	0,1	34,9	2,0
1973	45	18,5	14,9	3,7	0,0	2,3	0,1	40,4	2,2
1974	47	19,7	17,5	4,1	0,0	2,5	0,1	47,1	2,6
1975	50	20,8	18,8	3,7	1,2	2,0	0,1	56,8	3,0
1976	47	21,7	20,2	4,3	0,0	2,3	0,1	72,6	3,9
Sociétés financières et immobilières⁵									
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	55,0	3,3
1973	2.141	63,9	41,5	8,6	0,4	5,2	0,3	64,2	3,8
1974	2.220	70,2	44,7	10,0	1,0	6,6	0,4	74,2	4,4
1975	2.304	80,1	49,4	11,1	1,0	7,5	0,3	91,9	5,5
1976	2.491	87,8	53,3	11,0	5,1	7,3	0,2	107,4	7,1
Industries des fabrications métalliques									
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	5,5	0,2
1973	1.425	45,7	31,2	9,1	1,6	2,9	0,1	5,4	0,3
1974	1.512	47,8	36,4	10,0	2,4	3,9	0,2	5,9	0,4
1975	1.562	51,1	39,4	8,9	5,1	3,5	0,2	5,9	0,4
1976	1.589	54,4	39,8	9,2	4,2	3,0	0,1	5,9	0,4
Métallurgie du fer									
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	0,0	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	0,0	2,3	0,2
1973	86	28,6	20,5	1,4	0,5	1,0	0,1	2,0	0,2
1974	85	28,3	19,4	4,1	0,1	2,1	0,1	1,5	0,1
1975	81	28,7	22,4	5,0	0,0	2,5	0,1	1,3	0,1
1976	87	28,9	26,0	0,4	8,4	0,3	0,0	1,1	0,1

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p.134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie textile									
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	0,0
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	0,0
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	0,0
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	0,0
1973	915	15,0	13,3	2,1	0,6	0,4	0,1	0,3	0,0
1974	938	15,2	14,7	2,1	0,7	0,5	0,1	0,3	0,0
1975	940	15,6	15,5	1,8	1,8	0,6	0,1	0,3	0,0
1976	928	15,9	16,2	1,2	2,3	0,3	0,0	0,8	0,0
Industrie alimentaire									
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1
1973	696	20,6	14,5	3,1	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1974	716	21,9	16,3	3,5	0,5	1,4	0,1	0,8	0,1
1975	729	23,5	18,4	2,8	1,2	1,2	0,1	1,3	0,1
1976	723	25,5	18,7	3,8	1,9	1,1	0,0	1,6	0,1
Industrie chimique									
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	0,0
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	0,0
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3
1973	653	52,3	35,9	7,5	0,9	4,4	0,1	5,4	0,4
1974	662	55,9	38,5	10,4	0,5	5,4	0,1	5,4	0,4
1975	711	57,5	43,6	14,7	1,4	7,4	0,1	7,7	0,4
1976	722	59,9	50,8	8,0	4,9	4,9	0,1	7,8	0,6
Electricité									
1969	17	27,2	5,3	2,6	0,0	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	0,0	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	0,0	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	0,0	3,3	0,1	29,0	1,5
1973	17	36,6	8,4	3,8	0,0	3,6	0,1	34,2	2,1
1974	17	39,7	9,1	4,9	0,0	4,5	0,1	43,0	2,6
1975	17	42,5	10,1	5,4	0,0	5,0	0,1	51,7	3,4
1976	17	42,5	10,5	5,7	0,0	5,0	0,1	60,3	4,2

Notes : voir fin du tableau XVII-2. p. 134.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique (suite)									
Industrie du charbon									
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
1973	21	4,6	0,6	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
1974	22	4,4	0,5	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
1975	16	4,0	0,0	0,3	0,2	0,1	0,0	0,0	0,0
1976	14	4,0	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique^{6 7}									
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,4	18,2
B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁷									
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
C. — Total général^{6 7}									
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,3	18,7

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁷ Après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7
1973	17.205	419,5	257,7	62,5	10,6	28,9	9,7
1974	18.177	440,5	282,8	78,5	11,7	36,4	11,3
1975 3 premiers mois	2.160	52,5	40,2	10,2	2,9	5,4	2,8
6 premiers mois	15.957	409,9	271,0	73,0	17,1	35,8	5,8
9 premiers mois	17.680	442,9	294,6	77,6	21,8	37,3	8,3
12 mois	19.170	470,2	320,0	83,9	23,1	39,9	13,2
1976 1 ^{er} mois	195	5,0	3,6	0,8	1,0	0,3	0,9
2 premiers mois	535	20,0	13,8	3,8	2,1	0,9	2,0
3 premiers mois	2.135	55,9	39,4	9,2	3,6	4,0	3,2
4 premiers mois	5.371	126,1	90,3	19,8	9,7	8,7	4,6
5 premiers mois	11.765	318,9	208,7	40,2	30,6	19,3	6,2
6 premiers mois	16.689	439,3	299,3	56,9	41,2	28,4	7,8
7 premiers mois	17.604	459,1	310,9	59,1	43,6	29,3	9,2
8 premiers mois	17.932	462,9	314,3	59,9	44,0	29,6	10,0
9 premiers mois	18.464	469,0	320,5	61,3	44,9	30,0	11,2
10 premiers mois	19.011	477,7	330,0	62,3	46,1	30,4	12,8
11 premiers mois	19.482	486,1	340,2	63,8	46,9	31,0	13,8
12 mois	20.043	498,3	348,8	65,8	47,4	32,2	16,9

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹ (suite)

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
		(milliards de francs)					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2
1973	212	44,7	32,1	5,6	0,4	3,8	0,4
1974	193	45,8	33,1	7,9	1,2	4,7	0,3
1975 3 premiers mois	18	1,0	0,4	0,0	0,2	0,0	0,1
6 premiers mois	142	37,9	30,5	10,7	0,5	5,0	0,2
9 premiers mois	161	40,0	32,6	10,8	0,6	5,1	0,3
12 mois	188	45,3	34,6	11,1	0,8	5,5	0,3
1976 1 ^{er} mois	0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2 premiers mois	4	0,8	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2
3 premiers mois	13	1,0	0,4	0,1	0,0	0,0	0,2
4 premiers mois	24	1,2	0,6	0,1	0,0	0,0	0,2
5 premiers mois	71	22,5	16,9	4,8	0,3	3,3	0,3
6 premiers mois	132	37,6	35,0	6,2	0,5	4,4	0,4
7 premiers mois	146	39,5	36,2	6,3	0,5	4,5	0,5
8 premiers mois	149	39,9	36,7	6,3	0,5	4,6	0,5
9 premiers mois	151	40,0	36,8	6,3	0,5	4,6	0,5
10 premiers mois	162	41,1	37,2	6,4	0,6	4,6	0,5
11 premiers mois	170	43,6	38,1	6,4	0,7	4,6	0,5
12 mois	174	44,0	38,2	6,5	0,7	4,7	0,5

Notes : voir XVII-3c.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS¹ (suite)

C. — Total général⁴

Chiffres cumulés

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1971	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9
1973	17.417	464,2	289,8	68,1	11,0	32,7	10,1
1974	18.370	486,3	315,9	86,4	12,9	41,1	11,6
1975 3 premiers mois	2.178	53,5	40,6	10,2	3,1	5,4	2,9
6 premiers mois	16.099	447,8	301,5	83,7	17,6	40,8	6,0
9 premiers mois	17.841	482,9	327,2	88,4	22,4	42,4	8,6
12 mois	19.358	515,5	354,6	95,0	23,9	45,4	13,5
1976 1 ^{er} mois	195	5,0	3,6	0,8	1,0	0,3	0,9
2 premiers mois	539	20,8	14,0	3,8	2,1	0,9	2,2
3 premiers mois	2.148	56,9	39,8	9,3	3,6	4,0	3,4
4 premiers mois	5.395	127,2	90,9	19,9	9,7	8,7	4,8
5 premiers mois	11.836	341,2	225,6	45,0	30,9	22,6	6,5
6 premiers mois	16.821	476,7	334,3	63,1	41,7	32,8	8,2
7 premiers mois	17.750	498,3	347,1	65,4	44,1	33,3	9,7
8 premiers mois	18.081	502,5	351,0	66,2	44,5	34,2	10,5
9 premiers mois	18.615	508,8	357,3	67,6	45,4	34,6	11,7
10 premiers mois	19.173	518,6	367,2	68,7	46,7	35,0	13,3
11 premiers mois	19.653	529,5	378,3	70,2	47,6	35,6	14,3
12 mois	20.217	542,1	387,0	72,3	48,1	36,9	17,4

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre

date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	43,3	45,5
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	* 21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	* 53,0	* 58,1
1976	* 50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,1
1977	* 91,9	* 54,5	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 77,6	* 73,6
1978	* 64,4	41,2	9,9	7,7	2,2	12,5	14,7	55,9	51,9
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	- 1,4	0,0	- 1,4	1,2	1,2
1972	0,5	0,1	2,9	0,1	2,8	0,0	2,8	2,9	2,9
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	* 0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	* 1,8	* 1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978	* .	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
C. — Total général									
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	46,2	48,4
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	* 21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	* 54,8	* 59,9
1976	* 50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,5
1977	* 91,9	* 54,5	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	77,3	73,3
1978	* 64,4	41,2	9,9	8,0	1,9	12,5	14,4	55,6	51,6

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions ² nettes	émissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1977	91,9	50,5	13,2	63,7
1978	64,4	37,2	6,6	43,8
1979 ³	66,7	30,4	33,6	64,0
1980	87,1	39,7	13,0	52,7
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	331,6	241,6	27,3	268,9
1982 2 ^e trimestre	41,3	24,2	2,1	26,3
3 ^e trimestre	22,0	12,5	1,7	14,2
4 ^e trimestre	68,6	52,4	2,3	54,7
1983 1 ^{er} trimestre	28,7	22,0	16,0	38,0
2 ^e trimestre	41,3	30,9	5,0	35,9
3 ^e trimestre	50,9	30,9	1,3	32,2
4 ^e trimestre	210,7	157,8	5,0	162,8
1984 1 ^{er} trimestre	14,2	7,9	1,5	9,4
2 ^e trimestre	26,4	16,7	3,1	19,8
1983 Juin	21,1	12,9	4,0	16,9
Juillet	15,3	7,7	1,0	8,7
Août	15,6	9,2	0,3	9,5
Septembre	20,0	14,0	0,0	14,0
Octobre	17,8	10,2	5,0	15,2
Novembre	33,6	35,9	0,0	35,9
Décembre	159,3	111,7	0,0	111,7
1984 Janvier	1,2	0,7	0,0	0,7
Février	5,0	1,9	1,5	3,4
Mars	8,0	5,3	0,0	5,3
Avril	5,1	2,2	0,0	2,2
Mai	14,6	10,7	1,2	11,9
Juin	6,7	3,8	1,9	5,7

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers	Total		
					les crédits professionnels	le crédit à l'habitation						
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (5) à (9)	(11) = (4) + (10)	(12)	
1975	2,1	0,4	524,4	526,9	278,0	110,3	199,4	182,5	1,8	772,0	1.298,9	72,6
1976	1,7	0,4	614,5	616,6	313,6	129,0	230,3	218,3	1,8	893,0	1.509,6	68,3
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	340,3	153,9	258,8	244,6	1,6	999,2	1.726,8	84,1
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	370,9	181,3	293,5	282,2	2,2	1.130,1	1.933,8	101,4
1979 ⁵	1,0	0,5	941,0	942,5	407,2	208,8	326,0	314,5	2,8	1.259,3	2.201,8	101,4
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	458,2	273,4	349,5	336,0	1,9	1.419,0	2.507,0	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	467,9	300,5	349,7	344,9	1,6	1.464,6	2.571,9	111,9
1983	0,6	0,3	1.158,7	1.159,6	459,3	323,5	360,1	368,2	2,4	1.513,5	2.673,1	122,0
1982 Mars	0,5	0,5	1.101,7	1.102,7	460,5	286,1	351,0	334,8	1,8	1.434,2	2.536,9	103,1
Juin	0,3	0,5	1.099,6	1.100,4	464,6	295,5	352,0	339,1	1,7	1.452,9	2.553,3	100,3
Septembre	0,5	0,5	1.081,3	1.082,3	463,9	302,1	350,8	339,3	1,7	1.457,8	2.540,1	98,9
Décembre	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	467,9	300,5	349,7	344,9	1,6	1.464,6	2.571,9	111,9
1983 Mars	0,7	0,5	1.089,6	1.090,8	468,7	309,1	351,0	344,5	1,6	1.474,9	2.565,7	107,0
Juin	0,2	0,5	1.088,6	1.089,3	477,1	314,4	348,5	346,8	1,5	1.488,3	2.577,6	108,4
Septembre	0,2	0,3	1.103,0	1.103,5	469,7	319,6	349,3	345,8	1,6	1.486,0	2.589,5	106,5
Décembre	0,6	0,3	1.158,7	1.159,6	459,3	323,5	360,1	368,2	2,4	1.513,5	2.673,1	122,0
1984 Mars	* 0,7	0,3	1.118,5	1.119,5	442,3	326,7	371,0	370,2	2,6	1.512,8	2.632,3	120,9
Juin	* 0,4	0,3	1.149,2	1.149,9	440,8	333,7	368,1	371,6	2,2	1.516,4	2.666,3	118,7
Septembre	* 0,2	0,3	1.145,6	1.146,1	437,9	339,3	367,1	369,7	2,0	1.516,0	2.662,1	118,5

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1977	16,2
1978	19,9
1979	21,5
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1982 4 ^e trimestre	13,3
1983 1 ^{er} trimestre	10,7
2 ^e trimestre	11,8
3 ^e trimestre	12,5
4 ^e trimestre	12,8
1984 1 ^{er} trimestre	13,5
2 ^e trimestre	15,5
3 ^e trimestre	14,2
4 ^e trimestre	13,3

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. LI^e année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	27,9	29,8	31,4	35,6	23,0	24,3	26,2	29,2
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	9,9	11,3	12,5	13,2	5,8	6,1	6,8	7,8
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	147,7	158,4	174,3	200,7	75,0	80,7	89,7	97,3
Textile, habillement et cuir	82,6	84,0	83,4	89,8	48,0	51,0	47,1	47,9
Industrie chimique ⁴	200,9	227,9	240,5	252,6	92,7	95,1	91,6	85,8
Métallurgie de base	203,3	182,1	186,9	158,6	140,1	129,5	123,3	101,1
Fabrications métalliques	325,3	352,7	349,5	362,4	161,3	191,7	174,5	173,4
Produits minéraux non métalliques et bois	95,2	95,9	96,6	102,7	57,7	56,6	56,1	60,4
Papier, carton et imprimerie	37,0	40,3	41,4	42,6	23,1	25,7	25,1	25,7
Pétrole	60,8	64,3	77,4	81,2	13,1	18,6	17,6	17,8
Diamant et orfèvrerie	53,7	60,2	65,0	70,1	35,9	42,7	45,3	49,9
Autres	1,8	2,0	1,9	1,9	1,2	1,3	1,2	1,2
Construction et affaires immobilières de génie civil	117,6	113,6	109,5	108,2	78,0	76,3	70,2	69,3
Production et distribution d'énergie et d'eau	85,1	107,6	122,8	115,1	40,6	41,0	53,6	45,0
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	43,5	50,6	61,4	72,1	20,2	30,0	35,3	45,2
Commerce de détail	73,7	74,4	74,7	81,8	45,2	45,7	46,7	52,3
Transports, entrepôts et communications	104,9	133,4	150,5	158,0	68,5	88,1	106,1	105,4
Services financiers ⁵	123,5	136,1	128,4	149,3	50,7	53,7	44,8	55,6
Autres services aux entreprises ⁶	50,2	45,4	48,2	48,3	32,1	27,9	27,7	29,6
Autres services aux particuliers ⁷	140,6	145,3	153,4	174,5	118,5	124,6	129,8	148,9
Total	1.985,3	2.115,3	2.209,7	2.318,7	1.131,0	1.210,6	1.218,7	1.248,8

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur : ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers : contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux

XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
Communauté Economique Européenne ...	256,8	419,4	477,0	511,8	124,4	248,5	271,2	263,4
Royaume-Uni	53,1	75,1	97,7	127,7	23,6	27,8	36,5	29,3
République Fédérale d'Allemagne	101,8	201,0	181,3	137,8	46,8	132,6	105,1	78,1
France	40,3	47,0	73,0	90,5	20,6	24,4	42,1	60,6
Pays-Bas	21,3	33,1	42,6	48,4	8,0	13,4	18,4	18,7
Italie	18,2	30,5	43,1	55,3	13,5	25,1	35,8	41,9
Luxembourg	8,1	9,9	10,1	19,5	3,6	6,8	6,8	8,5
Danemark	11,8	14,9	17,5	18,7	6,5	11,2	15,5	14,4
Irlande	2,2	3,0	6,1	8,0	1,8	3,0	5,5	6,9
Grèce	—	4,9	5,6	5,9	—	4,2	5,5	5,0
Autre pays d'Europe²	95,2	134,9	155,4	187,7	70,1	95,0	118,3	137,9
dont : Espagne	36,6	52,3	58,7	81,7	32,6	49,9	55,9	73,7
Suisse	21,4	32,8	38,3	40,4	10,9	9,3	12,4	11,1
Norvège	7,0	7,1	6,2	6,1	5,3	5,5	4,9	3,0
Suède	11,1	14,9	18,2	21,3	7,9	10,5	13,8	15,7
Etats-Unis et Canada	60,6	84,9	97,7	133,7	21,6	28,3	31,9	34,1
Pays exportateurs de pétrole	78,8	83,9	92,8	84,0	51,7	61,8	71,0	71,2
Autres pays de l'Hémisphère occidental ...	137,7	191,4	244,5	273,2	114,6	149,0	191,0	231,4
dont : Brésil	41,0	53,1	55,0	59,6	38,0	48,2	51,0	54,7
Mexique	30,8	59,6	64,6	78,4	26,4	49,0	59,4	72,7
Autres pays d'Afrique	37,8	40,7	50,0	58,9	30,2	32,8	37,7	41,8
dont : Afrique du Sud	3,8	3,3	6,6	6,1	2,7	2,2	3,1	4,3
République du Zaïre	7,6	9,1	8,7	8,5	6,7	8,8	8,7	6,3
Australie et Nouvelle Zélande	15,9	27,3	38,6	54,0	5,4	12,5	23,5	34,7
Autres pays d'Asie	31,1	41,2	58,5	78,9	21,1	26,6	35,1	43,5
dont : Japon	10,9	8,1	9,2	29,9	10,3	7,3	8,3	10,4
Total	713,9	1.023,7	1.214,5	1.382,2	439,1	654,5	779,7	858,0

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

² 1980 : y compris la Grèce.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1977	7,0	1,0	3,6	4,8	1,1	4,4	1,3	11,6
1978	6,9	0,8	3,8	5,1	0,1	4,7	1,6	11,5
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1982 4 ^e trimestre	6,9	0,0	4,0	5,8	0,0	3,5	1,6	10,9
1983 1 ^{er} trimestre	6,7	0,1	3,5	5,7	0,0	3,3	1,3	10,3
2 ^e trimestre	7,2	0,0	4,1	5,7	0,0	4,1	1,5	11,3
3 ^e trimestre	8,0	0,0	3,9	5,6	0,1	4,7	1,5	11,9
4 ^e trimestre	7,8	0,0	3,8	5,8	0,1	4,2	1,5	11,6
1984 1 ^{er} trimestre	7,8	0,0	3,4	5,5	0,3	3,7	1,7	11,2
2 ^e trimestre	7,4	0,0	3,2	6,1	0,0	2,8	1,7	10,6
3 ^e trimestre	6,9	0,0	3,1	5,8	0,0	2,9	1,3	10,0
4 ^e trimestre	7,0	0,0	3,4	5,8	0,2	2,9	1,5	10,4
1984 Février	9,3	0,0	4,1	4,6	1,0	6,1	1,7	13,4
Mars	7,7	0,0	2,5	7,0	0,0	0,8	2,4	10,2
Avril	5,7	0,1	3,5	7,4	0,0	0,5	1,4	9,3
Mai	8,6	0,0	3,3	5,7	0,0	4,4	1,8	11,9
Juin	7,8	0,0	2,7	5,3	0,0	3,3	1,9	10,5
Juillet	6,2	0,0	3,1	5,7	0,0	2,2	1,4	9,3
Août	5,9	0,0	2,5	5,8	0,0	1,3	1,3	8,4
Septembre	8,6	0,0	3,8	5,9	0,0	5,3	1,2	12,4
Octobre	6,9	0,0	3,4	5,1	0,0	3,5	1,7	10,3
Novembre	6,2	0,0	3,4	6,3	0,1	1,9	1,3	9,6
Décembre	8,0	0,0	3,3	5,9	0,6	3,4	1,4	11,3
1985 Janvier	6,9	0,0	3,0	5,2	0,4	3,3	1,0	9,9
Février	7,4	0,0	3,6	5,9	0,8	3,3	1,0	11,0

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les caisses d'épargne privées, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1977	200,9	4,9	38,0	32,2	276,0
1978	208,2	6,5	41,5	45,4	301,6
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1982 4 ^e trimestre	254,9	3,3	48,8	57,7	364,7
1983 1 ^{er} trimestre	244,3	6,6	46,8	73,6	371,3
2 ^e trimestre	257,3	5,1	45,9	64,3	372,6
3 ^e trimestre	276,0	7,6	46,9	28,6	359,1
4 ^e trimestre	252,6	9,9	48,5	50,5	361,5
1984 1 ^{er} trimestre	242,4	8,4	47,8	80,4	379,0
2 ^e trimestre	250,0	7,8	46,2	70,2	374,2
3 ^e trimestre	258,8	5,3	46,5	50,7	361,3
4 ^e trimestre	292,6	8,9	46,7	14,5	362,7

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Caisses d'épargne privées			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Caisses d'épargne privées
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (3) = (1) - (2)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (6) = (4) - (5)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (9) = (7) - (8)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1977 Décembre ...	64,1	50,9	13,2	9,5	2,3	7,2	3,8	0,4	3,4	31,9	29,6	12,7
1978 Décembre ...	72,2	63,9	8,3	10,8	4,3	6,5	4,5	0,5	4,0	34,9	33,1	14,6
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Septembre ..	101,9	32,5	69,4	13,9	2,7	11,2	7,9	2,4	5,5	157,6	47,6	16,2
Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Mars	105,0	63,4	41,6	14,4	3,4	11,0	8,2	2,3	5,9	163,7	49,4	16,7
Juin	105,9	37,7	68,2	14,8	2,7	12,1	8,2	2,2	6,0	168,6	49,9	16,8
Septembre ..	106,3	41,4	64,9	14,9	1,9	13,0	8,3	0,4	7,9	170,8	50,0	16,8
Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Février	107,5	89,4	18,1	15,2	5,4	9,8	8,4	5,2	3,2	173,0	50,5	17,3
Mars	109,5	89,7	19,8	15,4	5,3	10,1	8,6	4,9	3,7	177,3	51,3	17,9
Avril	109,5	63,1	46,4	15,4	4,4	11,0	8,6	4,8	3,8	177,3	51,3	17,9
Mai	109,5	70,5	39,0	15,4	4,7	10,7	8,6	4,2	4,4	177,3	51,3	17,9
Juin	111,3	71,1	40,2	15,5	4,0	11,5	9,0	2,6	6,4	181,5	52,0	18,5
Juillet	111,2	60,8	50,4	15,5	4,0	11,5	9,1	2,7	6,4	181,5	52,0	18,5
Août	111,2	39,6	71,6	15,5	3,2	12,3	9,1	1,9	7,2	181,3	52,0	18,7
Septembre ..	113,4	26,1	87,3	18,6	2,7	15,9	9,6	0,8	8,8	185,4	55,3	19,4
Octobre	113,4	18,4	95,0	18,6	1,4	17,2	9,6	0,6	9,0	185,4	55,1	19,4
Novembre ..	112,6	15,2	97,4	18,6	0,6	18,0	9,6	0,0	9,6	185,4	55,1	19,4
Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Janvier	114,6	15,4	99,2	19,0	0,1	18,9	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
Février	114,6	17,0	97,6	19,0	0,1	18,9	9,9	0,0	9,9	190,6	57,3	20,0

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil

précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires		Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an		Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers		Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers		
					à court terme		à long terme		
	données mensuelles				données trimestrielles				
2 novembre 1977	1,3		2,5		3,3		5,3		0,6

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie (pour la définition de cette partie du plafond : Voir *Bulletin de la Banque Nationale*

de Belgique, LII^e année, tome II, n° 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte »).

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, n° 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n° 3 septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque

Nationale de Belgique ». — XLIX^e année, tome I, n° 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances ». — L^e année, tome I, n° 3, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, n° 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». LI^e année, tome I, n° 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ». — LI^e année, tome II, n° 1-2, juillet-août 1976 : « Mesures de politique monétaire ». — LII^e année, tome II, n° 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte ¹	Avances en compte courant et prêts ²
1977 6 janvier ..	8,00	8,00
17 février ...	7,00	7,00
5 mai	6,50	6,50
23 juin	6,00	6,00
2 décembre ..	7,00	7,00
14 décembre ..	9,00	9,00
1978 5 janvier ..	8,50	8,50
19 janvier ..	7,50	7,50
2 février ...	6,50	6,50
16 mars	6,00	6,00
30 mars	5,50	5,50
27 juillet ...	6,00	6,00
12 octobre ..	6,00	8,50
1979 18 janvier ..	6,00	8,00
1 ^{er} février ..	6,00	7,50
8 mars	6,00	7,00
3 mai	7,00	7,00
31 mai	8,00	8,00
14 juin	9,00	9,00
29 juin	9,00	11,00
4 octobre ..	10,00	12,00
13 décembre ..	10,50	12,50
1980 28 février ...	12,00	13,50
20 mars	14,00	15,00
5 juin	14,00	14,50
26 juin	13,00	13,00
31 juillet ...	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre ..	15,00	17,00
1982 7 janvier ..	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre ..	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre ..	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre ..	10,00	11,00
1984 16 février ...	11,00	12,00

1b. — TAUX SPECIAUX DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte d'effets imputés sur le sous-plafond de réescompte B	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1978	8,50	9,50
1979 18 janvier ..	8,00	8,50
1 ^{er} février ..	7,50	8,00
8 mars	7,00	7,00
3 mai	—	7,00
31 mai	—	8,00
14 juin	—	9,00
29 juin	11,00	12,00
28 septembre ..	11,00	13,00
4 octobre ..	12,00	13,00
13 décembre ..	12,50	13,50
1980 28 février ...	13,50	14,50
14 mars	13,50	18,00
20 mars	15,00	18,00
29 avril	15,00	17,00
21 mai	15,00	16,50
30 mai	15,00	16,00
5 juin	14,50	15,50
26 juin	—	14,00
31 juillet ...	—	13,00
1981 5 mars	—	14,00
25 mars	—	16,00
31 mars	—	20,00
16 avril	—	19,00
30 avril	—	18,00
28 mai	—	17,00
12 juin	—	16,00
11 décembre ..	—	18,00
30 décembre ..	—	17,50
1982 7 janvier ..	—	16,00
4 mars	—	15,00
8 avril	—	15,50
29 juillet ...	—	15,00
19 août	—	14,50
3 septembre ..	—	14,00
9 septembre ..	—	13,50
21 octobre ..	—	13,00
12 novembre ..	—	12,50
1983 9 mars	—	15,00
24 mars	—	12,00
14 avril	—	11,00
5 mai	—	10,50
23 juin	—	10,00
24 novembre ..	—	11,00
1984 16 février ...	—	12,00

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE³

Fin de période	Taux
1976	9,06
1977	7,73
1978	6,89
1979	11,53
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1984	9,20
1982 3 ^e trimestre	11,25
4 ^e trimestre	11,35
1983 1 ^{er} trimestre	11,16
2 ^e trimestre	8,99
3 ^e trimestre	8,92
4 ^e trimestre	9,49
1984 1 ^{er} trimestre	10,38
2 ^e trimestre	10,67
3 ^e trimestre	9,61
4 ^e trimestre	9,20
1984 Février	9,98
Mars	10,38
Avril	10,47
Mai	10,63
Juin	10,67
Juillet	10,68
Août	10,46
Septembre ..	9,61
Octobre	9,93
Novembre ..	8,59
Décembre ...	9,20
1985 Janvier	10,16
Février	8,68

¹ Du 12 octobre 1978 au 2 mai 1979 et du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A.

² Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quantité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres

effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

³ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Périodes ¹	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ²			Périodes ¹	Taux de négociation d'effets non bancables ³ à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1977 Octobre 12	5,55	—	5,55	1977 Novembre 15	6,50	6,75	6,75
1978	5,90	8,50	5,90	Novembre 30	5,40	5,70	5,90
1979	10,40	12,50	10,25	1978	9,50	9,50	9,50
1980	11,80	—	11,40	1979	13,20	13,75	13,75
1981	14,90	—	—	1980	11,55	12,00	12,20
				1981	15,20	15,45	—
	Effets représentatifs de financements à court terme d'exportations « hors C.E.E. » et certifiés par la B.N.B.	Autres effets		1982 Décembre	11,65	11,75	11,85
1982 Décembre	10,15	11,40	11,00	1983 Mars	11,35	11,80	11,75
1983 Mars	9,65	10,90	10,50	Juin	8,90	—	—
Juin	7,65	8,90	8,75	Septembre	—	8,45	—
Septembre	7,65	8,90	8,75	Décembre	9,80	—	—
Décembre	8,65	9,90	9,75	1984 Février	11,60	—	—
1984 Février	10,15	10,90	10,50	Mars	—	11,25	—
Mars	10,15	10,90	10,50	Avril	10,80	—	—
Avril	10,40	10,90	10,50	Mai	11,00	11,05	11,30
Mai	10,40	10,90	10,50	Juin	10,90	—	—
Juin	10,40	10,90	10,50	Juillet	10,80	—	—
Juillet	10,40	10,90	10,50	Août	—	—	—
Août	10,40	10,90	10,50	Septembre	10,40	—	—
Septembre	10,40	10,90	10,50	Octobre	10,45	10,50	10,50
Octobre	10,40	10,90	10,50	Novembre	—	10,30	10,30
Novembre	10,40	10,90	10,50	Décembre	10,15	—	—
Décembre	9,90	10,90	10,50	1985 Janvier	10,20	10,30	10,30
1985 Janvier	9,90	10,90	10,50	Février	—	10,35	—
Février	9,90	10,90	10,50				

¹ Lorsqu'aucune date précise n'accompagne la mention de la période, il s'agit du dernier taux de la période; lorsqu'une date précise accompagne la mention de la période, il s'agit de la date à laquelle le taux atteint un maximum ou un minimum au cours de cette période.

² Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

³ Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1977	5,58	1982 4 ^e trimestre	10,16	1984 Février	7,17
1978	5,17	1983 1 ^{er} trimestre	10,30	Mars	10,93
1979	7,96	2 ^e trimestre	7,91	Avril	11,13
1980	11,11	3 ^e trimestre	6,86	Mai	9,03
1981	11,41	4 ^e trimestre	7,46	Juin	9,55
1982	11,41	1984 1 ^{er} trimestre	8,74	Juillet	10,03
1983	8,07	2 ^e trimestre	9,87	Août	10,62
1984	9,45	3 ^e trimestre	9,72	Septembre	8,68
		4 ^e trimestre	9,52	Octobre	9,43
				Novembre	10,07
				Décembre	9,12
				1985 Janvier	9,22
				Février	8,99

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du

protocole dressé en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1976	10,00	10,00	10,00	10,50	9,96	1976 14 décembre ...	10,75	6	10,50
1977	8,75	9,00	9,25	9,50	7,55				
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1977 13 décembre ...	7,75	6	6
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07				
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	1978 12 décembre ...	6	6	6
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49				
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1979 11 décembre ...	14,10	13,75	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02				
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68	1980 9 décembre ...	6	6	6
1982 3 ^e trimestre ...	12,75	12,75	12,75	13,00	14,14				
4 ^e trimestre ...	12,25	12,25	12,25	12,35	12,72	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1983 1 ^{er} trimestre ...	12,00	12,00	12,00	12,25	12,58				
2 ^e trimestre ...	9,25	9,25	9,25	9,50	10,54	1982 14 septembre ..	13,50	6	6
3 ^e trimestre ...	9,00	9,25	9,25	9,25	9,25	14 décembre ...	12,35	12,35	6
4 ^e trimestre ...	10,50	10,75	10,85	11,00	10,02				
1984 1 ^{er} trimestre ...	12,25	12,25	12,25	12,35	12,05	1983 8 mars	6	6	6
2 ^e trimestre ...	11,75	11,75	11,75	11,90	11,96	14 juin	9,75	6	6
3 ^e trimestre ...	11,00	11,00	11,00	11,00	11,70	13 septembre ..	9,50	6	6
4 ^e trimestre ...	10,75	10,75	10,75	10,70	10,80	13 décembre ...	11,00	6	6
1984 Février	12,50	12,25	12,25	12,50	12,26	1984 13 mars	12,25	12,35	6
Mars	12,25	12,25	12,25	12,35	12,46	10 avril	12,20	12,25	6
Avril	11,75	11,75	11,75	11,90	12,08	8 mai	12,10	12,25	6
Mai	11,75	11,75	11,75	11,90	11,90	12 juin	12,10	12,10	6
Juin	11,75	11,75	11,75	11,90	11,90	10 juillet	12,00	12,00	6
Juillet	11,75	11,75	11,75	11,90	11,90	14 août	11,75	11,75	6
Août	11,45	11,45	11,45	11,45	11,66	11 septembre ..	11,10	11,10	6
Septembre	11,00	11,00	11,00	11,00	11,25	9 octobre	11,10	6	6
Octobre	11,00	11,00	11,00	11,00	11,00	13 novembre ...	10,75	10,75	6
Novembre	10,75	10,75	10,75	10,75	10,83	11 décembre ...	10,75	6	6
Décembre	10,75	10,75	10,75	10,70	10,73				
1985 Janvier	10,70	10,70	10,70	10,70	10,70	1985 8 janvier	10,75	10,75	6
Février	10,70	10,70	10,70	10,70	10,70	12 février	6	6	6
						12 mars	6	6	6

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les caisses d'épargne privées, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation. Les taux indiqués étaient également valables

pour les certificats de trésorerie B, qui ont été créés lors de la même réforme et remboursés définitivement le 18 juillet 1977.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1975	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00
15 avril	0,50	3,00	4,00	5,15	5,75	7,25
23 août	0,50	3,75	4,75	5,90	6,25	7,25
20 septembre	0,50	4,75	5,75	6,75	7,00	7,25
1977 17 janvier	0,50	4,25	5,25	6,50	6,75	7,25
1 ^{er} mars	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,25
22 juin	0,50	3,25	4,25	5,50	6,25	7,00
5 juillet	0,50	3,00	4,00	5,25	6,00	7,00
19 septembre	0,50	2,75	3,75	5,00	5,75	6,75
1978 13 avril	0,50	2,50	3,25	4,50	5,25	6,25
1979 16 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,25
22 janvier	0,50	3,00	3,75	5,00	5,75	6,75
19 mars	0,50	2,75	3,50	4,75	5,75	6,75
16 juin	0,50	3,25	4,00	5,25	6,25	7,25
16 juillet	0,50	4,25	4,75	5,75	6,50	7,25
10 septembre	0,50	4,50	5,00	6,00	6,75	7,75
29 novembre	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1975	4,25	1,25	3,25	1,25
1977 16 septembre	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1977	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70	9,35
1978	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85	8,86
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	9,58	8,72
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	11,93	10,86
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	—	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	—	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	—	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	—	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	—	11,34
1982 Octobre	12,77	12,57	13,20	13,23	—	12,86
1983 Janvier	11,62	11,70	12,66	12,43	—	11,94
Avril	11,57	11,72	12,49	12,19	—	11,81
Juillet	10,58	11,02	11,55	11,32	—	10,90
Octobre	10,46	10,79	11,39	11,11	—	10,78
1984 Janvier	11,18	11,22	11,89	11,95	—	11,46
Mars	11,76	11,78	12,40	12,35	—	12,02
Avril	11,58	11,75	12,20	12,16	—	11,86
Mai	11,52	11,59	12,08	12,03	—	11,76
Juin	11,66	11,76	12,19	12,19	—	11,90
Juillet	11,44	11,74	12,13	12,07	—	11,77
Août	11,38	11,72	12,05	11,95	—	11,72
Septembre	11,30	11,58	11,82	11,81	—	11,59
Octobre	11,35	11,52	11,85	11,80	—	11,61
Novembre	11,13	11,39	11,74	11,68	—	11,45
Décembre	10,88	11,17	11,47	11,42	—	11,22
1985 Janvier	11,06	11,27	11,56	11,52	—	11,34
Février	11,23	11,30	11,56	11,65	—	11,41
Mars	11,17	11,28	11,58	11,57	—	11,35

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

**XIX - 8. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS PAR LES INSTITUTIONS
PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			3 ans			5 ans			10 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1974	8,25	100,00	8,25	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00
1975 16 février	8,00	100,00	8,00	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	8,60	100,00	8,60	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier	7,00	100,00	7,00	8,25	100,00	8,25	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00
20 avril	7,25	100,00	7,25	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00
1977 22 juin	7,00	100,00	7,00	8,50	100,00	8,50	9,25	100,00	9,25	9,75	100,00	9,75
12 août	7,00	100,00	7,00	8,25	100,00	8,25	9,00	100,00	9,00	9,50	100,00	9,50
19 septembre ..	6,75	100,00	6,75	7,75	100,00	7,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00
1978 13 avril	6,25	100,00	6,25	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,50	100,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	100,00	6,75	7,75	100,00	7,75	8,50	100,00	8,50	9,00	100,00	9,00
16 juin	7,25	100,00	7,25	8,25	100,00	8,25	9,00	100,00	9,00	9,25	99,00	9,41
10 septembre ..	7,75	100,00	7,75	8,75	100,00	8,75	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00
29 novembre ...	8,00	100,00	8,00	9,25	100,00	9,25	10,00	100,00	10,00	10,50	97,75	10,88
1980 28 janvier	8,00	100,00	8,00	9,50	100,00	9,50	10,25	100,00	10,25	11,00	100,00	11,00
14 mars	9,00	100,00	9,00	11,00	100,00	11,00	11,75	100,00	11,75	11,75	100,00	11,75
28 avril	9,00	100,00	9,00	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50	12,50	100,00	12,50
1981 26 janvier	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	13,00	100,00	13,00	13,00	100,00	13,00
1 ^{er} octobre ...	9,00	100,00	9,00	13,00	100,00	13,00	13,75	100,00	13,75	13,75	100,00	13,75
1982 23 septembre ..	9,00	100,00	9,00	12,75	100,00	12,75	13,50	100,00	13,50	13,50	100,00	13,50
15 novembre ...	9,00	100,00	9,00	12,50	100,00	12,50	13,25	100,00	13,25	13,25	100,00	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	100,00	9,00	12,00	100,00	12,00	12,75	100,00	12,75	13,00	100,00	13,00
14 février	9,00	100,00	9,00	11,50	100,00	11,50	12,25	100,00	12,25	12,50	100,00	12,50
25 avril	9,00	100,00	9,00	11,00	100,00	11,00	11,75	100,00	11,75	12,00	100,00	12,00
1 ^{er} juin	9,00	100,00	9,00	10,50	100,00	10,50	11,25	100,00	11,25	11,25	100,00	11,25
22 août	8,50	100,00	8,50	10,00	100,00	10,00	10,75	100,00	10,75	10,75	100,00	10,75
1984 15 février	9,00	100,00	9,00	10,75	100,00	10,75	11,50	100,00	11,50	11,50	100,00	11,50
22 décembre ...	9,00	100,00	9,00	10,50	100,00	10,50	11,25	100,00	11,25	11,25	100,00	11,25

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE ¹

(pour cent par an)

Mois des changements	République Fédérale d'Allemagne ²		Etats-Unis ³		France		Italie ⁴		Pays-Bas ⁵		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-1-1984		4,00		8,50		9,50		20,00		5,00		9,98		4,00
1984 Février							16	19,00			9	10,00		
Février											23	10,04		
Mars											1	10,07		
Mars											8	10,20		
Mars											15	10,56		
Mars											22	10,76		
Mars											29	10,78		
Mars											5	10,81		
Avril			9	9,00							12	10,78		
Avril											19	10,82		
Avril											26	10,84		
Mai							5	18,50			3	11,13		
Mai											10	11,72		
Mai											17	11,63		
Mai											24	11,60		
Mai											31	11,54		
Juin											7	11,77		
Juin											14	11,84		
Juin											21	11,98		
Juin	29	4,50									28	12,36		
Juillet											5	12,76		
Juillet											12	13,26		
Juillet											19	13,24		
Juillet											26	12,98		
Août											2	12,65		
Août											9	12,44		
Août											16	12,43		
Août											23	12,39		
Août											30	12,38		
Septembre ...							4	19,50			6	12,39		
Septembre ...											13	12,38		
Septembre ...											20	12,28		
Septembre ...											27	12,27		
Octobre											4	12,25		
Octobre											11	12,23		
Octobre											18	12,11		
Octobre											25	11,71		
Octobre											1	11,67		
Novembre ...											8	11,45		
Novembre ...											15	11,20		
Novembre ...											22	10,78		
Novembre ...			21	8,50							29	10,75		
Novembre ...											6	10,71		
Décembre ...											13	10,56		
Décembre ...											20	10,16		
Décembre ...			24	8,00							27	10,09		
1985 Janvier							4	18,50			3	9,96		
Janvier											10	9,74		
Janvier											17	9,72		
Janvier											24	9,66		
Janvier											31	9,75		
Février										1	5,50 ⁶	7	10,31	
Février												14	10,48	
Février												21	10,95	
Février												28	11,52	

¹ Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

² Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

³ Federal Reserve Bank of New-York.

⁴ Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 % de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

⁵ La Nederlandsche Bank applique une commission spéciale pour les banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée excède une limite imposée.

⁶ Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 6,00 %.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 5 janvier	1985 10 janvier	1984 9 février	1985 7 février
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	354,2	320,5	331,9	381,6	382,2	410,2	381,7	418,6
Or	226,9	194,6	247,0	259,0	259,0	256,9	259,0	256,9
Disponibilités à vue à l'étranger	42,8	36,2	13,6	27,4	28,0	63,3	30,7	71,7
Ecus	70,5	76,5	58,2	80,1	80,1	71,7	76,9	71,7
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	14,0	13,2	13,1	15,1	15,1	18,3	15,1	18,3
Créances sur le Trésor	18,9	4,9	5,8	11,9	12,1	18,7	14,6	26,6
Monnaies divisionnaires	0,2	0,5	0,6	0,8	1,0	1,1	1,0	1,1
Comptes courants postaux	0,3	0,7	0,8	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2
Concours au Trésor Public ²	15,5	0,0	0,0	5,8	5,8	11,5	8,3	19,5
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M. ³	2,9	3,7	4,4	5,0	5,2	5,9	5,1	5,8
Créances provenant d'opérations de refinancement	121,4	153,2	286,8	253,7	221,7	212,1	199,0	170,1
Effets escomptés ⁴	59,8	72,8	86,0	86,1	87,2	87,7	87,2	87,0
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴	35,0	49,8	167,8	119,3	98,7	102,9	89,8	66,2
Avances sur titres	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,4	0,3
Effets en cours de recouvrement	26,5	30,5	32,8	48,0	35,5	21,3	21,6	16,6
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM ..	65,8	56,3	66,1	77,6	77,6	75,2	75,7	75,2
Divers	5,7	7,4	6,8	7,5	6,9	7,7	7,0	7,9
Total ..	566,0	542,3	697,4	732,3	700,5	723,9	678,0	698,4
PASSIF								
Billets en circulation	144,0	163,3	180,6	195,8	192,7	199,1	188,9	196,9
Comptes créditeurs extérieurs	8,2	9,0	10,3	12,6	12,4	14,1	12,9	13,5
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	3,1	1,8	2,3	3,1	2,9	3,9	3,4	3,3
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	5,1	7,2	8,0	9,5	9,5	10,2	9,5	10,2
Compte courant du Trésor public	33,3	31,7	81,6	46,8	24,4	45,0	7,1	10,3
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	42,6	36,2	67,2	77,3	70,8	75,8	74,8	92,4
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	0,0	4,7	18,4	27,6	28,3	37,3	29,0	38,0
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	3,8	8,3	16,6	28,7	27,2	28,7	27,6	35,6
Ecus à livrer au FECOM	60,0	58,5	53,6	79,5	79,5	71,7	76,2	71,7
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	263,8	223,4	289,0	303,9	303,9	301,3	303,9	301,3
Capital et fonds de réserve	1,8	1,9	2,2	2,6	2,6	2,8	2,6	2,8
Divers	12,3	18,3	12,9	13,8	14,2	14,1	11,6	9,5
Total ..	566,0	542,3	697,4	732,3	700,5	723,9	678,0	698,4
¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.								
Concours au Fonds Monétaire	4,9	6,0	6,5	11,4	11,4	12,2	11,4	12,5
Acquisition de droits de tirage spéciaux	4,3	7,2	6,6	3,7	3,7	6,1	3,7	5,8
Autres opérations	4,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.								
Montant maximum des concours au Trésor public	25,5	3,2	0,0	5,8	5,8	11,5	8,2	19,5
dont : non rémunérés	15,5	—	—	—	—	—	—	—
³ Loi du 27 décembre 1974.								
⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	11,9	2,2	33,4	56,7	34,0	44,3	36,0	36,3
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons à moyen terme	0,5	0,0	10,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits à moyen terme	61,3	75,0	87,1	87,4	88,4	88,6	89,0	87,8
— Prêts spéciaux à la construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Crédits à l'exportation	59,8	72,8	86,0	86,1	87,2	87,7	87,2	87,0
— Autres crédits	1,5	2,2	1,1	1,3	1,2	0,9	1,8	0,8
Crédits à court terme	21,1	45,4	123,1	61,3	63,5	57,7	52,0	29,1
— Crédits à l'exportation	7,0	13,9	21,5	6,4	15,6	21,0	14,2	8,7
— Autres crédits	14,1	31,5	101,6	54,9	47,9	36,7	37,8	20,4

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1981 February 28	1982 February 28	1983 February 28	1984 February 29	1984 January 4	1985 January 9	1984 February 8	1985 February 6
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	10.3	10.8	11.0	11.5	11.9	12.2	11.4	11.9
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	10.3	10.8	11.0	11.5	11.9	12.2	11.4	11.9
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	6.7	4.2	3.3	2.0	4.1	2.2	1.7	2.2
Other Securities	3.6	6.6	7.7	9.5	7.8	10.0	9.7	9.7
Total ...	10.3	10.8	11.0	11.5	11.9	12.2	11.4	11.9
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	0.2	0.2	0.6	0.2	0.1	1.8	0.5	3.9
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.5	0.6	0.7	0.8	0.7	0.7	0.8	0.9
Reserves and Other Accounts	1.5	1.9	2.2	1.5	1.4	1.8	1.3	1.7
Total ...	2.2	2.7	3.5	2.5	2.2	4.3	2.6	6.5
Government Securities	0.9	0.3	0.3	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5
Advances and Other Accounts	1.0	1.2	1.4	0.5	0.5	1.1	0.6	1.1
Premises, Equipment and Other Securities	0.3	1.2	1.8	1.6	1.2	2.7	1.5	4.9
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	2.2	2.7	3.5	2.5	2.2	4.3	2.6	6.5

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1980 December 31	1981 December 31	1982 December 31	1983 December 31	1984 January 4	1985 January 9	1984 February 8	1985 Februari 6
ASSETS								
Gold certificate account	11.2	11.2	11.2	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	2.5	3.3	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6
Coin	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5
Loans and securities	133.2	142.1	151.0	162.2	168.2	170.6	157.6	165.0
<i>Loans</i>	1.8	1.6	0.7	0.9	1.2	1.4	0.2	1.0
<i>Acceptances</i>	0.8	0.2	1.5	0.4	0.5	0.0	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	9.3	9.4	9.5	8.9	9.0	8.5	8.6	8.4
<i>U.S. Government securities</i>	121.3	130.9	139.3	152.0	157.5	160.7	148.8	155.6
Cash items in process of collection	15.5	10.6	13.0	11.6	12.9	6.4	8.0	9.4
Other assets	8.7	9.2	9.9	8.7	8.8	11.8	9.2	12.4
Total assets ...	171.5	176.8	190.1	198.6	206.0	204.9	191.0	203.0
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	124.2	131.9	142.0	157.1	157.3	166.4	152.5	162.7
Deposits	31.6	30.7	34.3	26.1	32.5	25.9	26.4	27.7
<i>Depository institutions</i>	27.5	25.2	26.5	21.4	28.8	21.0	20.8	21.3
<i>U.S. Treasury-general account</i>	3.1	4.3	5.0	3.7	3.1	4.2	4.8	5.6
<i>Foreign-official accounts</i>	0.4	0.5	0.3	0.2	0.2	0.3	0.2	0.2
<i>Other</i>	0.6	0.7	2.5	0.8	0.4	0.4	0.6	0.6
Deferred availability cash items	11.0	8.9	8.8	10.0	10.6	6.4	6.8	6.7
Other liabilities	2.3	2.7	2.3	2.5	2.5	2.6	2.1	2.3
Capital accounts	2.4	2.6	2.7	2.9	3.1	3.6	3.2	3.6
Total liabilities and capital accounts.....	171.5	176.8	190.1	198.6	206.0	204.9	191.0	203.0

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1982 dicembre	1983 dicembre	1983 settembre	1984 settembre	1983 ottobre	1984 ottobre
ATTIVO						
Oro	23,5	31,5	30,3	30,6	30,3	30,6
Crediti in oro (FECOM)	8,1	10,9	10,5	10,5	10,9	10,5
Cassa	2,4	2,4	1,6	1,5	1,0	0,8
Risconti e anticipazioni :						
risconto di portafoglio : ordinario	0,2	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4
ammassi	1,7	1,7	1,7	1,8	1,7	1,8
anticipazioni : in conto corrente	1,4	1,4	1,9	1,9	2,1	1,3
a scadenza fissa	0,0	0,0	0,6	0,0	1,9	2,1
di cui al D.M. Tesoro 27 settembre 1974	0,5	3,3	3,3	2,1	3,3	2,1
prorogati pagamenti presso le Stanze di compensazione ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effetti all'incasso presso corrispondenti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Attività verso l'estero in valuta : ECU	8,2	13,1	12,7	13,0	13,1	13,3
altre attività	3,0	1,8	1,2	1,6	1,2	1,2
Crediti in dollari (FECOM)	1,4	2,2	2,2	2,4	2,2	2,8
Ufficio Italiano Cambi :						
conto corrente ordinario (saldo debitore)	10,8	18,3	17,2	21,2	16,9	21,8
conti speciali	2,3	3,5	2,4	3,6	2,4	3,6
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	—	8,0	8,0	0,0	8,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo debitore)	31,9	23,3	24,2	31,8	22,9	34,3
Crediti diversi verso lo Stato	0,6	0,8	0,7	1,0	0,7	1,0
Titoli di proprietà :						
titoli di stato o garantiti dallo Stato	35,7	38,2	31,9	41,9	34,8	39,7
altri titoli, azioni e partecipazioni	0,5	0,6	0,5	0,9	0,5	0,9
Fondo di dotazione UIC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Immobili	0,0	1,6	0,0	1,6	0,0	1,6
Altri conti e partite varie	1,2	1,4	1,2	1,7	1,2	8,0
Ratei e risconti	1,4	1,4	0,3	0,7	0,1	0,3
Spese dell'esercizio	0,0	0,0	3,5	4,3	3,6	4,6
Totale attivo	135,3	166,2	156,8	175,0	159,6	183,2
PASSIVO						
Circolazione	34,3	38,4	33,6	37,3	34,0	36,7
Vaglia cambiari	0,4	0,4	0,2	0,3	0,2	0,3
Altri debiti a vista	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi in conto corrente liberi	0,3	0,4	0,2	0,2	0,3	0,9
Depositi in conto corrente vincolati a tempo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi per servizi di cassa	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti speciali di cui alla legge (17.8.1974 n. 386)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi costituiti per obblighi di legge	46,6	54,8	53,6	61,1	54,7	62,7
Depositi in valuta estera per conto UIC	0,4	0,1	0,3	0,0	0,3	0,0
Conti dell'estero in lire per conto UIC	1,9	3,4	2,1	3,6	2,1	3,6
Passività verso l'estero	0,1	0,3	0,2	0,1	0,2	0,1
Debiti in ECU (FECOM)	9,6	13,1	12,7	13,0	13,1	13,3
Ufficio Italiano Cambi - c/c ordinario (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo creditore)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Debiti diversi verso lo Stato	1,1	1,1	0,4	0,8	0,4	0,3
Accantonamenti diversi	38,6	50,3	46,9	48,7	47,3	48,6
Fondi ammortamento diversi	0,1	0,4	0,1	0,4	0,1	0,4
Partite varie	0,4	0,7	2,2	2,9	2,5	9,3
Ratei e risconti	0,8	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1
Capitale sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
Fondo di riserva straordinario	0,3	0,3	0,3	1,7	0,3	1,7
Utile netto da ripartire	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Rendite dell'esercizio	0,0	1,3	3,6	4,5	3,7	4,8
Totale passivo e patrimonio	135,3	166,2	156,8	175,0	159,6	183,2
Depositanti di titoli e altri valori	252,6	334,6	326,4	407,2	330,4	418,4

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1980 31. Dez.	1981 31. Dez.	1982 31. Dez.	1983 31. Dez.	1984 7. Jan.	1985 7. Jan.	1984 7. Feb.	1985 7. Feb.
AKTIVA								
Währungsreserven	96,1	100,1	84,4	81,5	81,6	81,5	81,8	78,8
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	8,1	9,2	12,2	14,6	14,3	16,2	14,0	15,8
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	31,7	39,9	19,6	15,4	15,6	14,4	15,6	12,8
Devisen und Sorten	42,6	37,3	38,9	37,8	38,0	37,2	38,5	36,5
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	4,0	3,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Kredite an inländische Kreditinstitute	57,6	68,1	74,8	85,5	81,3	92,6	79,7	88,5
Inlandswechsel	39,3	44,8	46,7	46,6	47,3	47,8	47,5	48,6
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Inlandswechsel und Wert- papiere	6,2	11,9	9,1	16,2	15,1	27,5	15,0	22,0
Auslandswechsel	4,4	5,4	7,0	9,4	9,4	14,4	9,9	15,7
Lombardforderungen	7,7	6,0	12,0	13,3	9,5	2,9	7,3	2,2
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	11,1	13,4	10,1	9,6	10,9	15,0	12,1	15,6
Kassenkredite (Buchkredite)	2,4	4,7	1,4	0,9	2,2	6,3	3,4	6,9
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Wertpapiere	3,9	3,7	5,4	7,8	7,9	4,3	7,8	4,2
Deutsche Scheidemünzen	0,7	0,9	1,1	1,0	1,0	1,0	1,1	9,2
Postgiroguthaben	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,1	
Sonstige Aktiva	12,0	6,2	7,8	9,0	7,1	7,6	8,0	
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Wäh- rungsreserven und sonstigen Fremdwährungsposi- tionen	5,8	—	—	—	—	—	—	—
Ingesamt ...	191,5	196,3	186,3	197,1	192,5	204,8	193,1	198,8
PASSIVA								
Banknotenumlauf	83,7	83,8	88,6	96,1	96,2	100,3	93,6	97,8
Einlagen von Kreditinstituten	53,9	50,6	51,9	52,7	50,2	51,0	49,8	45,2
auf Girokonten	53,9	50,6	51,9	52,7	50,2	51,0	49,8	45,2
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	1,0	0,8	1,3	2,1	0,6	0,8	1,8	1,0
Bund	0,4	0,3	0,7	1,5	0,1	0,2	0,1	0,1
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,1	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Länder	0,5	0,4	0,3	0,6	0,4	0,5	1,7	0,9
Andere öffentliche Einleger	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	1,7	2,1	3,5	3,2	2,8	3,2	3,2	3,1
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postgiro- und Postpar- kassenämter)	1,1	1,5	2,9	2,6	2,2	2,6	2,7	2,6
Sonstige Einleger	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinsti- ten	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	4,2	4,9	4,6	6,3	6,2	6,4	6,8	5,5
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft	7,7	8,9	12,0	9,8	9,6	11,4	9,8	12,1
Einlagen ausländischer Einleger	7,6	8,8	9,5	9,8	9,5	11,4	9,8	12,1
Sonstige	0,1	0,1	2,5	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	—	—	—	—	—
Gegenposten im Zusammenhang mit der Bewer- tung des in den Europäischen Fonds für wäh- rungspolitische Zusammenarbeit vorläufig einge- brachten Gold- und Dollarreserven	22,5	23,4	—	—	—	—	—	—
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungs- rechte	2,5	3,2	3,2	3,5	3,5	3,7	3,5	3,7
Sonstige Passiva	14,3	18,6	21,2	23,4	23,4	28,0	24,6	30,4
Ingesamt ...	191,5	196,3	186,3	197,1	192,5	204,8	193,1	198,8

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1980 31 décembre	1981 31 décembre	1982 31 décembre	1983 31 décembre	1984 10 janvier	1985 10 janvier	1984 10 février	1985 10 février
ACTIF								
Encaisse-or	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	27,4	25,5	31,9	32,7	29,8	37,2	29,9	35,9
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	2,3	2,8	2,1	2,5	0,2	0,2	0,2	0,2
bons du Trésor de la Confédération	0,2	0,3	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	0,9	2,5	1,6	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
autres	1,2	1,0	1,2	1,5	1,5	1,7	1,5	1,6
Correspondants en Suisse	0,3	0,4	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres postes de l'actif	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2
Total	44,3	44,6	49,4	51,9	43,9	51,4	44,0	50,1
PASSIF								
Fonds propres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	24,1	23,3	24,5	24,7	23,6	24,5	22,8	23,7
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	13,7	12,5	14,0	14,2	7,6	7,7	7,4	7,8
autres engagements à vue	2,7	2,5	1,7	1,0	0,7	2,3	1,6	1,4
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
rescriptions de stérilisation	0,0	0,0	—	—	—	—	—	—
bons émis par la Banque	0,2	0,5	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	3,5	5,7	8,9	11,9	11,9	16,8	12,1	17,1
Total	44,3	44,6	49,4	51,9	43,9	51,4	44,0	50,1

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

	1983 31 décembre	1984 31 décembre	1984. 31 janvier	1985 31 janvier	1984 29 février	1985 28 février
ACTIF						
Or	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	0,7	0,5	0,5	0,5	0,6	0,4
Dépôts à terme et avances	14,7	14,0	13,6	13,5	13,9	13,2
Or :						
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies						
à 3 mois au maximum	12,4	12,3	11,3	11,6	12,0	11,0
à plus de 3 mois	2,3	1,7	2,3	1,9	1,9	2,1
Titres à terme	2,1	3,1	1,7	2,6	1,5	2,7
à 3 mois au maximum	1,3	1,9	0,9	1,5	0,8	1,6
à plus de 3 mois	0,8	1,2	0,8	1,1	0,7	1,1
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
<i>Total de l'actif</i>	22,6	22,7	20,9	21,7	21,1	21,5
PASSIF						
Capital¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves	0,7	0,8	0,7	0,8	0,7	0,8
Fonds de réserve légale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve générale	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Fonds spéciale de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3
Dépôts (or)	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4
Banques centrales :						
à vue	4,2	4,3	4,2	4,3	4,2	4,3
à 3 mois au maximum	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	16,8	16,8	15,1	15,8	15,3	15,6
Banques centrales :						
à vue	0,6	0,3	0,6	0,3	0,6	0,3
à 3 mois au maximum	14,4	15,4	12,8	14,3	12,5	13,8
à plus de 3 mois	1,1	1,0	1,1	1,1	1,4	1,3
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,6	0,1	0,5	0,1	0,8	0,2
à plus de 3 mois	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Divers	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
<i>Total du passif</i>	22,6	22,7	20,9	21,7	21,1	21,5
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Banque de France* : « Compte rendu ». — *Bank of England* : « Report and accounts ». — *Board of Governors of the Federal Reserve system* : « Annual report ». — *De Nederlandsche Bank* : « Verslag over het boekjaar ». — *Banca d'Italia* : « Relazione Annuale ». — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* : « Rapports ». — *Banque des règlements internationaux* : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

FEVRIER 1985

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

1. Généralités ;
2. Réglementation économique et financière ;
3. Réglementation fiscale ;
4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;
 - 4.1. Communautés européennes ;
 - 4.2. Etat belge ;
 - 4.3. Communautés et Régions ;
 - 4.4. Pouvoirs locaux ;
5. Réglementation sociale ;
 - 5.1. Travail ;
 - 5.2. Sécurité et aide sociales ;
6. Relations économiques et financières extérieures ;
7. Divers.

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, CIR pour Code des impôts sur les revenus, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Groenland.

Traité modifiant les traités instituant les Communautés européennes en ce qui concerne le Groenland, et **Protocole** sur le régime particulier applicable au Groenland, *Journal officiel* n° L 29 du 1^{er} février 1985, p. 1 et 7.

Fin de l'application des traités instituant les Communautés européennes au Groenland et instauration d'un nouveau régime de relations entre les Communautés et ce territoire.

Rapport annuel.

Décision 85/105/CEE du Conseil, du 19 décembre 1984, adoptant le rapport annuel sur la situation économique de la Communauté, *Journal officiel* n° L 45 du 14 février 1985, p. 1.

REGISTRE NATIONAL DES PERSONNES PHYSIQUES.

Arrêté royal du 12 novembre 1984 autorisant l'accès du Comité supérieur de contrôle au Registre national des personnes physiques, *Moniteur* du 1^{er} février 1985, p. 1128.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

AGRICULTURE.

Prime en vue de compenser la perte de revenu. Producteurs de viande ovine.

Arrêté ministériel du 24 janvier 1985 relatif à l'octroi d'une prime au bénéfice des producteurs de viande ovine en vue de compenser la perte de revenu constaté au cours d'une campagne de commercialisation, *Moniteur* du 9 février 1985, p. 1395.

Produits laitiers. Beurre d'Ardenne.

Arrêté royal du 18 décembre 1984 reconnaissant l'appellation d'origine « Beurre d'Ardenne » et fixant les conditions que doit réunir ce produit pour être fabriqué, offert en vente ou vendu sous cette appellation, *Moniteur* du 2 février 1985, p. 1176.

Arrêté royal du 4 janvier 1985 agréant l'Association wallonne pour la Promotion des Produits agricoles en qualité d'organisme chargé de la délivrance des attestations d'origine « Beurre d'Ardenne » en exécution de l'article 16 de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce, *Moniteur* du 2 février 1985, p. 1178.

Arrêté ministériel du 23 janvier 1985 déterminant le modèle des attestations d'origine prescrites par l'arrêté royal du 18 décembre 1984 reconnaissant l'appellation d'origine « Beurre d'Ardenne » et fixant les conditions que doit réunir ce produit pour être fabriqué, offert en vente ou vendu sous cette appellation, *Moniteur* du 2 février 1985, p. 1179.

Protection des obtentions végétales.

Arrêté royal du 20 décembre 1984 modifiant l'arrêté royal du 22 juillet 1977 sur la protection des obtentions végétales, *Moniteur* du 21 février 1985, p. 1953.

CONCURRENCE.

Accords de recherche et de développement.

Règlement (CEE) n° 418/85 de la Commission, du 19 décembre 1984, concernant l'application de l'article 85 paragraphe 3 du traité à des catégories d'accords de recherche et de développement, *Journal officiel* n° L 53 du 22 février 1985, p. 5.

Accords de spécialisation.

Règlement (CEE) n° 417/85 de la Commission, du 19 décembre 1984, concernant l'application de l'article 85 paragraphe 3 du traité à des catégories d'accords de spécialisation, *Journal officiel* n° L 53 du 22 février 1985, p. 1.

Aide d'Etat illicite.

Décision 85/153/CEE de la Commission, du 24 octobre 1984, concernant une aide octroyée en 1983 par le gouvernement belge en faveur d'un fabricant de céramique sanitaire et de vaisselle, *Journal officiel* n° L 59 du 27 février 1985, p. 21.

Extrait

Article 1^{er}. — L'aide octroyée en 1983 sous forme d'un apport en capital d'un montant de 83 millions de francs belges par le gouvernement belge à une entreprise du secteur de la céramique est incompatible avec le marché commun au sens de l'article 92 du traité CEE et doit dès lors être supprimée.

EMPLOI. Octroi de primes d'emploi.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 5 décembre 1984, portant exécution de l'article 10 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, *Moniteur* du 12 février 1985, p. 1457.

En application de l'article 10 de la loi du 4 août 1978, le Ministre communautaire qui a la politique de l'emploi dans ses attributions peut accorder des primes d'emploi aux entreprises, personnes et établissements visés à l'article 2 de la même loi, qui, même sans procéder à des investissements, engagent des travailleurs rémunérés complémentaires.

L'arrêté de l'Exécutif flamand du 5 décembre 1984 détermine les modalités et les conditions requises pour l'obtention de telles primes d'emploi. Le montant de la prime est fixé à 45.000 francs par emploi supplémentaire, majoré de 5.000 francs s'il s'agit d'une embauche d'un premier travailleur allant de pair avec une affiliation à un secrétariat social agréé (art. 3).

ENERGIE. Région wallonne.

Distribution d'électricité et de gaz.

Décret du Conseil régional wallon du 1^{er} février 1985 relatif à la rationalisation du secteur de la distribution de l'électricité et du gaz, *Moniteur* du 5 février 1985, p. 1216.

Maîtrise de la consommation d'énergie.

Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 décembre 1984 relatif à l'octroi de subventions pour une meilleure maîtrise de la consommation d'énergie dans l'industrie, *Moniteur* du 22 février 1985, p. 1991.

EXPERTS COMPTABLES. Statut.

Loi du 21 février 1985 relative à la réforme du révisorat d'entreprises, *Moniteur* du 28 février 1985, p. 2230.

Le chapitre IV de cette loi organise le titre et la profession d'expert comptable.

En vertu de l'article 69 une personne ne peut porter le titre d'expert comptable que si elle s'est vue conférer par l'Institut des Experts Comptables la qualité d'expert comptable ou l'autorisation de porter ce titre.

L'article 78 énumère les missions de l'expert comptable :

1° la vérification et le redressement de tous documents comptables ;

2° l'expertise dans le domaine de l'organisation comptable des entreprises, ainsi que l'analyse par les procédés de la technique comptable de la situation des entreprises au point de vue de leur crédit, de leur rendement et de leurs risques ;

3° l'organisation des services comptables et administratifs des entreprises et les activités de conseil à ce sujet ;

4° les activités d'organisation et de tenue de la comptabilité de tiers ;

5° les activités de conseil en matière de fiscalité, pour autant qu'elles ne soient pas exercées à titre principal ou fassent partie de l'exercice d'une des activités prénommées.

La loi fait une distinction entre les experts comptables internes et externes (art. 79-82).

En outre, il est créé un Institut des Experts Comptables (art. 83-94).

LOGEMENT. Région bruxelloise.

Prime de construction et d'acquisition.

Arrêté royal du 23 janvier 1985 modifiant l'arrêté royal du 23 juin 1983 instituant, pour la Région bruxelloise, une prime unique pour la construction ou l'acquisition d'un logement, ainsi qu'une assurance contre la perte de revenus, *Moniteur* du 15 février 1985, p. 1675.

Prime de rénovation.

Arrêté royal du 18 décembre 1984 relatif à l'octroi de subventions pour la rénovation d'habitations situées dans la Région bruxelloise, *Moniteur* du 9 février 1985, p. 1399.

Extrait

Art. 9. — Montant de la prime de rénovation.

§ 1^{er}. Le montant de la prime de rénovation est fixé à 30 p.c. du coût des travaux de rénovation, sans pouvoir dépasser la somme de 300.000 F par habitation.

§ 2. Lorsqu'une habitation faisant l'objet d'une demande de prime de rénovation est située dans les « zones à protéger et à rénover », le montant de la prime est fixé à 40 p.c. sans pouvoir excéder la somme de 400.000 F par habitation.

§ 3. Le montant de la prime de rénovation octroyée à l'acquéreur d'une habitation, préalablement rénovée par un entrepreneur-rénovateur, est fixé à 40 p.c. du prix net d'acquisition sans pouvoir dépasser la somme de 500.000 F.

.....

Circulaire ministérielle du 1^{er} février 1985 relative aux modalités d'application de l'arrêté royal du 18 décembre 1984 instaurant l'octroi de subventions pour la rénovation d'habitations situées dans la Région bruxelloise, *Moniteur* du 9 février 1985, p. 1429.

ORGANISMES FINANCIERS. Banques et caisses d'épargne privées.

Loi du 21 février 1985 relative à la réforme du révisorat d'entreprises, *Moniteur* du 28 février 1985, p. 2230.

Le chapitre VI de cette loi modifie l'arrêté royal du 23 juin 1967 relatif au contrôle des caisses d'épargne privées, et l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques.

Ainsi l'article 103 détermine que les caisses d'épargne privées constituées sous la forme de société coopérative, et groupées dans une association ou une fédération elle-même constituée en société coopérative (e.a. les caisses rurales), ne sont plus tenues de nommer un commissaire.

Les banques en revanche, sont toujours tenues de nommer un ou plusieurs commissaires dont elles déterminent elles-mêmes le nombre (art. 104).

PRIX.

Boissons.

Arrêté ministériel du 18 janvier 1985 réglementant les prix des limonades et des eaux minérales, minéralisées, de source et de table, *Moniteur* du 1^{er} février 1985, p. 1135.

Electricité.

Arrêté ministériel du 24 janvier 1985 relatif à la réglementation des prix de l'énergie électrique en basse tension, *Moniteur* du 28 février 1985, p. 2262.

Viande bovine et porcine.

Arrêté ministériel du 22 février 1985 réglementant le prix des viandes bovines et porcines, *Moniteur* du 28 février 1985, p. 2263.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT.

Programme stratégique européen de recherche et de développement.

Décision 85/141/CEE du Conseil, du 11 février 1985, adoptant le programme de travail de l'année 1985 pour le programme stratégique européen de recherche et de développement relatif aux technologies de l'information (ESPRIT), *Journal officiel* n° L 55 du 23 février 1985, p. 1.

REVISORAT D'ENTREPRISES.

Loi du 21 février 1985 relative à la réforme du révisorat d'entreprises, *Moniteur* du 28 février 1985, p. 2230.

Statut du réviseur d'entreprises et fonctionnement de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Le chapitre III de cette loi apporte d'importantes modifications à la loi du 22 juillet 1953 créant l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Ainsi l'article 33 donne une nouvelle définition de la fonction principale du réviseur d'entreprises, à savoir l'exécution de toutes missions dont l'accomplissement lui est réservé en vertu de la loi et d'une façon générale l'exécution de toutes missions de révision d'états comptables d'entreprises.

De plus, la loi rend plus sévères les conditions pour devenir réviseur d'entreprises et énumère les incompatibilités (art. 40). Il est également établi que le réviseur s'acquitte en toute indépendance de sa mission (art. 41).

Conformément à son objet, l'Institut veille au bon accomplissement des missions confiées à ses réviseurs. A cet effet, l'Institut peut faire procéder auprès d'eux à des enquêtes et exiger la production de tout document utile. Comme les réviseurs sont tenus d'informer l'Institut des missions qu'ils ont acceptées, une surveillance préventive est possible (art. 52).

En outre, il est prévu une procédure de discipline assez élaborée (art. 55-60).

Création du Conseil Supérieur du Révisorat d'Entreprises.

Le chapitre V de la loi prévoit la création, auprès du Ministère des Affaires économiques, du Conseil Supérieur du Révisorat d'Entreprises.

En vertu de l'article 101, le Conseil Supérieur a pour mission de contribuer, par la voie d'avis ou de recommandations, à ce que les missions de révision que la loi confie aux réviseurs d'entreprises soient exercées dans le respect de l'intérêt général et des exigences de la vie sociale.

SIDERURGIE.

Voir rubrique 6 : Importations. Exportations. Transit.

SOCIETES COMMERCIALES. Contrôle par le commissaire.

Loi du 21 février 1985 relative à la réforme du révisorat d'entreprises, *Moniteur* du 28 février 1985, p. 2230.

Le chapitre II de cette loi apporte des modifications à la loi sur les sociétés en adaptant le statut et la fonction de commissaire.

Dorénavant, le commissaire devra toujours être un réviseur d'entreprises. Les petites et moyennes entreprises ne seront pas tenues de nommer un commissaire.

La mission du commissaire consiste à contrôler la situation financière, les comptes annuels et la régularité au regard de la loi sur les sociétés et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels (art. 9).

De nouvelles dispositions sont introduites concernant l'indépendance (art. 10), les émoluments (art. 11), la durée du mandat (art. 12), la révocation (art. 13), le pouvoir de vérification (art. 14) et la responsabilité (art. 16) du commissaire.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2. ETAT BELGE.

DEPENSES DE L'ETAT.

Budget du Ministère de l'Agriculture. Crédits reportés.

Arrêté royal du 23 janvier 1985 fixant la situation des crédits reportés du budget du Ministère de l'Agriculture pour l'année budgétaire 1979, *Moniteur* du 26 février 1985, p. 2100.

4.3. COMMUNAUTES ET REGIONS.

COMMUNAUTE FRANÇAISE.

Budget.

Décret du Conseil de la Communauté française du 30 novembre 1983 contenant le budget des recettes de la Communauté française de l'année budgétaire 1984, *Moniteur* du 13 février 1985, p. 1588.

Les recettes courantes sont évaluées à 26,9 milliards de francs et les recettes en capital à 4,1 milliards de francs.

Décret du Conseil de la Communauté française du 18 décembre 1984 contenant le budget des recettes de la Communauté française de l'année budgétaire 1985, *Moniteur* du 13 février 1985, p. 1591.

Les recettes courantes sont évaluées à 28,8 milliards de francs et les recettes en capital à 4,4 milliards de francs.

Décret du Conseil de la Communauté française du 18 décembre 1984 ajustant le budget des dépenses culturelles, Education nationale, de l'année budgétaire 1984. Matières visées par l'article 59bis, § 2, 2°, de la Constitution, *Moniteur* du 28 février 1985, p. 2275.

Dotation au Conseil de la Communauté française.

Décret du Conseil de la Communauté française du 18 décembre 1984 contenant la dotation au Conseil de la Communauté française de l'année budgétaire 1985, *Moniteur* du 12 février 1985, p. 1455.

Il est ouvert pour les dépenses du Conseil de la Communauté française afférente à l'année budgétaire 1985, des crédits s'élevant à 103,4 millions de francs.

COMMUNAUTE GERMANOPHONE. Budget. Crédits provisoires.

Décret du Conseil de la Communauté germanophone du 26 novembre 1984 ouvrant des crédits provisoires à valoir sur le budget de la Communauté germanophone pour l'année budgétaire 1985, *Moniteur* du 13 février 1985, p. 1587.

REGION FLAMANDE.

Intervention pour les opérations de revalorisation urbaine et rurale.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 9 janvier 1985 instaurant un régime d'octroi d'avances relatif à l'intervention de la Région flamande en vue de l'exécution d'opérations de revalorisation urbaine et rurale, *Moniteur* du 2 février 1985, p. 1189.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.1. TRAVAIL.

CLASSES MOYENNES.

Artisanat-service.

Loi du 8 février 1985 portant création de l'artisanat-service, *Moniteur* du 23 février 1985, p. 2039.

Représentation dans certains organes consultatifs.

Loi du 21 janvier 1985 relative à la représentation spécifique des classes moyennes dans certains organes consultatifs, *Moniteur* du 2 février 1985, p. 1176.

Extrait.

Article 1^{er}. — Dans tout organe consultatif, qui se prononce sur des problèmes économiques ou sociaux intéressant les classes moyennes, un ou plusieurs délégués représentant le secteur industriel ou commercial, les professions prestataires de service ou les employeurs, sont choisis sur des listes doubles, présentées par les organisations représentatives des classes moyennes.

CONSEILS D'ENTREPRISE. Réviseur d'entreprises.

Loi du 21 février 1985 relative à la réforme du révisorat d'entreprises, *Moniteur* du 28 février 1985, p. 2230.

Le chapitre I^{er} de cette loi apporte des modifications à la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie (conseils d'entreprise).

Dorénavant il sera nommé au moins un réviseur d'entreprises dans chaque entreprise où un conseil d'entreprise a été institué.

La mission du réviseur à l'égard du conseil d'entreprise est définie comme suit dans l'article 1^{er} :

1° faire rapport sur les comptes annuels et sur le rapport de gestion ;

2° certifier le caractère fidèle et complet des informations économiques et financières que le chef d'entreprise transmet au conseil d'entreprise ;

3° analyser et expliquer ces informations à l'intention des représentants des travailleurs au conseil d'entreprise ;

4° renseigner le conseil d'entreprise à propos de ses réserves éventuelles relatives à certaines informations transmises par le chef d'entreprise, lorsque celui-ci n'a pas donné suite aux observations formulées par lui à ce sujet.

Les nouvelles dispositions entrent en vigueur le 1^{er} mars 1986 (art. 6).

EGALITE ENTRE HOMME ET FEMME. Services publics.

Arrêté royal du 9 janvier 1985 modifiant l'arrêté royal du 2 mars 1984 créant la Commission consultative en matière de litiges relatifs à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes dans les services publics, *Moniteur* du 6 février 1985, p. 1254.

EMPLOI. Interruption de la carrière professionnelle.

Arrêté royal du 25 janvier 1985 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption, *Moniteur* du 14 février 1985, p. 1634.

Extraits.

Art. 2. — Les travailleurs visés aux articles 100 et 102 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, peuvent, aux conditions fixées au présent arrêté, bénéficier d'allocations d'interruption pendant la période au cours de laquelle ils interrompent leur carrière professionnelle, ou réduisent de moitié leur régime de travail à temps plein.

Art. 4. — Le montant des allocations d'interruption s'élève à 10.504 F par mois pour les travailleurs qui interrompent un emploi à temps plein.

Aux travailleurs qui interrompent un emploi à temps partiel, il est octroyé par mois une partie du montant de 10.504 F proportionnelle à la durée de leurs prestations dans l'emploi à temps partiel.

Les montants visés aux alinéas 1^{er} et 2 ne sont pas indexés.

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.1 GENERALITES.

Carte de sécurité sociale.

Loi du 15 janvier 1985 instaurant une carte de sécurité sociale, *Moniteur* du 13 février 1985, p. 1575.

Cette loi-cadre prévoit l'instauration d'une carte de sécurité sociale pour améliorer le contrôle du chômage.

Toutefois les catégories de travailleurs auxquelles elle est destinée, ainsi que les conditions et modalités selon lesquelles elle sera émise, délivrée et renouvelée, doivent encore être déterminées par arrêté royal.

COTISATIONS SOCIALES.

Cotisation de solidarité pour les travailleurs du secteur public.

Arrêté royal du 8 janvier 1985 portant exécution de l'article 30 de la loi de redressement du 31 juillet 1984, *Moniteur* du 2 février 1985, p. 1180.

Extrait.

Article 1^{er}. — La loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public, modifiée par l'arrêté royal n° 113 du 23 décembre 1982, cesse d'être applicable, à la date du 1^{er} janvier 1984, aux membres du personnel et aux titulaires d'un mandat public, en tant que leur rémunération est à charge des institutions énumérées ci-après :

- 1° Caisse générale d'épargne et de retraite ;
- 2° Commission bancaire ;
- 3° Société nationale d'investissement ;
- 4° Société nationale de crédit à l'industrie ;
- 5° Crédit communal de Belgique ;
- 6° Institut de réescompte et de garantie ;
- 7° Banque nationale de Belgique ;
- 8° Office national du Ducroire ;
- 9° Caisse nationale de crédit professionnel ;
- 10° Office central de Crédit hypothécaire ;
- 11° Institut national de crédit agricole.

Cotisation ordinaire de sécurité sociale pour travailleurs indépendants.

Arrêté royal du 20 décembre 1984 déterminant l'incidence des fluctuations de l'indice des prix à la consommation, sur la perception des cotisations dues pour l'année 1985 dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants, *Moniteur* du 7 février 1985, p. 1301.

Extrait.

Article 1^{er}. — En vue du calcul des cotisations dues pour l'année 1985 :

1° la fraction visée à l'article 11, § 3, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants est fixée à

$$\frac{2,8007}{2,3134}$$

2° la fraction visée à l'article 14, § 1^{er}, du même arrêté est fixée à

$$\frac{2,8007}{1,4859}$$

Intervention du Fonds pour l'emploi.

Arrêté royal du 10 décembre 1984 déterminant les conditions dans lesquelles le Fonds pour l'emploi intervient pour compenser la diminution des cotisations de sécurité sociale qui résulte de la modération salariale complémentaire pour l'emploi, *Moniteur* du 23 février 1985, p. 2040.

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.

Voir rubrique 5.2.1 : Cotisations sociales : Cotisation ordinaire de sécurité sociale pour travailleurs indépendants.

5.2.2. REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Arrêté ministériel du 1^{er} février 1985 fixant pour 1982 le taux de répartition des frais de surveillance et de contrôle de la législation sur les accidents du travail et de l'élaboration de la statistique des accidents du travail, *Moniteur* du 22 février 1985, p. 1985.

ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE.

Fournitures pharmaceutiques.

Arrêté royal du 7 février 1985 modifiant l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des fournitures pharmaceutiques, *Moniteur* du 14 février 1985, p. 1639.

Soins de santé.

Arrêté royal du 4 février 1985 modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1982 portant fixation de l'intervention personnelle des bénéficiaires ou de l'intervention de l'assurance-soins de santé dans les honoraires pour certaines prestations, *Moniteur* du 7 février 1985, p. 1304.

Accord portant modification de l'Accord du 24 décembre 1980 en matière d'assurance-soins de santé entre le Ministre belge de la Prévoyance sociale et le Ministre néerlandais de la Santé publique et de l'Environnement, *Moniteur* du 13 février 1985, p. 1583.

CHOMAGE.

Allocations. Travailleurs frontaliers âgés.

Arrêté ministériel du 8 janvier 1985 d'exécution de l'article 7 de l'arrêté royal du 19 septembre 1980 relatif au droit aux allocations de chômage et aux indemnités complémentaires des travailleurs frontaliers âgés licenciés ou mis en chômage complet, *Moniteur* du 8 février 1985, p. 1354.

Chômeurs désireux de s'établir comme indépendants.

Arrêté royal du 4 janvier 1985 modifiant l'arrêté royal du 22 août 1983 organisant une intervention dans les prêts subordonnés octroyés par le Fonds de participation créé au sein de la Caisse nationale de crédit professionnel aux chômeurs complets indemnisés désireux de s'établir comme indépendants ou de créer une entreprise, *Moniteur* du 7 février 1985, p. 1302.

Le montant maximum de l'intervention du Ministre de l'Emploi et du Travail (fixé à 500.000 F), sera désormais adapté tous les deux ans.

Dispense de contrôle.

Arrêté ministériel du 11 février 1985 modifiant l'article 76, 15°, de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage, *Moniteur* du 21 février 1985, p. 1940.

MINIMUM DE MOYENS D'EXISTENCE.

Recouvrement à charge des débiteurs d'aliments.

Arrêté royal du 18 février 1985 modifiant l'arrêté royal du 9 mai 1984 pris en exécution de l'article 13, deuxième alinéa, 1°, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence et de l'article 100bis, § 1, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, *Moniteur* du 27 février 1985, p. 2190.

PENSIONS.

Harmonisation dans les régimes de pension. Pensions du secteur public.

Arrêté royal du 29 janvier 1985 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du Livre I^{er} de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension, *Moniteur* du 8 février 1985, p. 1341.

Prépension légale.

Arrêté ministériel du 23 janvier 1985 d'exécution de l'article 6 de l'arrêté royal du 22 août 1979 d'exécution de la section 2 — Prépension légale — du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, *Moniteur* du 15 février 1985, p. 1674.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

CONCOURS FINANCIER A MOYEN TERME (C.E.).

Prolongation.

Arrêté royal du 24 janvier 1985 relatif à la prolongation du mécanisme de concours financier à moyen terme mis en place dans le cadre des Communautés européennes, *Moniteur* du 8 février 1985, p. 1352.

Extrait.

Article 1^{er}. — Sont confirmées les obligations découlant pour la Belgique de la Décision 84/655/CEE, du Conseil des Communautés européennes du 10 décembre 1984, reconduisant la Décision 71/143/CEE, portant mise en place d'un mécanisme de concours financier à moyen terme.

IMPORTATIONS. EXPORTATIONS. TRANSIT.

Régime de licence.

Arrêté ministériel du 7 février 1985 modifiant l'annexe à l'arrêté ministériel du 20 juin 1984 soumettant à licence l'exportation de certains produits sidérurgiques vers les Etats-Unis d'Amérique, *Moniteur* du 19 février 1985, p. 1784.

Substances radioactives.

Arrêté ministériel du 10 décembre 1984 modifiant l'arrêté ministériel du 9 mai 1977, désignant les offices de douane par lesquels l'importation soumise à autorisation de substances radioactives ou d'appareils en contenant, peut s'effectuer, *Moniteur* du 1^{er} février 1985, p. 1137.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

333.846.6 - 333.820. - 333.111.6
336.401.

307.4 - 307.61

ADAM, M.C.

Politique monétaire et finances publiques.

(In : *REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES*,
Paris, 8, 1984, p. 105-122.)

FR 52B

BLADES, D. & SIMPSON, W.

The OECD compatible trade and production data
base.

(In : *WORKING PAPERS - O.E.C.D.*, *Paris*, 18,
1985 01, p. 1-71.)

OECD 12B

338.752.0 - 338.43

332.18 - 658.313.

ANDRE, F.

Les fabrications métalliques dans l'économie lié-
geoise.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE*, *Bruxelles*,
1, 1985 01, p. 45-47.)

BE 69

BLYTON, B.

La participation des salariés à la prise des déci-
sions : problèmes d'hier et d'aujourd'hui.

(In : *REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIA-
LES*, *Paris*, 2, 1984, p. 227-242.)

UN 6

382.242.4

654. - 350.0 - 354.

AROYO, P. & FOUET, M.

Les pétrodollars. Une réserve liquide en voie d'as-
sèchement.

(In : *OBSERVATIONS ET DIAGNOSTICS ECONOMIQUES -
REVUE DE L'OFCE*, *Paris*, 10, 1985 01, p. 65-82.)

FR 46.

BODART, F.

Pour une utilisation efficiente, par l'administration
publique, des technologies d'information. (Rapport
au Ministre de la Fonction Publique.)

*Bruxelles, Institut Belge d'Information et de Documenta-
tion*, 1984, 120 p.

333.432.8

330.3 - 382.51

BERGSTRAND, J.H.

Bretton Woods revisited.

(In : *FEDERAL RESERVE BANK OF BOSTON-NEW
ENGLAND ECONOMIC REVIEW*, *Boston*, 09/10,
1984 09/10, p. 23-33.)

US 34A

BONIFACE, H. et al.

Le modèle multinational Atlas - 2^e partie : le com-
merce international.

(In : *ECONOMIE & PREVISION*, *Paris*, 64, 1984,
p. 1-66.)

FR 10Z

333.611.

333.154. - 333.731. - 333.427.

BOURSE DE BRUXELLES.

Le second marché.

Bruxelles, Bourse de Bruxelles, 1984, 12 p.

BULLETIN...

Les paiements électroniques en Belgique : à la recherche d'un équilibre concurrentiel.

(In : BULLETIN DE LA SOCIETE GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 249, 1984 12, p. 3-10.)

BE 27CF

330.52 - 380.22 - 331.01
338.8

338.731.

BRENNER, Y.S.

Capitalism, competition and economic crisis : structural changes in advanced industrialised countries.

Washington, Kapitan Szabo Publishers, 1984, X + 262 p.

BULLETIN...

Changements structurels dans le secteur pétrolier.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 2, 1985 11 01, p. 1-5.)

BE 33

339.231. - 338.721.

333.633.0 - 333.613.

BUBLOT, G. & DE BUSSCHERE, F.X.

Etudes sur les capitaux dans l'agriculture belge. 4. Les capitaux circulants : approche microéconomique.

(In : REVUE DE L'AGRICULTURE, Bruxelles, 5, 1984 09/10, p. 1117-1127.)

BE 132

BULLETIN...

Le marché belge des actions en 1984.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 3, 1985 18 01, p. 4-7.)

BE 33

339.231. - 338.721.

333.632.0 - 333.613.

BUBLOT, G. & DE BUSSCHERE, F.X.

Etudes sur les capitaux dans l'agriculture belge. 5. Les capitaux circulants : estimation à l'échelle du secteur.

(In : REVUE DE L'AGRICULTURE, Bruxelles, 5, 1984 09/10, p. 1129-1144.)

BE 132

BULLETIN...

Le marché belge des obligations en 1984.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 3, 1985 18 01, p. 1-4.)

BE 33

BULLETIN...

Les parcs récréatifs en Belgique.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 1, 1985 04 01, p. 1-6.*)

BE 33

CAHIERS...

La situation économique en Belgique en 1984.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 104, 1984 10/12, p. II-VII.*)

BE 44E

338.731.

330.3 - 331.061.

BULLETIN...

La détente des prix pétroliers : un phénomène durable?

(In : *BULLETIN FINANCIER - BANQUE BRUXELLES LAMBERT, Bruxelles, 1, 1985 11 01, p. 1-6.*)

BE 34A

CELLIER, F. et al.

Le modèle multinational Atlas. Première partie : les modèles par pays.

(In : *ECONOMIE ET PREVISION, Paris, 62, 1984, p. 1-62.*)

FR 10Z

336.204.

342.4 - 342.55 - 321.68
338.43

BULLETIN...

Le poids de la fiscalité en Belgique et à l'étranger.

(In : *BULLETIN FINANCIER - BANQUE BRUXELLES LAMBERT, Bruxelles, 19, 1984 14 12, p. 1-9.*)

BE 34A

CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SOCIO-POLITIQUES.

Communautés et régions en Belgique ; genèse, compétences, institutions, moyens.

(Dossier pédagogique.)

Bruxelles, C.R.I.S.P., 1984, 24 p.

338.013.

333.104. - 332.71

BULLETIN...

Accords sur les produits de base : une étude du Fonds examine leur impact sur les prix.

(In : *BULLETIN DU FMI, Washington, 23, 1984 17 12, p. 370-372.*)

FMI 2F

CHALUDE, M.

Les femmes et la mixité des emplois en banque, situation, rôles et changements.

Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés Européennes, 1984, IV + 139 p.

347.736. - 333.744. - 368.611.

333.109. - 333.111.7 - 333.78
339.115. - 336.311.2

CHAMBRE DE COMMERCE DE BRUXELLES.

Le dépistage et la prévention de faillites.
(Journée d'études du jeudi 19 mai 1983.)
Bruxelles, C.C.B., 1983, 100 p.

COLJE, H.

Provisioning for country risk.

(In : *THE BANKER, London, 707, 1985 01, p. 31-34.*)

GB 3

311.0

347.720.43

CLAUSEN, A.W.

Croissance démographique et développement économique et social. (Discours prononcés à Nairobi, Kenya, le 11 juillet 1984 et Mexico le 7 août 1984.)
Washington, Banque Mondiale, 1984, 43 p.

COLLEYE, J.

Le nouveau statut légal du commissaire de sociétés commerciales.

(In : *REVUE BELGE DE LA COMPTABILITE ET DE L'INFORMATIQUE, Bruxelles, 4, 1984 31 12, p. 17-36.*)

BE 662

339.115. - 336.311.2 - 333.109.

334.151.7 - 334.153.1

COCKAERTS, M.

The debt problem : a challenge for the banks.
(In : *TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT, Leuven, 4, 1984, p. 539-552.*)

BE 171

COMBA, A.

Nouveaux instruments de politique commerciale pour la réalisation d'une politique industrielle communautaire.

(In : *DROIT ET PRATIQUE DU COMMERCE INTERNATIONAL - INTERNATIONAL TRADE LAW AND PRACTICE, Paris, 4, 10/12 1984, p. 615-621.*)

FR 560

331.153.

338.43

COEKELBERGHS, A.

Ordonnances monétaires sous Philippe II de 1563 à 1598.
(Dossiers du CEN, 1.)
Bruxelles, Cercle d'Etudes Numismatiques, 1984, 354 p.

COMITE D'ACTION ET D'ANIMATION ECONOMIQUE DU BASSIN DE CHARLEROI.

La région de Charleroi : points forts pour une reconversion industrielle.

Charleroi, C.A.A.E.C., 1984, 35 p.

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Prévention et règlement des conflits collectifs du travail dans les pays membres de la Communauté.

Luxembourg, Office des publications officielles des Communautés Européennes, 1984, 188 p.

307.23

COMMUNAUTES EUROPEENNES/
EUROPESE GEMEENSCHAPPEN.

Structure des salaires 1978/79; résultats principaux. Loonstructuur; hoofdresultaten. 4. Belgique/België.

Luxembourg/Luxemburg, Office statistique des C.E./Bureau voor de Statistiek der E.G., 1984, XCIX + 603 p.

333.453. - 333.450. - 333.451.0 - 333.451.1
333.451.6 - 333.451.7 - 333.432.8 - 333.131.44
333.662. - 334.151.25 - 334.151.27 - 347.721.2
382.242.4

COMPOSITE...

Composite currencies: SDRs, ECUs and other instruments.

London, Euromoney, 1984, VI + 162 p.

339.115. - 336.311.2

CRAWFORD, M.

Third World debt is here to stay.

(In: LLOYDS BANK REVIEW, London, 155, 1985 01, p. 13-31.)

GB 31

CREDITEXPORT.

Creditexport au service de la grande exportation depuis 1959.

Bruxelles, Creditexport, 1984, 106 p.

339.115. - 336.311.2 - 333.109.

d'ARVISENET, P.

La dette des PVD: les banques ont-elles été cohérentes?

(In: ANALYSES DE LA S.E.D.E.I.S., Paris, 43, 1985 01, p. 24-26.)

FR 10A

333.164.0 - 338.342.1

DE CLERCQ, W.

De rol van de Wereldbank en het I.M.F., een Belgisch standpunt.

(In: REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIEREWEZEN, Bruxelles/Brussel, 10, 1984 12, p. 50-63.)

BE 134

332.832. - 368.43 - 658.324.
349.1

DE CLERCQ, Y.

La loi du 15 mai 1984.

(In: REVUE DE DROIT SOCIAL, Bruxelles, 5, 1984, p. 229-237.)

BE 672

333.109. - 339.115. - 336.311.2

de GROOTE, J.

Het landenrisico.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIER-
WEZEN, Bruxelles/Brussel, 10, 1984 12, p. 19-25.*)

BE 134

332.832. - 368.43 - 658.324.

DE NAUW, E.

De rust- en overlevingspensioenen in EEG-landen.

(In : *SOCIALISTISCHE STANDPUNTEN, Brussel, 5-6,
1984 09/12, p. 65-81.*)

BE 155D

333.432.8

de LAROSIERE, J.

Au cours de la période à venir le FMI continuera
d'avoir un rôle à jouer comme agent d'ajustement,
de financement et de catalyse.

(In : *BULLETIN DU FMI, Washington, 23,
1984 12 17, p. 377-380.*)

FMI 2F

338.43 - 336.020. - 336.030.
336.61 - 321.68 - 342.55
342.3

DESAEYERE, W.

De geldstroom van Vlaanderen naar Wallonie,
1975-1988.

s.l., *V.N.S.-Studiedienst, 1984, versch. p.*

336.201. - 348.50

DELCOURT, E. & TRIQUET, A.

La fiscalité belge.

(In : *REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES,
Paris, 8, 1984, p. 67-85.*)

FR 52B

333.633.0 - 339.312.3 - 333.712.1

DE SCHUYTENEER, J.

L'expérience d'une société de financement privée :
Advent Belgium.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles,
1, 1985 01, p. 12-14.*)

BE 69

368.40

DELOOF, E.

De financiering van de Sociale Zekerheid.

(In : *SOCIALISTISCHE STANDPUNTEN, Brussel, 5-6,
1984 09/12, p. 21-52.*)

BE 155D

331.31 - 331.062.

DE STAERCCKE, J.

Plaidoyer pour une relance économique.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles,
1, 1985 01, p. 26-29.*)

BE 69

368.40 - 338.43

DETHEE, M.

Een regionale analyse van de sociale zekerheid in België.

(In : *G.E.R.V.-BERICHTEN, Antwerpen, 45, 1984 12, p. 47-90.*)

BE 62C

331.01 - 382.11 - 333.841. - 336.61
336.401. - 338.40 - 380.23 - 338.751.1
338.752.12 - 654. - 332.630. - 339.115.
333.432.8 - 333.450. - 338.8

ECONOMIE...

Economie mondiale 1980-1990 : la fracture?
(Rapport du CEPII.)

Paris, Economica, 1984, X + 406 p.

368.40

DILLE, K.

De Sociale Zekerheid volgens Roodboek III.

(In : *SOCIALISTISCHE STANDPUNTEN, Brussel, 5-6, 1984 09/12, p. 120-124.*)

BE 155D

333.428. - 333.846.4 - 333.111.41
333.111.6

ENGEL, G.

Verstetigung des Geldmengenwachstums und politische Unabhängigkeit der Zentralbank.

(In : *KREDIT UND KAPITAL, Berlin, 4, 1984 10/12, p. 540-553.*)

DE 16F

333.113.

du BUS de WARNAFFE, J.P.

Le rôle des sociétés dites « Investis ».

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE, Bruxelles, 1, 1985 01, p. 15-18.*)

BE 69

332.87

ENGELS, J.

De vakbonden in de crisisjaren.

(In : *VOORUITGANG, Brussel, 69, 1984 09/10, p. 5-8.*)

BE 126B

382.242.4

DUFFY, G. & GIDDY, I.

Eurocurrency deposit risk.

(In : *JOURNAL OF BANKING AND FINANCE, Amsterdam, 4, 1984 12, p. 567-589.*)

NL 15A

338.753.2 - 338.753.3 - 338.753.0
338.733. - 338.012.

ERREYGERS, G.

Coal versus nuclear, a struggle for power. Evaluation and comparison of major side-effects.

(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, Rapport, 84/166.)

Antwerpen, SESO van de Universitaire Faculteiten St.-Ignatius, 1984, 66 p.

FONDATION ROI BAUDOUIIN.

La protection juridique contre le surendettement ; propositions résultant d'une recherche-action sur le crédit à la consommation.

Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 1984, 75 p.

FREY, B.S.

The function of governments and intergovernmental organizations in the international resource transfer - the case of the World Bank.

(In : WELTWIRTSCHAFTLICHES ARCHIV, Kiel, 4, 1984, p. 702-718.)

DE 29

332.0

FONDATION ROI BAUDOUIIN.

Le travail dans l'avenir ; cinq idées.

Bruxelles, Fondation Roi Baudouin, 1984, 80 p.

336.020. - 336.030. - 338.43

G.E.R.V...

Regionalisering van de lopende ontvangsten en uitgaven van de overheid - periode 1980-1982.

(In : G.E.R.V.-BERICHTEN, Antwerpen, 45, 1984 12, p. 9-45.)

BE 62C

336.60 - 336.020. - 336.030.

FRANK, M.

Finances publiques de la Belgique (1955-1983) - Vue globale.

(In : REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES, Paris, 8, 1984, p. 3-21.)

FR 52B

336.834. - 336.214.

GERARD, M.

L'investissement et l'impôt en Belgique.

(In : REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES, Paris, 8, 1984, p. 87-103.)

FR 52B

333.841. - 333.831.0 - 333.830.

FREMINEUR, CH. & DUBOIS, L.

Les relations entre les taux d'intérêt et les taux d'inflation : considérations théoriques et vérifications empiriques.

(In : ANNALES DE SCIENCES ECONOMIQUES APPLI-QUEES, Louvain-la-Neuve, 4, 1983 10/12, p. 41-72.)

BE 10

333.451.6

GLESKE, L.

Erfahrungen mit flexiblen Wechselkursen.

(In : KREDIT UND KAPITAL, Berlin, 4, 1984 10/12, p. 455-470.)

DE 16F

GOFFIN, P.C.

Landbouwontwikkeling en de Wereldbank.

*(In : REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIER-
WEZEN, Bruxelles/Brussel, 10, 1984 12, p. 43-49.)*

BE 134

HOOKE, A.W.

Le Fonds Monétaire International; évolution,
structure et activités.*(Série des brochures, 37.)**Washington, F.M.I., 1983, VII + 98 p.*

330.581. - 332.87

336.41 - 336.43 - 336.440.
336.450. - 336.453.

GRINBERG, G.

Du programme de réformes de structures de la
FGTB aux modes de régulation du rapport sala-
rial : crise économique et devenir de la planifica-
tion.*(In : CRITIQUE REGIONALE, Bruxelles, 12, 1984,
p. 137-146.)*

BE 52

HULLEBROECK, R.

La procédure budgétaire.

*(In : REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES,
Paris, 8, 1984, p. 147-164.)*

FR 52B

332.810. - 332.811. - 658.331.

382.51 - 307.61

HART, R.A.

Réduire le temps de travail; un dilemme pour les
partenaires sociaux.*Paris, O.C.D.E., 1984, 113 p.*

INFORMATIONS...

Le commerce extérieur de l'UEBL en 1983.

*(In : INFORMATIONS DU COMMERCE EXTERIEUR -
SUPPLEMENTS, Bruxelles, 1984 12, p. 1-56.)*

BE 27F

339.12 - 307.362. - 339.325.1
333.450.

330.581. - 338.40

HILL, P.

Real gross product in OECD countries and asso-
ciated purchasing power parities.*(In : WORKING PAPERS - O.E.C.D., Paris, 17,
1984 12, p. 1-24.)*

OECD 12B

INSTALLE, M.

Planification et politique industrielle.

*(In : CRITIQUE REGIONALE, Bruxelles, 12, 1984,
p. 147-151.)*

BE 52

333.111.42 - 333.432.8

JAGER, H. & de JONG, E.

Optimal reserve asset composition, special drawing rights, and the size of a substitution account.
(SUERF Series, 47A.)

Tilburg, Société Universitaire Européenne de Recherches Financières, 1984, 18 p.

333.831.0 - 333.451.6 - 333.831.1
333.831.3 - 334.151.27

KNEESHAW, J.T. & VAN DEN BERGH, P.

International interest rate relationships: policy choices and constraints.

(In : BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS - BIS ECONOMIC PAPERS, Basle, 13, 1985 01, p. 1-67.)

BIS 1

331.31 - 331.30

JAGER, H. & WESSELING, V.F.M.

Structurele economische aspecten van de positie van de EG in de Eerste Wereld.

(In : MAANDSCHRIFT ECONOMIE, Deventer, 6, 1984 11 12, p. 465-483.)

NL 5

338.012. - 338.753.0 - 338.731.
338.732. - 338.733. - 338.753.3

KNOOPS, E.

Vivre l'énergie.

Bruxelles, Rossel, 1984, 189 p.

333.18 - 347.728.1

JEGERS, M. & BUIJINK, W.

De kwaliteit van een nieuwe bron van financiële en boekhoudkundige gegevens in België: een verkennend onderzoek.

(In : TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT, Leuven, 4, 1984, p. 477-493.)

BE 171

368.40

LECLERCQ, J.

De Sociale Zekerheid in België. Naar een vernieuwde opvatting en een globale hervorming.

(In : SOCIALISTISCHE STANDPUNTEN, Brussel, 5-6, 1984 09/12, p. 110-119.)

BE 155D

333.451.1

KARAMOUZIS, N.V.

Should we return to fixed exchange rates?

(In : FEDERAL RESERVE BANK OF CLEVELAND - ECONOMIC COMMENTARY, Cleveland, 1984 24 09, p. 1-6.)

US 31/I

333.160. - 333.432.8 - 333.164.0

LEIGH-PEMBERTON, R.

The role and future of the international financial institutions

(In : BANK OF ENGLAND - QUARTERLY BULLETIN, London, 4, 1984 12, p. 503-510.)

GB 1A

339.115. - 336.311.2 - 338.341.1
382.256.

LENAERTS, R.

De rol van de ontwikkelingssamenwerking in de moeilijke wereldsituatie van vandaag.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIÉ-WEZEN, Bruxelles/Brussel, 10, 1984 12, p. 65-71.*)

BE 134

658.42 - 347.720.43 - 347.718
347.728.1

MAES, J-P.

De hervorming van het bedrijfsrevisoraat en de organisatie van het accountantsberoep : stand van zaken na de goedkeuring van het wetsontwerp in de Kamer.

(In : *DRIEMAANDELIJKS VLAAMS TIJDSCHRIFT VOOR ACCOUNTANTS EN BOEKHOUDERS, Antwerpen, 4, 1985 10/12, p. 3-30.*)

BE 556

339.115. - 336.311.2

LEUTWILER, F. & BRIDEL, P.

Towards a solution of the international debt problem : a pragmatic approach.

(In : *MONNAIE ET CONJONCTURE - GELD, WÄHRUNG UND KONJUNKTUR, Zürich, 4, 1984 12, p. 51-58.*)

CH 3

368.40

MAGITS, M. & QUERTON, M.

De opbouw van de Sociale Zekerheid in België - een historisch overzicht.

(In : *SOCIALISTISCHE STANDPUNTEN, Brussel, 5-6, 1984 09/12, p. 5-14.*)

BE 155D

334.151.27 - 334.151.25

LOMAX, D.F.

The European Monetary System, real exchange rates and the European currency unit.

(In : *THE IRISH BANKING REVIEW, Dublin, 1984 12, p. 37-51.*)

IE 2

334.151.50 - 334.150.0

MAILLET, P.

L'économie de la Communauté Européenne. (2^{me} édition)

(In : *DOCUMENTATION EUROPEENNE, Luxembourg, 7-8, 1984, p. 1-95.*)

EEC 5DF

333.825. - 333.111.35

LUSSER, M.

Die Grenzen der Geldpolitik in einer offenen Volkswirtschaft.

(In : *MONNAIE ET CONJONCTURE - GELD, WÄHRUNG UND KONJUNKTUR, Zürich, 4, 1984 12, p. 59-63.*)

CH 3

331.31 - 336.01 - 330.48
331.062. - 333.846.0 - 333.450.

MARRIS, S.

Managing the world economy : will we ever learn? (The Frank D. Graham memorial lecture, 1984, May 3.)

(Essays in International Finance, 155.)

Princeton, N.J., Princeton University, 1984, 30 p.

336.53 - 336.451. - 336.12
342.55

MAZY, J.L. et al.

Les budgets régionaux. Compétences et modes de financement.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES*, Bruxelles, 104, 1984 10/12, p. 517-545.)

BE 44E

307.4 - 338.755.6

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

L'industrie textile dans les pays de l'OCDE - 1982 - Textile industry in OECD countries.

Paris, O.C.D.E./O.E.C.D., 1984, 42 p.

330.581.

MILLER, H.

Pratiques de la planification en économie de marché.

(In : *CRITIQUE REGIONALE*, Bruxelles, 12, 1984, p. 51-83.)

BE 52

333.820. - 333.428. - 333.405.

PAQUIN, L.T.

Y a-t-il un rôle à long terme pour la politique monétaire?

(In : *CAHIERS DU SEMINAIRE D'ECONOMETRIE*, Paris, 25, 1983, p. 71-107.)

FR 14C

336.207. - 336.201.

MINISTERE DES FINANCES.

Allègements fiscaux en faveur des particuliers et indépendants, 1981-1984.

Bruxelles, Ministère des Finances, 1984, 33 p.

333.613. - 333.633.0 - 336.207.
339.312.6

PARIBAS...

La bourse de Bruxelles en 1984 : résultats positifs mais non exceptionnels.

(In : *PARIBAS - NOTES ECONOMIQUES*, Bruxelles, 59, 1985 01, p. 2-19.)

BE 64DF

368.611.

OFFICE NATIONAL DU DUCROIRE.

L'Office National du Ducroire.

Bruxelles, O.N.D., 1984, 22 p.

332.87

PEETERS, V.

Vakbeweging. Terug naar af of nieuw elan.

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED*, Brussel, 1, 1985 01, p. 11-29.)

BE 71

334.151.6

334.151.27 - 334.151.25

PLUMB, H.

The common agricultural policy: the politics of the possible.

(In : *THE THREE BANKS REVIEW*, Edinburgh, 144, 1984 12, p. 39-49.)

GB 58A

REPORT...

The European Monetary System and the Ecu after their first six years.

(In : *REPORT FROM BRUSSELS - BANQUE BRUXELLES LAMBERT*, Bruxelles, 122, 1984 12, p. 1-8.)

BE 34D

336.451.

333.633.0 - 339.312.3

QUADEN, G.

Les déficits publics belges en pratique et face aux théories.

(In : *REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES*, Paris, 8, 1984, p. 23-33.)

FR 52B

REUSS, C.

Le concept du « venture capital » et les développements dans différents pays.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE*, Bruxelles, 1, 1985 01, p. 9-11.)

BE 69

333.112.7 - 368.611.

333.164.0 - 339.115. - 336.311.2

QUERTAINMONT, P.

La protection des déposants d'une banque faillie par l'Institut de Réesc compte et de Garantie et la règle de l'égalité des citoyens devant la loi.

(In : *REVUE CRITIQUE DE JURISPRUDENCE BELGE*, Bruxelles, 4, 1984 10/12, p. 649-669.)

BE 667

REVUE...

De rol van de Wereldbank in de oplossing van de huidige moeilijkheden: Leerstoel Rik Vloeberghs.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIË-WEZEN*, Bruxelles/Brussel, 10, 1984 12, p. 1-71.)

BE 134

333.164.0 - 339.115. - 336.311.2

333.112.7

QURESHI, M.A.

The challenges facing the World Bank.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIË-WEZEN*, Bruxelles/Brussel, 10, 1984 12, p. 11-18.)

BE 134

REVUE...

Institut de Réesc compte et de Garantie : mission.

(In : *REVUE CRITIQUE DE JURISPRUDENCE BELGE*, Bruxelles, 4, 1984 10/12, p. 636-649.)

BE 667

REVUE...

Les finances publiques belges.

(In : *REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES*, Paris, 8, 1984, p. 1-164.)

FR 52B

SINGH, B. & SAHNI, B.S.

Causality between public expenditure and national income.

(In : *THE REVIEW OF ECONOMICS AND STATISTICS*, Cambridge (Mass.), 4, 1984 11, p. 630-644.)

US 39

336.208. - 343.35

333.164.0

ROGIERS, F.

Le phénomène de l'économie souterraine et le travail en noir.

(In : *PROGRES*, Bruxelles, 94, 1984 09/10, p. 5-7.)

BE 126A

SNOY, B.

Structure financière et techniques de financement de la Banque Mondiale.

(In : *REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIË-WEZEN*, Bruxelles/Brussel, 10, 1984 12, p. 30-42.)

BE 134

342.526. - 331.31 - 368.40
332.630. - 336.201. - 336.61

336.020.

SALIEN, V.

Analyse des dispositions fiscales de la loi de redressement du 31 juillet 1984.

(In : *REVUE GENERALE DE FISCALITE*, Bruxelles, 6-7bis, 1984 09, p. 1-39.)

BE 158FB

TAIT, A.A. & HELLER, P.S.

International comparisons of Government expenditure.

(In : *OCCASIONAL PAPER - I.M.F.*, Washington, 10, 1982 04, p. 1-39.)

IMF 6

347.731. - 347.734. - 347.733.
333.24 - 333.112.8 - 333.139.2
333.139.1 - 368.04

336.401. - 336.01 - 336.451.

SCHILTZ, H. & LEYSEN, R.

Handboek van financiële wetgeving.

Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1984, XV + 191 p.

THYS-CLEMENT, F. & VAN REGEMORTER, D.

Analyse macro-économique des effets de la politique budgétaire.

(In : *REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES*, Paris, 8, 1984, p. 35-51.)

FR 52B

TORDEURS, L.

Quelques conclusions pour une planification régionale concertée.

(In : *CRITIQUE REGIONALE*, Bruxelles, 12, 1984, p. 171-175.)

BE 52

VAN LAER, E.E.

Het aanpassingsproces in kleine en grote industrielanden.

(In : *MAANDSCHRIFT ECONOMIE*, Deventer, 6, 1984 11 12, p. 500-512.)

NL 5

334.151.26

TUGENDHAT, C.

Opening up Europe's financial sector to intra-community competition.

(In : *THE BANKER*, London, 707, 1985 01, p. 21-24.)

GB 3

336.50 - 336.53 - 336.12
342.55 - 352.

VAN ROMPUY, P.

L'impact de la régionalisation sur les finances publiques : le cas de la Belgique.

(In : *REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES*, Paris, 8, 1984, p. 137-146.)

FR 52B

305.2 - 331.30

VANDENBROUCKE, F.

Een « linkse gezondheidsindicator » voor de Belgische economie : een noot.

(In : *TIJDSCHRIFT VOOR ECONOMIE EN MANAGEMENT*, Leuven, 4, 1984, p. 517-527.)

BE 171

658.310. - 658.331. - 332.810.
332.811.VERBOND VAN KRISTELIJKE WERKGE-
VERS EN KADERLEDEN.

Experimenten van reorganisatie van de arbeid. (Nationaal Colloquium V.K.W. - Gent, 1 december 1983.)

(V.K.W. Dossier, 1984/6.)

Brussel, V.K.W., 1984, 146 p.

338.751.1

VANDERSEYPEN, G.

1986 : l'année de la vérité pour la sidérurgie.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE*, Bruxelles, 6, 1984 12, p. 441-457.)

BE 131A

332.10 - 347.754.

VERBOND...

Heroriëntering van het sociaal-economisch overleg (Nationaal Congres, Knokke-Heist, 30/11/84).

(In : *ONDERNEMEN*, Brussel, 10 supp, 1984 12, p. 1-103 bijlage.)

BE 48

von ROSEN, R.

Zuversicht bei der IWF-Währungskonferenz.

(In : *KREDIT UND KAPITAL*, Berlin, 4, 1984 10/12, p. 580-592.)

DE 16F

WERKLOOSHEIDSVERZEKERING...

De werkloosheidsverzekering : problemen en perspectieven.

(Reeks sociaal recht, 25.)

Antwerpen, Kluwer Rechtswetenschappen, 1984, VII + 142 p.

336.301. - 336.310. - 336.302.

338.8

VUCHELEN, J.

La dette publique belge.

(In : *REVUE FRANÇAISE DE FINANCES PUBLIQUES*, Paris, 8, 1984, p. 53-65.)

FR 52B

WOLF, M.

Sustained economic growth : Prospect or mirage?

(In : *THE WORLD ECONOMY*, London, 3, 1984 09, p. 313-331.)

GB 63

338.750. - 339.232.

333.451.7

WALCKIERS, D.

Portraits financiers et économiques de l'industrie manufacturière 1977-1983.

(In : *PARIBAS - NOTES ECONOMIQUES*, Bruxelles, 28, 1984 12, p. 1-23.)

BE 64DF

WOO, W.T.

Speculative bubbles in the foreign exchange markets.

(Brookings Discussion Papers in International Economics, 13.)

Washington, The Brookings Institution, 1984, 48 p.

347.728.1 - 347.728.3

330.580. - 336.024.

WELKE...

Welke informatie voor de aandeelhouder? (Studienamiddag Seminarie voor financiële economie, 3 mei 1984.)

Gent, Rijksuniversiteit-Gent, 1984, 93 p.

ZORGEN...

Zorgen om de verzorgingsstaat; een sociologische analyse.

Leuven, Acco, 1984, 359 p.

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 500,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique). Autres pays : FB 50,—.

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
